

ŒUVRES

Juin 1935

Septembre 1935

Léon Trotsky
ŒUVRES

Juin 1935 - Septembre 1935

Publiées sous la direction de Pierre BROUÉ

Introduction et notes de Pierre BROUÉ et Michel DREYFUS

Publication de l'Institut Léon Trotsky

Paris EDI 1979

ETUDES ET DOCUMENTATION INTERNATIONALES

SOMMAIRE

<i>AVERTISSEMENT</i> , Marguerite BONNET	11
<i>RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION</i> <i>INTERNATIONALE</i> , l'équipe de présentation	13
<i>LISTE DES SIGLES</i>	15
<i>REPÈRES CHRONOLOGIQUES</i>	17
<i>INTRODUCTION</i> , Pierre BROUÉ, Michel DREYFUS	21

Certains textes, lettres ou autres, n'ont pas de titre d'origine. Pour faciliter la lecture, nous avons pensé qu'il était utile de leur en donner. Dans ce cas, dans le sommaire et dans l'ouvrage, ces titres sont entre crochets [...].

[Régler la question du bureau de Stockholm] (21 juin 1935)	31
Rosa Luxemburg et la IV ^e Internationale. Remarques rapides sur une question importante (24 juin 1935)	34
[Le S. A. P. et la Lettre ouverte] (2 juillet 1935)	41
[L'idée d'un « journal de masse »] (2 juillet 1935)	47
[Pour un service spécial d'information] (2 juillet 1935)	48
[Le conflit italo-éthiopien] (pub. le 17 juillet 1935)	51
[Les radicaux et le front populaire] (11 juillet 1935)	53
[« Parti mondial de la révolution socialiste »] (14 juillet 1935)	54
[Perspectives polonaises] (16 juillet 1935)	57
[Questions urgentes] (17 juillet 1935)	63
Présentation de Trotsky aux Norvégiens (19 juillet 1935)	67
Aux jeunes socialistes et communistes qui veulent penser (22 juillet 1935)	73
[Des mots d'ordre opposés] (22 juillet 1935)	79
[Encore sur le journal de masse] (26 juillet 1935)	80
[La Pologne n'est pas une exception] (28 juillet 1935)	81
Qui défend l'U.R.S.S., qui aide Hitler ? (29 juillet 1935)	84
[L'exclusion des jeunesses socialistes de la Seine] (30 juillet 1935)	96

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JUIN-SEPTEMBRE 1935

[De précieux renseignements] (2 août 1935)	102
« Étiquettes et numéros » (7 août 1935)	103
[Discussions sur la Chine] (août 1935)	109
[La question décisive] (10 août 1935)	117
[Après les événements de Toulon] (11 août 1935)	118
Un article capital (11 août 1935)	122
[L'oechlerisme et l'expérience française] (11 août 1935)	127
[Un cancer dans le Workers Party] (12 août 1935)	134
[Un appel aux camarades oechleristes] (13 août 1935)	140
[Il faut une lutte implacable contre l'oechlerisme] (13 août 1935)	142
[Pour une réconciliation sur les principes] (13 août 1935)	144
[Réflexions sur la situation allemande] (19 août 1935)	146
[La pression de l'opinion publique bourgeoise] (23 août 1935)	152
[Remarques sur le programme d'action de l' <i>Action socialiste révolutionnaire</i>] (23 août 1935)	153
Le congrès de la liquidation de l'Internationale communiste (23 août 1935)	157
[Des renseignements qu'on va utiliser] (27 août 1935)	171
Pour un jury des organisations ouvrières. Contre toutes les formes de gangstérisme à l'intérieur du mouvement ouvrier (29 août 1935)	172
[Encore une fois sur le S.A.P.] (2 septembre 1935)	180
[Pas d'alliance avec le groupe Ochler] (4 septembre 1935)	183
[Il faut faire des concessions à Weber et Muste] (4 septembre 1935)	186
Il est temps d'organiser l'aide aux révolutionnaires inter- nationalistes (7 septembre 1935)	190
[Au sujet du 7 ^e congrès] (7 septembre 1935)	195
[Les comités d'action] (7 septembre 1935)	201
[Se tourner vers un parti indépendant] (13 septembre 1935)	202
La Russie et le prolétariat mondial (14 septembre 1935)	204
Comment ils écrivent histoire et biographie (septembre 1935)	209
[Ligne politique et tactique] (16 septembre 1935)	216
Appel pour le <i>Biulleten</i> (publié en septembre 1935)	218
L'I.L.P. et la IV ^e Internationale (à mi-chemin) (18 septembre 1935)	221
[Echanges de vues] (18 septembre 1935)	244
[Il faut faire un bloc] (24 septembre 1935)	246
La bureaucratie se maintient par la terreur (26 septembre 1935)	256
Les fractions et la IV ^e Internationale (septembre 1935)	264

<i>ANNEXES</i>	273
<i>OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS</i>	275
<i>INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES</i>	279
<i>INDEX DES NOMS DE PERSONNES</i>	281
<i>INDEX DES ORGANISATIONS, INSTITUTIONS, INSTANCES</i>	287
<i>INDEX DES THÈMES ET SUJETS</i>	297

TABLE DES HORS-TEXTES :

- Planche I - Léon Trotsky
- Planche II - Yvan Craipeau, Earl Birney
- Planche III - Kurt Landau, Oskar Seipold
- Planche IV - Konrad Knudsen

AVERTISSEMENT

La publication des œuvres de Léon Trotsky dans laquelle s'insère le présent volume répond à un projet d'ensemble qui vise à permettre une connaissance plus large et plus sûre de sa pensée et de son action. Ses livres proprement dits ont connu en France des rééditions successives, souvent dans des collections de poche qui en facilitent la circulation. Mais à quelques exceptions près, les articles et l'énorme correspondance qui forment pourtant l'armature quotidienne de son combat politique ne sont pas aisément accessibles. Pour la période de l'exil, la correspondance, dont de nombreux éléments publiés dans cette collection étaient jusqu'à ce jour inédits, a constitué une part considérable de l'activité de Trotsky : elle était un de ses modes principaux d'intervention dans les luttes. En outre, plus encore que les ouvrages, articles et lettres exigent pour parvenir pleinement au lecteur des annotations précises les replaçant dans les événements, discussions, polémiques de l'époque, éclairant la vie des groupes et des hommes qui se sont rassemblés autour ou dans la mouvance de Trotsky. De nouveaux documents issus d'archives publiques ou privées fournissent aujourd'hui la possibilité de prendre une vue approfondie de tout ce contexte.

Un effort d'édition devait donc être entrepris, se fixant pour premier objectif la constitution de recueils présentés par des introductions historiques solides et accompagnés d'un appareil critique d'une grande rigueur. Ces considérations ont conduit un certain nombre de militants et de chercheurs, conscients de la nécessité d'un tel travail, à créer un Institut Léon Trotsky, grâce auquel puisse être évitée la dispersion des efforts et assurée une collaboration scientifique internationale étendue ; la tâche est trop vaste pour être poursuivie individuellement. L'Institut, fondé à la fin de 1977 à Paris, se fixe un double but :

- 1) assurer l'édition, dans l'esprit ci-dessus défini, des textes de Léon Trotsky de la manière la plus complète

possible dans les conditions actuelles, sans renoncer à l'éventualité plus lointaine d'un regroupement général ;

2) publier des *Cahiers Léon Trotsky*, apportant des études, des documents, des témoignages, et, on le souhaite, les suscitant.

On a préféré, pour cette collection *Œuvres*, l'ordre chronologique à un ordre thématique, toujours quelque peu arbitraire, divers problèmes étant souvent considérés dans un même texte. C'est le parti retenu par les éditeurs américains de Pathfinder Press pour les douze volumes de *Writings* couvrant la période 1929-1940. Nous leur devons beaucoup ; nous espérons leur être utiles à notre tour en leur apportant pour des réimpressions éventuelles les enrichissements et les rectifications que ne manque pas d'entraîner la poursuite de la recherche. Les traductions des textes sont faites dans la mesure du possible à partir de l'original russe.

Nous espérons également que le lecteur trouvera dans ces volumes non seulement multiples éléments de connaissance, mais aussi matière neuve de réflexion.

Marguerite BONNET
présidente de l'Institut Léon Trotsky
29, rue Descartes — 75005 Paris

RECHERCHE COLLECTIVE ET COLLABORATION INTERNATIONALE

Pour la rédaction des introductions et notes du présent volume, nous avons interrogé oralement ou par écrit les personnes suivantes qui ont toutes été à un moment ou à un autre actives dans le mouvement suscité par Trotsky : Erwin H. Ackerknecht (Zürich), John Archer (Londres), Fritz Belleville (Bâle), Yvan Craipeau (Nice), Hugo et Margaret Dewar (Lindfield), Octavio Fernández (Mexico), Pierre Frank (Paris), Oskar Hippe (Berlin), Siegfried Kissin (Reading), George Kopp (Lima), Stefan Lamed (Montréal), Alfonso Leonetti (Rome), Karliastis Loukas (Athènes), Pierre Naville (Paris), Walter Nelz (Zürich), Jean Rous (Paris), Jean van Heijenoort (Mexico), Michel Raptis (Paris), Oscar Waiss (Francfort/Main).

Pour l'établissement des liens avec ces précieux témoins, la rédaction des indications d'ordre biographique concernant les personnes disparues, ainsi que pour la documentation générale, nous avons une dette considérable vis-à-vis de la Bibliothèque de Documentation Internationale contemporaine (B. D. I. C.) de Nanterre, et notamment du fonds d'archives déposé par la Ligue communiste depuis 1972 ainsi que du fonds d'archives Lefeuve, de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam, de l'Institut Feltrinelli à Milan, du Centre d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale de Bruxelles, du Centre de documentation internationale (C. E. S.-E. D. I.) de Paris, du Centre d'Etudes et de Recherches sur les mouvements trotskystes et révolutionnaires internationaux (C. E. R. M. T. R. I.) de Paris et du fonds d'archives déposées par l'O. C. I., de la Bibliothèque du Musée social à Paris, du Centre de documentation Benjamin Franklin et de la Bibliothèque Medem de Paris, des Editions ouvrières à Paris, ainsi que de la Haupt-Staat Archiv de Düsseldorf, de l'Arbeiderbevegelsen Arkiv d'Oslo et de l'Arbetarrörelsens Arkiv de Stockholm.

Nous tenons tout particulièrement à remercier dans ces diverses institutions Mlle Campfens et MM. Segall et V. Kahan, d'Amsterdam, M. Luk Kongs de Bruxelles ainsi que Mlle Nadya De Beule et M. Rudi Van Doorslaer, Sammy Ketz, J. M. Brabant et les autres collaborateurs de Jean Maitron pour le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, le Dr Ziegahn, de Düsseldorf, le professeur Hermann Weber, de l'Université de Mannheim, Mlle Collette Chambelland, de Paris, Mlle Solveig Halvorsen, d'Oslo, Mme Eva Karlson, de Stockholm. Nous remercions également Georges Scheuer, J. Poulos, Rodolphe Prager, Rudolf Segall, Fritz Keller, Hans Schafranek, militants et chercheurs, Wolfgang Alles, Willy Buschak, Maurice Stobnicer, étudiants en doctorat, M. Boris

Goldenberg, de Cologne, Mme Patricia Francis, du Labour Party, M. K. Veisbrot de Paris, M. Roland Lewin, de Grenoble, le professeur Pelai Pagès de Barcelone, M. Håkon Meyer qui nous a orientés pour tout ce qui concerne le séjour norvégien de Trotsky et M. David Vogelsanger de Zürich, qui tous nous ont fourni une aide personnelle précieuse, ainsi que MM. Pierre Saccoman et Antoine Thivel. Nous remercions également tous ceux qui ont cherché pour nous des renseignements utiles dans les bibliothèques et collections de périodiques.

La base solide sur laquelle a reposé notre travail avait été construite par George Breitman et l'équipe qui édite les Writings pour Pathfinder Press. En outre, c'est non seulement à eux que nous devons d'avoir accédé facilement aux documents capitaux déposés à la Bibliothèque du collège de Harvard [Séries T (Trotsky), V (van Heijenoort) et D (commission Dewey)], mais également ceux de la Bibliothèque d'Histoire sociale de New York, comprenant notamment, dans les archives de James P. Cannon, de nombreuses copies de lettres de Trotsky, inaccessibles ailleurs. La liaison avec George Breitman a été permanente tout au long du travail. Jean van Heijenoort a été le guide, l'ultime recours, et a permis d'identifier souvent des textes non signés. Louis Sinclair, pas seulement par sa monumentale Trotsky : a Bibliography, mais par son inlassable disponibilité, a été à la fois boussole et carte.

Les traductions ont été faites, mais plus souvent seulement revues, par Pierre et Andrée Broué, Alain Calvié pour les textes allemands inédits et Michel Kehrnon pour le russe. Le manuscrit a été dactylographié par Pierre Broué, avec l'aide de Martine.

Les recherches nécessaires à l'établissement des introductions et notes ont été effectuées par Pierre Broué et Michel Dreyfus.

Les textes de ce volume ont été réunis par Pierre Broué qui a rédigé les notes dans un premier jet. Michel Dreyfus les a enrichies et augmentées. Elles ont été ensuite revues par les deux et par J.-F. Godchau. L'introduction, signée de ses auteurs, a été discutée avec le bureau de l'Institut Léon Trotsky. La mise au point définitive et l'établissement des index ont été réalisés sous la direction de Jean Risacher avec la collaboration des animateurs de l'Institut Léon Trotsky et des E. D. I.

Enfin M. Esteban Volkov, « Seva », le petit-fils de Trotsky, nous a encouragés et a apporté à l'Institut, donc à l'équipe de présentation, une aide matérielle décisive.

L'équipe de présentation

LISTE DES SIGLES

A.D.G.B.	: Allgemeiner deutscher Gewerkschaftsbund
A.F.L.	: American Federation of Labor
A.W.P.	: American Workers Party
B.L. ou b.l.	: bolchevik-léniniste
B.S.I.	: Bureau socialiste international
C.C.	: Comité central
C.E.	: Comité exécutif ou commission exécutive
C.G.T.	: Confédération générale du travail
C.G.T.U.	: Confédération générale du travail unitaire
C.L.A.	: Communist League of America
C.N.M.	: Comité national mixte (S.F.I.O.)
C.P.L.A.	: Committee for Progressive Labor Action
D.N.A.	: Det Norske Arbeiderparti
F.U.E.	: Fédération unitaire de l'enseignement
G.B.L.	: Groupe bolchevique-léniniste
G.C.I.	: Groupe communiste internationaliste
G.P.U.	: Guépéou (Gosoudartsvennoïé Polititcheskoïé Oupravlénie)
G.R.	: Gauche révolutionnaire
I.A.G.	: Internationale Arbeitsgemeinschaft
I.C.	: Internationale communiste
I.K.D.	: Internationale Kommunisten Deutschlands
I.L.L.A.	: Independent Labor League of America
I.L.O.	: International Left Opposition
I.L.P.	: Independent Labour Party
I.O.S.	: Internationale ouvrière socialiste
I.V.K.O.	: Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition
I.W.W.	: Industrial Workers of the World
J.C.	: Jeunesses communistes
J.S.	: Jeunesses socialistes
K.P.D.	: Kommunistische Partei Deutschlands
K.P.D.(S.)	: Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund)
K.P.O.	: Kommunistische Partei Opposition
L.C.I.	: Ligue communiste internationaliste (ou internationale)
L.R.W.P.	: League for a Revolutionary Workers Party

M.A.S.	: Marxistische Aktion der Schweiz
O.S.P.	: Onafhankelijk socialistische partij
P.C.	: Parti communiste
P.C.I.	: Partito comunista italiano
P.C.U.S.	: Parti communiste d'Union soviétique
P.O.B.	: Parti ouvrier belge
P.O.F.	: Parti ouvrier français
P.O.U.M.	: Partido Obrero de Unificación marxista
P.P.S.	: Polska partia socjalistyczna
P.S.	: Parti socialiste
P.S.I.	: Partito socialista italiano
P.S.O.E.	: Partido socialista Obrero español
P.U.P.	: Parti d'unité prolétarienne
R.S.A.P.	: Revolutionair socialistische arbeiders partij
R.S.P.	: Revolutionair socialistische partij
S.A.	: Sturmabteilung
S.A.P.	: Sozialistische Arbeiterpartei
S.D.K.P.L.	: Social demokracija Krosletska Polskiego i litwy
S.D.N.	: Société des nations
S.F.I.C.	: Section française de l'Internationale communiste
S.F.I.O.	: Section française de l'Internationale ouvrière
S.I.	: Secrétariat international
S.P.D.	: Sozialdemokratische Partei Deutschlands
S.R. ou s.r.	: Socialiste-révolutionnaire
U.P.S.	: Union des partis socialistes
U.S.P.D.	: Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands
W.P.C.	: Workers Party of Canada
W.P.U.S.	: Workers Party of the United States

REPÈRES CHRONOLOGIQUES

1935

JUIN

- 18 — Trotsky et ses compagnons de voyage débarquent à Oslo.
- 23 — Trotsky et les siens s'installent dans la maison de Knudsen, à Wexhall près de Hønefoss.
- 25 — Lettre ouverte de N.I. Sedova au sujet de l'arrestation en U.R.S.S. de son fils Sergei.
- 25 — Jean van Heijenoort quitte la Norvège.

JUILLET

- 4 — Appel aux Etats-Unis de Haïlé Sélassié, Négus d'Abyssinie, devant la menace italienne.
- 8 — Le gouvernement allemand annonce son programme de réarmement naval.
- 14 — Grande manifestation du Front populaire à Paris.
- 19 — Visite de Trotsky de Trygve Lie, Olé Colbjørnsen et Martin Tranmael.
- 25 — Début du VII^e congrès de l'I.C. à Moscou.
- 30 — Treize dirigeants de l'Entente des Jeunesses socialistes de la Seine exclus par la conférence nationale de Lille.

AOUT

- 5/10 — Manifestations, puis émeute et combats de rue à Brest et à Toulon.
- 6 — Ouverture de la discussion dans le R.S.A.P. Bladergroen contre la signature de la « Lettre ouverte ». P.J. Schmidt soutient cette initiative et prend position contre le bureau de Londres.
- 8/13 — Visite de Harold R. Isaacs chez Trotsky.
- 9 — Le dirigeant du P.C.I. en exil Montanari abattu à Paris par un militant lié aux bordiguistes.
- 10 — Le groupe belge « Spartacus » signe la « Lettre ouverte ».
- 10/11 — Conférence de Saint-Denis contre la guerre et l'union sacrée.
- 12 — L'Abyssinie s'adresse à la S.D.N. pour réclamer des « sanctions » contre l'Italie.
- (mi-août) — L'ancien oppositionnel arménien Tavitian ou Davtian, évadé d'U.R.S.S. arrive en Perse et lance un « appel au prolétariat mondial » signé Tarov.

17 — Publication du programme de l'Action socialiste révolutionnaire belge.

18 — Walter Held, représentant des B.L. est exclu du « bureau de Stockholm » au cours de sa réunion de Copenhague.

20 — Fin du VII^e congrès de l'I.C. qui a entériné le tournant vers le Front populaire.

SEPTEMBRE

9 — Fondation à Paris du cercle Lutetia avec le S.A.P. et le K.P.D. notamment.

13 — Demande d'exclusion du secrétariat de la S.F.I.O. contre onze militants du G.B.L. et deux des J.S. en raison de leur campagne pour la IV^e Internationale.

15 — Adoption en Allemagne des lois racistes dites « de Nuremberg » contre les Juifs.

19 — Trotsky hospitalisé à l'hôpital communal d'Oslo.

26 — Suppression des cartes de rationnement en U.R.S.S.

29 — Mobilisation générale en Abyssinie.

Conférence clandestine de fondation du P.O.U.M. à Barcelone.

30 — Fondation par Marceau Pivert de la Gauche révolutionnaire de la S.F.I.O.

INTRODUCTION

Le 18 juin 1935, commence pour Trotsky et sa compagne leur troisième séjour d'exil, le séjour norvégien. Expulsé d'U. R. S. S. en février 1929, le couple a vécu un peu plus de quatre années en Turquie, essentiellement à Prinkipo, puis en France, neuf mois de tranquillité et de travail à Saint-Palais, puis Barbizon. La mesure d'expulsion prise par le gouvernement français en avril 1934 l'a fait finalement échouer, après deux mois d'errance, à Domène, près de Grenoble, qu'il aspire à quitter.

Le séjour en France avait été marqué dès ses premiers jours par un tournant politique capital. Renonçant à la politique de redressement de l'Internationale communiste, définitivement faillie à ses yeux, Trotsky s'est prononcé en juillet 1933 pour la construction de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale. Il n'a pas réussi à faire des quatre organisations réunies en août 1933 sur le texte d'une déclaration commune le cadre de la construction d'une nouvelle Internationale, et la mauvaise volonté du S.A.P. allemand a fini par briser le « bloc des quatre ». Mais, au moment où il quitte la France, une nouvelle initiative — conçue et menée à bien par lui — vient de commencer à se développer. Cinq organisations, la L.C.I., le groupe bolchevik-léniniste de la S.F.I.O., le Workers Party du Canada et surtout les deux partis, américain et hollandais, nés de la fusion d'une section de la Ligue avec d'autres organisations ouvrières, le W.P.U.S. et le R.S.A.P., ont signé et commencent à diffuser une « Lettre ouverte », appel à la construction de la IV^e Internationale qui est pour Trotsky la tâche centrale de la période historique engagée.

*
**

L'attention de Trotsky, dans les premières semaines de son séjour en Norvège, se porte également vers deux autres questions de la plus grande importance pour le mouvement international, et par conséquent à ses yeux pour l'avenir de l'humanité.

La première est la dégénérescence de la révolution russe, du parti bolchevique et de l'Internationale communiste — la politique opportuniste de Front populaire qui va faire des P.C., à partir du 7^e congrès de l'I.C., des remparts de l'ordre existant — et la menace qu'elle fait peser sur les bolcheviks-léninistes d'Union soviétique, sur les siens et sur lui-même.

Il faut d'abord expliquer, appliquer à l'histoire de cette dégénérescence la méthode d'analyse marxiste : une préface qu'il destine à une réédition aux Etats-Unis de l'Histoire de la Révolution russe va pendant des mois absorber le gros de son travail intellectuel. Pris par son sujet, il écrit, au lieu de la préface, un véritable livre — qui ne sera achevé qu'en août 1936 et aura pour titre La Révolution trahie.

Et il y a en même temps les tâches immédiates de la lutte contre la répression. L'exploitation faite par la bureaucratie stalinienne et ses agences étrangères de l'assassinat de Kirov, de la condamnation à la prison de Zinoviev et Kamenev et de plusieurs dizaines de vieux-bolcheviks, les « rallonges » administratives infligées par le G.P.U. à plusieurs centaines de déportés trotskystes, les efforts de ce dernier pour impliquer Trotsky dans des « complots », terroristes et autres, démontrent clairement les objectifs d'une répression que n'arrêtent pas les frontières.

Au cours de l'été 1935, une victime de Staline, arrêtée autrefois pour son appartenance à l'Opposition de gauche, échappe à l'enfer sibérien. Le militant arménien qui se fait appeler Tarov s'évade et arrive en Iran. Il apporte un témoignage remarquable de précision sur la répression stalinienne. Malgré tous les efforts de Trotsky, les réactions de l'opinion ouvrière mondiale devant le drame en train de se nouer à une échelle sans précédent sont plus faibles qu'il ne l'escomptait : il semble bien qu'il ait été le seul à avoir, à cette époque, senti le bain de sang qui se préparait à Moscou.

La seconde question qui va retenir toute son attention, étroitement liée à celle de la construction de la IV^e Internationale, est la situation française. Trotsky pense qu'il existe dans le pays qu'il vient de quitter une situation prérévolutionnaire authentique à laquelle il n'existe pas d'autre issue que la victoire du fascisme ou celle de la révolution prolétarienne. Or, sur la voie qui mène à cette dernière, se dressent des obstacles de taille dont le principal est assurément l'appareil stalinien du

parti communiste. La politique de réarmement de l'Allemagne nazie, le rétablissement du service militaire obligatoire dans ce pays ne laissent aucun doute sur les intentions du gouvernement de Hitler de réclamer les armes à la main un nouveau partage du monde. En mai, la conclusion du pacte franco-soviétique a lancé le P.C. sur les rails d'un nouveau « social-patriotisme » où il déborde même un instant sur leur droite les dirigeants socialistes. C'est lui qui est indiscutablement le moteur de l'alliance des partis ouvriers avec le parti de l'impérialisme français, le parti radical d'Herriot et Daladier, le Front populaire. Dans ces conditions, Trotsky pense que le séjour des B.L. français au sein de la S.F.I.O. touche forcément à sa fin. Une année après leur « entrée », ils doivent préparer leur sortie, à la fois parce que les bureaucrates se préparent à les expulser et parce que le mouvement de masse qui grandit exige d'eux qu'ils construisent un pôle significatif de regroupement pour la construction d'un parti révolutionnaire.

*
**

Trotsky et le petit groupe qui l'accompagne ont débarqué à Oslo le 18 juin au matin. Ils en repartent presque aussitôt en voiture, pour la petite ville de Jevnaker, où ils séjournent quelques jours à l'hôtel. Le 23, ils s'installent dans la maison d'un journaliste du D.N.A., Konrad Knudsen, un ami d'Olav Scheflo qui a conclu l'arrangement : le lieu-dit s'appelle Wexhall, administrativement rattaché à la petite ville de Hønefoss. La maison n'est pas grande, et Trotsky ne garde qu'un seul secrétaire, Jan Frankel (1). La cohabitation avec le couple Knudsen, leurs enfants, Bogner et Hjørdis, se révélera sans problèmes et même franchement amicale. Avec ses hôtes, le couple fréquente des militants et intellectuels norvégiens, Olav Scheflo, Håkon Meyer, Helge Krog, et aussi le jeune Allemand Walter Held. Il reçoit quelques visites, trois Américains, notamment, au mois d'août, dont l'un, Harold R. Isaacs, travaille à un livre sur la révolution chinoise.

(1) Jan Frankel avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo de 1930 à 1933. Il avait été expulsé de France en 1934. Trotsky était parti de France avec Jean van Heijenoort et Frankel, venant de Tchécoslovaquie, l'avait rejoint à Anvers. La décision que seul Frankel resterait auprès de Trotsky fut prise dès l'installation en Norvège. Van Heijenoort repartit le 25 juin (cf. van Heijenoort, *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Trotsky*, p. 121).

L'installation en Norvège a coïncidé avec un événement si longtemps attendu qu'il n'a plus que la signification d'une confirmation : le 7^e congrès de l'I.C., sept ans après le 6^e, plus de deux ans après la catastrophe allemande, donne le signal de l'élargissement à tous les pays de la politique inaugurée en France. Trotsky lui consacre plusieurs articles, visiblement à contrecœur, puisque le congrès ne fait à ses yeux que confirmer le diagnostic de longtemps formulé : l'Internationale communiste n'est plus qu'un cadavre, mais qui se dresse sur la route du prolétariat mondial.

Il n'est, pour le balayer, d'autre instrument que la IV^e Internationale qu'il faut construire afin de donner au prolétariat la direction révolutionnaire dont il a besoin pour vaincre. Il n'existe pas d'autre réponse à donner aux militants qui, ici ou là, se révoltent contre la nouvelle politique, ou aux masses qui, comme à Brest et Toulon, entreprennent le combat contre le régime en crise. La voie qui a été définie, c'est celle du rassemblement autour de la « Lettre ouverte ».

Il est impossible de retracer le combat pour la signature de la « Lettre ouverte » sans s'attacher dans le même mouvement aux développements politiques à l'intérieur de la L.C.I. et de ses sections. Aux dernières retombées de la crise ouverte par le « tournant français » s'ajoutent en effet bientôt les conséquences du tournant décisif opéré par l'U.R.S.S. stalinienne à travers celui de l'I.C. et de ses partis, le 7^e congrès, le début de la guerre italo-éthiopienne et la décision de la S.D.N. d'appliquer à l'Italie des sanctions économiques pour punir son « agression ».

Après sa naissance, le Workers Party américain connaît ses premières difficultés. Tout d'abord, un groupe d'anciens membres de l'A. W. P., probablement dirigés par une fraction d'adhérents secrets au P.C., autour de Louis Budenz, s'en va bruyamment en avril. Puis commencent les débats provoqués par l'activité de la fraction regroupée autour d'Hugo Oehler, qui semblent répéter tous les signes de la crise des sections européennes de l'automne 1934. Ancien cadre ouvrier du P.C., membre de l'Opposition depuis 1930, Oehler a constitué cette fraction dans le refus de la fusion, qu'il juge « opportuniste », de la C.L.A. avec l'A.W.P. ; elle s'est cristallisée dans une condamnation de principe de l'entrisme en France, exacerbée enfin dans une opposition quasi hystérique à un « entrisme » dans le parti socialiste américain que Shachtman et Cannon, pour le moment, ne font qu'envisager. La fraction Oehler vote en juin contre la « Lettre ouverte », mais prétend exclure des

signataires éventuels les groupes qui, comme le G.B.L. français, sont intégrés dans un parti membre de la II^e Internationale. Elle est certes isolée sur ce terrain et fortement minoritaire, mais il est difficile de ne pas relier à son opposition la décision de la direction du W.P.U.S. de reporter d'un mois la date limite de la signature pour permettre l'éventuelle adhésion du S.A.P. Muste, qui a formellement inspiré cette décision, est en outre également hostile à l'entrisme et, surtout, condamne les méthodes de Cannon qu'il juge trop « brutales » : ce dernier se prépare à exclure Oehler et ses partisans, qu'il tient pour une fraction « sectaire » à écarter au plus vite. Abern, l'un des chefs historiques de l'Opposition américaine, soutient Muste et un « groupe tampon » se constitue derrière Weber et Glotzer qui met, lui aussi, en question les « méthodes » de Cannon. Une initiative maladroite du S.I. qui publie dans le bulletin international une lettre fractionnelle de Cannon et Shachtman, avec des qualificatifs assez durs pour leurs adversaires de tendance, semble un instant devoir mettre le feu aux poudres. Trotsky s'emploie à réconcilier la majorité et le groupe tampon, éviter en tout cas la scission. Les autres sections estiment pour leur part que le W.P.U.S. n'accorde pas à la lutte pour la « Lettre ouverte » toute l'attention ni les efforts nécessaires.

L'ancienne section belge — la majorité, dirigée par Lesoil, qui pratique l'« entrisme » dans le P.O.B. — ne participe pas du tout à ce combat. Elle s'est intégrée, dès son entrée, à la gauche de l'« Action socialiste » et, dès l'été, remporte un réel succès en éliminant de cette tendance le groupe prostalinién de Bruxelles autour du Dr Marteaux ; son influence grandit dans la fraction regroupée autour du dirigeant des jeunesses du Borinage, Walter Dauge, et qui vient de se transformer en « Action socialiste révolutionnaire ». Seulement le groupe entriste, du fait des circonstances particulières dans lesquelles il se trouve — parce qu'il n'a pas encore réussi à convaincre ses contacts les plus proches —, refuse pour sa part de signer dès maintenant la « Lettre ouverte ». Trotsky fait confiance à ses dirigeants, mais la situation ainsi créée est d'autant plus délicate que le groupe Spartacus, né en mars de la scission autour de Vereeken, la signe, dès le mois d'août, tout en attaquant à boulets rouges le « régime intérieur » de la Ligue. Or Trotsky, tout prêt à l'accepter parmi les partisans de la IV^e et éventuellement dans la IV^e Internationale elle-même, n'est pas disposé en revanche à l'admettre sur-le-champ dans la L.C.I., et poursuit contre Vereeken sa polémique à propos du « sectarisme ».

C'est bientôt le tour du R.S.A.P. d'être entraîné dans une crise sérieuse provoquée par sa signature de la « Lettre ouverte ». En août, son président, l'ancien leader de l'O.S.P., P. J. Schmidt, secrétaire de l'I.A.G., dressant le bilan de deux ans d'expérience, s'est nettement prononcé, contre l'I.A.G. et pour la IV^e. Une importante fraction de l'ex-O.S.P., soutenue en sous-main par le S.A.P., déclenche la bataille fractionnelle, derrière Bladergroen, le dirigeant des jeunesses Molenaar et le vétéran Van der Goes. La première bataille va être livrée au congrès des jeunesses. La direction du R.S.A.P., bien qu'officiellement chargée, à travers Schmidt et Sneevliet, du secrétariat des partisans de la IV^e depuis la « Lettre ouverte », n'a fait que se défendre dans sa propre organisation, sans prendre aucune initiative.

La situation est plus confuse encore en Grande-Bretagne. Au milieu de 1935, il semble bien que la majorité des militants — deux cents tout au plus, ce qui est pourtant un progrès considérable —, réunis au sein du Marxist Group de l'I.L.P., en soient venus d'eux-mêmes à l'idée que leur activité dans ce parti touche à sa fin et qu'il va falloir transporter leur activité sur l'arène plus vaste et plus décisive du Labour Party. Mais au mois d'août, la position ferme, de classe, prise à propos de la guerre d'Ethiopie par Fenner Brockway, son refus, dans les mois qui suivent, de soutenir la politique des « sanctions », son appel à une politique indépendante de classe pour le soutien de la nation éthiopienne opprimée, ressuscitent les illusions des trotskystes sur son parti et même sur sa personne. L'un des nouveaux venus, un brillant intellectuel noir, C.L.R. James, soutient qu'il serait criminel de quitter l'I.L.P. dans un tel contexte. Un autre étranger intégré depuis peu au Marxist Group, le canadien Earle Birney, tente d'organiser la discussion. Mais le fondateur du groupe, D.D. Harber, s'en va tout seul pour s'investir au sein du Labour et de son organisation de jeunesse. Il n'y a en Grande-Bretagne aucun groupe qui ait le désir, ou même l'autorité suffisante, pour signer la « Lettre ouverte ».

La section espagnole semble être au bord de la rupture avec la L.C.I. La discussion sur l'entrisme dans le P.S., relancée par la conversion, en prison, de Luís Fersen à cette orientation, a abouti finalement, à travers bien des péripéties, à une décision de « regroupement des révolutionnaires » qui donne naissance, en septembre à un nouveau parti, le P.O.U.M. (Partido Obrero de Unificación Marxista), presque exclusivement concentré en Catalogne et qui regroupe les militants

de la Izquierda comunista et ceux, beaucoup plus nombreux, du Bloc ouvrier et paysan de Maurín. Au premier abord, la position des camarades d'Andrés Nin, anciens de la I.C.E., au sein du P.O.U.M., n'est pas différente de celle du groupe de Sneevliet à l'intérieur du R.S.A.P., ou de celle de Cannon-Shachtman dans le W.P.U.S. Rous, envoyé par le S.I. en Espagne, est revenu optimiste, et espère que les trotskystes vont lutter dans le P.O.U.M. pour la IV^e. En fait, la correspondance échangée en juin-juillet (2) a montré que les liens étaient presque rompus, et Nin insiste sur le fait que ses camarades se sont engagés, à la différence des Américains et des Hollandais, à ne pas constituer de fraction dans le nouveau parti.

Ces difficultés sont sérieuses et hypothèquent lourdement la suite des initiatives à prendre au cours de la diffusion de la « Lettre ouverte ». Mais c'est une fois de plus de la section française, ce G.B.L. que Trotsky a depuis des mois cité comme un modèle à toute l'organisation internationale, que vont naître les principales difficultés, celles qui vont marquer profondément cette période, jusqu'à atteindre personnellement Trotsky.

Au cours de ses derniers jours à Domène, il avait déjà eu un heurt sérieux avec Molinier. Lors de son bref séjour parisien, il s'était inquiété en constatant que la plupart des dirigeants du G.B.L. se sentaient et se croyaient engagés dans le travail au sein de la S.F.I.O. pour plus longtemps qu'il n'était raisonnable de le supposer possible. Bientôt apparaît le premier symptôme franchement alarmant : alors que le G.B.L. est l'un des premiers signataires de la « Lettre ouverte » — l'un des « cinq » —, son organe, La Vérité, tarde à la publier et ne s'y décide, après plusieurs rappels, qu'à la fin août, avec des réticences qui s'expriment dans l'amputation du texte de sa partie « organisationnelle ». Plusieurs de ses dirigeants, et non des moindres, avaient incontestablement souhaité ce report pour des raisons de tactique propres aux rapports entre tendances dans la S.F.I.O.

C'est que, le 30 juillet, la bureaucratie de la S.F.I.O. a frappé les B.L., par surprise, mais avec succès, en organisant brutalement, lors de la conférence nationale des J.S. de Lille, l'exclusion de 13 dirigeants de l'Entente de la Seine, des bolcheviks-léninistes, mais aussi des non-B.L. résolument hostiles à l'union sacrée comme le secrétaire de l'Entente, Fred Zeller. Dans les mois qui viennent, d'autres charrettes d'exclusions

(2) L. TROTSKY, *La Révolution espagnole* (1930-1940), pp. 599-606.

suivent, dans les rangs des adultes cette fois. Le lecteur verra l'inquiétude monter peu à peu à travers les questions dont Trotsky presse ses camarades français à propos de leurs perspectives, de leurs plans et projets. Il semble bien en réalité que la majorité des dirigeants tient la perspective de l'exclusion pour une catastrophe, le retour en arrière vers le ghetto qu'avait constitué, avant l'entrisme, l'ancienne ligue communiste « indépendante ». Marceau Pivert, qui a protesté contre les exclusions des jeunes, s'efforce de convaincre les B.L. qu'ils ont, par leurs « maladresses » et leur « sectarisme », facilité la répression qui les frappe. Il s'efforce de les dissuader de soutenir la « Lettre ouverte » — soutien, qui, selon lui, ne peut que faciliter leur exclusion — et leur suggère des « concessions » — comme la suppression de La Vérité — qu'il juge nécessaire pour qu'ils puissent « rester dans le parti ».

Or c'est précisément le moment où Pivert lui-même — non sans hésitations — vient de se décider à rompre avec son ancien partenaire à la tête de la Bataille socialiste et de la fédération de la Seine, Jean Zyromski, devenu depuis quelques mois le champion de l'unité organique P.C.-S.F.I.O. et le principal porte-parole dans le P.S. de la nouvelle politique stalinienne. Faut-il, pour le moment, aller plus loin que lui, alors même qu'il vient de faire un sérieux pas en avant ? Ce n'est pas, semble-t-il, l'avis d'une partie des dirigeants B.L., et le comité central hésite. C'est en fait Pivert qui a l'initiative : au moment où les B.L. se font exclure les uns après les autres, il entreprend, avec les sympathisants français du S.A.P. et d'autres minorités d'extrême gauche, de construire au sein de la S.F.I.O. une tendance révolutionnaire « unifiée » : le 30 septembre, naît la Gauche révolutionnaire. Molinier, présent à sa réunion constitutive, assure que le G.B.L. ne lui est pas hostile ; il conseille à des militants proches, comme Zeller, de la rejoindre.

Depuis l'exclusion des dirigeants de l'Entente, pendant plusieurs mois, ce sont les hésitations et par conséquent l'ambiguïté qui marquent la politique du G.B.L. Ce dernier ne se décide pas en effet, comme Trotsky ne cesse de l'y exhorter, à s'engager résolument dans la voie de la construction d'une organisation indépendante sous le drapeau de la IV^e Internationale. Il ne se résigne pas non plus à suivre les conseils de Pivert et à capituler franchement en renonçant à son drapeau. C'est en fait une très grave crise qui se prépare dans ses rangs.

Une fois de plus, Trotsky, qui souffre d'un mal mystérieux, doit se soigner. Il est hospitalisé à l'hôpital communal d'Oslo, le 16 septembre, et y restera six semaines. Natalia, qui loge chez les Meyer, Jan Frankel, Walter Held, lui rendent quotidiennement visite et il trouve encore le temps de dicter quelques lettres. Ce séjour constitue pourtant une rupture. Quand il quittera l'hôpital, bien des questions auront mûri.

[RÉGLER LA QUESTION DU BUREAU DE STOCKHOLM] (1)

(21 juin 1935)

C'est seulement maintenant que j'ai compris le fonctionnement du bureau dit de Stockholm, bien qu'il réside dans un autre pays (2). Quelle en est la cause ? La plus importante des organisations, les jeunesses suédoises (3), a refusé dès le début d'accorder l'hospitalité au secrétariat international des jeunes pour se préserver du noyautage criminel des léninistes (4). Ce seul fait suffit totalement pour apprécier à sa juste valeur la direction des jeunesses suédoises. Je crois que nous avons commis une faute grave dès le début en ayant accepté cette condition indigne et humiliante. On ne peut jamais baser une organisation révolutionnaire sur l'équivoque et sur une manœuvre bureaucratique, même quand il s'agit de bureaucrates bien jeunes.

Après avoir « expulsé » le secrétariat de son pays, cette organisation s'est trouvée dans la nécessité de transmettre son mandat au Mot Dag (5), c'est-à-dire à une organisation numé-

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre au S.I. et à toutes les organisations de jeunes, dictée en français.

(2) Il s'agit du bureau des organisations socialistes révolutionnaires de jeunes fondé en février 1934 à la suite de la conférence de Laren. La conférence avait fixé son siège à Stockholm, mais il s'était finalement installé à Oslo. C'était l'Allemand Walter Held (cf. n. 6) qui y représentait les jeunes de la L.C.I. Il avait accueilli Trotsky à Oslo et c'est de la discussion qu'ils avaient eue qu'avait jailli pour Trotsky la lumière.

(3) Il s'agit des jeunesses de l'organisation que dirigeait en Suède Karl Kilbom : le parti socialiste suédois, nouveau nom, depuis 1934, de l'ancien parti communiste suédois devenu « indépendant » après sa rupture avec l'Internationale communiste en 1929.

(4) Les « léninistes » désigne ici les B.L. Le S.I. s'était en effet réjoui de l'installation du bureau à Stockholm à cause des possibilités que cela offrait à Held d'organiser un travail en direction de l'organisation suédoise de Kilbom.

(5) Le groupe Mot Dag, fondé en 1921 autour de la revue du même

ROSA LUXEMBURG ET LA IV^e INTERNATIONALE

Remarques rapides sur une question importante (1)
(24 juin 1935)

On fait beaucoup d'efforts en ce moment, en France et ailleurs, pour construire un prétendu « luxembourisme » destiné à servir de retranchement aux centristes de gauche contre les bolcheviks-léninistes (2). C'est là une question susceptible de revêtir une grande importance. Peut-être faudra-t-il dans quelque temps consacrer au luxembourisme, réel ou prétendu, un article plus important. Je ne veux ici qu'aborder les aspects essentiels de cette question.

Nous avons à maintes reprises pris la défense de Rosa Luxemburg contre les impudentes et stupides déformations qu'en ont fait Staline et sa bureaucratie. Et nous continuerons.

(1) T 3677. *La Vérité*, 26 juillet 1935. Rosa LUXEMBURG (1871-1919), militante de la social-démocratie polonaise, puis allemande, avait joué un rôle important dans la lutte contre le « révisionnisme », participé à la révolution de 1905 en Pologne et était devenue l'une des figures de proue de la gauche social-démocrate allemande. Dès le 4 août 1914, elle avait animé le petit noyau internationaliste qui allait devenir le « groupe Spartakus », membre en 1917 du parti social-démocrate indépendant (U.S.P.D.). Arrêtée et condamnée, libérée en 1918 par la révolution, elle avait pris avec Liebknecht la tête de la Ligue Spartakus et fondé le K.P.D. (S). Elle avait été assassinée en janvier 1919 par des hommes des Corps francs au service du gouvernement social-démocrate qui l'avaient arrêtée. Elle s'était heurtée à Lénine à plusieurs reprises sur des problèmes importants, mais avait salué avec enthousiasme la révolution russe et l'audace des bolcheviks.

(2) La référence à Rosa Luxemburg en opposition à Lénine était pratique courante des éléments « de gauche » de la social-démocratie depuis 1921, date à laquelle Paul Levi, qui se réclamait d'elle contre le bolchevisme, avait été exclu du K.P.D. et de l'I.C. Pourtant on assistait depuis plusieurs mois à un regain de ces références provenant d'éléments qui cherchaient à se distinguer à la fois du « bolchevisme » et de la « social-démocratie traditionnelle ». Le « luxembourisme » devenait ainsi une sorte de justification commune à plusieurs courants que Trotsky qualifiait de « centristes ». En France, la revue *Le Combat marxiste* faisait depuis octobre 1933 de fréquentes citations de Rosa Luxemburg tout en se montrant très critique du « bolchevisme », responsable, selon elle, d'avoir engendré le stalinisme.

Ce faisant, nous n'obéissons à aucune considération sentimentale, mais seulement aux exigences de la critique historique matérialiste. Nous ne défendons cependant pas inconditionnellement Rosa Luxemburg. Les côtés faibles de son enseignement ont été mis à nu, dans la théorie comme dans la pratique. Les gens du S.A.P. (3) et leurs proches (voir par exemple le *Spartacus* français, dilettante et intellectuel du style « culture prolétarienne » (4), ou la revue des étudiants socialistes publiée à Bruxelles, parfois aussi l'*Action socialiste*, etc.) ne prennent que ces côtés faibles, les insuffisances qui n'étaient nullement prépondérantes chez Rosa : ils généralisent et exagèrent à l'extrême ces faiblesses, construisant sur cette base un système profondément absurde. Le paradoxe consiste en ce que les staliniens — sans l'admettre, ni même le comprendre — se sont, eux aussi, à travers leur dernier tournant, rapprochés sur le plan théorique des aspects négatifs et caricaturaux du luxembourgeoisisme, pour ne pas mentionner les centristes traditionnels ni les centristes de gauche à l'intérieur du camp social-démocrate.

Il est en effet indiscutable que Rosa Luxemburg a opposé avec passion la spontanéité des actions de masse à la politique conservatrice « couronnée par la victoire » de la social-démocratie allemande, surtout après la révolution de 1905. Cette opposition était profondément révolutionnaire et progressiste. Rosa Luxemburg a compris — et elle a commencé à le combat-

(3) Le S.A.P. (Sozialistische Arbeiterpartei) allemand était né en 1931 de la scission à gauche de la social-démocratie allemande. Au début de 1933, sa direction était tombée aux mains de l'ancienne minorité de la K.P.O. (entrée en 1932), dirigée par d'anciens responsables communistes allemands dont certains, comme Walcher et Paul Frölich, avaient été élèves et camarades de combat de Rosa Luxemburg. Le S.A.P. avait signé en août 1933, avec l'Opposition de gauche internationale, la « déclaration des quatre » pour une nouvelle Internationale mais n'avait donné suite ni à ses projets de fusion avec l'Opposition de gauche allemande, ni aux perspectives de construction de la nouvelle Internationale. Il était devenu le moteur de l'alliance des organisations « centristes », l'I.A.G. (Internationale Arbeitsgemeinschaft), où il se retrouvait avec le D.N.A. norvégien, l'I.L.P. britannique, etc.

(4) Lénine comme Trotsky avaient combattu au cours des premières années du régime soviétique les tenants de la théorie de la « culture prolétarienne » (Proletkult) dont l'influence, au moins sur le plan littéraire, se faisait sentir dans la revue parisienne *Masses* qui se voulait « revue de culture révolutionnaire ». Cette dernière était animée par René LEFEUVRE (né en 1902), proche du S. A. P. et de Marceau Pivert, qui éditait également depuis 1934 la revue *Spartacus*, « hebdomadaire de culture et d'action révolutionnaire ». Certains rédacteurs du *Combat marxiste* comme Lucien Laurat écrivaient également dans l'*Etudiant socialiste*, organe mensuel de l'Internationale des étudiants socialistes publié à Bruxelles.

tre bien avant Lénine — le rôle de frein joué par l'appareil ossifié du parti et des syndicats. Prenant en compte l'aggravation inévitable des contradictions de classe, elle a toujours prédit le caractère inéluctable de l'apparition indépendante, élémentaire, des masses, contre la volonté et contre la ligne des instances officielles. Dans cette vision historique générale, Rosa Luxemburg a eu raison. Car la révolution de 1918 (5) a précisément été « spontanée », c'est-à-dire qu'elle a été accomplie par les masses en dépit de toutes les prévisions et de toutes les précautions des instances du parti. Mais par ailleurs toute l'histoire ultérieure de l'Allemagne a amplement démontré que la spontanéité à elle seule ne permettait pas de vaincre. Le régime de Hitler constitue un argument de poids contre la spontanéité conçue comme une panacée.

Rosa elle-même ne s'en est d'ailleurs jamais tenue à la pure théorie de la spontanéité comme, par exemple, Parvus (6), lequel a plus tard troqué son fatalisme social-révolutionnaire contre l'opportunisme le plus répugnant. Contrairement à Parvus, Rosa s'est efforcée d'éduquer d'avance l'aile révolutionnaire du prolétariat et de la rassembler autant que possible sur le plan de l'organisation. Elle a construit en Pologne une organisation indépendante très rigide (7). Tout au plus pourrait-on dire que, dans son évaluation historico-philosophique du mouvement ouvrier, la sélection préparatoire d'une avant-garde ne comptait pas suffisamment par rapport aux actions de masses qu'il fallait attendre, tandis que Lénine, en revanche, sans se consoler par la pensée des miracles des actions à venir, réunissait inlassablement les ouvriers avancés en noyaux fermes, légaux et illégaux, au sein d'organisations de masses ou secrètement, autour d'un programme rigoureusement déterminé.

(5) Il s'agit de la révolution allemande, à partir du 8 novembre 1918.

(6) Alexandre L. HELPHAND, dit PARVUS (1867-1924), avait milité d'abord dans la social-démocratie russe, puis allemande, de 1891 à 1905 ; il avait participé à la première révolution russe, avait été arrêté, puis déporté, s'était évadé. Il était l'auteur de réflexions originales sur les problèmes de la révolution qui l'ont fait considérer parfois comme l'inspirateur de la théorie de la « révolution permanente » développée par Trotsky après la révolution de 1905. A partir de 1914, il mit sa brillante intelligence au service de sa réussite personnelle et fit fortune dans les fournitures de guerre. Après Octobre 1917, il proposa vainement ses services à Lénine, revint ensuite en Allemagne où il se situa à la droite de la social-démocratie.

(7) Rosa Luxemburg et son compagnon Leo JOGICHES dit TYSZKO (1867-1919) — spécialiste des questions d'organisation de leur parti, le S.D.K.P.L. — avaient la réputation d'être dotés d'une poigne très ferme, dans les milieux révolutionnaires allemand, polonais et même russe.

La théorie de la spontanéité de Rosa fut une arme salutaire contre l'appareil encroûté du réformisme. Le fait qu'elle ait parfois été dirigée contre le travail de Lénine dans le domaine de la construction d'un appareil révolutionnaire, a révélé ses aspects réactionnaires. Mais, chez Rosa elle-même, ce n'était qu'épisodique. Elle était trop réaliste, au sens révolutionnaire, pour dégager des éléments de sa théorie de la spontanéité un système métaphysique achevé. Dans la pratique, elle savait elle-même cette théorie à chacune de ses initiatives. Après la révolution de novembre 1918, elle a entrepris avec passion le travail de rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire. En dépit de son manuscrit — très faible sur le plan théorique — sur la révolution soviétique, rédigé en prison, mais qu'elle ne publia jamais (8), tout son travail ultérieur permet de conclure avec certitude qu'elle se rapprochait tous les jours davantage des idées de Lénine, de sa conception parfaitement élaborée, sur le plan théorique, de la direction consciente et de la spontanéité. C'est d'ailleurs vraisemblablement la raison qui l'empêcha de publier ce texte dont on devait plus tard abuser de façon si honteuse contre la politique bolchevique (9).

Essayons pourtant d'appliquer à notre époque le conflit entre les actions spontanées des masses et le travail d'organisation conscient dans ce but. Quelle fantastique dépense de forces et de dévouement les masses laborieuses des pays civilisés ou non ont-elles assumée depuis la première guerre mondiale ! Rien dans l'histoire antérieure de l'humanité ne peut être comparé à cela. Dans cette mesure, Rosa Luxemburg avait tout à fait raison contre les philistins, les caporaux, les crétins du conservatisme bureaucratique de la marche toute droite vers le « couronnement victorieux ». Mais c'est précisément cet immense gaspillage d'énergie qui constitue la base du reflux du prolétariat et des progrès du fascisme. On peut l'affirmer, sans la moindre exagération : l'ensemble de la situation mondiale est déterminé par la crise de la direction du prolétariat. Le champ du mouvement ouvrier est, aujourd'hui encore,

(8) C'est en prison que Rosa Luxemburg avait rédigé son fameux manuscrit sur *La Révolution russe*. Considérant non sans raison qu'elle manquait d'information, elle avait confié ce texte à son camarade et avocat Paul Levi en lui précisant qu'il ne devait pas être publié.

(9) Après sa propre exclusion du K.P.D., Paul Levi prit sur lui la responsabilité de publier le manuscrit de Rosa Luxemburg dans le cadre de sa propre lutte contre l'I.C. et pour faire remonter à l'autorité de « Rosa » la source de son propre conflit avec le « bolchevisme ».

encombré d'énormes débris des anciennes organisations faillies. Après tant de sacrifices et tant de déceptions, le gros du prolétariat, au moins en Europe, est rentré dans sa coquille.

L'enseignement décisif qu'il a tiré, consciemment ou à moitié consciemment, de ses amères expériences, est le suivant : les grandes actions exigent une direction à leur dimension. Pour les affaires courantes, les ouvriers continuent à voter pour les vieilles organisations. Ils leur donnent leurs voix — mais absolument pas leur confiance illimitée. D'autre part, après le pitoyable effondrement de la III^e Internationale, il est devenu beaucoup plus difficile de les inciter à donner leur confiance à une nouvelle organisation révolutionnaire. C'est précisément en cela que consiste la crise de la direction du prolétariat. Dans une telle situation, chanter un hymne monotone à la gloire des actions de masse d'un avenir indéterminé, en l'opposant à la sélection consciente des cadres d'une nouvelle Internationale, c'est faire une besogne profondément réactionnaire. C'est exactement cela le rôle du S.A.P. dans le « processus historique ».

Cet excellent homme qu'est Paul Frölich (10) peut évidemment rassembler tous ses souvenirs marxistes pour endiguer la marée de la spontanéité-barbarie théorique. Ces mesures de protection purement littéraires n'empêchent pas que les disciples d'un Miles (11), le précieux auteur de la résolution sur la paix (12) et le non moins précieux auteur de l'article dans

(10) Paul FRÖLICH (1894-1953), disciple de Rosa Luxemburg avant la guerre, avait été membre du noyau internationaliste pendant la guerre et l'animateur des I.K.D. Dirigeant du K.P.D., puis de la K.P.O. et enfin du S.A.P., il avait réussi à émigrer en 1934 après un long séjour en camp. Dans l'article « Neu Beginnen : Ja. Aber wie ? » (Recommencer. Oui. Mais comment ?), paru dans le numéro de janvier 1934 du journal du S.A.P. *Die Neue Front*, il avait entamé une polémique publique contre les thèses « unitaires » défendues par le militant qui signait Miles (cf. n. 11).

(11) MILES était le pseudonyme dont avait signé, en 1933 pour sa brochure *Neu Beginnen*, l'ancien opposant communiste Walter LÖWENHEIM (1896-1977), un ancien dirigeant des J.C. allemandes, ami de Paul Levi, et qui avait fondé quelques années auparavant un réseau secret qu'on appelait l'« Org » (abréviation d'organisation). L'Org, rigoureusement clandestine, continuait son activité en Allemagne ; elle comptait notamment dans ses rangs le jeune communiste Robert HAVE-MANN (né en 1910). *Neu Beginnen* avait préconisé en 1933 face à la montée du fascisme en Europe l'unité organique au sein de la social-démocratie.

(12) Trotsky fait allusion ici à la résolution présentée à la conférence de février précédent de l'I.A.G. dont l'auteur était un dirigeant du S.A.P., ancien animateur de l'Opposition de gauche à Francfort, Paul WASSERMANN, dit Oscar EWAS (né en 1905).

l'édition française du *Bulletin de la Jeunesse*, les Oscar Wassermann et les Boris Goldenberg (13), d'introduire les plus nocifs des non-sens spontanéistes dans les rangs même du S.A.P. La politique pratique de Schwab (14) — l'art de « ne pas dire ce qui est », et l'attitude qui consiste à se consoler éternellement par les actions de masse à venir et le « processus historique » — n'a pas d'autre signification non plus qu'une exploitation tactique d'un luxembourgeois profondément déformé et émasculé. Et dans la mesure où les Paul Frölich ne se décident pas à attaquer ouvertement cette théorie et cette pratique dans leur propre parti, leurs articles contre Miles n'apparaissent que comme la recherche d'un alibi théorique. Un tel alibi n'est réellement nécessaire que pour qui prend part à un crime délibéré.

La crise de la direction du prolétariat ne peut évidemment être surmontée par une formule abstraite. Il s'agit d'un processus d'une très longue durée. Pas d'un processus purement « historique », c'est-à-dire des conditions objectives de l'activité consciente, mais d'une chaîne ininterrompue de mesures idéologiques, politiques, organisationnelles, en vue de fusionner les éléments les meilleurs, les plus conscients, du prolétariat mondial sous un drapeau sans tache, ces éléments dont il faut sans cesse augmenter le nombre et la confiance en eux, dont il faut développer et approfondir les liens avec de plus larges secteurs du prolétariat — en un mot, pour rendre au prolétariat, dans des conditions nouvelles, très difficiles et lourdes, sa direction historique. Les derniers des confusionnistes de la spontanéité ont aussi peu le droit de faire référence à Rosa Luxemburg que les misérables bureaucrates de l'I.C. de faire référence à Lénine. Laissons de côté ce qui est accessoire et que l'histoire a périmé, et nous pouvons, de plein droit, placer notre

(13) Trotsky fait ici allusion à l'éditorial en français du *Bulletin* n° 1 du bureau de la jeunesse dit de Stockholm, dont l'auteur était un dirigeant du S.A.P. en exil, très proche de l'Opposition de gauche avant 1933, Boris GOLDENBERG (né en 1905).

(14) Jim SCHWAB était en exil, depuis 1933, le pseudonyme de Jakob WALCHER (1887-1970), vétéran spartakiste, l'un des fondateurs du K.P.D. (S), membre de sa direction jusqu'en 1923, puis dirigeant avec Brandler de son opposition « de droite » et cofondateur de la K.P.O. Chef de file de la minorité de la K.P.O., il avait quitté cette organisation avec ses partisans (700 environ) en 1932 pour entrer au S.A.P. dont il avait pris la direction au début de 1933. En août 1933, il avait séjourné à Saint-Palais auprès de Trotsky et élaboré avec lui la « déclaration des quatre ». Depuis, cependant, il avait pris position contre le maintien du « bloc des quatre » et était en train de se rapprocher de l'I.C. après son « tournant ».

travail pour la IV^e Internationale sous le signe des « trois L », c'est-à-dire non seulement sous le signe de Lénine, mais aussi sous celui de Luxemburg et de Liebknecht (15).

(15) Karl LIEBKNECHT (1871-1919), fils d'un des fondateurs du parti social-démocrate allemand, avocat, soutien fidèle des réfugiés politiques russes, animateur de la lutte antimilitariste et partisan de l'organisation indépendante de la jeunesse socialiste, avait été le porte-drapeau du mouvement d'opposition à la guerre et à l'union sacrée. Fondateur, avec Rosa Luxemburg, du groupe, puis de la Ligue Spartakus, puis du K.P.D. (S), il avait été assassiné par les Corps francs en janvier 1919. Depuis 1925, l'I.C. commémorait chaque année en janvier les anniversaires des « Trois L » — Lénine, Luxemburg, Liebknecht.

[LE S. A. P. ET LA LETTRE OUVERTE] (1)

(2 juillet 1935)

Chers Camarades,

Je dois admettre que cette affaire du manifeste pour la IV^e Internationale commence à me tracasser énormément. D'abord j'ai accepté tranquillement les démarches en direction du S.A.P. comme faisant partie de l'aventure. Je réalise maintenant que c'était une faute (2).

Le manifeste est publié par des organisations qui acceptent réellement, c'est-à-dire de façon active, la IV^e Internationale. Le S.A.P. n'appartient pas à cette catégorie. Comme toutes les autres organisations, il aura la possibilité de donner son opinion quand le manifeste aura été publié. Mais nous n'avons aucune raison ni aucun motif de manifester à ce groupe une considération particulière. Il serait criminel d'oublier qu'après la publication de la déclaration des quatre d'août 1933, le S.A.P. a saboté de toutes les façons possibles la lutte pour la IV^e Internationale. Le fait que l'accord des quatre, aussitôt conclu, ait volé en éclats a évidemment causé de grands dommages à la lutte pour la IV^e Internationale. L'unique raison de la longue interruption de notre lutte sur le plan de l'organisation réside dans la mauvaise volonté opportuniste de la direction du S.A.P. et de la clique criminelle de De Kadt (3).

Deux années ont été perdues ; la guerre frappe à la porte. La III^e Internationale est en train de s'allier à la II^e dans une

(1) T 3678. Lettre au S.I., signée Trotsky. Traduite de l'allemand.

(2) Trotsky appelle « manifeste » la « Lettre ouverte » rédigée déjà depuis plusieurs semaines, mais dont le plénum de juin du W.P.U.S. avait proposé de retarder la publication jusqu'au 10 juillet, afin d'accorder au S.A.P. un délai d'un mois pour décider ou non de la signer.

(3) Jacques DE KADT (né en 1897) avait été jusqu'en 1924 l'un des dirigeants du P.C. hollandais, qu'il avait quitté à cette époque pour revenir en 1929 au parti social-démocrate dont, avec P.J. Schmidt, il avait animé l'aile gauche. Il avait été l'un des fondateurs et premiers dirigeants de l'O.S.P. en 1932. Membre de l'aile droite de ce parti,

basse trahison politique. Nous voulons aujourd'hui déployer de nouveau le drapeau de la IV^e Internationale et, à ce moment précis, nous nous tournons poliment vers ce groupe qui nous a déjà trahis et qui mène aujourd'hui une politique sans principes et, en dernière analyse, de trahison, en France, foyer politique de l'Europe d'aujourd'hui.

Bien entendu, si l'on envisage d'aborder le S.A.P., dans les circonstances que je viens de caractériser, d'un point de vue purement organisationnel — comme j'ai essayé de le faire il y a quelques semaines (4) —, on peut penser qu'il s'agit d'une initiative organisationnelle mineure. Mais, fondamentalement, c'est faux. Le fait que nous nous inclinions une fois de plus devant cet ancien allié qui nous a trahis signifie — si l'on y réfléchit sérieusement — que nous manquons de confiance en nous, que nous manquons d'assurance révolutionnaire dans nos propres rangs et nos alliés les plus proches.

Pour qui a réfléchi attentivement à l'ensemble de la situation, y compris aux sophismes de l'I.C., pour qui comprend l'ampleur de notre mission révolutionnaire, il ne peut être question d'hésiter un seul jour de plus dans la réalisation de la tâche la plus fondamentale et la plus impérative : nous adresser au prolétariat mondial, lui dire ce qui est, et appeler ses meilleurs éléments à construire une nouvelle Internationale. Le fait d'avoir fait dépendre la réalisation de cette tâche de la mauvaise volonté déjà avérée du S.A.P. révèle un triste état de choses, lequel nous causera sans aucun doute quelques autres surprises déplaisantes.

Seuls des opportunistes sans espoir peuvent dire : « La question n'est pas tellement vitale ; les "masses" ne s'intéressent pas encore suffisamment à la IV^e Internationale ; nous avons encore du temps pour de petites manœuvres diplomatiques, etc. » Il est vrai que les masses n'en savent que trop peu — et en partie du fait de notre propre négligence — sur le drapeau de la IV^e Internationale ; mais ce dont les masses ont besoin et que des éléments toujours plus nombreux comprennent — ou au moins ressentent — c'est d'une direction révolutionnaire avec une orientation juste, décidée, courageuse. Et ceux qui flottent, qui hésitent sur la question de la IV^e Internationale,

au fond hostile au marxisme, il avait été hostile à la fusion avec le R.S.P. de Sncevliet et à la construction de la IV^e Internationale. Il avait été contraint en 1934 de quitter l'O.S.P. après s'être désolidarisé des émeutes ouvrières du quartier de Jordaan à Amsterdam.

(4) Nous ne possédons pas le texte auquel il est fait allusion ici.

ne peuvent pas, c'est inévitable, s'élever à la hauteur de la tâche historique dans l'ensemble des autres questions. Quand ils écrivent, leur plume tâtonne ; quand ils parlent, ils cherchent leurs mots ; ils n'ont pas encore coupé leurs liens avec le passé. Les masses ont un instinct infailible pour saisir la confiance en soi dans les écrits et dans les discours. Divers secteurs de la classe peuvent suivre des mots d'ordre faux, mais ils n'auront jamais confiance en des dirigeants qui hésitent et flottent, et dansent sans cesse d'un pied sur l'autre. Bien sûr, l'assurance ne suffit pas en elle-même : il faut une ligne politique juste. Mais, dans cette nouvelle période de tempêtes et d'angoisse, la politique doit être guidée par des facteurs politiques et sociaux importants, pas par de petites considérations sans importance réelle. En tout cas, dans cette période, toute hésitation, tout exemple d'indécision sont la garantie d'un désastre assuré.

Ce qui vient d'être dit n'exclut nullement la nécessité de s'adapter à la réalité. Bien au contraire. Nos dernières expériences en France prouvent que nous ne reculons pas devant les mesures les plus audacieuses pour nous frayer un accès aux masses.

C'est une chose de garder à l'esprit les masses telles qu'elles sont et leurs modifications au moment où l'on envisage pour son propre compte un tournant, et c'en est une autre, tout à fait opposée, que de faire la cour à des opportunistes avérés et des hypocrites professionnels pour obtenir leur bienveillante approbation quand il nous faut décider d'un pas en avant important. Mener prudemment un travail à l'intérieur d'une organisation de masse, se cacher si c'est nécessaire, se déguiser pour échapper à la police parlementaire et syndicale du capitalisme — non seulement c'est permis, mais c'est notre devoir. Mais à une seule condition : qu'il s'agisse d'un véritable combat pour le véritable drapeau révolutionnaire. Et ce drapeau, il faut maintenant le brandir devant le prolétariat international, dans les mains des éléments les plus avancés, c'est-à-dire l'avant-garde de l'avant-garde. Ce drapeau, c'est celui de la IV^e Internationale. Pas seulement un numéro, bien sûr, mais un programme, une stratégie et un centre pour planifier, une direction.

Il semble que l'on propose d'attendre la réponse du S.A.P. jusqu'au 10 juillet. Et ensuite ? Les fakirs centristes, dont l'unique préoccupation désormais n'est que de retarder autant que possible leur faillite finale, nous proposeront un texte différent, ou toute une série d'amendements. Et ensuite ? Devrons-nous avoir une nouvelle discussion internationale sur des choses qui sont claires pour nous tous — ou qui, au moins, devraient

l'être ? Les dirigeants du S.A.P., après avoir saboté pendant deux ans notre combat pour la IV^e Internationale, et ce avec un incontestable succès, se voient maintenant offrir une chance de continuer à exercer leur fonction politique sous une forme nouvelle et de leur mieux !

Nous avons tous — et je me comprends dans le nombre — commis une erreur sérieuse, et que nous regretterons. Pour que ses conséquences désastreuses ne se multiplient pas, nous devons y mettre immédiatement un terme. Je fais la proposition suivante :

a) Si le S.A.P. envoie sa signature vers le 10 juillet, sans aucune réserve, nous publions immédiatement le manifeste avec sa signature.

b) Si le S.A.P. oppose à notre texte un texte différent, nous publions immédiatement le nôtre, sans nous engager dans une nouvelle négociation sur celui du S.A.P.

c) Si le S.A.P. propose des amendements à notre texte, nous lui donnerons le droit de publier ses réserves sous son nom, mais nous publierons sans attendre notre propre texte, avec nos signatures.

En d'autres termes, nous ne permettrons aucun délai supplémentaire, même de vingt-quatre heures.

Si nous avons déjà publié notre document depuis plusieurs semaines, cela aurait produit dans les rangs du S.A.P. une forte impression, cela aurait accéléré la lutte à l'intérieur, et peut-être attiré à nous des éléments révolutionnaires du S.A.P. — s'il y en a encore. En attendant, et par d'interminables négociations, nous ne faisons que servir de couverture aux hésitations du S.A.P., appuyer sa droite contre sa gauche, et, pire encore, commencer nous-mêmes à flotter. Et je le répète, tout groupe qui, dans cette période, flotte ou semble flotter, est voué à la destruction.

P.-S. Le dernier mot d'ordre du S.A.P. « Pour un nouveau Zimmerwald » (5) ne fait que démontrer le désir de ces messieurs de se tirer indemnes de la faillite de l'I.A.G. Nous n'avons pas le moindre intérêt à soutenir directement ou indirectement

(5) La conférence socialiste internationale de Zimmerwald, qui s'était tenue en septembre 1915, avait réuni des socialistes « centristes » partisans de la reconstruction de la II^e Internationale et des disciples de Lénine, partisans de la fondation de la III^e. La position du S.A.P. « pour un nouveau Zimmerwald » était la justification de ses alliances à l'intérieur de l'I.A.G. et de son refus de s'engager dans la voie de la construction de la IV^e.

la nouvelle confusion. Bien entendu, cela ne signifie pas que nous refusons d'avance de participer à d'éventuelles réunions d'internationalistes divers, de groupes centristes de gauche, etc., individuellement. Tout dépend des circonstances concrètes. Ainsi, par exemple, notre section française a eu parfaitement raison de participer à la tentative de différents groupes de résister à la nouvelle vague chauvine (6). Mais nous ne pouvons prendre part à de tels épisodes qu'en rangs serrés et soudés, en tant que pionniers de la IV^e Internationale, avec une totale homogénéité interne. Autrement nous tomberions nous-mêmes victimes de la confusion du S.A.P. et irions de désastre en désastre (7).

(6) Il s'agissait d'une tentative pour rassembler les minorités révolutionnaires qui allait aboutir à une « conférence contre la guerre et l'union sacrée » organisée à Saint-Denis les 10 et 11 août. Le G.B.L. faisait partie du comité d'organisation, avec le groupe *Nouvel âge*, la fédération unitaire de l'enseignement, l'union communiste, l'Action léniniste, les amis de la *Révolution prolétarienne*, des militants S.F.I.O. se rattachant aux tendances de la *Bataille socialiste* et de l'*Action socialiste*, l'ex-rayon communiste de Saint-Denis dirigé par Doriot, plusieurs sections de la S.F.I.O., l'union anarchiste et la fédération communiste libertaire. La conférence s'était d'emblée divisée à propos de la présence, parmi les organisateurs, du curieux personnage qu'était l'animateur du groupe *Nouvel âge*, Alfred Georges GRESSENT, dit Georges VALOIS (1878-1944) dont le passé de monarchiste, puis de fasciste, n'inspirait guère confiance. Elle fut un échec.

(7) La réponse du S.A.P. que nous avons trouvée, non datée, dans le *New International Bulletin* publié par la L.R.W.P. américaine, vol. 1, n° 3, janvier 1936, sous la rubrique « Documents de la nouvelle Internationale », affirme que le « ton » de la Lettre ouverte ne lui permet d'atteindre ni les « cercles les plus larges possible de la classe ouvrière », ni « les couches les plus avancées du prolétariat mondial ». Il lui reproche d'être trop brève et partiellement erronée sur les « fautes des vieilles organisations » et de poser la « nécessité de la IV^e Internationale » comme forme d'organisation de façon abstraite. En ce qui concerne la II^e Internationale, il conteste l'affirmation de la « Lettre ouverte » selon laquelle les leçons des défaites n'ont pas laissé de trace en soulignant le tournant décisif de la politique du P.S. espagnol, en passant sous silence le mouvement pour le Plan dans le P.O.B. Il affirme qu'à propos de la France, ce qu'il fallait dire était que la politique de Front populaire — qui avait accru les forces antifascistes — mènerait à l'abîme si elle restait « purement défensive et pas nettement anticapitaliste, révolutionnaire et préparant en outre une paix civile avec la bourgeoisie ». Le S.A.P. estimait impossible d'affirmer que les partis socialistes, à l'échelle mondiale n'étaient même pas capables de mobiliser les masses pour leur propre défense, alors qu'ils les mobilisaient sur une ligne mauvaise. Il s'élevait contre l'appréciation présentant le P.C. espagnol comme complètement insignifiant et soulignait la force des P.C. bulgare et yougoslave. Il poursuivait : « Nous devons démontrer qu'en dépit de la volonté révolutionnaire qui anime les ouvriers communistes, en dépit du mouvement de masse *apparemment* révolutionnaire, ce mouvement lui-même se développe sur la base de la démocratie bourgeoise et non sur celle de la révolution prolétarienne, et doit donc nécessairement conduire à d'...

résultats fatals. » Il jugeait négatives et unilatérales les affirmations de la « Lettre ouverte » sur l'U.R.S.S., « entièrement non-marxiste » sa caractérisation comme un « absolutisme conservateur » et protestait contre « la monstrueuse affirmation » selon laquelle le véritable léninisme n'était nulle part persécuté autant qu'en U.R.S.S. Il contestait l'affirmation de la « Lettre ouverte » concernant la « faiblesse » du mouvement de Zimmerwald qu'il jugeait pour sa part infiniment mieux trempé que le regroupement actuel pour la IV^e Internationale et affirmait qu'on ne pouvait démasquer les centristes par des dénonciations mais seulement à travers une collaboration concrète. Il défendait le mot d'ordre de lutte pour la paix comme un « mot d'ordre de transition » destiné à soulever les masses contre le capitalisme. Il affirmait enfin que la nouvelle Internationale « devait naître de la lutte » et qu'il fallait « développer les luttes, y intervenir, pour arriver ainsi à la nouvelle Internationale ». Il proposait enfin aux signataires de la « Lettre ouverte » d'imiter le R.S.A.P. et d'adhérer comme lui au Bureau international pour l'unité socialiste révolutionnaire. Repoussant le projet, il annonçait son intention de préparer un « contreprojet » mieux approprié dans son ton, sa façon de « critiquer », etc., et ce « à bref délai ». Ce dernier texte devait être selon lui « un commentaire de la Déclaration des quatre à la lumière de l'expérience de l'année et demie écoulée ».

Nous n'avons pu trouver trace du document ainsi annoncé.

[L'IDÉE D'UN « JOURNAL DE MASSE »] (1)
(2 juillet 1935)

[...] L'idée d'opposer à la *Vérité* un journal de masse qui surgit de la volonté de tel ou tel groupe en tant que *deus ex machina*, est absolument fausse (2). J'ai observé des tentatives semblables maintes fois, en Russie et ailleurs ; elles ont conduit ou à la faillite, ou à la formation camouflée d'une nouvelle fraction. [...]

(1) Extrait d'une lettre à Jean Rous, *Bulletin intérieur* du G.B.L. n° 9, décembre 1935. Jean ROUS, dit CLART (né en 1908), avocat, entré à la S.F.I.O. en 1928, avait adhéré à la ligue peu avant l'entrée de ses militants. Membre du C.C. à partir de septembre, il avait acquis, grâce à ses qualités de conciliateur et l'appui de Trotsky qui l'appréciait, un rôle dirigeant dans le G.B.L. Il avait été élu au titre du G.B.L. à la C.A.P. de la S.F.I.O. en juin.

(2) Selon Nicolle Braun (« *L'organe de masses* », p. 41), l'idée avait été lancée par Raymond Molinier dans un texte du 12 avril 1935, « Tâches présentes et tâches d'hier », puis reprise dans le n° de juin du *Bulletin intérieur* du G.B.L. par Pierre Frank, qui écrivait notamment dans « Perspectives et Tâches » : « Un journal de masse, un hebdomadaire de combat populaire doit être mis sur pied en quelques semaines. Ce ne doit pas être un organe B.L., mais un organe rassemblant, par exemple, ceux qui sont 1) contre la défense nationale, 2) pour la milice, contre le fascisme. »

[POUR UN SERVICE SPÉCIAL D'INFORMATION] (1)

(2 juillet 1935)

Chers Camarades (2),

Je vous adresse une lettre qui traite de la publication du manifeste de la IV^e Internationale (3). Je vous implore de ne pas attendre plus longtemps sur cette question. Si vous avez la signature des Américains, ce sera suffisant pour exercer la pression appropriée sur l'organisation hollandaise, si nécessaire. J'espère que les Hollandais ne retireront pas leur signature... même sans pression organisationnelle.

Quelques remarques sur d'autres questions :

1. La vie interne de la II^e et surtout de la III^e Internationale demeure un livre scellé de sept sceaux. Là aussi, dire ce qui est, est une tâche politique importante. Pour la remplir, nous devons savoir ce qui est, c'est-à-dire ce qui se passe dans ces partis. Il faudrait organiser un service spécial d'information afin de collecter soigneusement et de classer toutes les informations, même les détails mineurs et personnels, un peu comme les états-majors militaires font vis-à-vis du pays de l'ennemi présumé. Tout ce qui est important ou a une valeur organisationnelle devrait être publié tout de suite dans notre presse.

En fait, rien de cela ne se produit. On a plutôt l'impression que nos rédacteurs sont embarrassés d'avoir à parler des questions internes et surtout des questions de personnes de ces partis dans leurs journaux, et aussi qu'ils considèrent cela comme du « commérage ». C'est complètement faux. Souvent, le meilleur moyen de rendre des idées générales claires pour le lecteur consiste à utiliser des exemples concrets, vivants, même s'ils sont de second ordre.

(1) T 3679. Lettre adressée au secrétariat international, traduite de l'allemand.

(2) Le secrétariat international siégeait à cette époque à Paris et son secrétaire administratif était depuis juin 1934, l'Allemand Rudolf Klement.

(3) Il s'agit de la « Lettre ouverte ».

Par exemple, j'ai reçu récemment une copie d'une lettre de Wo(l)lenberg (4) au camarade Erde (5), contenant des informations du plus grand intérêt décrivant les processus internes dans le Comintern et sa section allemande. Il faudrait que cela soit connu d'un large public. Les camarades ci-dessus mentionnés et bien d'autres pourraient certainement donner à notre presse régulièrement des articles et notes de ce genre.

On parle beaucoup, par exemple, du conflit entre Wels et Aufhäuser (6) et des événements dans le parti social-démocrate

(4) ERICH WOLLENBERG (1892-1975), lieutenant de réserve pendant la guerre, militant de l'U.S.P.D., avait commandé les « marins rouges » en Prusse orientale et dirigé en 1918 leur « service de sécurité ». Puis il avait rejoint la république des conseils ouvriers de Bavière et commandé sous Dachau la « 1^{re} armée rouge ». Condamné à une lourde peine de prison, il s'était évadé à trois reprises. Membre du K.P.D., il était en 1922 à Koenigsberg simultanément journaliste et responsable de l'appareil militaire clandestin, le *M. Apparat*. Transféré à Bochum en 1923, il y avait dirigé l'insurrection ouvrière de mai, puis, pendant la préparation de l'insurrection d'octobre, s'était vu confier les fonctions de responsable politico-militaire (*Militär-Politischer Oberleiter*) pour la région sud-est de l'Allemagne (Wurtemberg, Bade et Hesse, et une fraction de la Bavière) sous le nom de WALTER. Traqué par la police après l'échec du plan insurrectionnel en octobre, il s'était réfugié à Moscou où il avait suivi les cours de l'école militaire allemande de l'Armée rouge. Commandant de brigade en 1924, il avait été affecté à Saratov d'abord, puis nommé à l'été 1926 commandant de la « première division prolétarienne » à Moscou. Après un bref séjour clandestin en Allemagne en 1927, il avait été de 1928 à 1931 professeur d'histoire du mouvement ouvrier à l'école internationale Lénine de Moscou. Revenu en Allemagne après l'amnistie de 1931, il y avait repris sa double activité : chef militaire de la Ligue des combattants du Front rouge (R.F.B.), sous la couverture de fonctions de rédacteur à *Die Rote Fahne*, à nouveau poursuivi, il avait été arrêté et inculpé de « préparation de haute trahison ». Au lendemain de sa mise en liberté provisoire, il s'était élevé contre la ligne générale dictée par l'I.C. au parti allemand et avait adressé en juin 1932 au bureau politique un mémorandum critique qui lui avait valu d'être exclu de la rédaction de *Die Rote Fahne* en août, rappelé en Union soviétique en décembre de la même année, exclu enfin du K.P.D. en avril 1933. Il avait réussi à quitter l'U.R.S.S. en juillet 1934 et, dès son retour, avait publié dans *Unser Wort* une déclaration sur la faillite de la III^e Internationale et la nécessité du combat pour la IV^e. Membre de la section allemande en émigration, il collaborait en 1935 à la presse trotskyste mondiale, notamment celle du R.S.A.P. et du W.P.U.S.

(5) KARL GRÖHL (1896-1979), dit HANS FRIEDBERG dans le K.P.D. et KARL ERDE dans l'Opposition de gauche allemande, avait été également l'un des chefs militaires de la révolution des conseils de Bavière en 1918-1919. Il avait été ensuite responsable de l'appareil militaire (*M. Apparat*) du K.P.D. pendant la période de Weimar. Il avait été envoyé en 1933 en Sarre par le K.P.D. et y était resté jusqu'en 1935. Il avait rejoint secrètement l'Opposition de gauche en 1930 et avait rendu visite à Trotsky à St-Palais en 1933. Il était lié à Wollenberg depuis des années.

(6) OTTO WELS (1873-1939), ouvrier tapissier, permanent syndical, était devenu permanent du parti social-démocrate en 1907, député en

crate autrichien (7), etc. Notre presse ne couvre pas cela. Cette abstention est caractéristique d'un esprit d'isolement, d'un manque d'intérêt pour les processus internes des autres organisations, c'est-à-dire d'un manque de la volonté d'intervenir dans ces processus.

Le secrétariat international pourrait peut-être donner des conseils et montrer l'exemple dans ce domaine.

2. Il semble que les staliniens en France aient pour le moment abandonné la position de Staline pour celle de la S.F.I.O. (8) Blum a probablement argumenté avec succès sur la ligne suivante : « Si nous apparaissions ouvertement aujourd'hui en faveur du militarisme, nous serons liquidés avant même le début de la guerre. Il nous faut maintenir aujourd'hui notre politique ambiguë, afin de pouvoir achever notre tournant quand la guerre commencera et entraînera avec nous les ouvriers dans une vague de patriotisme. »

1912, C'est lui qui, en novembre 1918, avait réussi à Berlin à entraîner derrière son parti les délégués des conseils de soldats et à les dresser contre les délégués des conseils ouvriers pour limiter l'influence des révolutionnaires. Commandant militaire de Berlin, il s'était révélé un « homme à poigne » lors des troubles de décembre 1918 et de janvier 1919, puis dans la résistance au putsch de Kapp en 1920. Responsable de la formation des cadres du parti pendant la période de Weimar, il était devenu le tout-puissant dirigeant du parti social-démocrate en émigration. Siegfried AUFHAUSER (1884-1969), président en 1920 de l'organisation syndicale des employés A.F.A., avait été à partir de 1924 l'un des dirigeants d'une gauche de la social-démocratie qui n'avait pas quitté le parti lors de la scission du S.A.P. Il avait protesté publiquement en 1933 contre la politique capitulaire de l'A.D.G.B. Membre de l'exécutif social-démocrate en exil en août 1933, il avait rendu public à l'automne 1934 un texte intitulé « La voie vers une Allemagne socialiste : plate-forme pour le front unique ». Il avait été exclu du parti social-démocrate en exil le 30 janvier 1935 par le comité exécutif siégeant à Prague.

(7) La tendance des « socialistes révolutionnaires » qui rejetait l'ancienne ligne du parti autrichien était en train de prendre contre l'aile réformiste classique la direction de ce parti dans la clandestinité. Aufhäuser (cf. p. 6) avait été accusé d'avoir rédigé lui-même la « plate-forme » des socialistes révolutionnaires autrichiens.

(8) Après le pacte franco-soviétique, le P.C., en opérant son tournant, était allé beaucoup plus loin que la S.F.I.O. qui se refusait à faire confiance aux gouvernements de droite pour la « défense nationale ». Rectifiant sa ligne, il était ensuite revenu en arrière et avait voté, comme les socialistes, contre les crédits militaires, tout en réclamant la « démocratisation » de l'armée et l'épuration des officiers « factieux ».

[LE CONFLIT ITALO-ÉTHIOPIEN] (1)

(publié le 17 juillet 1935)

On n'accorde pas assez d'attention dans nos sections, et surtout dans la section française, au conflit italo-éthiopien (2). La question est de la plus haute importance, en elle-même d'abord, et ensuite du point de vue du tournant de l'Internationale communiste. Bien entendu, nous sommes pour la défaite de l'Italie et pour la victoire de l'Éthiopie, et nous devons donc faire tout notre possible pour empêcher, par tous les moyens en notre pouvoir, que d'autres puissances impérialistes soutiennent l'impérialisme italien et en même temps faciliter du mieux que nous pouvons la livraison d'armes, etc., à l'Éthiopie.

Néanmoins, nous devons faire valoir que cette lutte n'est pas dirigée contre le *fascisme*, mais contre l'*impérialisme*. Quand c'est de guerre qu'il s'agit, il n'est pas question pour nous de savoir qui est « le meilleur », du Négus ou de Mussolini (3), mais d'un rapport de forces et du combat d'une nation sous-développée pour sa défense contre l'impérialisme.

(1) Extrait d'une lettre du S.I., signée Crux. Traduite de l'anglais.

(2) La guerre d'agression de l'Italie fasciste contre l'Éthiopie n'avait pas encore commencé formellement — elle sera déclenchée le 2 octobre —, mais tout indiquait que le gouvernement de Mussolini en était à l'ultime phase des préparatifs d'attaque. Il est évident qu'au moins dans certains pays, comme la Grande-Bretagne, c'est à travers le soutien des P.C. à la politique de la S.D.N dans ce conflit que s'est effectué le tournant vers l'union sacrée qui s'était réalisée en France à la suite du pacte franco-soviétique en mai précédent.

(3) Le Négus — ou empereur — d'Éthiopie était alors HAÏLÉ SÉLASSIÉ (1891-1975). Benito MUSSOLINI (1883-1945), ancien socialiste devenu le chef du mouvement fasciste, était chef du gouvernement — le « Duce » — de l'Italie fasciste depuis 1922.

Les camarades italiens pourraient nous donner un bref résumé historique nous indiquant comment la défaite de Crispi (4) a eu un effet positif sur le développement ultérieur de l'Italie (5).

(4) Francesco CRISPI (1819-1901), chef du gouvernement italien de 1887 à 1891, puis de 1893 à 1896, avait tenté d'établir sur l'Ethiopie un protectorat italien, mais était tombé à la suite d'un désastre militaire, la bataille d'Adoua en 1896.

(5) C'est en effet à partir de 1896 que le socialisme italien, malgré la répression, était apparu comme une force dans les masses.

**[LES RADICAUX
ET LE FRONT POPULAIRE](1)**
(11 juillet 1935)

[...] Pour l'instant, le Front populaire est un fait (2) (pas pour longtemps). Notre mot d'ordre devrait être à peu près : « Chassons les politiciens bourgeois du Front populaire ! Les masses n'ont rien à apprendre du capitulaire Daladier (3). A bas les radicaux traîtres aux masses populaires, etc. » Toutes les variantes possibles. On pourrait peut-être employer aussi une formule comme : « Pour tourner le Front populaire contre la bourgeoisie, il faut chasser les bourgeois du Front populaire ! » [...] (4).

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 9, décembre 1935. Extrait d'une lettre à la direction du G.B.L.

(2) L'expression « Front populaire » avait été systématiquement employée par l'*Humanité* depuis le 22 octobre 1934, cette alliance étant entendue comme celle du P.S. et du P.C. avec « les groupements radicaux hostiles à la réaction ».

(3) Edouard DALADIER (1884-1970), président du conseil investi pendant la nuit de l'émeute du 6 février, avait démissionné le 7 : il était l'un des chefs de la « gauche » des radicaux.

(4) Trotsky recherche la formule, adaptée à la situation française, qui équivaldrait à celle des bolcheviks en 1917 : « Rompez la coalition ! Chassez les ministres bourgeois ! »

**[« PARTI MONDIAL
DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE »] (1)**
(14 juillet 1935)

Chers Camarades,

1. Notre Internationale doit avoir un nom. La « IV^e », ce n'est qu'un numéro, pas un nom. Nous ne pouvons l'appeler ni socialiste, ni communiste, puisque ces deux noms sont pris, et de façon bien compromettante. Dans l'avenir, nous refferons certainement du mot de « communisme », c'est-à-dire du drapeau de Marx et de Lénine, un drapeau honorable. Pour le moment, nous ne pouvons l'utiliser. « Socialiste révolutionnaire » ne veut pas dire grand-chose non plus, parce que les centristes essaient de se dissimuler derrière cette étiquette (2). Il me semble que le seul nom qui convienne pour notre Internationale soit *parti mondial de la révolution socialiste*. Il a l'énorme avantage de caractériser clairement et sans ambiguïté la tâche historique de notre époque et de justifier ainsi l'existence de la nouvelle Internationale. La II^e Internationale déplore les ruines du capitalisme. La III^e Internationale est un instrument du maintien de la domination de la bureaucratie soviétique. La IV^e est le parti mondial de la révolution socialiste.

A l'avenir, nos sections pourront adopter ce nom — au moins comme deuxième nom. Par exemple : « Parti ouvrier des Etats-Unis (section américaine du parti mondial de la révolution socialiste) ».

Il serait tout à fait erroné de nous objecter que la révolution socialiste n'est pas la tâche exclusive et unique du mouvement ouvrier, dans la mesure où toutes les luttes de cette

(1) T 3680. Lettre au secrétariat international, traduite ici de l'anglais.

(2) Rappelons que, depuis la conférence de février, l'I.A.G. qui regroupait le gros des organisations qualifiées par Trotsky de « centristes » (S.A.P., I.L.P. etc.) avait changé de nom et était devenue le « bureau international d'unité socialiste révolutionnaire ».

période doivent être adaptées aux besoins de la révolution sociale et où le nom du parti doit indiquer sa tâche essentielle. Il serait encore plus faux de dire que ce nom peut effrayer les « masses ». Ce serait un argument classique des centristes. La révolution n'est pas une perspective historique, mais la tâche du jour. Nous devons précisément appeler par son nom cette tâche historique. Le nom doit correspondre à la pensée et à l'imagination des masses, et, en même temps, nous distinguer clairement des autres organisations.

La question du nom est très importante. C'est pourquoi il faut le choisir avec soin et de la façon la plus unanime possible. Il faut absolument que toutes les sections mettent cette question à l'ordre du jour et en discutent. En même temps, il faut informer les sections des autres propositions, afin de pouvoir trancher du nom de la nouvelle Internationale par un référendum — disons, à la mi-septembre (3). Je crois qu'on pourrait utilement consacrer à ce sujet des réunions publiques. Nos propagandistes pourraient donner des motivations sérieuses pour le choix du nom et faire se prononcer là-dessus la réunion publique elle-même. Par ce biais, des couches plus larges se considéreraient comme cofondatrices de la nouvelle Internationale.

2. On peut supposer qu'à Moscou se prépare un nouvel amalgame destiné à renforcer le dernier (4) et exiger de nouvelles victimes. Il faut absolument que notre presse s'en occupe. Il serait bon également d'écrire un mémorandum explicatif pour l'ensemble de la presse ouvrière à travers le monde. La nouvelle *Rundschau* donne à ce sujet assez d'informations (5). Le camarade Parabellum (6) pourrait également

(3) La proposition de cette date pour un référendum montre que Trotsky n'entendait pas perdre du temps dans la constitution de la nouvelle Internationale et que le débat sur son nom n'était pas pour lui académique ni abstrait.

(4) Le dernier « amalgame » de Moscou avait consisté à lier des opposants actifs ou repentis (Zinoviev) au « groupe » terroriste qui avait abattu Kirov, voire à des « puissances étrangères » et leurs « agents ».

(5) *Rundschau* était l'appellation abrégée de *Die Rundschau über Politik, Wirtschaft und Arbeiterkorrespondenz*, organe de presse de l'I.C. qui avait succédé à *Inprekorr* et paraissait à Bâle.

(6) PARABELLUM était le dernier en date des pseudonymes d'Isaac TCHÉRÉMSKY, dit Arkadi MASLOW (1893-1941), un ancien dirigeant du K.P.D. de l'époque zinoviéviste de l'I.C. et compagnon de Ruth Fischer. Il n'avait pas été admis dans les rangs de la section allemande, mais collaborait avec le S.I. dont Ruth Fischer était membre. Il écrivait et parlait couramment sept langues, dont le russe, qui était sa langue maternelle.

exploiter la presse russe pour un tel mémorandum, lequel pourrait alors être publié au nom du S.I.

3. Sur la question du conseil général (7) : les membres du conseil, dans toutes les villes, constituent un comité d'action qui, naturellement, n'a pas le droit de prendre de décision, mais qui pourrait en l'affaire rendre de grands services. Le foyer central serait les membres parisiens du conseil, lesquels pourraient jouer un rôle important en collaborant régulièrement avec le secrétariat d'Amsterdam (8).

(7) Le « conseil général » était l'un des organismes dirigeants prévus pour la nouvelle Internationale.

(8) L'expression « secrétariat d'Amsterdam » désigne ici le secrétariat du comité permanent de contact entre les signataires de la « Lettre ouverte », l'organisme dirigeant du mouvement pour la IV^e Internationale. Il avait été confié à Sneevliet et à P.J. Schmidt.

[PERSPECTIVES POLONAISES] (1)

(16 juillet 1935)

Chers Camarades,

J'ai reçu du S.I. les matériaux sur la Pologne, ainsi qu'une lettre qui m'est adressée, contenant une liste de questions posées avec précision. Les discussions entre les camarades polonais se déroulent sur deux terrains, connexes bien que distincts, à savoir, d'une part les principes et critères généraux du mouvement ouvrier et de ses tendances, de l'autre l'appréciation des possibilités de travail des camarades polonais.

En ce qui concerne la question générale, je crois que la réponse a été en grande partie fournie par les événements récents. Avons-nous abandonné l'appréciation léniniste sur le réformisme et le centrisme ? Ou devrions-nous la réviser ? Faut-il abandonner l'idée de la IV^e Internationale (2) ?

Qui le pense n'est pas des nôtres. Notre politique est suffisamment caractérisée par les faits suivants : a) la fusion en Amérique et en Hollande, b) l'entrée de nos sections dans les partis social-démocrates français et belge, c) une sévère campagne contre le S.A.P. et ses semblables, d) la publication du manifeste sur la IV^e Internationale (3).

(1) *Bulletin intérieur* de la ligue communiste de Belgique, n° 3, septembre 1935. Lettre adressée aux bolcheviks-léninistes de Pologne, signée Crux. Traduction française de 1935.

(2) L'éventail des hypothèses d'orientation formulées ici sous forme de résumé des questions posées par les trotskystes polonais donne à penser que la discussion internationale commencée en 1934 autour de la question de l'« entrisme » avait révélé au moins une certaine confusion dans les rangs de l'organisation polonaise.

(3) La section américaine, C.L.A., avait fusionné en décembre 1934 avec l'American Workers Party, de Muste, pour constituer un nouveau parti, le Workers Party, la section hollandaise le R.S.P. avait fusionné avec l'O.S.P. pour constituer le R.S.A.P., et ces deux partis nouveaux comptaient des milliers de membres. La ligue française était entrée dans la S.F.I.O. où elle constituait le G.B.L. avec son organe *La Vérité*, et la section belge dans le P.O.B. où elle était une fraction de l'opposition de gauche groupée autour du journal *L'Action*

Ce n'est que si l'on a sous les yeux toutes ces données et si l'on comprend bien leur interdépendance mutuelle, que l'on peut avoir une idée exacte de la ligne stratégique des bolchéviks-léninistes. Nous pouvons nous permettre d'entrer dans des partis opportunistes parce que nous avons des cadres éduqués, parce que nous sommes liés sur le plan international, parce que nous sommes implacables vis-à-vis des confusionnistes professionnels du genre S.A.P., parce que l'ensemble de notre travail, que ce soit en tant qu'organisations indépendantes ou, temporairement, sous forme de fractions dans des partis opportunistes, est mené sous le drapeau de la IV^e Internationale, c'est-à-dire sans aucune conciliation avec les idées et les méthodes de la II^e et de la III^e Internationales. Celui qui détruit cet enchaînement — que nous n'avons pas inventé, mais qui nous a été imposé par l'ensemble de la situation —, celui qui sépare la tactique de la stratégie et qui fait d'une règle épisodique une recette universelle, celui-là court le danger de périr dans le marais de l'opportunisme ou dans le désert du sectarisme.

*
*
*

Il est faux de prétendre que nous ne devrions entrer dans un parti social-démocrate que si nous y sommes acceptés en tant que fraction statutairement constituée, avec notre propre organe, etc. Il ne fait pas de doute qu'il serait excellent de l'obtenir. Mais, en dehors de la France, où le parti socialiste a une structure et une tradition tout à fait particulières, nous ne trouverons jamais de telles conditions. Et elles ne sont pas non plus déterminantes. Comme le démontre l'exemple belge, l'entrée est conditionnée par des motivations politiques, pas par des motivations statutaires. Il ne s'agit pas d'entrer musique en tête dans un parti donné, mais d'avoir des possibilités réelles d'y développer un travail révolutionnaire à l'intérieur. Dans les partis staliniens, nos amis doivent travailler de façon complètement illégale. Il est tout à fait loisible d'agir de même dans les partis réformistes. Pour nous, ce n'est pas

socialiste. La conférence de Saint-Denis de l'I.A.G., en février 1935, avait donné le signal d'une campagne contre son inspirateur, le S.A.P., marquée notamment par le texte de Trotsky « Alchimie centrisme ou marxisme » (cf. *Œuvres* 5, p. 261). Enfin, cinq organisations, le W.P.U.S., le R.S.A.P., le G.B.L., le Workers Party of Canada et la L.C.I. elle-même, avaient signé un « manifeste » pour la IV^e Internationale plus connu sous le titre de « Lettre ouverte » et qui venait seulement d'être publié.

d'une politique bienséante qu'il s'agit, mais d'une politique révolutionnaire.

Pour la Belgique, nous avons tous eu quelques craintes du fait que notre section était obligée d'abandonner son organe (4) et d'entrer sans que les moindres droits lui soient « garantis » dans le P.S. (5), lequel, au surplus, participait au gouvernement. Mais les faits ont donné raison à nos camarades belges. Ils jouent maintenant un rôle très important dans la gauche du parti, pleinement exprimé par le fait qu'ils ont éliminé le Dr Marteaux, agent stalinien, de la direction du journal d'opposition, *L'Action socialiste* (6). On ne saurait surestimer ce fait. Le P.O.B. englobe pratiquement toute la classe ouvrière. Une direction révolutionnaire ne peut donc se développer qu'au sein de ce parti et des syndicats qui lui sont liés. La question était de savoir si ce développement passerait par le canal stalinien ou le canal léniniste (7). Nous pouvons dire maintenant avec une absolue certitude que les perspectives des staliniens ont considérablement diminué, tandis que les nôtres augmentaient d'autant. Il est très important de remarquer que le stalinien Marteaux n'a trouvé de soutien qu'à

(4) L'une des conditions posées par la direction du P.O.B. à l'entrée d'un certain nombre de militants trotskystes dans les rangs de ce parti (certains, comme Lesoil, n'y furent pas admis) avait suffisamment inquiété Trotsky et le S.I. pour leur suggérer de conseiller aux dirigeants belges de reporter leur décision d'entrer. D'autant que le moment de l'entrée des trotskystes coïncida avec l'entrée des dirigeants du P.O.B. dans un gouvernement d'union nationale.

(5) Parlant du parti ouvrier belge, Trotsky, dans cette lettre le désigne plusieurs fois par les initiales P.S. (parti socialiste).

(6) Le Dr Albert MARTEAUX (1886-1949), fils d'ouvrier, médecin, membre du P.O.B., avait été député de Bruxelles de 1921 à 1929. Au lendemain d'un voyage en U.R.S.S. effectué en novembre 1933, il était apparu comme un sympathisant ouvert du P.C. et s'exprimait en ce sens dans les colonnes de *La Bataille socialiste*, puis de *L'Action socialiste*, organes successifs de la « gauche » du P.O.B. Après la défection de P.H. Spaak, devenu ministre de Sa Majesté en mars 1935, il entra en conflit avec Walter Dauge, influencé par les trotskystes. Il venait d'être exclu du comité de rédaction de la revue, qui était en même temps l'organisme de direction de la gauche. Trotsky n'exagère probablement pas en le qualifiant d'agent stalinien : c'est la politique stalinienne qu'il allait défendre sans réserves dans les années suivantes (il n'adhéra officiellement au P.C. qu'en janvier 1939, mais était au C.C. au mois d'août).

(7) Au cours des années 30, et en particulier à partir de 1933, se développèrent, dans tous les partis socialistes, des ailes gauches qui exprimaient des tendances souvent confuses, à la fois unitaires et révolutionnaires, où se retrouvaient côte à côte staliniens ou prostaliniens, antistaliniens de toutes nuances. En fait, les trotskystes ne furent pas les seuls à pratiquer l'« entrisme » pour gagner ces courants... C'est en général en 1935 que se fit la rupture en leur sein, au moment où le tournant de l'I.C. orienta les P.C. vers l'union sacrée sous couvert d'« antifascisme » et dans la politique de Front populaire.

Bruxelles, où il a en face de lui Vereeken et son groupe (8). Cela prouve de façon indiscutable que le groupe Vereeken n'a pas la moindre influence sur l'aile gauche du P.O.B.

Il peut se produire encore maints contrecoups, en France comme en Belgique. Mais un pas en avant important a été fait. La discussion sur la justesse du tournant organisationnel a été en dernière analyse tranchée par le verdict de la pratique.

*
**

Certains camarades semblent consternés, voire découragés, par le fait que les partis nés de fusions récentes en Amérique et en Hollande n'aient pas remporté de succès plus importants, le parti hollandais ayant même perdu des voix aux dernières élections (9). Là aussi, l'analyse marxiste constitue l'unique garantie contre des espérances exagérées aussi bien que contre des déceptions injustifiées. Ces deux partis ne sont pas des formations nouvelles : ils sont originaires de vieilles organisations. En tant qu'organisations autonomes, ils sont à peine connus de la classe ouvrière. Après de grandes désillusions historiques, l'avant-garde prolétarienne n'est pas prête à donner sa confiance à des formations qu'elle ne connaît pas. Seul un programme d'action tout à fait clair, seule une agitation concentrée, une participation active aux combats et à la vie interne des organisations de masse, peuvent ancrer des partis nouveaux dans la conscience de l'avant-garde prolétarienne. On n'y est pas encore arrivé, ni en Hollande, ni en Amérique. On peut dire avec certitude que nos progrès en France et en Belgique sont relativement plus importants qu'en Hollande et en Amérique. Quant à en tirer des conclusions générales, ce serait faux, ou, pour le moins, prématuré. Toute entreprise a besoin de temps pour mûrir. Il nous faudra observer de très près les développements dans les différents pays, établir les analogies, en examiner les conditions et, seulement alors, en tirer les

(8) Georges VEREEKEN (1898-1978), chauffeur de taxi, ancien membre du C.C. du parti communiste belge, avait été l'un des principaux dirigeants de l'Opposition belge après 1930, et membre du S.I. Opposé au « tournant français » en 1934, il avait rompu en mars 1935 avec la section belge quand celle-ci avait décidé l'entrée dans le P.O.B. et publiait son propre organe, *Spartacus*. Le gros de ses forces était concentré à Bruxelles.

(9) Aux élections législatives de 1933, l'O.S.P. et le R.S.P. avaient obtenu un total de 65 781 voix : élections provinciales de 1935, le R.S.A.P. n'en avait obtenu que 51 600.

conclusions nécessaires. Il ne faudra pas, en tout cas, y passer trop de temps.

*
**

En ce qui concerne les questions polonaises concrètes, il m'est très difficile — malgré les importants documents que nous ont envoyés les camarades polonais — de me faire une opinion. On pourrait dire que la note qui domine dans ces documents est le pessimisme. La classe ouvrière serait hors d'état de combattre, le fascisme pourrait se développer à plein sans résistance, etc. Est-ce réellement le cas ? La plus grosse faute, dans un cas pareil, serait de sous-estimer les possibilités de combat.

Que représente le P.P.S. (10) ? Combien compte-t-il d'ouvriers dans ses rangs ? Quelle est son influence politique, de façon générale, et dans les syndicats en particulier ? Comment se développe sa vie interne ? Ce qu'en disent documents et lettres est trop général. On peut supposer que notre groupe — et ce serait explicable par tout son passé (11) — s'est plutôt franchement tenu à l'écart du P.P.S., qu'il n'entretient avec lui que des rapports superficiels et accidentels, et qu'il n'a pas, par conséquent, les yeux fixés sur sa vie interne. Dans ces conditions, l'affaire se présente comme une équation qui comporte trop d'inconnues.

(10) Fondé en 1892, le P.P.S. (Polska Partia Socjalistyczna) — parti socialiste polonais — revendiquait encore 50 000 adhérents en 1931 ; mais ce chiffre avait dû baisser depuis cette date eu égard aux conditions précaires dans lesquelles il avait pu poursuivre une existence semi-légale.

(11) L'Opposition polonaise s'était constituée dans le cours des années 1931-32 au sein du parti communiste polonais et particulièrement parmi les communistes juifs. Son véritable dirigeant, Solomon EHRLICH (1907-1943), avait adhéré au P.C. en Palestine et avait été gagné aux idées de l'Opposition de gauche en 1930 par la lecture des ouvrages de Trotsky, à Zürich où il était venu faire ses études. Il avait fondé en 1931 la section suisse avant de repartir en Pologne. Le porte-drapeau de la section polonaise était l'ouvrier juif Herschl STOCKFISCH (1890-1968), vieux-bolchevik, ancien combattant des révolutions de 1905 et 1917, de la guerre civile, militant clandestin comptant quatorze années de prison et de bague, qui venait de séjourner longuement à Paris. Le groupe comptait dans ses rangs un grand journaliste Isaac DEUTSCHER (1907-1967), qui avait adhéré au P.C. en 1926 et en avait été exclu en 1932. Ce groupe comptait à Varsovie, selon Deutscher, 300 militants en 1932, alors que le P.C. n'en avait guère plus de 1 000. Mais il n'était guère orienté vers le P.P.S. réformiste, mais aussi nationaliste polonais, et était beaucoup plus lié aux milieux proches du P.C. et à la classe ouvrière juive qui tenait le P.P.S. pour un ennemi.

A titre d'hypothèse, on peut supposer que, même au cas où la victoire du régime actuel serait totale, où il ne rencontrerait aucune résistance et où le P.P.S. disparaîtrait également sans résistance, une fraction révolutionnaire de ce parti devrait faire scission sous la poussée des événements : autrement dit, que seuls les éléments révolutionnaires de l'ancien parti survivraient dans l'illégalité. Dans cette hypothèse, il serait également très important de s'être rapproché à temps de l'aile prolétarienne de ce parti.

Si le régime doit devenir totalitaire, les tentatives pour réaliser le front unique se feront plus énergiques, et il est bien possible qu'elles aboutissent à des résultats pratiques à travers une éventuelle scission du P.P.S. La gauche de ce parti peut ainsi également ouvrir à nos camarades le chemin vers ceux des staliniens qui sont susceptibles d'évoluer. Il paraît en outre tout à fait clair que, dans ces conditions, se réfugier dans le Bund signifierait tourner le dos à toutes les possibilités d'un développement plus important. On ne peut par ailleurs aider les ouvriers juifs à sortir de l'impasse du Bund vers une arène plus large que par un travail révolutionnaire couronné de succès parmi les prolétaires polonais (12) (13).

Il semble donc que nos amis devraient pour un temps abandonner complètement les discussions d'ordre général entre eux, et, sans exclure ni écarter personne, consacrer toutes leurs forces à se créer des liens avec la gauche, en particulier avec les éléments prolétariens du P.P.S. et des syndicats, à réunir tout le matériel qui s'y rapporte, de façon à prendre des décisions sur la base des données de cette large enquête, ce qui peut en même temps servir de propagande pour nos idées.

(12) Fondé en 1897, le Bund devait regrouper à cette époque une dizaine de milliers d'adhérents. Il avait été membre du bureau de Paris de 1923 à 1930, mais avait réintégré l'I.O.S. à cette dernière date, par une décision prise au congrès de Lodz à une faible majorité. En août 1934, le P.C. polonais avait fait des propositions de front unique au Bund et au P.P.S. Ce dernier avait refusé, mais le Bund s'était déclaré disposé à un accord avec le P.C. au sujet duquel les négociations avaient échoué en dernière minute du fait d'amendements au texte de l'accord proposés par les délégués du P.C. Le Bund avait une influence très importante dans le prolétariat juif. Bien des militants trotskystes de Pologne considéraient, ne fût-ce que pour une question de langue, que s'il fallait mener dans ce pays une politique « entriste » c'était dans le Bund qu'il fallait la pratiquer.

(13) Ceci n'exclut pas, bien entendu, la possibilité de l'entrée éventuelle d'un ou plusieurs groupes de nos camarades dans le Bund. Mais cette analyse porte sur notre orientation générale (note de L. Trotsky).

[QUESTIONS URGENTES] (1)

(17 juillet 1935)

Chers Camarades,

1. Il est très important que l'*Action socialiste* ait adopté la proposition d'une commission internationale sur les actes de terreur contre les éléments révolutionnaires en Union soviétique. Je pense que nous avons à construire autour d'elle une grande action internationale (2). Le S.I. pourrait publier un appel sur cette question. Peut-être le secrétariat (3) pourrait-il le faire pour la IV^e Internationale ? De toute façon, il ne faut pas traîner. A mon avis, l'appel devrait être bref et avoir un caractère qui ne soit pas émotionnel, mais totalement « objectif ».

Les mesures terroristes contre des éléments communistes et les anciens compagnons de Lénine se multiplient (l'affaire Zinoviev, le cas Enoukidzé (4)). Les accusations contre les

(1) T 3681. Lettre au S.I., traduite de l'allemand.

(2) L'*Action socialiste* était la tendance de gauche qui se groupait en Belgique autour de l'hebdomadaire du même nom. Depuis la défection de Paul-Henri Spaak, au mois de mars, elle avait été essentiellement animée par le Dr Marteaux, de Bruxelles, et Walter Dauge, jeune dirigeant du Borinage. Ce dernier était, depuis un an, en contact avec les trotskystes qui espéraient le gagner. Il venait d'effectuer un voyage en U.R.S.S. qui l'avait convaincu de la nécessité de lutter contre la bureaucratie stalinienne. Un appel à la conscience universelle de N.I. Sedova pour sauver son fils Sergei et demandant qu'une commission internationale enquête sur son cas fut publiée dans l'*Action socialiste*.

(3) Notons la distinction de Trotsky entre le secrétariat international, qui est l'organisme de direction de la L.C.I., et le « secrétariat » qui est celui du « comité permanent de contact » des signataires de la « Lettre ouverte », donc des organisations qui veulent construire la IV^e Internationale. C'étaient Schmidt et Sneevliet qui assuraient ce « secrétariat »-là.

(4) Grigori RADOMYSKY, dit G. ZINOVIEV (1883-1936), vieux-bolchevik, avait été en émigration le principal lieutenant de Lénine. Il avait combattu en 1917 la décision de passer à l'insurrection, puis avait été par la suite l'un des principaux dirigeants du parti et du gouvernement, en même temps que président de l'I.C. Allié à Staline dans la *troïka* constituée contre Trotsky, de 1923 à 1925, il avait formé la nouvelle

vieux et les jeunes révolutionnaires, dans la presse officielle et officieuse du Comintern (*Deutsche Rundschau*) sont de plus en plus monstrueuses et difficiles à croire (peut-être quelques citations de la *Rundschau*). Les grands journaux du Comintern eux-mêmes n'osent pas reproduire ces accusations de la *Rundschau*. Néanmoins, des hommes sont condamnés et exécutés sur la base de ces accusations. Le malaise et l'inquiétude, l'indignation souvent, sont très grands dans les rangs de tout le prolétariat mondial. Afin de dissiper la méfiance croissante, le gouvernement soviétique doit prouver, par des faits et par des documents, qu'il s'agit bien réellement d'une lutte contre les ennemis de l'Etat ouvrier, non d'une guerre d'extermination d'un groupe de bureaucrates contre ses adversaires et ses critiques. Ce ne peut être réalisé qu'au moyen d'une commission internationale dont la composition garantirait la totale objectivité, ainsi que la loyauté à l'égard de l'Etat ouvrier et du prolétariat mondial.

Ce n'est là qu'une indication approximative de ce que devrait être le contenu de cet appel. Il s'agirait de gagner le soutien de différents groupes, organisations et individualités. Dans cette affaire, la collaboration avec de respectables organisations centristes est tout à fait normale. Si on s'attaque énergiquement à ce projet, peut-être pourrait-on arriver à créer une organisation internationale de secours (5).

2. Nous n'avons pas encore reçu le manifeste. L'additif sur l'Amérique pourrait donner naissance au soupçon qu'il y avait une intention, à travers des phrases générales, de s'engager et d'engager les autres dans une lutte entre les différentes ten-

Opposition en 1925, puis dirigé, avec Trotsky, jusqu'en 1927, l'Opposition unifiée. Il avait capitulé ultérieurement à plusieurs reprises devant Staline et chaque fois à des conditions plus humiliantes. A la suite de l'assassinat de Sergei M. KOSTRIKOV, dit KIROV (1886-1934), dauphin et peut-être rival de Staline, à Leningrad le 1^{er} décembre 1934, il avait été arrêté, puis condamné en janvier 1935 par un tribunal militaire à dix ans de prison pour sa prétendue « responsabilité morale » dans l'assassinat, auquel le G.P.U. n'était pas étranger. Avelii S. ENOUKIDZÉ (1877-1937), vieux-bolchevik géorgien, était secrétaire de l'exécutif des soviets et avait soutenu Staline contre les oppositions de gauche et de droite. Mais il semble qu'il n'approuvait pas la terreur policière contre les opposants communistes. Il venait d'être exclu du parti, sur le rapport d'un nouvel homme de confiance de Staline, Nikolai EJOV (1895-1939), et arrêté sous le prétexte d'une affaire de mœurs.

(5) Le S.I. créa un service de solidarité internationale dont il confia la responsabilité au vétéran du K.P.D. allemand Karl GRÖHL (cf. n. 5, p. 49), qui avait eu jusqu'au plébiscite sarrois des responsabilités dans l'appareil sous le nom de FRIEDBERG, et avait comme pseudonyme dans l'Opposition le nom de Karl ERDE.

dances du W.P.U.S. Si tel n'était pas l'objectif des auteurs de l'additif, tant mieux (6) !

3. Sur la composition du conseil général (7) : bien sûr, chaque section doit y être représentée, même celles qui n'appartiennent pas au secrétariat international (8). Dans ma dernière lettre, je n'ai pas mentionné certaines des sections, parce que la question des hommes ne m'apparaissait pas claire.

Dans la section allemande, par exemple, Bur, Johre, Fischer, ou Nicolle comme membres du S.I. (9) ? Il faudrait décider, en consultation avec la section elle-même, quels seraient les deux camarades qu'on y inclurait ? Je n'ai pas d'idées claires sur la façon dont la question se présente en Espagne, en Grèce, en Amérique latine. En tout cas, tous les groupes importants, ou ceux qui ont des camarades qualifiés — également nos amis polonais — doivent être dans le conseil général. En période d'illégalité, quand des congrès réellement organisés seront impossibles, le conseil général restera l'organe de décision.

4. Il nous faut accorder à l'expérience belge toute notre attention. C'est clair, déjà : pour l'essentiel, nos amis belges ont raison. Un vif conflit avec Marteaux constitue la meilleure

(6) Nous ne savons quel passage de la « Lettre ouverte » constituait un additif, mais le plénum de juin du W.P.U.S. s'était déroulé dans une extrême tension, à propos de l'opposition à l'entrisme de la fraction de Oehler (cf. n. 3, p. 127) et l'ancien dirigeant de l'A.W.P., A.J. Muste s'y était vivement opposé, à propos des droits des minorités, à Cannon et Shachtman, anciens dirigeants de la C.L.A.

(7) Le « conseil général » devait être l'organisme de direction de la IV^e Internationale, dans les intervalles des congrès ou conférences, un organisme beaucoup plus large que le secrétariat. Le souci de sa composition, manifesté ici par Trotsky, montre combien ce dernier aspirait à l'époque à une organisation rapide de la IV^e Internationale.

(8) Preuve supplémentaire que Trotsky n'identifiait pas la IV^e Internationale et la L.C.I.

(9) Jan BUR était le pseudonyme de Walter NETTELBECK (1901-1976), d'abord ouvrier boulanger, puis du bâtiment, enfin photographe de presse pour un journal du « trust » Münzenberg, qui avait rejoint l'Opposition de gauche après la victoire des nazis et était devenu son principal dirigeant dans la clandestinité. Le S.I. venait de lui envoyer la directive d'émigrer, car il était serré de près par la Gestapo. S.L. JOHRE était le pseudonyme de Josef WEBER (-1959), un pianiste originaire de Gelsenkirchen, qui était un des principaux dirigeants de l'I.K.D. en émigration depuis 1934. Oskar FISCHER était le pseudonyme d'OTTO SCHÜSSLER (né en 1905), ancien ouvrier emballeur à Leipzig, qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo et en était revenu pour prendre la direction d'*Unser Wort*, à Prague, puis à Paris. NICOLLE était depuis peu le pseudonyme d'Erwin WOLF (1902-1937), un allemand de Tchécoslovaquie qui avait rejoint l'Opposition de gauche à Berlin où il était étudiant et avait émigré à Paris en 1933. Il était membre du comité de l'I.K.D. à l'étranger.

protection contre une dégénérescence stalinienne de la gauche du P.S. (10). Au cours du développement, la gauche du P.S. prendra une signification tout à fait différente en Belgique de ce qu'elle a en France. En passant, l'exemple belge prouve que l'entrée dans les partis réformistes ou centristes n'est pas tellement une question de droits légaux, mais qu'elle est bien plutôt fonction de la situation politique à l'intérieur comme à l'extérieur du parti (11). Détails dans la lettre aux camarades polonais (12).

(10) Dans cette phrase et dans la suivante, Trotsky écrit par inadvertance P.S. (parti socialiste) au lieu de P.O.B. (parti ouvrier belge). Sur le Dr Marteaux, cf. n. 6, p. 59.

(11) Cette remarque est en même temps une sorte d'autocritique : Trotsky avait pensé qu'il y avait trop de risques à entrer dans le P.O.B. qui posait comme condition l'abandon par les trotskystes de leur publication, *La Voix communiste*. On sait que la majorité de la section belge, sous l'impulsion de Lesoil, n'avait pas suivi son conseil de prudence.

(12) Cf. p. 57 à 62.

PRÉSENTATION DE TROTSKY AUX NORVÉGIENS (1) (19 juillet 1935)

Dans la révolution bolchevique russe de 1917, la guerre civile jusqu'en 1920 et les décisives années suivantes, il y avait deux grands dirigeants, deux seulement qu'on pouvait véritablement considérer comme des dirigeants : Lénine et Trotsky. Il y avait bien d'autres dirigeants, officiers et responsables, dont l'un — Staline — s'est même hissé au niveau de dictateur personnel de l'Etat soviétique (ce que Lénine ne fut jamais et que Trotsky n'a jamais voulu être), mais Lénine et Trotsky étaient des révolutionnaires d'un type particulier.

Trotsky passe actuellement sa convalescence à la maison du journaliste Konrad Knudsen (2) près d'Hønefoss, après son arrivée récente en Norvège, autorisée par le gouvernement travailliste. Un journaliste d'Arbeiderbladet, accompagné de quelques autres membres du parti a visité l'ancien grand dirigeant de la révolution.

(1) *Arbeiderbladet*, 26 juillet 1935. Traduit du norvégien par Håkon Hansen. Trotsky n'était installé que depuis peu en Norvège, à Hønefoss, quand il reçut, le 19 juillet, la visite de trois importants personnages du parti gouvernemental, Trygve Lie, Ole Colbjørnsen et Martin Tranmael. Trygve Lie (1896-1968) avocat, militant du D.N.A. avait été son conseiller juridique avant d'être nommé ministre de la justice dans le gouvernement Nygaardsvold. Ole COLBJØRNSEN (1897-1973), était un économiste, collaborateur de l'*Arbeiderbladet*. Martin TRANMAEL (1879-1967) était le dirigeant « historique » du D.N.A., rédacteur en chef de son organe central. Il s'agissait de présenter aux Norvégiens leur hôte ; l'article était de Colbjørnsen.

(2) Konrad KNUDSEN (1890-1959) avait émigré en 1909 aux Etats-Unis, y avait été ouvrier agricole, puis ouvrier d'usine. Il était entré au parti socialiste en 1910 et était devenu en 1917 rédacteur au *Socialdemokraten* de Chicago. Revenu dans son pays en 1920, il avait été artisan peintre pendant trois ans, puis était devenu journaliste au *Fremtiden* de Hønefoss. Il avait accepté de recevoir les Trotsky dans sa maison de Wexhall.

Malade, mais pas brisé : un grand livre sur Lénine en train

Trotsky est plutôt affaibli, et la semaine dernière, il a eu une rechute. Mais il n'est pas brisé ; sa vitalité est étonnante si on considère tout ce qu'il a traversé ; cet homme est loin d'avoir dit son dernier mot et son séjour en Norvège lui a permis de reprendre espoir pour sa santé. Dans quelques semaines, son médecin personnel va venir de Paris en Norvège, et, avec un médecin norvégien, il va examiner à fond son patient et élaborer de nouveaux plans de traitement. On espère que cette fois sa santé se rétablira.

C'est une expérience mémorable que de parler avec Trotsky. On peut diverger dans l'appréciation de ses actes et de ses idées, mais peu nombreux sont ceux dont les connaissances les autorisent à avoir une opinion sur la question qui iront nier qu'il soit réellement l'une des grandes figures de l'histoire. Il a été un grand homme d'action, mais il est aussi un remarquable penseur. Ses livres sont profonds, et en même temps rédigés dans un style brillant. Pendant quelque temps, Tiden Norsk Forlag a négocié avec son représentant pour la publication de plusieurs de ses livres en norvégien, et ce sera peut-être conclu. Son ouvrage en trois tomes sur la révolution russe est déjà un classique et a été publié dans de grosses éditions dans nombre de pays. Chaque fois qu'il le peut, Trotsky travaille à un grand livre sur Lénine, et nous en avons parlé.

« Dans mon manuscrit, Lénine a maintenant atteint vingt-trois ans, dit Trotsky. Près d'un tiers (de l'ouvrage) est maintenant terminé, et j'ai organisé, mais pas encore commencé à travailler, le matériel pour les deux tiers restants. Ce sera un ouvrage d'au moins 600 pages, en un ou deux volumes. »

Le conflit italo-éthiopien pourrait être le prologue d'une nouvelle guerre mondiale

La conversation touche aux événements historiques dans le monde, que Trotsky suit de près, mais, quand il s'agit de dire quelque chose qui doit être publié, il est très prudent, car il se sent lié par les conditions du visa d'entrée. Il peut cependant exprimer son opinion sur les questions d'intérêt général ou de nature socialiste et, dans le cours de la conversation, nous avons obtenu des déclarations du plus haut intérêt.

Il y a d'abord le danger de guerre en relation avec la

campagne de l'Italie contre l'Ethiopie. Cela conduit-il à une nouvelle guerre mondiale ?

« Il est très difficile de faire des prédictions, dit Trotsky, mais je dirais oui, en ce sens que je crois que la guerre qui s'annonce entre l'Ethiopie et l'Italie a le même rapport avec une nouvelle guerre mondiale que la guerre des Balkans de 1912 avait avec la guerre mondiale de 1914-18. Avant qu'il puisse y avoir une nouvelle grande guerre, les puissances auront à se déterminer et, à cet égard, la guerre italo-éthiopienne définira les positions et indiquera les coalitions. Il est impossible de dire s'il s'écoulera trois, quatre ou cinq ans avant qu'éclate la grande guerre. Nous devons être prêts à un délai bref plutôt que long. »

Bientôt la guerre entre le Japon et l'U.R.S.S. ?

— « *Quelle est exactement la position de l'Union soviétique ?* »

— « L'Union soviétique connaît son propre danger en Extrême-Orient. La poussée expansionniste du militarisme japonais est très forte. Et la politique actuelle de Tokyo est tout à fait imprévisible. Une guerre entre le Japon et l'Union soviétique pourrait — en dépit de l'authentique désir de paix de cette dernière — éclater même dans un an. Le Japon connaîtra peut-être des succès au début. Mais il perdrait inévitablement, à cause de sa situation intérieure. Actuellement, la diplomatie de l'Union soviétique soutient indirectement l'Italie qui s'appuie sur la France et sur elle. Dans l'arène internationale, le gouvernement de l'Union soviétique est devenu une puissance conservatrice. Il est pour le *statu quo*, contre le changement. Mais il n'a pas levé le petit doigt pour le *statu quo* en Ethiopie. C'est là une ironie de l'histoire. »

L'œuvre et le destin de Trotsky

Trotsky n'a rien voulu dire de plus sur cette question, bien qu'il fût clair qu'il avait des idées précises sur beaucoup de choses. Nous avons orienté la discussion vers l'histoire de la révolution russe et son rôle à lui dans la révolution ; nous avons entre autres mentionné le mythe, que certains ont voulu accréditer, selon lequel l'Armée rouge ne fut pas en réalité

victorieuse à cause de Trotsky, mais en dépit du fait que c'était lui qui la dirigeait. Trotsky en a souri et nous dit :

« Avec certains cercles dirigeants d'Union soviétique, il en est comme avec un homme qui a trouvé un filon en Amérique : il doit se fabriquer un arbre généalogique. Quand une nouvelle couche bureaucratique arrive au pouvoir, elle se fabrique sa propre généalogie et sa préhistoire. Elle déforme le passé et étale ses propres avantages. J'ai été membre du bureau politique de 1917 à 1927 (3). Au début de 1928, j'ai été exilé en Asie centrale par une décision administrative : j'y suis resté une année, et au début de 1929, j'ai été banni en Turquie. J'y suis resté jusqu'en 1933 où un éphémère gouvernement Daladier m'a donné un visa d'entrée en France, où je suis resté deux ans (4) ».

Le monde avance tout de même

Nous remarquons que la majorité des vieux-bolcheviks sont aujourd'hui morts ou en exil, et Trotsky dit :

« Ceux qui ont fait une révolution n'en ont jamais profité. Mais le monde a tout de même progressé un peu. La différence, c'est qu'autrefois, comme pendant la révolution française, on coupait la tête des dirigeants de la révolution ; maintenant on les exile, en Sibérie ou ailleurs. La bureaucratie nouvelle en Union soviétique est faite d'éléments nouveaux — en partie de vieux ennemis de la révolution d'Octobre. Il m'est difficile de m'exprimer à ce sujet ; mais c'est vraiment une scène shakespearienne qui a été jouée cette année à Londres, quand des représentants du mouvement ouvrier britannique sont allés à l'ambassade soviétique à propos de l'arrestation de Zinoviev et de Kamenev (5). Il y avait là l'ambassadeur soviétique Maisky (6), qui leur a expliqué que les deux diri-

(3) En fait, c'est du comité central que Trotsky avait été membre jusqu'en 1927. Il avait été exclu du bureau politique en octobre 1926.

(4) Arrivé en France en juillet 1933, Trotsky en était reparti en juin 1935, mais, dans l'intervalle, il avait, en avril 1934, fait l'objet d'un arrêté d'expulsion.

(5) Lev. B. ROSENFELD, dit KAMENEV (1883-1936), également vieux-bolchevik, avait connu la même carrière et le même destin que son camarade Zinoviev et avait été condamné, comme lui, en janvier précédent, pour sa prétendue « responsabilité morale » dans l'assassinat de Kirov.

(6) Ivan M. LIAKHOVETSKY dit MAISKY (1884-1975) avait été menchevik pendant la révolution de 1917 et avait même occupé des fonctions au compte d'un gouvernement blanc pendant la guerre civile.

geants vieux-bolcheviks étaient réellement des contre-révolutionnaires.

Socialisme, planification et contrôle

Trotsky ne voulait pas parler en ce moment de l'état de choses actuel en Union soviétique, mais quelques sujets d'un grand intérêt ont été abordés :

« Les travailleurs doivent participer à l'administration de l'économie s'il doit réellement y avoir le socialisme, c'est-à-dire production et autres activités économiques pour le bénéfice du peuple, dit Trotsky. Il ne faut pas que ce soient les bureaucrates qui prennent de façon unilatérale les décisions, et que le peuple obéisse simplement — dans ce cas, les plans ne seraient pas corrigés par ceux auxquels ils sont destinés à servir. Sous le capitalisme, la correction se fait, ou, plus exactement, se faisait, à travers la concurrence. Sous le socialisme, elle ne peut se faire qu'à travers le contrôle des ouvriers ou des paysans. Si ce n'est pas fait, il peut se développer des disproportions qui sont susceptibles de conduire à des résultats fâcheux. »

D'importants résultats techniques en Union soviétique, mais pas encore une société sans classe

En ce qui concerne l'Union soviétique, il constatait qu' « elle avait obtenu d'importants résultats techniques, mais que le niveau de vie du peuple n'a pas correspondu à ces progrès. Il n'y a pas encore là une société sans classes, et récemment il y a eu quelques initiatives contraires à l'objectif socialiste. La différenciation sociale s'est accrue, au lieu de diminuer. Le rôle de la bureaucratie continue de grandir. Une nouvelle noblesse s'est constituée. Economiquement parlant, le socialisme, c'est le triomphe de la productivité du travail. Le socialisme ne triomphera définitivement que lorsque la productivité du travail dépassera celle qui a été atteinte sous le capitalisme. C'est pourquoi le capitalisme a défait le féodalisme. Mais la productivité du travail est, encore, plus élevée en Amérique et en Europe qu'en Union soviétique ».

Trotsky n'a rien voulu dire de plus sur cette question et a refusé de dire quoi que ce soit sur la situation actuelle en Union soviétique. Mais en conclusion il avait bien des choses agréables

à dire sur la nature et l'hospitalité norvégiennes, et surtout sur l'hospitalité dont il bénéficie dans la famille Knudsen.

« Dans la brève période écoulée depuis que je suis en Norvège, dit Trotsky, j'ai été tout à fait conquis par le paysage, la beauté de la nature et le peuple. Je ne sais pas si la race dite "aryenne" vient directement de la Norvège, mais je dois dire que les grandes et vigoureuses silhouettes, les visages où on peut lire tant de dignité font la plus forte impression. La nature — au moins dans la petite partie du pays qu'il m'a été donné de connaître — me semble fascinante et apaisante. Pour quiconque aspire au repos et au loisir, désire s'engager soit dans un travail intellectuel intense, soit dans l'activité sportive, je recommanderai chaudement la Norvège (7). »

(7) On relèvera la prudence dont Trotsky fait preuve tout au cours de cet interview : le fait sera souligné plus tard.

AUX JEUNES SOCIALISTES ET COMMUNISTES QUI VEULENT PENSER (1)

(22 juillet 1935)

La question du danger de guerre préoccupe actuellement la jeunesse de la façon la plus profonde. Et à juste titre, car c'est avant tout de sa propre tête qu'il s'agit. La question de la guerre constitue le premier point à l'ordre du jour du congrès des Jeunesses socialistes de Copenhague.

Nous, marxistes révolutionnaires, rejetons entièrement les recettes contre la guerre qu'ont données les chefs de la II^e et de la III^e Internationale. Ils prêchent le *désarmement* et la « conciliation » par la Société des Nations. Cela signifie qu'ils croient à la possibilité de changer l'essence du capitalisme par des réformes pacifiques, car la lutte armée entre Etats capitalistes appartient aussi bien à l'essence du capitalisme que la concurrence entre les divers capitalistes ou entre leurs trusts. Il y a des gens qui s'intitulent socialistes ou communistes, qui qualifient l'Etat capitaliste d'institution complètement impérialiste et qui croient en même temps à la *Société des Nations*, c'est-à-dire à la Bourse des Etats impérialistes.

Pour le marxiste, la lutte contre la guerre coïncide avec la lutte contre l'impérialisme. Le moyen de cette lutte, ce n'est pas le « désarmement général », mais l'armement du prolétariat en vue de l'anéantissement révolutionnaire de la bourgeoisie et de l'instauration d'un Etat ouvrier. Notre mot d'ordre n'est pas : *Société des Nations*, mais *Etats-Unis soviétiques d'Europe et du monde entier* !

Aujourd'hui nous voyons comment, en France, les réformistes et les prétendus « communistes » (à vrai dire stalinistes)

(1) T 3074. *La Vérité*, 23 août 1935. Ce texte avait été rédigé en vue du congrès international des jeunesses socialistes qui devait se tenir à Copenhague. Il s'agissait d'engager la bataille contre la majorité du bureau de Stockholm, dirigée par Willy Brandt au compte de la politique du S.A.P. (Publié dans *Le Mouvement communiste en France*, p. 516-520.)

ont conclu avec les radicaux une alliance pour lutter, paraît-il, contre le fascisme et la guerre. Que sont les radicaux ? Un parti résolument impérialiste qui monte la garde devant le traité de Versailles et devant l'empire colonial français. Comment peut-on mener en commun avec un parti impérialiste la lutte contre la guerre impérialiste ?

Evidemment, les radicaux se plaisent à parler de la paix. Hitler s'échine également en faveur de la paix. Car ils sont tous pour la paix : les curés, les banquiers, les généraux. Mais que signifie, en réalité, le pacifisme des gouvernements et des partis bourgeois ? Une infâme hypocrisie. N'importe quel bandit préfère, si c'est possible, prendre la bourse de sa victime « pacifiquement », sans toucher à sa vie. Mussolini aimerait évidemment mieux empocher l'Abyssinie d'une façon « pacifique », c'est-à-dire sans les frais et les victimes d'une guerre. L'Angleterre et la France voudraient bien savourer leur butin en « paix ». Mais gare à celui qui les dérange ! C'est en cela que consiste l'amour de la paix des capitalistes.

Le pacifisme petit-bourgeois est en général sincère, mais d'autant plus aveugle et impuissant. Car, au fond, il n'est pas autre chose que la foi du paysan ou du petit boutiquier dans la possibilité d'améliorer la classe dominante, de désarmer les grands bandits impérialistes et de les décider à coexister pacifiquement l'un avec l'autre. Malgré ses bonnes intentions, le pacifisme petit-bourgeois devient un prétexte à l'aide duquel l'impérialisme, au moment voulu, s'empare des masses pour en faire de la chair à canon. Nous accusons précisément les chefs de la II^e et de la III^e Internationale d'aider, par leur politiciannerie pacifiste, le capitalisme à préparer un nouveau carnage des peuples. Dans une nouvelle guerre, les réformistes et les staliniens seront, dans la plupart des cas, du côté de leur gouvernement, surtout en France, en Tchécoslovaquie, en Belgique. Celui qui veut réellement lutter contre la guerre doit parler clairement au peuple, doit rassembler les militants sous un drapeau révolutionnaire, et ce drapeau est celui de la IV^e Internationale.

Entre les deux anciennes « Internationales » qui, en réalité, ont cessé d'en être, et nous, les combattants de la IV^e Internationale, il y a plusieurs fractions et groupements intermédiaires que nous appelons *centristes*.

Ce terme n'est pas, comme le pensent certains naïfs, une injure, mais une conception tout à fait scientifique. Nous appelons *centristes* ces tendances qui oscillent entre le marxisme (internationalisme) et le réformisme (patriotisme), mais qui, dans leur essence, sont généralement plus près du réformisme. En

France, c'est la fraction de la *Bataille socialiste* qui a un caractère centriste, liant son acceptation de la défense nationale à la glorification du pacifisme (Zyromski) (2) et tolérant à son aile gauche un internationalisme vague (Pivert) (3). De tels courants existent dans une série de pays. Pour la période actuelle, on peut citer comme exemple typique de centrisme le parti ouvrier socialiste allemand (S.A.P.). Le S.A.P. n'est nullement une organisation de masse. Il possède, cependant, des fonctionnaires de parti et de syndicat assez nombreux, répandus actuellement comme émigrés en différents pays. Ils disposent souvent d'une routine pratique considérable et d'une certaine éducation théorique ; mais leur activité ne dépasse jamais le cadre des opinions centristes. C'est pourquoi ils sont contre la IV^e Internationale. C'est pourquoi ils combattent les partis et organisations qui se rassemblent autour du drapeau de la IV^e Internationale. C'est pourquoi ils cherchent leurs amis à leur droite. C'est pourquoi leur hostilité se dirige toujours vers la gauche.

De temps en temps, ils affirment qu'ils ne sont pas, au fond, des adversaires de la IV^e Internationale en tant que telle, mais qu'ils la trouvent *inopportune*. Cette assertion, cependant, est sans contenu. Car il ne s'agit pas d'une question mathématique, mais d'une question politique où le facteur temps est décisif. Le socialisme non plus n'est pas « opportun » tant que nous ne sommes pas capables de le réaliser. Mais nous l'avons écrit sur notre drapeau, et ce drapeau, nous le portons, bien ouvertement, devant les masses. Si nous sommes maintenant persuadés que la lutte contre la guerre et pour le socialisme exige un nouveau rassemblement de l'avant-garde prolétarienne autour d'un programme nouveau, alors nous devons commencer ce travail sans tarder.

Celui qui aujourd'hui, comme le S.A.P., est contre la

(2) Jean ZYROMSKI (1890-1975), dirigeant de la Fédération S.F.I.O. de la Seine et de la tendance de la Bataille socialiste avait fait figure de dirigeant de la « gauche » socialiste en raison de ses positions résolument unitaires. Après le ralliement du P.C. à la défense nationale, il s'était aligné sur une position qui préparait l'adhésion à l'union sacrée sous couleur d'antifascisme.

(3) Marceau PIVERT (1895-1958), ancien combattant, gazé au front, professeur à Paris avait pendant des années été l'associé de Zyromski dans la S.F.I.O. Les divergences entre eux avaient commencé avec l'entrée des trotskystes : Pivert s'était souvent trouvé d'accord avec leurs mots d'ordre et était allé visiter Trotsky à Domène. Son hostilité à l'union sacrée n'avait pas désarmé avec le tournant du P.C. et il était sur le point de rompre avec Zyromski et ce qui restait de la Bataille socialiste.

IV^e Internationale, ses défenseurs et ses constructeurs, celui-là démontre que, consciemment ou inconsciemment, il veut garder ouverte la voie du retour vers les réformistes et les patriotes. Cette affirmation peut apparaître aux naïfs comme une manifestation de « sectarisme » ou même une « calomnie ». La plus récente position du S.A.P. dans la question de la guerre, absolument antimarxiste, a confirmé notre appréciation de manière irréfutable. Celui qui n'a pas lu la fameuse résolution du S.A.P. sur « la lutte pour la paix » devrait le faire immédiatement et même apprendre par cœur certaines phrases. Aucune formule sonore sur la révolution socialiste et la dictature du prolétariat ne peut dissimuler le caractère réel, c'est-à-dire pacifiste, de la politique du S.A.P., qui veut rassembler « toutes les forces » pour le *désarmement* et pour la *paix*, et créer pour cela un « comité mondial ». Celui qui prêche que les impérialistes peuvent, sous la « pression » des masses, désarmer pacifiquement nie par cela même la nécessité de la révolution prolétarienne. Car quelle révolution peut-il y avoir contre la bourgeoisie *désarmée* ? Au pacifisme en politique extérieure correspond inévitablement le pacifisme en politique intérieure. Quelqu'un peut nous jurer solennellement qu'il est matérialiste ; si, pour assurer le salut de son âme, il va à l'église à Pâques, il reste pour nous une triste victime du clergé. Celui qui joint les phrases sur la révolution sociale à des supplications pacifiques en faveur du désarmement, celui-là n'est pas un révolutionnaire prolétarien, mais une pitoyable victime de la superstition petite-bourgeoise.

N'y a-t-il pas pourtant — nous réplique-t-on souvent —, dans le S.A.P. et dans les organisations analogues, de bons ouvriers d'esprit révolutionnaire qu'il ne faudrait point heurter de front ? Cet argument aussi manque son but. Il est tout à fait possible et presque certain qu'il y ait dans le S.A.P. et les organisations semblables des ouvriers qui ne sont pas contents de la politique chancelante et évasive de leur direction. Mais la meilleure façon d'aider les éléments susceptibles d'évoluer, c'est de mettre à nu sans pitié la politique fautive de leur direction. Il est vrai qu'au premier moment même les éléments progressifs se sentent heurtés. Néanmoins la critique se grave dans leur conscience. Puis viennent de nouveaux faits qui confirment notre critique. Et, enfin, l'ouvrier révolutionnaire honnête se dira : les léninistes avaient tout de même raison : il faut que je me joigne à eux. C'est toujours ainsi que s'est accompli le développement d'un parti révolutionnaire. C'est ainsi que la chose se passera cette fois-ci encore.

Jeunes camarades et amis !

Ce n'est pas par une haine « fanatique » et encore moins par hostilité personnelle que nous combattons tout ce qui est équivoque, confus et ambigu. Notre époque, cruelle, ménage très peu la sentimentalité, l'indulgence personnelle et autres beaux sentiments. Ce qu'elle exige, c'est un *programme juste* et une *volonté farouche* de vaincre. A l'égard des masses qui ne font que chercher une direction révolutionnaire, nous devons faire preuve de la plus grande attention, de la plus grande patience. Il faut leur exposer cent et mille fois les principes révolutionnaires à la lumière des événements du jour. Mais envers ceux qui se présentent aux masses comme des chefs et déploient un drapeau à eux, nous devons faire preuve de sévères exigences. La première est la clarté.

Ceux qui s'arrêtent à mi-chemin, les centristes, les pacifistes, peuvent, pendant des années, végéter, publier des journaux, convoquer des conférences, obtenir même momentanément des succès dans le domaine de l'organisation. Mais les grands tournants historiques — guerre, révolution — font s'écrouler de tels partis comme châteaux de cartes. Au contraire, les organisations qui, par une âpre lutte intérieure et extérieure, sont arrivées à une clarté révolutionnaire réelle et à une conscience de leur but, aboutissent, précisément dans les circonstances historiques critiques, d'un seul coup, au plus large déploiement de leur puissance. Alors le philistin s'étonne, le philistin de gauche les acclame, sans comprendre pourtant que le « miracle » n'a été possible que par un travail préparatoire lent de longues années et que la rigueur marxiste a été la meilleure arme de ce travail préparatoire.

Dans toute grande lutte idéologique, il y a des copeaux et des éclats. Les centristes se servent de préférence de ce pitoyable matériel pour détourner l'attention de ce qui est important, décisif. Les jeunes ouvriers qui veulent penser doivent apprendre à mépriser la manière cancanière, philistine, méchante et impuissante des centristes. Vous devez aller au fond des choses ! Les questions les plus importantes pour la formation du révolutionnaire prolétarien sont à présent l'attitude envers la guerre et la position envers la IV^e Internationale. Ces questions, vous devez vous les poser dans toute leur envergure. Nous, bolcheviks-léninistes, nous avons édité, il y a plus d'un an, la brochure *La IV^e Internationale et la guerre*. Prendre sérieusement connaissance de ce document programmatique, c'est là le premier devoir de tout révolutionnaire qui veut se faire une opinion indépendante. Ne perdez donc pas de temps, étudiez, réfléchissez,

discutez honnêtement, aspirez inlassablement à la clarté révolutionnaire !

Salut fraternel.

[DES MOTS D'ORDRE OPPOSÉS] (1)

(22 juillet 1935).

[...] L'expérience gouvernementale des réformistes et des staliniens reste à faire. L'expérience radicale est faite. Identifier ou même rapprocher les deux mots d'ordre de « gouvernement socialiste-communiste » (gouvernement de front unique), « gouvernement ouvrier et paysan », etc., et le gouvernement de Front populaire, y compris les radicaux, serait absolument fatal [...] (2).

(1) Extrait d'une lettre à la direction du G.B.L., *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 9, décembre 1935.

(2) Cette lettre semble indiquer qu'il y avait à la direction du G.B.L. une certaine confusion sur la question du Front populaire.

[ENCORE SUR LE JOURNAL DE MASSE] (1)

(26 juillet 1935)

[...] Je veux m'arrêter ici spécialement sur la question du journal de masse. Je ne considère nullement cette question comme « secondaire », tout au contraire. C'est parce que je vois toute sa gravité que je ne puis me rallier aux solutions de facilité. Créer un journal de masse, à part de *La Vérité*, serait une aventure criminelle : on compromettrait très vite les deux journaux et l'on aboutirait en même temps à deux fractions. Il faut essayer de transformer *La Vérité* en un journal de masse, sans lui ôter son caractère de journal de tendance. C'est la seule solution possible [...]

(1) Extrait d'une lettre à Pierre Naville, citée par BRAUN, *op. cit.*, p. 41. Pierre NAVILLE (né en 1904) avait été l'un des pionniers de l'Opposition de gauche en France. Il avait fait scission l'année précédente et formé un groupe indépendant qui éditait *La Lutte de Classes* et militait au sein de la S.F.I.O. Entré peu après le G.B.L. il venait de se réunifier avec lui.

**[LA POLOGNE
N'EST PAS UNE EXCEPTION] (1)**
(28 juillet 1935)

Chers Camarades,

Je voudrais compléter ma première lettre par quelques remarques. Plus j'y réfléchis, plus l'assertion selon laquelle, en dehors de grands événements révolutionnaires dans d'autres pays, le prolétariat polonais serait incapable de lutter, me paraît fausse. Il n'y a pas eu *en Pologne* de *catastrophe* pour paralyser la classe ouvrière pendant des années. Il existe de grandes désillusions, mais sous lesquelles sommeille, encore intacte, la puissance du prolétariat. Il est possible qu'il faille une poussée de l'extérieur. Mais cette poussée peut aussi provenir d'événements purement polonais. Primo : la situation de la paysannerie semble insupportable ; la question agraire reste sans solution (2). (La question agraire semble préoccuper d'ailleurs actuellement énormément les cercles gouvernementaux. Ne croyez-vous pas que notre organisation pourrait diffuser un manifeste sur cette question pour la mettre à l'ordre du jour devant la classe ouvrière ?). Secundo : la question nationale (3).

(1) *Bulletin intérieur* de la ligue communiste de Belgique, n° 3, septembre 1935. Cette deuxième lettre aux trotskystes polonais a été publiée en même temps que la précédente (cf. p. 57 à 62). Elle est signée Crux et présentée ici sous l'unique version qui en est connue, une traduction française contemporaine. Il semble que Trotsky, quoi qu'il en dise, se soit peu à peu formé une opinion personnelle sur les questions qui lui étaient posées.

(2) La loi de réforme agraire adoptée en 1925 prévoyait un lotissement légal minimal de 200 000 hectares par an, mais ce taux n'avait été atteint qu'entre 1926 et 1928 ; entre 1929 et 1937, il avait été inférieur à la moitié.

(3) La Pologne née du traité de Versailles était une véritable mosaïque nationale : 18 800 000 citoyens de langue polonaise, 3 789 000 Ukrainiens, 1 059 000 Biélorussiens, 1 033 000 Allemands et 2 121 000 Juifs, soit des minorités nationales qui représentaient 30 % de la population. C'est d'ailleurs au sein de la section polonaise que militait, à Lvov, où il était professeur à l'université, l'un des plus grands spécialistes marxistes de la question nationale, ancien dirigeant du parti communiste d'Ukraine occidentale, Roman Rosdol'sky (1898-1967).

Tertio : les conflits entre les partis bourgeois : le boycottage des élections (4), etc. Quarto : la querelle à peu près inévitable dans le camp de Pilsudski décapité (5). Pour diagnostiquer à temps ces processus, il ne faut pas se laisser endormir par un pessimisme qui anticipe sur les événements. Un tel état d'esprit est particulièrement dangereux dans le sein de l'état-major révolutionnaire.

J'ai cité dans ma première lettre (6) l'exemple de la France et de la Belgique. Il me faut à présent citer un troisième exemple, celui de la Suisse. Notre groupe y édite une feuille indépendante, *Trotz Alledem !* (Malgré tout !). Mais la majorité du groupe est en même temps à l'intérieur du P.S., y rassemble l'Opposition de gauche et s'efforce avec succès d'en prendre la direction (7). Vous voyez la différence : en France, entrée avec organisation et journal propres, en Belgique, abandon du journal au profit d'un travail interne systématique de fraction, en Suisse, travail interne de fraction, plus organe indépendant à l'extérieur du parti.

(4) En juin 1934, à la suite de l'assassinat — par un Ukrainien — du ministre de l'Intérieur, le gouvernement avait procédé à l'arrestation en masse de ses adversaires politiques de toutes nuances, qu'il avait rassemblés dans le camp de concentration de Bereza. La nouvelle constitution fut promulguée en avril 1935, et le dictateur Jozef Pilsudski mourut le 12 mai. Ses successeurs, que combattaient non seulement les partis ouvriers et ceux des minorités nationales, mais les partis bourgeois de gauche et du centre, jouèrent de la loi électorale en restreignant le choix offert aux électeurs à des candidats présentés par des assemblées de circonscription qu'il avait constituées. Presque tous les partis d'opposition donnèrent des consignes de boycottage : aux élections législatives de 1935, il y eut 1 million de bulletins nuls et 54 % d'abstentions. Ambroise JOBERT (*Histoire de la Pologne*, P.U.F.), à qui nous empruntons ces éléments, considère que le gouvernement n'avait obtenu qu'un tiers des suffrages.

(5) Jozef PILSUDSKI (1867-1935), ancien militant du P.P.S., vieux conspirateur nationaliste devenu le héros de l'indépendance et maréchal de Pologne, avait pris le pouvoir en 1926 par un coup d'Etat militaire. Sa mort, le 12 mai 1935, avait décapité un régime qui reposait sur un équilibre bonapartiste. Contre le gouvernement, le président Ignacy MOSCICKI (1879-1946) et ses amis civils se dressaient les chefs militaires, en particulier le groupe des « colonels » dont le plus connu était le ministre des affaires étrangères, Jozef BECK (1894-1944).

(6) Cf. p. 58 et 59.

(7) Le M.A.S. avait été fondé en 1933 par le groupe suisse de l'Opposition de gauche. Il s'était engagé dans la voie de l'entrisme, à l'instigation de Jan Frankel et du S.I. dès septembre 1934. Il avait tenu sa première conférence le 25 décembre 1934 et avait décidé la publication d'un journal indépendant *Trotz Alledem* [Malgré tout !]. Des rapports de police de Suisse de l'époque font état de l'influence grandissante des trotskystes dans les jeunesses socialistes et signalent le rôle important joué par un militant de l'émigration allemande, Hans FREUND, dit MOULIN (1912-1937), étudiant en sociologie à Genève.

Le P.P.S. est un parti légal. Notre participation à sa vie intérieure et à son activité — sous quelques formes qu'elle se réalise — coïncide pour une grande partie avec la combinaison entre le travail légal et le travail illégal. Si vous arrivez à constituer une fraction à l'intérieur du P.P.S. — et une, complémentaire, à l'intérieur du Bund (8) —, il vous faudra certainement compléter ce travail par des publications imprimées légales ou illégales.

Tout cela seulement à titre d'hypothèse, car, comme je l'ai dit, je m'en tiens fermement à ma première proposition : consacrer quelques mois aux travaux de recherche et d'approche, puis se déterminer définitivement.

(8) Le Bund — l'union des ouvriers juifs — conservait en Pologne de fortes positions dans le prolétariat industriel. La majorité des militants ouvriers de la section polonaise étaient, en leur qualité de Juifs, plus tentés par l'entrée dans le Bund que par l'entrée dans le P.P.S.

QUI DÉFEND L'U. R. S. S., QUI AIDE HITLER ? (1) (29 juillet 1935)

Jacquemotte (2), le triste petit dirigeant des staliniens belges, a posé à Walter Dauge (3), l'un des dirigeants de l'aile gauche du parti socialiste belge, la question suivante : marchera-t-il ou non au cas d'une attaque de Hitler contre l'Union soviétique ?

Cette façon de poser la question révèle d'un coup tout le creux de sa pensée de philistin. Que signifie ici le mot « marcher » ? Si la Belgique, alliée de la France, se range contre l'Allemagne — et certainement pas pour des motifs démocratiques, ni par amitié pour l'U.R.S.S., mais pour des motifs proprement impérialistes —, et si Dauge est, à ce moment-là, bon pour le service, il sera *obligé* de marcher. Mais il sera parcelllement obligé de marcher si la Belgique fait partie d'une coalition militaire antisoviétique. Si la Belgique reste neutre, Dauge ne *pourra* pas marcher. Le très intelligent Jacquemotte, ainsi que ses compagnons d'idées en France, en Tchécoslovaquie et ailleurs, oublient simplement que ce ne sont pas les travailleurs opprimés, mais la bourgeoisie oppresseuse, qui décide de l'endroit et des circonstances où lâcher les chiens de la guerre.

(1) T 3685, 3686. *New International*, octobre 1935. Signé L. T. Traduction en français de 1935.

(2) Joseph JACQUEMOTTE (1883-1936), militant socialiste en 1906, avait été l'un des fondateurs du P.C. belge, membre de son comité central en 1921, de son bureau politique en 1924. Il venait de prendre le poste de secrétaire général.

(3) Walter DAUGE (1907-1944), ancien étudiant puis speaker de radio révoqué, était membre du comité national des J.G.S. et secrétaire de la fédération du Borinage. l'un des animateurs de la gauche du P.O.B. Après une condamnation à plusieurs mois de prison pour un discours antimilitariste, il avait participé en mai 1935 en U.R.S.S. à une délégation de travailleurs borains : cette expérience l'avait rapproché des trotskystes entrés dans les J.G.S. et le P.O.B. dont il était déjà proche auparavant. Il est vraisemblable qu'il avait adhéré — ou était sur

Vaillant-Couturier (4), qui est toujours prêt à tout, a cherché à écarter d'avance cette « petite » difficulté en mettant en avant la thèse suivante : « Nous sommes un parti réaliste, un parti de gouvernement. » Il est exact que nous ne sommes pas des anarchistes. Mais il faut opérer une distinction entre un gouvernement prolétarien et un gouvernement impérialiste. Pour devenir dans la réalité le parti du gouvernement, il nous faut d'abord abattre la classe dominante par l'action révolutionnaire et organiser notre propre armée rouge. C'est alors, et alors seulement, que nous pourrons décider si, et pour quel objectif, nous « marchons ». Les « théoriciens » de Staline — qu'on nous permette de les appeler ainsi — obscurcissent toujours la question principale, celle de la prise du pouvoir. Ils confient de plus en plus aux mains des ennemis mortels de la classe ouvrière — la bourgeoisie nationale — la défense de l'U.R.S.S. C'est la trahison, dans ses implications théoriques achevées.

« Si nous continuons à pousser la lutte de classes en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie, etc. », répondent les staliniens et leurs adorateurs, « nous allons affaiblir les alliés que l'Union soviétique s'est acquis, et, du même coup, nuire à l'Union soviétique elle-même. Que nous le voulions ou non, le résultat sera de renforcer Hitler. Il est impossible de dire quand la lutte de classes conduira à la prise du pouvoir. Mais, d'ici là, Hitler peut très bien avoir gagné sa guerre. Maître de l'Europe, il retarderait ou écraserait du même coup notre lutte en France, Belgique, Tchécoslovaquie, etc. Continuer notre lutte de classe révolutionnaire serait en réalité renforcer Hitler. »

Cette explication — pour logique qu'elle se prétende — n'est pas autre chose que la répétition des arguments que les impérialistes et les social-patriotes, c'est-à-dire les social-impérialistes, ont toujours invariablement opposés à leurs adversaires révolutionnaires. Liebknecht n'était-il pas, selon eux, un laquais du tsar, et Lénine un agent des Hohenzollern (5) ? Et ainsi de suite, interminablement.

On va me rappeler qu'à cette époque l'Union soviétique

le point d'adhérer — secrètement à la fraction trotskyste au sein du P.O.B.

(4) Paul VAILLANT-COUTURIER (1892-1937), un des premiers militants responsables du P.C. à s'aligner sur les positions de l'I.C. au temps de Lénine, était membre du C.C. et rédacteur en chef de l'*Humanité*. Ecrivain et poète, il passait pour cynique dans l'I.C., et Trotsky le tenait pour tel.

(5) Tel était en effet le thème principal de la campagne menée pendant la guerre par les social-chauvins allemands contre Karl Liebknecht... et les social-chauvins russes contre Lénine.

n'existait pas et l'on aura raison. Mais cela prouve seulement que l'idéologie du social-patriotisme existait *avant* la révolution d'Octobre et que les événements historiques les plus grandioses n'ont rien changé aux platitudes trompeuses des social-patriotes.

Les social-démocrates allemands — et pas seulement les canailles stipendiées, mais aussi les ouvriers honnêtes — disaient pendant la guerre : la victoire du tsar signifierait que les Cosaques pourraient détruire et dévaster notre parti et nos syndicats, notre presse et nos locaux. L'ouvrier français moyen écoutait, lui aussi, avec confiance, les appels de Renaudel, de Cachin (6), etc., à protéger la république et la démocratie contre le Kaiser et ses Junker (7). De son côté, l'Etat soviétique n'est pas tombé du ciel. Il est né de l'action de l'avant-garde prolétarienne. Pour défendre l'Union soviétique — et il faut la défendre — il nous faut défendre les organisations ouvrières dans les pays capitalistes. Ces deux tâches sont politiquement identiques ou, au moins étroitement liées. C'est incontestablement notre devoir que de défendre l'Etat soviétique, *tel qu'il est* — nous n'avons rien de commun avec les théories de Doriot, Treint (8), etc. — exactement de la même façon que nous défendons toute

(6) Pierre RENAUEL (1871-1935), principal collaborateur de Jaurès à l'*Humanité*, lui avait succédé comme directeur du quotidien socialiste et avait été un des plus enragés des social-patriotes ; Marcel CACHIN (1869-1958), qui, en 1935, était l'un des dirigeants du P.C., avait également été social-patriote et collaborateur régulier de l'*Humanité* pendant la guerre de 1914-1918.

(7) Les « Junker » sont les grands propriétaires féodaux d'Allemagne, mais aussi les cadres et chefs héréditaires du corps des officiers.

(8) Jacques DORIOT (1898-1945), ancien ouvrier métallo, ancien dirigeant des J.C., député-maire de Saint-Denis et l'un des dirigeants les plus en vue du parti, était entré en opposition à la politique de son parti et avait préconisé au début 1934 le front unique avec le parti socialiste. Il avait refusé de se rendre à une convocation à Moscou et avait été exclu, ainsi que la grande majorité des militants du rayon de Saint-Denis qui le suivait. Il avait participé à la conférence de février 1935 de l'I.A.G., dont il avait d'ailleurs été l'hôte à Saint-Denis. Il dénonçait l'emprise de l'Union soviétique sur le P.C. en termes de plus en plus nationalistes. Il semble qu'il avait déjà à cette époque pris avec certains milieux d'affaires les contacts qui allaient le conduire au fascisme. Albert TREINT (1889-1971), instituteur et capitaine de réserve, avait été membre du P.C. dès sa fondation, secrétaire général en 1923, jusqu'en janvier 1924, et, toujours sous la protection de Zinoviev, avait occupé des responsabilités importantes dans l'I.C. jusqu'en 1927. Mais il avait été solidaire de l'Opposition unifiée en U.R.S.S. : exclu du C.C. en août 1927, exclu du parti en janvier 1928, il avait été quelque temps membre de la Ligue française en 1930-31, après avoir rendu visite à Trotsky à Prinkipo. Après plusieurs expériences d'organisation assez malheureuses, il se retrouvait à la S.F.I.O. dans le petit groupe qui éditait *La Lutte finale*. Il voyait dans l'Union soviétique une forme nouvelle de « capitalisme d'Etat ».

organisation ouvrière, même dirigée par les pires réformistes, contre le fascisme et la réaction militaire. Toute la question est celle-ci : *comment, et par quelles méthodes ?*

Les marxistes disent : seulement par les moyens dont nous disposons, que nous pouvons utiliser consciemment, c'est-à-dire par les méthodes de la lutte de classes révolutionnaire, dans tous les pays belligérants. Indépendamment de la fortune de la guerre, c'est, en dernière analyse, la lutte de classes révolutionnaire qui donnera aux ouvriers les meilleurs résultats. Cela vaut pour la défense des organisations ouvrières aussi bien que pour celle des institutions démocratiques des pays capitalistes, et pour la défense de l'Union soviétique. Nos méthodes demeurent fondamentalement les mêmes. Dans aucune circonstance et sous aucun prétexte, nous ne pouvons remettre nos tâches révolutionnaires entre les mains de notre bourgeoisie nationale.

« Tout cela, répond le sage philistin, peut bien être très valable "théoriquement". Mais qui donc va nier que la poursuite de la lutte de classes en France va renforcer les positions de Hitler et augmenter ainsi la possibilité d'une guerre ainsi que les chances d'une victoire de Hitler dans cette guerre ? Est-ce que ce n'est pas l'Allemagne fasciste qui est, pour l'Union soviétique, le danger principal ? Et est-ce que la défaite de l'Union soviétique ne paralyserait pas pour des années le développement de la révolution mondiale ? »

Cette argumentation — encore une répétition servile des vieux arguments de Scheidemann, Wels, Vandervelde, De Man, Cachin (9) et consorts — est fausse d'un bout à l'autre et tombe

(9) Philip SCHEIDEMANN (1865-1939), social-patriote en 14-18, avait été le principal collaborateur de Friedrich Ebert dans la répression de la révolution allemande de 1918-1919. Otto Wels (cf. n. 6, p. 49), social-patriote pendant la guerre, avait joué un rôle efficace dans cette répression à Berlin. Sa fermeté face au putsch contre-révolutionnaire de 1920 lui avait donné la réputation d'« homme fort » de la social-démocratie allemande où il avait été chargé de la formation des cadres. Il était le principal responsable du parti social-démocrate allemand en exil. Emile VANDERVELDE (1866-1938), dirigeant du parti ouvrier belge, président de la II^e Internationale avant la guerre et de nouveau depuis 1929, avait été plusieurs fois ministre de gouvernements d'union nationale, et venait d'entrer dans le gouvernement Van Zeeland. Marcel Cachin (cf. n. 6), professeur de philosophie, militant guesdiste, député en 1914, avait également été social-patriote pendant la guerre, acceptant même des missions gouvernementales en Italie et en Russie après février 1917. Trotsky énumère ici à dessein des hommes qui — quelle que soit leur appartenance à ce moment-là — avaient avancé en 14-18 les mêmes arguments social-patriotiques. Hendrik DE MAN (1885-1953), l'auteur du « Plan du Travail », vice-président du P.O.B. avait eu les mêmes positions pendant la guerre, mais était alors incontestablement moins en vue.

en poussière au premier coup de baguette de la critique marxiste.

Le fascisme n'est rien d'autre que l'idée de l'identité des intérêts entre les classes, idée poussée à l'extrême et chargée de mysticisme. Si les ouvriers français, belges et tchécoslovaques s'allient à « leur » bourgeoisie, les ouvriers allemands seront du coup inéluctablement conduits à se rassembler autour des nazis. Le social-patriotisme ne peut qu'être de l'eau au moulin du racisme. Pour affaiblir Hitler, il faut embraser le feu de la lutte des classes. Un mouvement puissant des ouvriers de n'importe quelle nation européenne contribuerait infiniment plus à atteindre ce militarisme fou sur le plan racial que toutes les combinaisons possibles entre les puissances et l'Union soviétique. Toute alliance ainsi formée contre l'Allemagne donne aux fanatiques de la race plus de munitions encore et pousse, d'autre part, du côté de l'Allemagne les Etats impérialistes opposés, d'autant qu'ils ne se soucient ni de démocratie, ni de l'Union soviétique, mais seulement du fameux équilibre des forces (Pologne, Japon, Angleterre, etc.).

Si le prolétariat de ceux des pays qui sont alliés à l'Union soviétique — pour combien de temps ? — doit soutenir sa propre bourgeoisie dans la guerre, il faut que cette ligne politique commence à s'appliquer en temps de paix. Car, avant de pouvoir espérer empêcher la victoire de Hitler, il faut essayer d'empêcher la guerre elle-même. Cela signifie qu'il faut soutenir les puissances impérialistes anti-hitlériennes en temps de paix, de façon à faire pencher à temps le rapport de forces contre Hitler. Mais cela ne signifie ni plus ni moins que l'abandon complet de la lutte de classes. C'était également l'objectif de l'infâme déclaration de Staline (10). Actuellement, en temps de paix, il approuve les crimes militaristes de la bourgeoisie française — et, bien sûr, également de la bourgeoisie belge et tchécoslovaque. Et comment pourrait-il en être autrement ?

Si nous ne devons rien faire pour affaiblir par la lutte de classes les alliés impérialistes de l'Union soviétique, il va de soi, naturellement, que nous devons renforcer la confiance populaire dans leur domination. Mais que ferons-nous alors, quand le militarisme français, belge, tchécoslovaque, appuyé sur son propre prolétariat, se retournera en pleine guerre — un développement parfaitement possible et tout à fait compréhensible — pour tourner ses armes contre l'Union soviétique ? Nous conso-

(10) Allusion à la déclaration de Staline rapportée de Moscou par Pierre Laval, et dans laquelle il déclarait approuver la politique de défense nationale du gouvernement français (7 mai 1935).

ler en nous disant que, dans ce cas, nous pourrions le combattre de toutes nos forces, est de la folie pure. Les grandes masses ne prennent pas de tournants aussi aigus. La force que nous aurions aidé le militarisme à acquérir ne serait pas balayée aussi facilement. Et, dans ce cas, nous nous serions mis nous-mêmes en position d'avoir été les agents non seulement passifs, mais actifs, de la destruction de l'Union soviétique.

Les staliniens hésitent pourtant à tirer les conclusions ultimes de leurs prémisses. Pour conserver leur statut, au moins en tant que pseudo-opposition parlementaire, ils clament qu'il y a des fascistes parmi les officiers. Pareil argument témoigne seulement du vide et de la stupidité du social-patriotisme stalinien. Car, dans la mesure où l'argument sur l'utilisation des antagonismes entre puissances impérialistes est valable, il est tout à fait loisible aussi de jouer un groupe de fascistes contre un autre. En tant qu'allié de la France, Mussolini devient maintenant également un allié de l'Union soviétique (11). La contradiction entre l'Allemagne et la France n'est en rien celle qui oppose la démocratie au fascisme, mais celle qui oppose un impérialisme affamé à un impérialisme repu. Cette contradiction subsistera, même si la France elle-même devient fasciste.

En s'affirmant prêt à voter pour l'armée impérialiste (12), à condition qu'elle soit « nettoyée » de ses éléments fascistes, le parti communiste de France ne fait que démontrer qu'il ne se soucie pas plus que Blum de l'Union soviétique, mais que son unique préoccupation est la « démocratie » française. Il s'est assigné un objectif élevé : implanter la démocratie pure dans le corps des officiers de l'armée de Versailles (13) — Versailles dans les deux sens du terme, celui de la Commune et celui du traité de paix. Comment cela ? Par un gouvernement Daladier. « Les soviets partout ! », « Daladier au pouvoir ! ». Pourquoi cependant le grand démocrate Daladier, qui fut ministre de la guerre pendant deux ans (1932-1934), n'a-t-il rien fait pour épurer l'armée des fascistes, des bonapartistes et des royalistes ?

(11) Quelques mois avant le traité avec Staline, Laval avait signé à Rome avec Mussolini le 7 janvier 1935 un accord franco-italien.

(12) Depuis le 30 mai, où l'*Humanité*, sur toute la largeur de la « une » avait titré « Hors de l'Armée les officiers fascistes », le P.C. menait campagne pour l'« épuration ». L'éditorial de M. Thorez, dans l'*Humanité* du 9 juillet était titré : « L'armée du peuple défendra les libertés républicaines. »

(13) A l'époque du soulèvement de la Commune de Paris, le gouvernement d'Adolphe Thiers et l'assemblée nationale s'étaient réfugiés à Versailles où ils préparèrent la reconquête de Paris par l'armée. Le langage courant opposait « Versaillais » et « Communards ».

Serait-ce possible que ce soit parce que Daladier, à cette époque, n'avait pas encore été purifié dans les eaux magiques du Front populaire ? Peut-être l'*Humanité*, avec le sérieux et l'honnêteté qui lui sont propres, pourrait-elle éclaircir pour nous cette énigme ? Peut-être pourrait-elle aussi répondre en même temps à cette question : pourquoi Daladier a-t-il capitulé en février 1934 au premier signe de pression des forces de la réaction armée (14) ? Pouvons-nous répondre à sa place ? C'est parce que le parti radical-socialiste est le plus misérable, le plus lâche et le plus servile de tous les partis du capital financier. Il suffit que MM. de Wendel, Schneider, Rothschild, Mercier (15) et compagnie tapent du pied, et les radicaux se mettent *toujours* à genoux. Herriot (16) d'abord, et, un tout petit peu plus tard, Daladier.

Admettons qu'un gouvernement de Front populaire accède au pouvoir, et qu'à titre de démonstration — c'est-à-dire pour duper les masses — il arrive à chasser de l'armée quelques réactionnaires de second ordre, et dissolve — sur le papier — quelques-unes des bandes armées organisées. Qu'est-ce qui

(14) Edouard Daladier (cf. n. 3, p. 53) chef de file des radicaux de gauche, avait été pendant plusieurs années ministre de la guerre. Président du conseil investi au soir du 6 février 1934, il avait démissionné le 7, sans doute sous la pression des chefs de l'armée.

(15) Trotsky énumère ici quelques-uns des représentants du grand capital en France. François de WENDEL (1874-1949), gérant de la société sidérurgique de Wendel et Cie, « maître de forges », était sénateur, président du comité des Forges, régent de la Banque de France. Eugène SCHNEIDER (1868-1942) était le président de Schneider et Cie, entreprise métallurgique et société d'armements, « marchand de canons » très connu. Edouard de ROTHSCHILD (1868-1949) était président de la banque Rothschild, régent de la Banque de France et député. Ces trois hommes appartenaient à des dynasties d'industriels et banquiers qui avaient dominé l'activité économique au XIX^e et leurs noms symbolisaient la haute banque et la grande industrie. Le dernier mentionné était en revanche ce qu'on peut appeler un « homme nouveau » : Ernest MERCIER (1878-1955) présidait la compagnie générale d'électricité et avait également un pied à Alsthom, la compagnie française des pétroles, etc. On le considérait souvent comme un homme de paille des Rothschild. Il avait abondamment financé les Ligues d'extrême droite avant 1934, mais semble avoir réservé ensuite ses subsides aux radicaux. Il était alors sur le point d'effectuer un séjour en U.R.S.S. où il était invité officiellement.

(16) Edouard HERRIOT (1872-1957), professeur de lettres, dirigeant radical, député-maire de Lyon, ancien président du conseil du « cartel des gauches » et ministre d'Etat dans plusieurs gouvernements d'union nationale, était le symbole même du radicalisme. Trotsky avait préparé sur lui en 1933 un article qu'il avait renoncé à publier pour ne pas compromettre l'obtention de son visa en France, mais qu'il allait remanier et publier (cf. *Œuvres* 7). Il était « la droite » du parti radical comme Daladier en était « la gauche », une distinction toute relative.

serait fondamentalement changé ? L'armée — alors comme aujourd'hui — continuerait d'être l'arme principale des impérialistes. L'état-major général continuerait d'être le centre de la conspiration militaire contre les travailleurs. En temps de guerre, les éléments les plus réactionnaires, les plus déterminés et les plus impitoyables du corps des officiers, prendraient le dessus. Les exemples italien et allemand montrent que la guerre impérialiste constitue pour les officiers une excellente école de fascisme.

En outre, qu'en est-il de ces pays dont on ne sait pas encore quelle position ils auront vis-à-vis de l'U.R.S.S., quelle sera leur position en cas de guerre ? Le mouvement ouvrier et syndical britannique est déjà en train de paralyser la lutte contre son propre impérialisme sous le prétexte que la Grande-Bretagne *pourrait* être obligée de concourir à la défense de l'Union soviétique. Ces canailles politiques font référence à Staline, non seulement avec succès, mais à juste titre. Si les staliniens français peuvent promettre de « contrôler » la politique extérieure de leur propre impérialisme, les travaillistes britanniques peuvent jouer le même jeu. Et que doit faire le prolétariat polonais ? La Pologne est liée à la France par une *alliance* et entretient avec l'Allemagne *l'amitié* la plus étroite (17).

Quel qu'en puisse être le prétexte, la paix civile — l'union sacrée — a toujours la signification de la servilité la plus basse des socialistes vis-à-vis de leur propre impérialisme précisément au moment où ce dernier accomplit sa plus sanglante et sa plus horrible besogne. La dernière guerre a montré ce qui arrive quand on rampe à plat ventre sous couleur de patriotisme. Les dirigeants de la social-démocratie sont sortis de l'école de l'union sacrée complètement écrasés, politiquement anéantis, sans foi ni courage, sans honneur ni conscience. Les ouvriers allemands s'étaient emparés du pouvoir après la guerre, mais les dirigeants de la social-démocratie l'ont restitué aux généraux et aux capitalistes. Si, à la fin de la guerre, les dirigeants du mouvement ouvrier français n'avaient pas été de misérables invalides politiques, la France serait aujourd'hui le pays du socialisme.

La paix civile de 1914-1918 n'a pas seulement condamné les peuples du monde à des sacrifices et des fardeaux inouïs : elle a accordé au capitalisme pourrissant un sursis de plusieurs

(17) La Pologne était liée à la France par un traité d'alliance militaire signé en janvier 1921. Le 26 janvier 1934 avait été signé un pacte de non-agression germano-polonais pour dix ans.

décennies. La paix civile de 1914-1918 dans l'intérêt de « sa propre nation » n'a fait que préparer la nouvelle guerre impérialiste qui menace d'apporter l'extermination complète des nations. Quels que soient les mots d'ordre sous lesquels les social-patriotes préparent une nouvelle « paix civile » — « défense de la patrie », « défense de la démocratie », « défense de l'U.R.S.S. » —, le résultat de cette nouvelle trahison sera la fin de toute la culture moderne.



Naturellement, la bureaucratie soviétique veut défendre l'U.R.S.S. et aussi construire le socialisme. Mais elle veut cependant le faire à sa propre façon, en grossière contradiction avec les intérêts du prolétariat international et, de ce fait, du prolétariat russe également. Cette bureaucratie ne croit pas en la révolution internationale. Elle n'en voit que les dangers, les difficultés, les obstacles, mais elle n'en voit pas les immenses possibilités. Et les misérables béni-oui-oui de Staline, en France, en Belgique et dans le monde entier, n'ont pas non plus la moindre confiance ni en eux-mêmes ni en leur propre parti. Ils ne se considèrent pas eux-mêmes — et à juste titre — comme les dirigeants des masses révoltées, mais seulement comme des agents de la diplomatie soviétique devant ces masses. C'est avec cette diplomatie qu'ils restent, jusqu'au bout, quoi qu'il arrive.

La bureaucratie du Comintern est par conséquent organiquement incapable de s'opposer en temps de guerre aux patriotes bourgeois. C'est pourquoi de misérables poltrons comme Cachin, Jacquemotte, Gottwald (18), brandissent les plus pitoyables excuses pour cacher leur capitulation devant les flots déchaînés de l'« opinion publique » patriotique. C'est un tel prétexte — prétexte, pas raison — qu'ils trouvent dans la « défense de l'U.R.S.S. ». Doriot a la même physionomie poli-

(18) Klement GOTTWALD (1896-1953), ouvrier menuisier, avait rejoint le P.C. tchécoslovaque en 1921 à sa fondation et était entré au C.C. en 1925. La faveur de la direction de l'I.C. au cours de la « troisième période » avait fait de lui en 1929 le secrétaire général du P.C.T. A la fin de 1932 et au début de 1933, avec Jan Sverma et Josef Guttman, il avait esquissé une critique de la politique de l'I.C. et du K.P.D., mais avait rapidement reculé et fait son autocritique cependant que Guttman était exclu. Il était à Moscou depuis août 1934 et considéré comme un stalinien inconditionnel.

tique que Cachin et Duclos (19) ; il est un produit de la même école. C'est pourquoi il est intéressant de voir avec quelle facilité il rompt avec l'idée de la défense des Soviets et la remplace par « l'entente avec Hitler ». Il devrait être clair pour tout jeune gars de Saint-Denis qu'une entente entre la bourgeoisie française et Hitler doit être dirigée contre l'Union soviétique. Il suffit qu'un tel homme jette par-dessus bord la bureaucratie soviétique pour qu'il tourne aussitôt le dos à l'U.R.S.S. Il ne manque à ces politiciens qu'un petit détail : une colonne vertébrale. En rampant à plat ventre devant la clique de Staline, ils n'ont fait que se préparer à s'aplatir devant leur propre bourgeoisie.

Avec l'ahurissante impudence qui les caractérise, ces gens-là passent aussitôt à l'attaque contre les internationalistes révolutionnaires et nous accusent nous... de soutenir Hitler. Ils oublient que Hitler ne peut être abattu que par le prolétariat allemand, aujourd'hui désorganisé, écrasé par les crimes de la II^e et de la III^e Internationales. Mais il se relèvera. Pour l'aider à se relever, pour lui redonner sa force, il faut développer le mouvement révolutionnaire international, particulièrement en France.

Chaque déclaration patriotique de Blum, Zyromski, Thorez (20) est un nouvel aliment pour la théorie raciale — le nationalisme — et, en dernière analyse, une aide pour Hitler. La ligne bolchevique, marxiste, intransigeante du prolétariat mondial — en temps de paix comme en temps de guerre — portera un coup mortel aux fanatiques de la race, car elle prouvera dans l'action que le destin de l'humanité est déterminé par la lutte des classes et non par celle des nations. Faut-il réellement le prouver ? La III^e Internationale, marchant sur les traces de la II^e, a définitivement écarté la lutte des classes au profit

(19) Jacques DUCLOS (1896-1975), ouvrier pâtissier, ancien combattant et prisonnier de guerre, membre du P.C. à sa fondation et du C.C. en 1925, du bureau politique en 1926, du secrétariat en 1931, avait en outre travaillé pour l'I.C. Stalinienn déterminé, il était considéré par Trotsky comme le représentant du G.P.U. dans la direction du P.C. français.

(20) Léon BLUM (1872-1950), maître des requêtes au conseil d'Etat et critique littéraire, était entré dans la politique active par l'intermédiaire d'un cabinet ministériel pendant la guerre ; il était depuis le congrès de Tours le maître à penser de la S.F.I.O. Maurice THOREZ (1900-1964) était le jeune secrétaire général du P.C. qui venait d'effectuer un tournant abrupt vers le social-patriotisme après le pacte franco-soviétique. Trotsky a choisi ici trois hommes représentatifs de courants différents mais menant selon lui en dernière analyse la même politique.

de l'offensive « générale » contre Hitler. Mais cette retraite n'a fait qu'aider l'hitlérisme. Des faits et des chiffres incontestables le prouvent : les progrès du national-socialisme en Autriche, le plébiscite en Sarre, les élections en Bohême dans la Tchécoslovaquie allemande (21). Combattre le fascisme avec les armes du nationalisme, ce n'est que jeter de l'huile sur le feu. Les premiers succès véritables des forces prolétariennes en France, en Belgique, en Tchécoslovaquie ou ailleurs, sonneront comme un glas aux oreilles de Hitler. Quiconque veut aborder les questions du socialisme devra comprendre cet A. B. C.

Ce que sera le résultat de la guerre — si la faiblesse du mouvement ouvrier permet qu'elle éclate —, nous ne pouvons le dire à l'avance. Les fronts seront mouvants, les frontières nationales bouleversées. Au stade actuel de développement de l'aviation, *toutes* les frontières seront violées, tous les territoires nationaux dévastés. Seuls les réactionnaires les plus avoués — qui s'intitulent parfois socialistes ou communistes — peuvent, dans de telles conditions, appeler le mouvement ouvrier à rallier « sa » bourgeoisie pour défendre « ses » frontières. La véritable tâche du prolétariat consiste à utiliser les difficultés de la bourgeoisie pendant la guerre pour la renverser et abolir les frontières nationales qui étouffent l'industrie et la culture.

La bourgeoisie est la plus forte dans la première période de la guerre. Mais ensuite sa force diminue avec chaque mois de guerre. D'un autre côté, l'avant-garde ouvrière, si elle a pris soin de maintenir son indépendance vis-à-vis des chacals patriotes, deviendra plus ferme et plus forte, non seulement de jour en jour, mais d'heure en heure. En dernière analyse, ce n'est pas tellement sur le front que se décide le sort de la guerre que dans les rapports entre bourgeoisie et prolétariat. Seule la révolution victorieuse pourra apaiser les souffrances, les misères et les destructions de la guerre. Ce n'est pas seulement au fascisme, mais à l'impérialisme que sera ainsi porté le coup mortel. Ce sont non seulement les ennemis extérieurs de l'Union soviétique qui seront ainsi abattus, mais c'est également ainsi que l'on surmontera les contradictions internes qui ont engendré la barbare dictature de la clique stalinienne. La dictature prolé-

(21) On sait que le plébiscite sarrois en janvier 1935 avait constitué un triomphe pour les nazis. Ils avaient par ailleurs réalisé en Autriche de spectaculaires progrès. Enfin, au cours des élections législatives de mai 1935, le front patriotique des Allemands des Sudètes dirigé par le nazi Konrad HEINLEIN (1898-1945) avait remporté la majorité absolue des suffrages exprimés dans cette vieille région industrielle peuplée d'Allemands.

rienne unifiera notre continent démembré et exsangue, restaurera une culture menacée de ruine, fondera les Etats-Unis socialistes d'Europe. Elle pénétrera en Amérique et mettra en mouvement les masses opprimées d'Orient. Toute l'humanité sera rassemblée dans une société socialiste et une culture harmonieuse.

[L'EXCLUSION DES JEUNESSES SOCIALISTES DE LA SEINE] (1) (30 juillet 1935)

Cher Camarade Rous,

Nous venons juste de recevoir un télégramme de Van (2) sur l'exclusion des jeunes. Dont acte. Un nouveau chapitre commence.

Dans ma dernière lettre, je vous ai parlé en passant de l'éventualité de la création du parti révolutionnaire indépendant dans un délai très rapproché. Je me suis exprimé de façon plutôt vague, afin de tâter le terrain et de ne pas provoquer de discussion prématurée. Maintenant la glace est brisée, pas par nous, mais bel et bien brisée. Nous ne pouvons faire l'économie des faux frais d'une discussion. C'est clair, il s'agit du nouveau parti.

On a manipulé la date du congrès du Comintern de façon à ce qu'elle coïncide avec l'exclusion des jeunes (3). Ce doit être

(1) *International Information Bulletin*, W.P.U.S., n° 2, 7 septembre 1935. Lettre à Jean Rous. Retraduite de l'anglais. L'appareil de la S.F.I.O. avait décidé de détruire l'influence du G.B.L. Il attaqua d'emblée, lors de la conférence nationale des Jeunesses socialistes avec la proposition d'exclure treize militants de l'Entente de la Seine, à la fois des B.L. et des militants qui, comme Fred Zeller (cf. n. 11), refusaient l'« union sacrée ». La conférence, qui se tenait à Lille, commença dans une atmosphère de pogrom sous la pression d'un service d'ordre musclé. Surpris, les jeunes militants commencèrent par plier, et Zeller, secrétaire de l'Entente, accepta même une proposition de « conciliation » qui prévoyait la dissolution des fractions, la renonciation à tout organe de tendance, l'engagement des jeunes de ne plus critiquer le parti, etc. Mais la proposition d'exclusion fut maintenue et adoptée par 3 667 mandats contre 1 534 et 351 abstentions.

(2) VAN était le surnom familial de Jean VAN HEIJENOORT (né en 1912), étudiant en mathématiques, membre de la Ligue, qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo à partir de novembre 1932, puis à Saint-Palais ; il l'avait accompagné dans ses pérégrinations en France et son voyage en Norvège.

(3) L'affirmation d'une coïncidence de dates préparée « au sommet » et de façon internationale peut surprendre. Mais l'évolution des J.S. de la Seine avait suffisamment préoccupé les dirigeants staliniens pour

le principal objectif de ce congrès, revanche des défaites en Chine, en Allemagne, en Autriche, etc. C'est la revanche de l'unité organique.

Pourquoi a-t-on commencé par les jeunes ? L'explication est *politique* : parce qu'il s'agit de leur tête. Le complot des Blum-Lebas-Cachin-Thorez-Staline (4) a pour objectif de vendre la jeunesse française à l'impérialisme français. C'est sur la base de cette explication qu'il faut lancer une campagne nationale. C'est sous ce signe que doit se tenir la conférence nationale.

Je ne veux pas dire par là que les adultes doivent *quitter* le parti. Non ! Il ne faut pas leur (5) faciliter la besogne. Mais nous sommes bien entendu tout à fait d'accord sur le fait que la lutte contre l'exclusion, éventuellement pour la réintégration, des jeunes, doit avoir un caractère extrêmement offensif. *Nous accusons !* On pourrait faire des affiches avec ce titre : « Nous accusons les dirigeants du parti français de se préparer à trahir la jeunesse française ». En aucun cas, notre attaque ne doit être gênée par des considérations ayant trait à la « légalité » du parti. Pour raffermir la gauche du groupe de *La Bataille* (6), pour semer la confusion dans les rangs de la majorité, et particulièrement pour réduire au minimum les hésitations dans les rangs de nos sympathisants, nous devons employer un langage assuré, solide, véhément.

En abordant globalement la situation, je suis tout à fait optimiste. L'antimilitarisme et l'antipatriotisme sont des traditions importantes de la classe ouvrière française. Il suffit de se souvenir un instant du syndicalisme révolutionnaire d'avant-

justifier, un peu plus d'un mois auparavant, une entrevue entre Zeller et les deux principaux dirigeants des J.C. soviétiques à l'époque, Kossarev et Tchémoudanov, qui avaient tenté de convaincre et même de corrompre le jeune dirigeant socialiste.

(4) Cette énumération de dirigeants socialistes et communistes tous ralliés au social-patriotisme cherche à souligner l'idée que l'exclusion des J.S. de la Seine a été une opération concertée au plus haut niveau entre les appareils de la S.F.I.O. et du P.C. Sur Blum. cf. n. 20, p. 93, Cachin, n. 6, p. 86. Jean-Baptiste LEBAS (1878-1944) était à la S.F.I.O. le puissant patron de la fédération du Nord. Maurice Thorez avait été sympathisant de l'Opposition de gauche russe en 1924, il était secrétaire général du P.C.

(5) « Leur » désigne à la fois les bureaucrates de la S.F.I.O. et les dirigeants staliniens, partie prenante dans l'opération, selon Trotsky.

(6) Trotsky désigne par cette périphrase le groupe des proches de Marceau Pivert qui étaient en désaccord avec Zyromski sur la question de la « défense nationale » et de l'« union sacrée » : les deux hommes étaient jusque-là les deux principaux animateurs de la tendance qui publiait le bulletin *La Bataille socialiste*.

guerre, et de l'hervéisme qui le complétait (7). Le mot d'ordre qui dominait était l'antipatriotisme et l'antimilitarisme. Jaurès a dû s'humilier devant les syndicats et promettre de « ne pas intervenir », précisément parce que le parti était compromis par le social-patriotisme (8). Après la guerre, la France a été le seul pays dans lequel le Comintern a remporté la majorité du parti socialiste en accusant ce dernier de social-patriotisme (9). Maintenant les staliniens font cause commune avec les réformistes sur la base du patriotisme, et Jouhaux embrasse Monmousseau (10). *Nous sommes les seuls représentants de la grande tradition de l'antipatriotisme révolutionnaire du prolétariat français.* Par cette exclusion même, les traîtres nous ont fourni une excellente occasion. Nous pouvons encore devenir une grande force au cours même de cette année.

A la première occasion, les jeunes exclus doivent présenter un candidat à quelque élection qui se présente, peut-être Zeller (11), s'il est ferme. La première campagne électorale dirigée contre l'impérialisme français et ses laquais radicaux,

(7) L'hervéisme fait référence à Gustave HERVÉ (1871-1944), militant socialiste, professeur d'histoire révoqué pour un article violemment antimilitariste. Avec son journal, *La Guerre sociale*, Hervé avait incarné dans le mouvement ouvrier d'avant-guerre un antimilitarisme d'une grande violence verbale. Il s'était rallié en 1914 à l'union sacrée. Rappelons également les vigoureuses traditions antimilitaristes de la C.G.T. d'avant-guerre, notamment ses efforts pour garder le contact avec les « travailleurs sous l'uniforme », par exemple l'institution du « Sou du soldat ».

(8) Jean JAURÈS (1859-1914), devenu le prestigieux leader du parti socialiste unifié, avait solennellement renoncé à l'idée guesdiste traditionnelle de la subordination des syndicats au parti, et avait reconnu leur « indépendance ».

(9) Allusion au congrès de Tours où la majorité du parti socialiste s'était prononcé pour l'acceptation des 21 conditions d'adhésion à l'I.C.

(10) Léon JOUHAUX (1879-1954), secrétaire général de la C.G.T. réformiste, avait pris la responsabilité de la scission qui avait donné naissance au début des années vingt à la C.G.T.U. Gaston MONMOUSSEAU (1886-1960), cheminot, était membre à la fois de la direction du parti communiste et de la C.G.T.U. qu'il contrôlait. Le rapprochement des deux noms symbolise le rapprochement en cours entre les deux appareils, qui allait aboutir à la réunification du mouvement syndical au sein de la C.G.T.

(11) Fred ZELLER (né en 1912), étudiant aux arts décoratifs, avait adhéré aux J.S. en 1930, avait été élu à la C.A. puis au bureau de l'Entente des J.S. de la Seine en 1932. Il était en 1934 secrétaire fédéral de l'Entente de la Seine et membre du comité national mixte (C.N.M.) des J.S. Il avait d'abord combattu les B.L. dans les J.S. et fondé la tendance des jeunesses socialistes révolutionnaires avec la bénédiction de l'appareil, mais avait commencé à évoluer, à partir du tournant vers l'union sacrée. Il faisait partie de la charrette des exclus. Trotsky, sur la base de ses informations, espérait le gagner.

et les laquais de ses laquais, les réformistes et les staliniens, peut nous offrir des possibilités inespérées. Pour une telle initiative, nous ne devons pas attendre l'exclusion des adultes. Surtout, il ne faut pas perdre de temps.

Des discussions avec d'autres groupes, surtout les enseignants, *Nouvel âge* et même Saint-Denis (12) sont inévitables. Mais elles ne doivent pas un instant ralentir notre action. C'est seulement par l'action que nous pourrions entraîner derrière nous tous les militants actifs. Les éventuelles négociations avec Saint-Denis doivent être dirigées contre le bloc Doriot-Laval-Hitler (13). Aucune combine avec Doriot sur cette question — c'est capital.

(12) « Les enseignants » désigne le groupe qui constituait l'armature de la fédération générale de l'enseignement adhérente à la C.G.T.U. (la « fédération unitaire »), d'anciens militants du P.C., exclus ou qui avaient rompu au cours de la « troisième période » (Louis Bouët, Maurice Dommanget, Jean Aulas, Gilbert Serret, Marcel Valière), et qui, à la tête de cette organisation, avaient constitué le noyau de la résistance à la stalinisation de la C.G.T.U. Trotsky avait rencontré à Noyarey, dans l'Isère, Dommanget, Aulas et Gilbert Serret, mais n'avait pu les convaincre ni d'entrer dans la S.F.I.O., ni d'adopter une politique hardie de réunification syndicale tournée contre les appareils. *Nouvel âge* avait été fondé en 1934 sous la forme d'un quotidien par Alfred-Georges Gressent, dit Georges Valois (cf. n. 6, p. 45) lequel, dans ce journal, appelait à lutter pour la « république syndicale », « contre les banques et les trusts ». Au lendemain de la déclaration de Staline, il s'était prononcé pour la IV^e Internationale et le regroupement des révolutionnaires, lesquels le considéraient pourtant avec une méfiance légitime. Son groupe allait signer la « Lettre ouverte ». On sait que sa présence avait été le prétexte de la rupture quelques jours plus tard entre les organisations — dont le G.B.L. — qui quelques semaines auparavant avaient appelé à la conférence de Saint-Denis contre « la guerre et l'union sacrée ». On notera cependant que Trotsky avait plus de réserves encore vis-à-vis de Doriot, puisqu'il écrit : « même Saint-Denis ».

(13) Pierre LAVAL (1883-1945), ancien socialiste devenu politicien affairiste, avait été, après Barthou, le ministre des affaires étrangères de Doumergue et avait conservé son portefeuille dans le gouvernement Flandin. Il avait notamment négocié le pacte franco-soviétique. Il était président du conseil depuis le 7 juin 1935. La collusion entre lui, maire d'Aubervilliers, et son voisin, maire de Saint-Denis, avait été dénoncée également à la conférence de Saint-Denis contre la guerre et l'union sacrée. Notons que, pour Trotsky, Doriot avait dès cette époque choisi son camp de classe.

Lors de la conférence de Saint-Denis contre l'union sacrée, un ancien militant de l'Opposition de gauche, Aimé PATRI (né en 1904) révéla à la tribune les contacts pris entre Doriot et ceux qu'on appelait les « jeunes maréchaux » du colonel de La Rocque, dissidents des Croix-de-Feu, notamment Bertrand de Maud'huy, fils du général et leur « mécène », Pierre PUCHEU (1899-1944). Il lut également à la tribune des extraits d'une interview accordée par Doriot à Pierre Dominique pour le journal *La République* qu'animait ce groupe, ainsi qu'une information sur les contacts de Doriot avec le parti « socialiste-national ».

Si Zeller est ferme et prêt à continuer avec nous, il est nécessaire, par exemple, de ne pas forcer la fusion. La meilleure chance, c'est que l'initiative des négociations vienne de lui et que nous n'y soyons pas ouvertement partie prenante. Si Spartacus (14) hésite momentanément, tant mieux. Cela signifierait un nouveau ferment (15).

A côté de celle-ci, toutes les questions sont secondaires. Ce qui est décisif, c'est notre propre attitude ; notre cohésion interne, inébranlable, surmontera tous les obstacles. Nous devons parler clairement : avant les prochaines élections législatives, nous devons apparaître devant le pays comme un parti indépendant, comme le seul parti sans patrie.

Ils vont probablement commencer à exclure les adultes, non à Paris, mais en province : il semble qu'ils préparent les exclusions dans l'Isère (16). Dans ce cas, Alexis Bardin sera notre premier candidat (17). De toute façon, je le répète encore une fois, ne pas tricher, ne pas faire de diplomatie sur la question *fondamentale* : vigoureuse offensive.

P.-S. Il n'est pas exclu que les staliniens ne bernent les socialistes après avoir obtenu d'eux l'exclusion de nos camarades comme la condition de l'unité organique, et, après avoir ainsi coupé les gauches du P.S., ils feront traîner indéfiniment l'affaire de façon à désintégrer les « frères socialistes » et, en fin de compte, leur tourneront le dos. C'est également une variante possible.

1^{er} août 1935

Notre cohabitation avec les réformistes ne pouvait durer éternellement. Ce sont eux qui ont pris l'initiative de la rupture. Bien, cela nous libère de la nécessité d'en choisir nous-mêmes

(14) « Spartacus » était la troisième tendance des jeunesses socialistes, inspirée entre autres par Jean Rabaut, mais surtout, selon Trotsky, par le militant du S.A.P. Boris Goldenberg. Il paraissait peu probable en effet, que, tout en protestant contre les exclusions, elle suive les exclus.

(15) Trotsky envisageait sur un long terme la crise à l'intérieur de la S.F.I.O.

(16) Trotsky restait en contact avec Grenoble où il avait commencé un travail important en direction de la C.G.T. et de la S.F.I.O., dont les jeunesses avaient voté contre l'exclusion.

(17) Alexis BARDIN (né en 1905), professeur de dessin industriel à Grenoble, militant de la S.F.I.O. et membre de la C.A. de l'union départementale de la C.G.T., frère de deux dirigeants trotskystes

le moment (18). J'espère bien que l'exclusion n'effraiera personne dans nos rangs, mais qu'au contraire elle stimulera les énergies. Il serait tout à fait faux de vouloir se plaindre et de faire les malins à propos du passé (19) : « Avec une attitude plus raisonnable, plus prudente, on pourrait peut-être, etc. » Non, c'est faux, archifaux. Avec une attitude moins combative, nous n'aurions jamais produit l'effet nécessaire. Nos succès ne sont assurés que par la vigueur de notre action. De l'autre côté, ces succès ne pouvaient pas ne pas provoquer la rupture. Les réformistes ne veulent pas que nous les dévorions. C'est tout. J'envisage avec beaucoup d'optimisme la situation et les perspectives. J'ai écrit à Paris mon opinion, et je suis certain que nous serons d'accord sur les conclusions à en tirer et le travail à accomplir.

Les ouvriers qui réfléchissent — et les autres par leur intermédiaire — doivent dorénavant comprendre que :

— pour faire alliance avec les bourgeois radicaux, il faut se séparer des B.L. ;

— pour faire de la jeunesse une docile chair à canon, il faut chasser les B.L. ;

— pour que les staliniens et les réformistes puissent mieux tromper les ouvriers, il faut éloigner ces témoins gênants, les B.L.

L'union nationale n'a de valeur pour les bourgeois que si elle conserve de façon intangible la propriété privée. L'unité de la classe ouvrière n'est acceptable aux yeux des réformistes que si elle demeure dans le cadre de la défense nationale.

Telles sont les brutales vérités qui, au cours des mois à venir, doivent regrouper autour de vous l'élite révolutionnaire du prolétariat français.

— Boitel et Léon — avait été gagné par Trotsky dans les premiers jours de son séjour à Domène et y avait fondé un groupe B.L. actif.

(18) Il était clair que, depuis plusieurs mois, Trotsky entrevoyait la nécessité de la rupture.

(19) Trotsky prévoit ici et tente de prévenir les difficultés inévitables à l'intérieur du G.B.L. à la suite du nouveau et nécessaire tournant.

[DE PRÉCIEUX RENSEIGNEMENTS] (1)

(2 août 1935)

Camarade Vereeken,

Je vous remercie pour les documents qui sont très instructifs (2). Tout à fait d'accord sur la nécessité de ne pas brûler le camarade en question. Il faut s'attendre aux pourparlers concernant la fusion des deux bureaucraties (3). Cela peut devenir intéressant.

(1) Archives Vereeken, Bruxelles. Lettre dictée en français.

(2) Les renseignements en question étaient des documents politiques qui provenaient du bureau de la II^e Internationale et qui étaient communiqués à Vereeken par une militante de son groupe qui était la secrétaire personnelle de Victor Adler, l'un des dirigeants de ce bureau. La militante belge Nora SAXE, fille d'un journaliste du *Peuple*, secrétaire d'Adler, avait rejoint l'Opposition de gauche en 1932 et avait été élue à son C.C. en 1934. Elle appartenait au groupe de Vereeken depuis la scission, mais ne s'était pas « démasquée ».

(3) Trotsky continue à penser que la II^e et la III^e Internationale vont commencer les négociations de fusion en vue de l'unité organique.

« ÉTIQUETTES » ET « NUMÉROS » (1) (7 août 1935)

La lettre de Marceau Pivert sur les exclusions des chefs de la jeunesse révolutionnaire de la Seine (2), malgré son but louable, renferme un certain nombre d'idées inexactes qui, dans leur développement, peuvent conduire à de sérieuses erreurs. Prévenir les jeunes camarades contre ces erreurs est le vrai devoir d'un marxiste.

Pivert lui-même accuse nos amis de commettre une grande « erreur psychologique » en prenant le nom de bolcheviks-

(1) V 141, Bibliothèque du collège de Harvard. *La Vérité*, 25 août 1935, où ce texte portait en sous-titre : « Au sujet de la lettre de Marceau Pivert aux camarades frappés par la conférence nationale des Jeunesses socialistes de Lille. » (Publié dans *Le Mouvement communiste en France*, p. 521-526.)

(2) Marceau Pivert avait adressé aux militants des J.S. exclus à Lille une lettre de soutien. Il y réaffirmait son refus catégorique de l'union sacrée et laissait ouverte l'interprétation selon laquelle l'exclusion de Lille, « geste de scission » n'avait pas la signification du ralliement du parti socialiste — ou tout au moins voulait dire qu'il se résignait à « propager l'idée de l'acceptation de la guerre ». Il déclarait que, si cette interprétation était la bonne, il cesserait de se battre « à fleurets mouchetés ». Par ailleurs, il affirmait que les exclueurs avaient « utilisé les erreurs » des exclus, dont la moindre n'était pas selon lui d'avoir conservé l'étiquette de « bolchevik-léniniste » — synonyme d'après lui de leur refus d'une structure démocratique du parti, et qui effrayait les militants socialistes. Il ne déniait pas aux exclus le droit d'être partisans de la IV^e Internationale, écrivant : « C'est le droit des militants et des jeunes d'apprécier l'état actuel des deux Internationales et d'espérer mieux, avec ou sans chagrin de *numéro*. » Sa lettre était, certes, un geste de solidarité vis-à-vis des exclus et de méfiance vis-à-vis de la direction, mais elle était aussi un appel pour que les exclus fassent les concessions nécessaires à ses yeux pour rester dans le parti. Elle avait été publiée dans le même numéro de *La Vérité* que le texte ci-dessus « à son sujet ». Rien ne pouvait mieux souligner l'ambiguïté de la position des dirigeants du G.B.L. — et leurs hésitations — que la publication simultanée de ces deux textes, comme s'ils constituaient tous deux les éléments d'un dossier à propos duquel ils n'avaient pas tranché.

léninistes. Puisque le « bolchevisme initial », selon Pivert, niait la structure démocratique du parti, l'égalité (?) pour toutes les tendances, etc., par leur nom même, les bolcheviks-léninistes donnent à la bureaucratie du parti une arme contre eux-mêmes. En d'autres termes, l'« erreur psychologique » consiste en une adaptation insuffisante à la psychologie de la bureaucratie du parti.

Ce jugement de Pivert représente une « erreur politique » très sérieuse, et même une série d'erreurs. Il n'est pas vrai que le « bolchevisme initial » niait la structure démocratique du parti. J'avance l'affirmation absolument contraire : il n'y a pas eu et il n'y a pas de parti plus démocratique que celui de Lénine. Ce parti s'était formé par en bas. Il dépendait seulement des ouvriers avancés. Il ne connaissait pas la dictature cachée, masquée, mais d'autant plus néfaste, des « amis » bourgeois du prolétariat, des parlementaires carriéristes, des maires affairistes, des journalistes de salon, de toute cette confrérie parasitaire qui permet à la base du parti de parler « librement », « démocratiquement », mais se maintient elle-même avec ténacité à l'appareil, et, en fin de compte, fait ce qu'elle veut. Ce genre de « démocratie » dans le parti n'est rien d'autre qu'une copie de l'Etat démocratique-bourgeois, qui, lui aussi, permet au peuple de parler « librement », puis laisse le pouvoir réel à une poignée de capitalistes. Pivert commet une très grande erreur politique en idéalisant et en embellissant la « démocratie » hypocrite et mensongère de la S.F.I.O. qui, en fait, freine et paralyse l'éducation révolutionnaire des ouvriers en étouffant leur voix par le chœur des conseillers municipaux, des parlementaires et autres, qui sont imprégnés jusqu'à la moelle d'intérêts petits-bourgeois égoïstes et de préjugés réactionnaires. La tâche du révolutionnaire, même si la marche du développement le contraint à travailler dans la même organisation que les réformistes, ces exploiters politiques du prolétariat, consiste non pas à prendre l'attitude du protégé et à faire sienne celle de l'amitié mensongère pour ces agents de la bourgeoisie, mais à s'opposer en face des masses le plus clairement, le plus âprement, le plus implacablement possible aux opportunistes, aux patriotes, aux « socialistes » absolument bourgeois. Ceux qui choisiront et qui trancheront, ce seront, en fin de compte, non les Blum et les Zyromski, mais les masses, les millions d'exploités. C'est sur eux qu'il faut s'aligner, c'est pour eux qu'il faut bâtir un parti.

Le malheur de Pivert, c'est que, jusqu'à maintenant, il n'a pas rompu le cordon ombilical qui le relie au petit monde des

Blum et des Zyromski (3). A chaque occasion nouvelle, il regarde ses « amis » et leur tâte le pouls avec inquiétude. Et c'est cette politique fausse, illusoire, non réaliste, qu'il réclame des bolcheviks-léninistes ! Ils doivent, paraît-il, renoncer à leur propre nom. Pourquoi ? Est-ce que ce nom effraie les ouvriers ? Au contraire. Si les prétendus « communistes », malgré toutes les trahisons et tous les crimes qu'ils ont commis, retiennent sous leur drapeau une partie importante du prolétariat, c'est uniquement parce qu'ils se présentent aux masses comme les porteurs des traditions de la révolution d'Octobre. Les ouvriers ne craignent ni le bolchevisme ni le léninisme. Ils demandent seulement (et ils font bien) : « Sont-ils de véritables bolcheviks, ou des faux ? » Le devoir des révolutionnaires prolétariens conséquents est non pas de renoncer au nom de bolcheviks, mais de montrer dans les faits aux masses leur bolchevisme, c'est-à-dire l'esprit révolutionnaire conséquent et le dévouement absolu à la cause des opprimés.

Mais pourquoi donc, insiste Pivert, se coller sur le nombril une étiquette (?) au lieu de « suivre les enseignements qu'elle comporte » ? Mais Pivert lui-même ne porte-t-il pas « l'étiquette » de socialiste ? Dans le domaine de la politique comme dans les autres domaines de l'activité humaine, il est impossible de procéder sans « étiquettes », c'est-à-dire sans dénominations et qualificatifs aussi précis que possible. Le nom de « socialiste » est non seulement insuffisant mais absolument trompeur car s'intitulent « socialistes » en France tous ceux qui en ont envie. Par leur nom, les bolcheviks-léninistes disent à tous et à chacun que leur théorie, c'est le « marxisme », que c'est non pas le « marxisme » dénaturé et prostitué des réformistes (à la Paul Faure, Jean Longuet, Séverac (4), etc.) mais le marxisme

(3) Incontestablement Marceau Pivert continuait à penser qu'en dépit de bavures et de décisions réactionnaires comme l'exclusion de Lille — facilitée d'ailleurs par les erreurs des trotskystes — le parti socialiste était susceptible de jouer en France le rôle de parti révolutionnaire incluant tous les courants.

(4) Paul FAURE (1878-1960) avait été l'un des organisateurs de la minorité pacifiste pendant la première guerre mondiale puis l'un des principaux adversaires « centristes » de l'adhésion à l'I.C. au congrès de Tours. Depuis il était le puissant secrétaire générale de la S.F.I.O. Jean LONGUET (1876-1938) avait été le porte-drapeau de cette minorité pacifiste — appelée aussi « longuettiste » — et la cible des bolcheviks dans leur polémique contre les centristes. Il ne jouait plus un rôle de premier plan depuis la scission de Tours. Ancien journaliste à l'*Humanité* de Jaurès, Jean-Baptiste SÉVERAC (1897-1951) était depuis 1921 secrétaire administratif de la S.F.I.O. et collaborateur du *Populaire*. Les trois hommes incarnaient aux yeux de Trotsky la continuité de la politique social-démocrate.

Blum et des Zyromski (3). A chaque occasion nouvelle, il regarde ses « amis » et leur tâte le pouls avec inquiétude. Et c'est cette politique fausse, illusoire, non réaliste, qu'il réclame des bolcheviks-léninistes ! Ils doivent, paraît-il, renoncer à leur propre nom. Pourquoi ? Est-ce que ce nom effraie les ouvriers ? Au contraire. Si les prétendus « communistes », malgré toutes les trahisons et tous les crimes qu'ils ont commis, retiennent sous leur drapeau une partie importante du prolétariat, c'est uniquement parce qu'ils se présentent aux masses comme les porteurs des traditions de la révolution d'Octobre. Les ouvriers ne craignent ni le bolchevisme ni le léninisme. Ils demandent seulement (et ils font bien) : « Sont-ils de véritables bolcheviks, ou des faux ? » Le devoir des révolutionnaires prolétariens conséquents est non pas de renoncer au nom de bolcheviks, mais de montrer dans les faits aux masses leur bolchevisme, c'est-à-dire l'esprit révolutionnaire conséquent et le dévouement absolu à la cause des opprimés.

Mais pourquoi donc, insiste Pivert, se coller sur le nombril une étiquette (?) au lieu de « suivre les enseignements qu'elle comporte » ? Mais Pivert lui-même ne porte-t-il pas « l'étiquette » de socialiste ? Dans le domaine de la politique comme dans les autres domaines de l'activité humaine, il est impossible de procéder sans « étiquettes », c'est-à-dire sans dénominations et qualificatifs aussi précis que possible. Le nom de « socialiste » est non seulement insuffisant mais absolument trompeur car s'intitulent « socialistes » en France tous ceux qui en ont envie. Par leur nom, les bolcheviks-léninistes disent à tous et à chacun que leur théorie, c'est le « marxisme », que c'est non pas le « marxisme » dénaturé et prostitué des réformistes (à la Paul Faure, Jean Longuet, Séverac (4), etc.) mais le marxisme

(3) Incontestablement Marceau Pivert continuait à penser qu'en dépit de bavures et de décisions réactionnaires comme l'exclusion de Lille — facilitée d'ailleurs par les erreurs des trotskystes — le parti socialiste était susceptible de jouer en France le rôle de parti révolutionnaire incluant tous les courants.

(4) Paul FAURE (1878-1960) avait été l'un des organisateurs de la minorité pacifiste pendant la première guerre mondiale puis l'un des principaux adversaires « centristes » de l'adhésion à l'I.C. au congrès de Tours. Depuis il était le puissant secrétaire générale de la S.F.I.O. Jean LONGUET (1876-1938) avait été le porte-drapeau de cette minorité pacifiste — appelée aussi « longuettiste » — et la cible des bolcheviks dans leur polémique contre les centristes. Il ne jouait plus un rôle de premier plan depuis la scission de Tours. Ancien journaliste à l'*Humanité* de Jaurès, Jean-Baptiste SÉVERAC (1897-1951) était depuis 1921 secrétaire administratif de la S.F.I.O. et collaborateur du *Populaire*. Les trois hommes incarnaient aux yeux de Trotsky la continuité de la politique social-démocrate.

véritable restauré par Lénine et appliqué par lui aux questions fondamentales de l'époque de l'impérialisme ; qu'ils s'appuient sur l'expérience de la révolution d'Octobre, développée dans les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste ; qu'ils sont solidaires du travail théorique et politique accompli par l'« Opposition de gauche » de l'Internationale communiste (1923-1933) ; enfin qu'ils se rangent sous le drapeau de la IV^e Internationale. En politique, le « nom », c'est le « drapeau ». Celui qui renonce aujourd'hui à un nom révolutionnaire pour le bon plaisir de Léon Blum et consorts, celui-là renoncera aussi facilement demain au drapeau rouge pour le drapeau tricolore (5).

Pivert proclame le droit de tout socialiste d'espérer en une Internationale meilleure — avec ou sans changement de « numéro ». Cette ironie un peu déplacée sur le « numéro » représente une erreur politique de même type que l'ironie sur « l'étiquette ». Politiquement, la question se pose ainsi : le prolétariat mondial peut-il arriver à lutter avec succès contre la guerre, le fascisme, le capitalisme, sous la direction des réformistes ou des staliniens — c'est-à-dire de la diplomatie soviétique ? Nous répondons : il ne le peut pas. La II^e et la III^e Internationales ont épuisé leur contenu et sont devenues des obstacles sur la voie révolutionnaire. Les « réformer » est impossible, car toute leur direction est radicalement hostile aux tâches et aux méthodes de la révolution prolétarienne. Celui qui n'a pas compris jusqu'au bout l'effondrement des deux Internationales, celui-là ne peut pas lever le drapeau de la Nouvelle Internationale. « Avec ou sans changement de numéro ? » Cette phrase est dénuée de sens. Ce n'est pas par hasard que les trois anciennes Internationales se sont trouvées numérotées. Chaque numéro correspond à une époque déterminée, un programme et des méthodes d'action. La Nouvelle Internationale doit être non pas la somme des deux cadavres, comme le rêve le vieux social-patriote Zyromski, surpris dans sa reconnaissance inattendue de la « défense de l'U.R.S.S. », mais la « négation » vivante de ces cadavres et, en même temps, la « continuation » du travail historique accompli par les Internationales précédentes. En d'autres termes, il s'agit de la IV^e Internationale.

(5) Cette phrase sur le ralliement au « drapeau tricolore » démontre clairement que Trotsky s'adresse ici avant tout à ceux de ses camarades dont il savait qu'ils étaient tentés de suivre les conseils de Pivert pour demeurer dans la S.F.I.O., en oubliant que l'exclusion de Lille était la première agression ouverte du social-patriotisme et que les concessions ouvriraient la voie à la capitulation pure et simple.

Le « numéro » signifie ici une perspective et un programme déterminés, c'est-à-dire un « drapeau ». Que les philistins ironisent là-dessus. Il ne faut pas les imiter.

L'aversion pour les « étiquettes » et les « numéros » en politique est aussi dangereuse que l'aversion pour les définitions précises dans le domaine scientifique. Dans un cas comme dans l'autre, nous avons là le symptôme infaillible d'un manque de clarté dans les idées elles-mêmes. Invoquer « les masses » ne sert, dans de tels cas, qu'à couvrir ses propres hésitations. L'ouvrier qui croit encore à Vandervelde (6) ou à Staline sera sans doute adversaire de la IV^e Internationale. L'ouvrier qui a compris que la II^e et la III^e Internationales sont mortes à la cause de la révolution se rangera immédiatement sous notre drapeau. C'est précisément pourquoi il est criminel de cacher ce drapeau sous la table.

Pivert se trompe quand il pense que le bolchevisme est incompatible avec l'existence des fractions. Le principe de l'organisation bolchevique est le « centralisme démocratique » assuré par une complète liberté de critique et de groupement comme par une discipline de fer dans l'action. L'histoire du parti bolchevique est en même temps l'histoire de la lutte interne des idées, des groupes et des fractions. Certes, au printemps 1921, au moment d'une véritable crise, de la famine, du froid, d'un mécontentement aigu des masses, le X^e congrès du parti bolchevique, qui comptait en ce temps dix-sept années d'existence, interdit les fractions. Mais cette mesure était considérée comme exceptionnelle et temporaire et fut appliquée par le comité central avec beaucoup de prudence et de souplesse. Le véritable écrasement des fractions ne commença qu'avec la victoire de la bureaucratie sur l'avant-garde prolétarienne et aboutit rapidement à la mort virtuelle du parti. La IV^e Internationale, bien entendu, ne souffrira pas dans ses rangs de « monolithisme » mécanique. Au contraire, une de ses plus importantes tâches est de régénérer à un niveau historique plus élevé la « démocratie révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne ». Les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit (7). Ils sont prêts à travailler la main dans la main

(6) Emile Vandervelde (cf. n. 9, p. 87) symbolisait la trahison social-démocrate aux yeux de Trotsky.

(7) La lapidaire formule ci-dessus, les B.L. « fraction de l'Internationale qui se bâtit », résume la méthode que Trotsky avait employée jusque-là pour construire la IV^e Internationale.

avec les autres fractions vraiment révolutionnaires. Mais ils refusent catégoriquement d'adapter leur politique à la psychologie des cliques opportunistes et de renoncer à leur propre drapeau (8).

(8) Les hésitations devaient être grandes au sein du G.B.L. pour que ce soit Trotsky en personne, dans une lettre signée de son nom, qui ait été amené à écrire cette phrase dans *La Vérité* : il mettait tout le poids de son autorité dans la balance contre la politique de « concessions » conseillée par Pivert, donc contre l'alliance avec Pivert dans la S.F.I.O. La parution de cet article allait bien entendu grossir le dossier de la répression contre les militants B.L.

[DISCUSSIONS SUR LA CHINE] (1) (août 1935)

8 août 1935

En ce qui concerne la question du front unique avec la bourgeoisie, Trotsky ne croyait pas à la conclusion de Liu Renjing que Chen Duxiu était devenu opportuniste (2). Il pense que l'argument de Liu n'était pas dialectique et qu'il tendait à se développer autour de termes ambigus. Par exemple, Trotsky pense qu'il faudrait opérer la distinction entre « front uni » et « action commune »... et il était plutôt amusé par l'attitude arrogante de Liu posant au représentant autodésigné de la tendance bolchevique dans le mouvement révolutionnaire chinois.

(1) Extrait de *Leon Trotsky on China*, retraduit du chinois, langue dans laquelle ce texte avait été publié dans l'édition de 1947 de *La Tragédie de la Révolution chinoise* de Harold R. Isaacs. Harold R. ISAACS (né en 1910) était arrivé en Chine en 1930 et, sympathisant du P.C. chinois, y avait édité le *China Forum*. Il avait été petit à petit influencé par les idées de l'Opposition de gauche, surtout à partir de la victoire de Hitler et avait publié en 1934, après le dernier numéro de sa revue, en janvier, un article sur sa rupture avec les « staliniens chinois » dans *New International*. Il était à cette époque en étroit contact avec Liu Renjing, qui habita chez lui. A l'été de 1935, il s'était rendu en Europe pour compléter sa documentation sur son livre et rencontrer Sneevliet — qui avait joué un rôle capital dans l'histoire du communisme chinois —, Treint et surtout Trotsky. Les notes ci-dessus ont été prises par lui au cours de ses entretiens avec Trotsky et une copie envoyée par lui aux trotskystes chinois. L'original est perdu.

(2) LIU RENJING, dit NIEL SHIH (né en 1899), avait adhéré en 1921 à un des premiers groupes marxistes chinois, fondé par Li Dazhao, et avait été en juillet 1921 le délégué de Pékin au premier congrès du P.C. chinois qui l'avait élu à son comité central. Il avait été envoyé à Moscou où il avait passé plusieurs années et rejoint l'Opposition de gauche. Il avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo en 1929, puis avait fondé le groupe *Octobre* ; en 1931, il avait participé à la conférence d'unification des groupes chinois de l'Opposition de gauche. CHEN DUXIU (1879-1942), professeur et lettré, animateur de la revue *Jeunesse* avait été l'un des premiers marxistes chinois et le secrétaire général du P.C. jusqu'en août 1927 où il avait été transformé par l'I.C. en bouc

9 août 1935

Pour reprendre la discussion d'hier, Trotsky a lu mon projet et souligné quelques faiblesses dans la première page. Il pensait que mon analyse des différentes couches de la bourgeoisie et de leurs points de vue subjectifs et objectifs était insuffisante et non dialectique. Il disait que si nous utilisions une formule aussi [...], nous aurions tendance à devenir dogmatiques et opportunistes. Il soulignait :

« L'action commune, surtout à court terme, est une chose, mais la capitulation devant la bourgeoisie sous la forme d'un "front uni" permanent comme le Front populaire français en est une autre. Ce sont deux choses tout à fait différentes ; mais le cœur de la question, c'est comment utiliser notre indépendance. Nous devons sans cesse mener "une action commune" avec les organisations étudiantes "et paysannes". »

Il disait qu'il ne s'agissait pas de nos rapports avec la petite bourgeoisie et la paysannerie. Sur ce point, Chen Duxiu avait adopté une formule plus vide et plus abstraite que Liu Renjing. En tout cas, il devait télégraphier à Sneevliet pour lui demander de m'envoyer le texte de Liu sur « Cinq années de l'Opposition de gauche chinoise ». (Je ne l'avais pas apporté avec moi parce que j'avais pensé que Trotsky avait déjà ce document. Nous le discuterons plus à fond plus tard).

9 août (après-midi)

Mon rapport oral sur l'Armée rouge chinoise a occupé presque toute la réunion. J'y abordais également la question de la situation politique générale en Chine. Dr F(rankel) et N. Sedova (3) étaient également présents. J'ai fait une carte

émissaire de la défaite de la révolution dans laquelle il n'avait fait qu'appliquer la politique dictée par Staline. Il était secrétaire général de l'Opposition de gauche chinoise. Arrêté en décembre 1932, il avait été condamné à treize ans de prison et s'était exprimé par un texte avec lequel Liu Renjing, qui dirigeait l'organisation, avait ouvert la polémique.

(3) Le « Dr F. » désigne Jan FRANKEL (né en 1906), un militant tchécoslovaque qui avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo de 1930 à 1933, puis membre du S.I. à Paris de juillet 1933 à février 1934, date de son expulsion de France. Après un séjour à Zürich, il était retourné en Tchécoslovaquie, d'où il était reparti en juin 1935 pour rejoindre Trotsky à Anvers et l'accompagner dans son voyage à Oslo. Il était à l'époque son unique secrétaire et habitait dans la maison des Knudsen. Natalia I. SEDOVA (1882-1962) était la compagne de Trotsky.

et parlé une heure et demie. J'ai parlé des origines, du développement initial, de l'évolution interne et du destin éventuel de l'Armée rouge chinoise. Je l'ai traité de façon aussi complète que possible de façon qu'en conclusion je n'ai presque pas eu de questions et de réponses à faire.

Trotsky a seulement dit que son développement général vérifiait la prédiction de l'Opposition selon laquelle, sans la direction du mouvement ouvrier, le destin de l'Armée rouge dépendrait ou bien des couches supérieures (marchands et paysans riches et moyens) dans sa juridiction, ou bien qu'elle serait détruite par les forces militaires supérieures du Kuomintang et des impérialistes (4). Notre point de vue était qu'à présent l'Armée rouge voulait aller dans les provinces du Xinjiang parce que c'était seulement là qu'elle pouvait répondre aux besoins diplomatiques de l'Union soviétique en établissant un glacis entre l'Union soviétique et les forces japonaises de Mongolie (5). Trotsky estimait cette idée correcte, logique et très vraisemblable. Vers la fin de la réunion, j'ai soulevé le problème de la perspective politique en Chine. J'ai décrit l'évolution idéologique de Liu sur la question de la reconstruction économique, mentionné également le fait qu'il cherchait une nouvelle solution, accordait beaucoup d'attention à l'Armée rouge et à la possibilité de son expansion dans le Sichuan. A la fin, j'ai mentionné qu'il fallait clarifier la perspective politique, parce que ce serait la base du programme de la fraction bolchevik-léniniste chinoise. On discutera cette question dans les réunions ultérieures.

13 août (matin)

Nous avons discuté le document de Liu (6). Je n'ai pu que citer les arguments principaux, lui lire d'importantes citations et le laisser lire. Nous n'avons eu le temps que de discuter l'in-

(4) Entre 1930 et 1934, Chang Kaï-chek, chef de l'armée du gouvernement « nationaliste » du Kuomintang et bourreau de la révolution chinoise avait mené contre l'Armée rouge qui occupait le Jiangxi six offensives, connues sous le nom de « campagnes d'anéantissement », avec des moyens matériels considérables pour l'époque.

(5) La « Longue Marche » avait commencé en octobre 1934 quand plus de 100 000 soldats de l'Armée rouge chinoise avaient pris la direction du Nord. Elle était à cette époque proche de son but : le Xinjiang.

(6) Il s'agit du texte écrit contre Chen Duxiu et intitulé « Cinq années de l'Opposition de gauche chinoise », que Sneevliet avait fait parvenir à H. R. Isaacs.

introduction et les chapitres sur l'assemblée nationale et la bourgeoisie. Quand j'ai lu la partie (p. 14) où Liu dit que les masses considéraient que l'assemblée nationale et la dictature du prolétariat sont « la même chose » (c'est-à-dire que l'assemblée nationale est la formule populaire de la dictature du prolétariat), Trotsky m'a interrompu et m'a dit :

« Il serait plus exact de dire que Liu considère que ce qui est dans sa tête et ce qui est dans la tête des masses, c'est la même chose. » *Il a poursuivi :*

« On pourrait dire, en considérant le développement historique de pays comme l'Angleterre et la France, qu'une longue période de démocratie est nécessaire avant d'atteindre le socialisme, et que cette période pourrait s'étendre sur plusieurs siècles. Mais en Russie, la semi-démocratie de la période parlementaire n'a duré que quelques années. La démocratie dans la révolution de février n'a duré que huit mois. En tout cas, les masses veulent toujours la démocratie au commencement. C'est seulement en suivant cette route qu'elles pourront accepter le système soviétique et prendre le pouvoir. Pour cela, nous ne pouvons élaborer à l'avance un plan détaillé : il nous faut nous appuyer sur la pensée et les actions des masses pour déterminer notre action. En Chine, la période de démocratie peut être très courte, ou même inexistante. Mais cela ne signifie pas que les masses penseront que l'assemblée nationale, ou tout autre concept démocratique sont "la même chose" que la dictature du prolétariat. »

Il a continué à lire. Il a secoué la tête et dit :

« Il est ridicule de gêner nos premiers pas en nous tracassant à propos de problèmes futurs. Il faut d'abord faire de la propagande et de l'agitation pour l'assemblée nationale. Quand le Kuomintang capitulera devant les impérialistes japonais, le peuple devra faire quelque chose lui-même. Comment ? En convoquant une assemblée nationale ! Aussi simple que ça ! Nous devons répandre cette idée dans toutes les couches du peuple. Les étudiants pourraient, comme avant, jouer un très grand rôle dans la phase initiale. Nous avons deux tâches : 1) soulever le mouvement démocratique de masse et y prendre part, 2) y intégrer le prolétariat afin de le préparer à la révolution prolétarienne. Si nous pouvons recruter dix ou cent cadres, ils seront les futurs dirigeants du prolétariat.

Les problèmes de la perspective à venir font partie de l'éducation des cadres, mais il ne faut pas qu'ils paralysent et gênent notre travail de propagande pour une assemblée nationale. Pour le moment, la tâche la plus importante, c'est de

tout faire pour promouvoir l'idée d'une assemblée nationale. Puis nous examinerons attentivement le résultat de cette agitation. Par exemple, si Chang Kaï-chek tente de convoquer sa propre assemblée nationale — ce qui pourrait provoquer une scission dans les rangs de la bourgeoisie —, la droite s'opposera à cette idée, et la gauche essaiera d'utiliser le mouvement. Alors nous l'attaquerons et le dénoncerons. Si l'aile radicale de la bourgeoisie essayait de réaliser l'assemblée nationale, il nous faudrait d'un côté la pousser à agir, par exemple à renverser Chang Kaï-chek et former son propre gouvernement, et, de l'autre côté, il nous faudrait expliquer aux masses qu'elle les trompe. Il faut commencer maintenant l'agitation pour l'assemblée nationale. Nous discuterons le deuxième pas plus tard. »

« Mais, l'ai-je interrompu, vous dites que nous devrions participer à ce mouvement démocratique de masse. C'est un problème parce que, actuellement, un tel mouvement n'existe pas. Notre tâche consiste à le créer pour ressusciter une activité de masse. » J'ai alors brièvement décrit l'actuelle situation de pessimisme, de mécontentement et de manque d'organisation des ouvriers et des intellectuels petits-bourgeois. Trotsky dit :

« Il arrive souvent que nous ne puissions pas pousser les masses en avant. Nous ne pouvons pas faire de miracles. Les masses ont ressenti profondément la défaite de la révolution. C'est un fait que nous avons admis la défaite en 1928. D'un autre côté, cette défaite a donné un certain élan (l'Armée rouge, etc.) et de l'autre, ses effets psychologiques se sont approfondis dans les masses. Si, en même temps, la crise économique s'aggrave, le nombre des ouvriers diminue, la production s'effondre et le mouvement paysan est réprimé, cela signifiera que la contre-révolution s'est approfondie. Mais sa base n'est pas encore déterminée. Il nous faudra réaliser par nos cadres la tâche d'éducation. Nous utiliserons tous les moyens pour répandre l'idée de l'assemblée nationale, et nous examinerons les effets de notre propagande. S'il n'y a pas encore d'écho, nous essaierons encore, encore et encore, jusqu'à ce que nous en ayons un. »

« Dans le passé, nous avons fait la supposition théorique que si l'Armée rouge occupait de grandes villes, cela éveillerait le mouvement ouvrier. Nous avons également dit que c'était probable, mais pas inéluctable, et que si un boom économique coïncidait avec l'avance de l'Armée rouge, cela pourrait accélérer la montée du mouvement de masses. Mais ces heureuses coïncidences ne se sont pas produites. Alors il nous a fallu

repartir encore du début, revenir à 1922-23. Mais si, et quand, le mouvement monte pour la deuxième fois, son rythme sera beaucoup plus rapide. Le contenu tout entier de la seconde révolution (7) sera de nouveau parcouru comme une brève ouverture pour la troisième révolution. Nous commencerons par notre mot d'ordre démocratique. Le mot d'ordre de l'assemblée nationale peut jouer dans les masses un grand rôle. Nous parlons aux ouvriers par notre littérature et dans des conversations. Nous devons obtenir un écho chez eux. C'est la seule voie pour faire progresser notre travail. »

Trotsky a alors décrit les circonstances de la résurrection de l'activité politique de masse en Russie en 1893, après dix années de réaction à la suite de la suppression de la Volonté du Peuple (8). Plekhanov et son groupe (9) ont publié cette année-là un texte évaluant les progrès du mouvement marxiste dans lequel ils exprimaient leur déception devant la minceur des résultats. Mais ce devait être la même année que le marxisme allait devenir un mouvement puissant se répandant dans tout le pays.

« Mais je dois expliquer que cette résurrection fut le résultat de dix années de croissance et de développement du capitalisme russe, qui avait complètement changé le visage de la nation. Si l'approfondissement de la contre-révolution en Chine se produit parallèlement à une crise économique, alors notre agitation n'aura pas de résultats. Nous devons préparer nos cadres et faire de la propagande. Même si les résultats semblent maigres, nous préparons nos futurs dirigeants et n'attendons pas de miracles. Qu'est-ce qui peut ressusciter le mouvement révolutionnaire de masse ? Divers facteurs peuvent y contribuer : la guerre ou la révolution dans d'autres pays

(7) On appelle « deuxième révolution » celle qui s'est terminée en 1927 par la « trahison » de Chang Kaï-cheh. La « première », en 1911 avait renversé la dynastie mandchoue. Sur Chang Kaï-cheh, cf. n. 7, p. 192.

(8) La première organisation révolutionnaire russe était la *Zemlia i Volia* (Terre et Liberté) qui avait scissionné en 1879 pour donner naissance d'une part à l'organisation terroriste *Narodnaia Volia* (La Volonté du Peuple) et de l'autre à la *Cherny Peredel* (Partage noir). La première avait été écrasée par la police après l'assassinat en mars 1881 du tsar Alexandre II.

(9) Gueorgui V. PLEKHANOV (1856-1918), principal dirigeant de la *Cherny Peredel*, avait émigré en 1880 et s'était rallié au marxisme. Il avait fondé en 1883 le groupe de l'*Osvoboždenija Truda* (l'Emancipation du Travail), la première organisation marxiste russe. Ce n'était en 1893 qu'une petite secte d'émigrés : c'est précisément cette même année qu'avait commencé dans la jeunesse et l'intelligentsia russe la vague d'engouement pour le marxisme.

— une nouvelle guerre amènera une nouvelle révolution — comme ce fut le cas de la guerre russo-japonaise de 1905 (10). N'oubliez pas que, sans notre révolution de 1905, il n'y aurait pas eu de révolution perse (11) ni de révolution chinoise en 1911 (12). Notre 1905 a eu un énorme impact sur l'Extrême-Orient.

Quant à la question de savoir qui convoquera l'assemblée nationale, c'est encore pour le moment du domaine des hypothèses. Il faut concentrer notre agitation sur la nécessité d'une assemblée nationale. Il faut d'abord que les masses soient convaincues de sa nécessité. Au fur et à mesure des progrès de notre agitation, nous avancerons un peu plus loin sur la base des résultats du dernier pas effectué. En tout cas, nous devons commencer à faire de l'agitation autour de la revendication d'une assemblée nationale pour l'opposer au règne du Kuomintang. Les camarades qui participent à cette lutte doivent avoir un mot d'ordre adéquat, un mot d'ordre qui couvre plusieurs variantes possibles.

Je ne comprends pas encore profondément ces controverses (13), aussi ne puis-je exprimer mon opinion. Je les étudierai avec plus d'attention. Mais je puis dire une seule chose : même si Chen Duxiu a quelques idées opportunistes, il est, après tout, plus vieux et a l'expérience de toute une vie. Il peut apporter beaucoup d'idées excellentes. J'ai l'impression — avec quelques réserves — que Liu Renjing a exagéré ce désaccord. Peut-être Chen a-t-il exprimé son opinion comme formule tactique et Liu l'a-t-il considérée comme une formule

(10) La guerre russo-japonaise avait commencé le 10 février 1904 par l'attaque surprise contre la flotte russe à Port-Arthur. Elle s'était terminée par le désastre de la flotte russe de secours à Tsoushima le 27 mai 1905 et la signature d'une paix consacrant la défaite russe à Portsmouth en septembre. Les Russes avaient perdu 240 000 hommes et le prestige du tsarisme avait été durement atteint.

(11) La révolution persane (1906-1909) avait commencé par l'agitation des marchands et du clergé musulman des ulémas contre le pouvoir du shah, et la revendication de la république et d'une constitution. Le shah avait concédé une assemblée au pouvoir limité. La révolution avait vaincu à Tabriz, où un pouvoir révolutionnaire tint tête aux troupes gouvernementales pendant onze mois et ne fut finalement écrasé que par l'intervention de l'armée russe. C'est en 1935 que la Perse devint l'Iran.

(12) La révolution chinoise avait commencé par un soulèvement militaire à Wuhan le 10 octobre 1911 et l'avait emporté dans quinze des dix-huit provinces à la fin de novembre. Le leader nationaliste Sun Yat-sen avait été quelque temps président de la République, mais avait été écarté par YUAN SHIKAI (1859-1916) qui obligea le jeune empereur à abdiquer, et concentra tous les pouvoirs entre ses mains.

(13) Il s'agit des controverses entre Chen Duxiu et Liu Renjing.

stratégique. Si c'est pour Chen une ligne stratégique, alors bien des critiques de Liu peuvent être justes. Mais je pense qu'on a beaucoup exagéré ces divergences. Je pense qu'il est inadmissible de faire une scission avec Chen Duxiu (14). Nous avons besoin de sa coopération dans la IV^e Internationale. Le malheur, ce n'est pas qu'un conflit sérieux soit apparu à partir d'une petite divergence, mais que cette petite divergence ait bloqué notre action. »

(14) Le comité central chinois avait dû — ou devait — prendre la décision d'exclure Chen Duxiu du fait des positions politiques qu'il avait défendues en prison. Mais cette décision fut annulée. En fait, Chen était cependant sur la voie de la rupture.

[LA QUESTION DÉCISIVE] (1)

(10 août 1935)

[...] Je suis un peu inquiet que *La Vérité* n'ait pas publié la « Lettre ouverte » (2). Il semble que quelques camarades trouvent que ce document n'intéresse pas « les masses » : ce faisant, ils acceptent l'argumentation du S.A.P.

[...] Vous êtes en train de préparer un bloc avec Marceau Pivert (3). Je suis loin de m'y opposer [...] Mais ce bloc exige de votre part une attitude tout à fait intransigeante sur la question de la IV^e Internationale. La moindre concession sur ce point serait fatale au développement ultérieur de notre section [...]

(1) BRAUN, *op. cit.*, pp. 9, 13, 16, Lettre à Jean Rous.

(2) La publication de la « Lettre ouverte » avait été retardée à la suite de la décision du W.P.U.S. de laisser au S.A.P. un délai d'un mois. Mais le délai était écoulé et la lettre avait été publiée par *The New Militant*. Trotsky est bien informé puisque Rudolf Klement, le 4 août, lui a écrit qu'à l'assemblée générale du G.B.L., Rousset avait exigé le renvoi de cette publication comme « actuellement inopportune ». (BRAUN, *op. cit.*, p. 9.) David ROUSSET (né en 1912) était membre de la direction des J.S. également.

(3) Le 6 août, Jean van Heijenoort avait écrit à Trotsky « Voilà quelques notes sur la visite à Pivert, d'après les récits de Rous : ... sur la question du nouveau parti révolutionnaire, Pivert est "bien entendu" d'accord. Mais il ne faut pas en parler publiquement, ni même entre nous ! [...] Pour Pivert, le sens politique de l'exclusion échappe. C'est l'œuvre de "salauds". Sa perspective est la marche, la plus rapide possible, à l'unité totale, et c'est seulement dans le parti unique que pour le moment est le salut. La scission en ce moment est quelque chose d'incompréhensible et d' "irrégulier" en quelque sorte » (BRAUN, *op.cit.*, p. 16).

[APRÈS LES ÉVÉNEMENTS DE TOULON] (1)

(11 août 1935)

Les événements révolutionnaires de Toulon, Le Havre et Brest (2), sur lesquels nous venons d'avoir ici des détails après l'inévitable retard de deux ou trois jours, sont d'une importance capitale — et peuvent avoir une importance décisive.

(1) T 3687. *International Information Bulletin*, W.P.U.S., n° 2, 7 septembre 1935. Lettre confidentielle à la direction du G.B.L., traduite ici de l'anglais.

(2) Les marins du Havre étaient en grève et, le 7 août, les équipages de cinq paquebots avaient mis sac à terre, les officiers mécaniciens ayant refusé d'accepter le prélèvement de 10 % opéré sur leurs salaires. Mais la grève du Havre était beaucoup moins importante que les événements qui se déroulaient dans les ports militaires de Brest et de Toulon. Tout avait commencé le 5 août. A Brest les ouvriers d'un chantier avaient débrayé spontanément, puis s'étaient rendus de chantier en chantier pour faire débrayer leurs camarades et défiler en ville en protestant contre la diminution de leurs salaires. A Toulon, devant une paie amputée de 10 %, 3 000 ouvriers s'étaient réunis à la sortie de l'arsenal et avaient défilé en ville en chantant l'*Internationale* et scandant « Nos salaires ». Il y avait eu quelques heurts avec des éléments fascistes dans les cafés du port. Dans la nuit du 5 au 6, le préfet maritime de Brest avait fait occuper l'arsenal par des forces de police et de gendarmerie, des gardes mobiles et des éléments du 2^e régiment d'infanterie coloniale. Les travailleurs s'étaient découverts ainsi qu'ils étaient « lock-outés ». Leur réaction avait été violente : ils avaient donné l'assaut à la sous-préfecture (un jeune ouvrier du nom d'Auguste Chevalier, qui tentait d'enlever le drapeau tricolore pour placer un drapeau rouge, avait été abattu par un officier), à la poste, à la gare, à la caserne du 2^e R.I.C. et à la préfecture maritime, érigeant des barricades pour se défendre contre les charges. On comptait le soir des dizaines de blessés, dont plusieurs dans un état grave et trois morts. A Toulon, une nouvelle manifestation des ouvriers de l'arsenal avait abouti à de nouvelles bagarres avec des éléments fascistes. Le 8 août, alors que Brest enterrait le premier de ses morts, les ouvriers de Toulon avaient observé une grève de solidarité de cinq minutes à l'appel des syndicats. Mais ceux de la Pyrotechnie avaient quitté l'usine et marché en cortège pour rejoindre leurs camarades de l'arsenal. Ils avaient été chargés. La grève s'était généralisée alors dans le port et la manifestation s'était transformée en émeute, avec charges, érection de barricades,

La situation objective en France est révolutionnaire. Les réformistes le nient, et surtout les staliniens, qui ont tenté de dissimuler leur misérable politique derrière un prétendu manque de combativité des masses. Nous avons toujours affirmé que la révolte était en train de grandir dans les masses travailleuses, et que ce sont précisément les organisations ouvrières, partis et syndicats, qui les empêchent de trouver une issue dans leur volonté de combat. C'est maintenant prouvé et archiprouvé. Les marins constituent peut-être un milieu plus explosif que les autres, mais ils font partie de la population laborieuse et leur action vigoureuse est révélatrice de l'état d'esprit des masses.

Une organisation révolutionnaire solide devrait immédiatement lancer un appel à la classe ouvrière de tout le pays pour soutenir la révolte des marins. Il ne fait aucun doute que les masses répliqueraient par une puissante grève générale. Le reste dépendrait de la stratégie des deux camps et du rapport de forces qui se dessinerait dans le cours de la lutte.

L'Humanité accuse Laval (3) d'avoir provoqué le conflit pour diviser le Front populaire. Elle voit dans cette explosion de la lutte des classes une manœuvre de division. Le Front popu-

cups de feu, cinq morts et de nombreux blessés, la fusillade se poursuivant tard dans la nuit dans les petites rues avoisinant le port. La presse d'information dénonçait à grands cris la « pègre » et les « agitateurs communistes », s'en prenant notamment au secrétaire-adjoint de l'union locale C.G.T.U. de Brest, un ancien dirigeant des J.C. et des métallos unitaires, Paul VALIÈRE (né en 1902). Trotsky voyait dans l'explosion spontanée de la classe ouvrière en dépit des efforts des appareils du P.C. et de la S.F.I.O. pour y faire obstacle, la confirmation de son analyse. Notons que Trotsky parle ici de « révolte des marins » alors qu'il s'agit des ouvriers des arsenaux des ports.

(3) Les partis du Front populaire avaient immédiatement appelé au « calme », à la « discipline », et dénoncé le rôle des « provocateurs » dans les incidents de Brest et de Toulon. Sous le titre « Un jeu inquiétant », Jacques Duclos donnait le ton dès le 8 août en parlant des « éléments troubles qu'entretient M. Laval pour les besoins de provocation et de basse police qui ont suscité les bagarres de Toulon, (...) les mêmes éléments douteux qui se sont employés à provoquer des heurts entre les ouvriers de Brest, la troupe et la garde mobile ». Il précisait : « Quant à l'opération qui consista à arracher le drapeau tricolore de la sous-préfecture de Brest, elle porte elle aussi la marque de la provocation. » Il expliquait : « Nous attachons un trop grand prix à notre collaboration avec le parti radical pour ne pas nous dresser contre les provocateurs. » Le 10 août, toujours dans *l'Humanité*, un manifeste du C.C. stigmatisait « les hommes du 6 février » qui « outragent le drapeau tricolore ». Paul Vaillant-Couturier expliquait : « Pour bien provoquer, il faut être deux. D'un côté la force armée, de l'autre ce qu'on appelle les "éléments trouble". Or les ports de mer comme toutes les grandes villes sont infestés de ces personnages vivant en marge du travail, des "tricarcs" le plus souvent qui, tolérés, servent d'indicateurs à la police » ; il

laire repose sur la négation de la lutte des classes, qu'il remplace par la fiction d'une « république antifasciste, démocratique, etc. ». L'explosion de Toulon est une négation spectaculaire du Front populaire et une magnifique confirmation de notre analyse et de notre perspective.

L'élection de Clermont-Ferrand (4) constitue un pas important dans la voie de la décomposition du parti radical. Les événements de Toulon, etc., devraient considérablement accélérer la décomposition du radicalisme, du parlementarisme et de la « démocratie ». Il est inévitable que les fascistes en tirent profit. D'un autre côté, la révolte des marins est un signe de l'accélération du rythme du mouvement révolutionnaire.

C'est sur cette base que nous devons orienter notre campagne contre les réformistes et les stalinien, et aussi contre les hésitations de nos alliés centristes et semi-centristes. Toutes les considérations de forme, de discipline, interne, etc., doivent laisser la place à celles de l'action directe dans les masses et à leur tête. Notre participation à la S.F.I.O. a donné des résultats qui sont évidents, sauf pour les aveugles. Mais aucun d'entre nous n'a jamais considéré que nos possibilités à l'intérieur de la S.F.I.O. étaient illimitées, ni que nous resterions définitivement liés à ce parti. Les déclarations des jeunes en faveur de la discipline, etc., sont utiles pour démontrer aux hésitants et aux inexpérimentés la mauvaise foi des réformistes et des stali-

ajoutait que le parti communiste ne permettrait pas que la « combativité révolutionnaire » soit « utilisée par les ennemis du peuple ». Le lendemain, 11 août, c'était au tour de Fernand Fontenay d'expliquer dans l'*Humanité* que les incidents de Toulon résultaient de la « diffusion de fausses nouvelles » : il expliquait que les syndicats avaient donné l'ordre d'une grève de cinq minutes qui était « parvenu déformé » à l'usine de la Pyrotechnie où les ouvriers avaient « cru » qu'il était en réalité : « Grève ! Tous dehors ! » Notons que l'*Humanité* ne dit rien en défense de Paul Valière (cf. n. 2) et que ce dernier se trouvera bientôt exclu du P.C.

(4) Il s'agissait à Clermont-Ferrand de remplacer comme député le ministre de l'éducation nationale, un radical, Philippe MARCOMBES (1871-1935) qui venait de mourir. Il avait été élu en 1932 face à un adversaire de droite, après avoir bénéficié du désistement du candidat socialiste. Au premier tour de cette élection partielle le 28 juillet, le candidat socialiste avait devancé le candidat radical, ce dernier ayant perdu 4 000 voix sur 1932. Les socialistes réclamaient son désistement, mais les radicaux refusaient et présentaient au second tour le maire radical de Clermont-Ferrand, devant lequel le candidat de droite se retirait alors... On trouvait donc en présence au second tour d'une part le candidat socialiste, qui bénéficiait du désistement communiste, de l'autre le candidat radical, se présentant comme « antimarxiste » et soutenu par toute la droite. Dans cette élection « classe contre classe » — au sens propre du terme, cette fois — le candidat socialiste venait de gagner par 126 voix d'avance.

niens, et pour démasquer les intrigues des sapistes qui essaient également au même moment de saboter l'action. Mais toutes les manœuvres par rapport aux statuts doivent désormais, après les premiers éclairs de la révolution, être subordonnées à une offensive implacable sur la base de notre stratégie révolutionnaire. Il faut dénoncer Blum, Cachin, Monmousseau pour leur trahison des masses révoltées, parce qu'ils veulent conserver la faveur des radicaux, c'est-à-dire de la bourgeoisie contre laquelle les ouvriers se révoltent.

Nous devons nous dire à nous-mêmes : la période transitoire de l'adaptation au régime de la S.F.I.O. est en train d'approcher de sa fin naturelle. Nous devons nous orienter dans la pratique vers le parti révolutionnaire dans les délais les plus brefs, en ouvrant la période de l'activité indépendante dans les masses.

UN ARTICLE CAPITAL (1)

(11 août 1935)

L'article ci-dessous du camarade Schmidt, président du parti hollandais (2), est de la plus grande importance. L'ancien O.S.P. était étroitement lié au S.A.P. Les chefs de ces deux organisations nous ont souvent adressé les mêmes reproches. Ces deux organisations ont signé autrefois avec nous la déclaration des quatre. Mais, par la suite, elles ont évolué dans des directions différentes. Au lendemain de la secousse provoquée

(1) T 3688. *Bulletin du S.I* de la L.C.I., n. d., non numéroté (1935). Traduit de l'allemand.

(2) Peter J. SCHMIDT (1896-1952), employé, longtemps chef de l'aile gauche du parti social-démocrate hollandais, avait été en 1932 l'un des fondateurs de l'O.S.P., né d'une scission à gauche, et avait été l'un des signataires de la déclaration des quatre. Il avait été élu président du R.S.A.P. lors de son congrès de fondation. Le R.S.A.P. avait, on le sait, décidé de rester membre du bureau de Londres (I.A.G.) et même accepté d'en prendre le secrétariat pour y faire progresser l'idée de la nouvelle Internationale. Il avait par ailleurs des contacts étroits avec la L.C.I. et avait été l'un des premiers signataires de la « Lettre ouverte ». C'est précisément sur cette question que venait d'éclater dans ses rangs une âpre discussion. Dans un article de discussion intitulé « Le parti, le bureau d'Amsterdam et les trotskystes », paru dans *De Nieuwe Fakkell* du 6 août 1935, H. J. BOVENKERK, dit J. BLADERGROEN (1883-1959), membre de la direction, avait souligné que, pour lui et un certain nombre de ses camarades, la position du R.S.A.P. avait été de rester dans le bureau de Londres pour l'influencer dans le sens de la nouvelle Internationale, et de rester dans la L.C.I. pour l'amener à collaborer avec le bureau. Il voyait dans la signature de la « Lettre ouverte » et dans une circulaire de la direction qui faisait d'elle « le domaine d'activité principal du R.S.A.P. dans les affaires internationales », un tournant politique pris sans consultation du parti. Il voyait également dans la parution, presque simultanée, de l'article « Alchimie centrisme ou marxisme », une déclaration de guerre au S.A.P. et au bureau de Londres-Amsterdam. Il réclamait la diffusion dans le parti du texte « Alchimie centrisme ou marxisme », de la réponse du S.A.P. — rédigée par Goldenberg — « Trotskysme et politique révolutionnaire réaliste », de la critique de la L.C.I. par le bureau et du texte du S.A.P. indiquant les raisons pour lesquelles il n'avait pas signé la « Lettre ouverte ». L'article de Bladergroen — défense et illustration du bureau et du S.A.P., réquisitoire contre

par les événements de Jordaan (3), l'O.S.P. a définitivement rompu avec les philistins et les poltrons de la clique De Kadt. Il a fusionné avec notre section hollandaise afin d'entreprendre la lutte pour la IV^e Internationale. Le S.A.P., lui, a renié sa signature et poursuit une activité hostile à la gauche, en particulier au travail pour la IV^e Internationale. L'essentiel à ce sujet a été dit dans l'article sur « l'alchimie centrisme » (4). Il conclut par l'affirmation que le travail pour la IV^e Internationale devra désormais être mené sans le S.A.P. et contre lui. Paradoxalement, cette prédiction, qui est en même temps un jugement de valeur sur le S.A.P., lui sert maintenant à ce dernier de prétexte pour son travail contre la IV^e Internationale. L'absurdité d'un tel « argument » est du reste bien démontrée par le camarade Schmidt (5).

Les faits et les documents qui ont été rassemblés par le

la L.C.I. et la direction du R.S.A.P. — avait provoqué dans le même numéro une réponse de Peter J. Schmidt contestant point par point les affirmations ci-dessus de Bladergroen, soulignant que c'était à la demande du R.S.A.P. que le S.A.P. avait été sollicité de signer la « Lettre ouverte », et se terminant par un sévère avertissement à la « fraction sapiste » du R.S.A.P. Le président du parti hollandais unifié faisait par ailleurs le procès du S.A.P. qui avait violé les engagements pris lors de la « déclaration des quatre » et saboté la lutte pour la nouvelle Internationale.

(3) En 1934, à la suite de baisses de salaires généralisées, une sérieuse agitation s'était produite dans plusieurs grandes villes hollandaises durement touchées par le chômage. Le 4 juin, la police était intervenue brutalement pour disperser une manifestation de chômeurs organisée par le P.C. dans le quartier ouvrier de Jordaan, à Amsterdam. La riposte ouvrière, spontanée, ne fut pas moins violente : le quartier fut couvert de barricades et de durs combats s'y déroulèrent pendant plusieurs jours entre les manifestants, qui avaient reçu des renforts de tous les quartiers, et les forces de police, puis l'armée appelée en renfort. Peter J. Schmidt avait exprimé la solidarité totale de son parti, l'O.S.P., avec les ouvriers en lutte, dans son journal *De Fakkel*. Il avait été aussitôt arrêté et inculpé ainsi que les responsables du journal. C'est alors que l'aile droite du parti, dirigée par Jacques De Kadt et Sal Tas, avait pris publiquement position contre ce qu'elle appelait « l'aventurisme », le « romantisme » et le « goût du martyre » de la direction emprisonnée. L'indignation des militants avait contraint De Kadt et Sal Tas à quitter l'O.S.P. Les événements de Jordaan, sur le plan du mouvement de la classe, avaient été l'équivalent hollandais — le précédent — des émeutes de Brest et Toulon, et avaient poussé l'O.S.P. vers la gauche et vers la IV^e Internationale, levant les derniers obstacles à sa fusion avec le R.S.P.

(4) *Œuvres 5, janvier-juin 1935*, pp. 261-296.

(5) Le tournant politique était d'importance : l'O.S.P. avait de tout temps été un peu à la remorque du S.A.P. et avait été solidaire de son attitude dans l'éclatement du bloc des quatre. La prise de position de P. J. Schmidt dans son article de *De Nieuwe Fakkel*, abondamment citée dans le bulletin et dans *Unser Wort* du début septembre 1935, signifiait la rupture de la direction du R.S.A.P. avec le S.A.P.

camarade Adolphe (6) dans un bref document (7) démontrent abondamment que la L.C.I., au cours de ces années, a fait preuve, à l'égard du S.A.P., de la plus grande patience et de la plus extrême prévenance, c'est-à-dire également de la plus grande indulgence à l'égard de ses faiblesses centristes, et ce pour ne pas fermer la possibilité d'une collaboration ultérieure. A plusieurs reprises au cours de ces deux années, Bauer (8), par exemple, m'a personnellement demandé par lettre de rompre enfin avec les centristes et philistins incorrigibles du S.A.P. Malgré notre patience, malgré notre indulgence vraiment excessive pour sa susceptibilité centriste, on nous a ensuite accusés de part et d'autre de manquer de souplesse avec le S.A.P. Et nous avons également essuyé souvent semblables reproches de la part des camarades de l'O.S.P. Aussi l'article de Schmidt a-t-il la valeur d'une éclatante démonstration. Il démontre qu'avec la meilleure volonté de collaborer, celui qui a des principes révolutionnaires ne peut rien faire avec le S.A.P., du moins avec sa direction actuelle.

Le S.A.P., on le sait, épargne toute critique à ses alliés de droite. Il est pour eux un rempart sur leur gauche. Mais, au moment où le R.S.A.P. fait un pas pratique décisif vers la IV^e Internationale, non seulement le S.A.P. commence à critiquer violemment sa direction, mais encore il déchaîne un travail de fraction au sein de son « parti frère » pour l'arracher à la IV^e Internationale (9). Nous avons là une nouvelle confirmation de notre analyse : le S.A.P. ne combat que la gauche, et, sur sa droite, il ne connaît que l'accommodement. Voilà qui démontre sans équivoque son caractère centriste conservateur, orienté à droite.

(6) Rudolf KLEMENT, dit ADOLPHE (1910-1938), étudiant en philosophie, avait été secrétaire de Trotsky de mai 1933 à avril 1934, à Prinkipo, Saint-Palais, puis Barbizon. Il était secrétaire administratif du S.I. depuis juin 1934.

(7) Cette étude de Klement, intitulée « Le Pacte des Quatre et ses suites » était publiée dans le même bulletin que l'article de Trotsky ci-dessus.

(8) Erwin H. ACKERKNECHT, dit Eugen BAUER (né en 1906), médecin, ancien responsable de la section allemande dans la clandestinité sous Hitler, avait été secrétaire du S.I. à partir d'août 1933 et avait assumé les contacts avec la direction du S.A.P., notamment Walcher. Il avait rompu avec la L.C.I. au moment de l'entrée dans la S.F.I.O. et avait été admis dans les rangs du S.A.P. au mois de mars précédent.

(9) Trotsky reprend ici l'attaque lancée par P.J. Schmidt contre la « fraction sapiste » dans les rangs du R.S.A.P. Celle-ci était dirigée par Bladergroen (cf. n. 2), mais aussi par le vétéran Frans VAN DER GOES (1859-1939) et le dirigeant des jeunesses Johannes dit Jan MOLENAAR (1905-1942). Il est indiscutable que cette minorité était en liaison avec les dirigeants du S.A.P.

La partie la plus importante de l'article, par ailleurs capital, du camarade Schmidt, est constituée par la caractérisation qu'il fait de l'activité, ou plus exactement, de l'inactivité de l'I.A.G. Le camarade Schmidt n'est pas un « maudit trotskyste », ni un venimeux adversaire de cet organisme ; bien au contraire, il fait partie de ses fondateurs et en est actuellement le secrétaire général. Mais il constate que cette « communauté de travail » n'en est pas une, et qu'elle ne fait rien. Nous l'avions prévu et prédit. Ce n'est pas avec des fictions que l'on peut servir la classe ouvrière. Bien au contraire, il faut balayer les fictions pour libérer la voie vers la véritable IV^e Internationale.

« Dommage que nous ayons dépensé tant de forces à discuter avec le S.A.P. », nous dira quelque conciliateur au cœur tendre. Nous pensons le contraire. La lutte contre le S.A.P., c'est-à-dire la lutte contre son flou, son pacifisme vulgaire, l'ambiguïté de ses formules et de ses actes, constitue, pour toutes les tendances et organisations qui vont vers la IV^e Internationale, une école importante. Nous sommes convaincus que, à travers sa lutte contre le S.A.P., le R.S.A.P. ne pourra que gagner en clarté, en cohésion, en capacité de lutte. Mieux encore, cette lutte sera encore plus positive pour les éléments du S.A.P. susceptibles de se développer. En ce qui nous concerne, les textes hostiles, et également souvent calomnieux, des gens du S.A.P. contre nous ne nous empêcheront nullement de mener avec l'aile révolutionnaire de ce parti, si elle y apparaît réellement politiquement, la lutte commune pour la IV^e Internationale.

Le camarade Schmidt exprime également des critiques contre la L.C.I. (10). Ainsi qu'il en convient lui-même, sa critique a trait à des questions de tactique et d'organisation, pas à des questions de principe. Nous ne voulons pas toucher ici à ces remarques, faites en passant, et que nous tenons pour erro-

(10) Dans son article, Peter J. Schmidt donnait acte à Bladergroen que la L.C.I. était une « organisation avec une discipline rigoureuse pour ses sections » et que c'était la raison pour laquelle le R.S.A.P. ne l'avait pas rejointe. Il rappelait que l'O.S.P. et le R.S.A.P. avaient considéré que la L.C.I. avait commis une « faute grave » en ne participant pas en février à la conférence de l'I.A.G., signalait le désaccord des membres de l'ancien R.S.P. avec le « tournant français » et la condamnation par tous — ex-R.S.P. comme ex-O.S.P. — de la façon dont avait été exécuté ce tournant. Il rappelait également son hostilité personnelle à l'orientation de la L.C.I. vers le Labour Party en Grande-Bretagne. Mais il soulignait l'existence d'un objectif fondamental commun entre R.S.A.P. et L.C.I., séparés seulement par des divergences « organisationnelles et tactiques ».

nées. Nous ne considérons notre organisation que comme une partie constitutive de la IV^e Internationale qui se construit, et, si nous tenons à nos idées avec une certaine énergie, nous sommes par ailleurs prêts à apprendre avec application, même de nos alliés. Et toute l'histoire du mouvement ouvrier démontre que n'est capable d'apprendre que celui qui accorde une certaine valeur à ses propres idées.

[L'OEHLERISME ET L'EXPÉRIENCE FRANÇAISE] (1) (11 août 1935)

Chers Camarades,

J'ai reçu du camarade Swabeck (2) les motions et les procès-verbaux de votre plénum de juin. Inutile de dire que j'ai étudié ces importants documents avec toute l'attention qu'ils méritent. Vous avez ouvert une discussion sur toutes les questions litigieuses. Les remarques que je présente ici constituent ma contribution à votre discussion.

Je veux commencer par une analyse des motions du groupe Oehler (3), parce que les documents de ce groupe peuvent être considérés comme une pierre de touche. Le groupe

(1) *International Information Bulletin*, W.P.U.S., n° 2, septembre 1935. Lettre aux dirigeants de la section américaine, signée Trotsky, traduite de l'anglais.

(2) Arne SWABECK (né en 1890), né au Danemark, peintre en bâtiment, s'était syndiqué en 1909, puis avait travaillé en Allemagne, où il avait adhéré au parti social-démocrate, en 1912, puis en Roumanie, où il avait organisé un syndicat en 1914, et enfin aux Etats-Unis où il avait adhéré au P.S. en 1916, et aux I.W.W. en 1918. Il avait été membre du conseil ouvrier de Seattle, pendant la célèbre grève de 1919, puis avait dirigé l'organe de la fédération scandinave du P.S., le *Social-Democraten*. Membre de la direction du Communist Labor Party en 1919, il avait été à partir de 1920 organisateur du district de Chicago du P.C. et délégué à la Federation of Labor (de l'A.F.L.) de cette même ville. Il avait été élu en 1922 à la direction de l'Internationale syndicale rouge. Exclu en 1928, il avait fait partie du noyau de la C.L.A. En 1933, il avait séjourné en Allemagne, puis à Prinkipo. Il était secrétaire du Workers Party.

(3) Hugo OEHLER (né en 1903), militant ouvrier de Kansas City, adhérent du P.C. américain de la première heure, y avait été l'un des organisateurs ouvriers les plus remarquables : il avait notamment dirigé la fameuse grève des mineurs du Colorado avant de devenir l'un des dirigeants de la National Textile Union, un syndicat « rouge » qui ne manquait pas d'allant. Il avait défendu au sein du P.C. en 1930 les positions de l'Opposition de gauche, et, exclu, avait adhéré à la C.L.A. dont il était devenu l'un des dirigeants. Dès 1934, il avait animé sa propre fraction, hostile à la fusion avec l'A.W.P. qui avait donné naissance au Workers Party, puis avait mené la bataille de principe

Oehler propose « la condamnation de l'orientation de la L.C.I. ». La nouvelle orientation est le mieux représentée par la participation de notre section française à la S.F.I.O. opportuniste, qui est une section de la II^e Internationale.

La plupart des sections européennes ont été au début opposées au tournant effectué en France. La section française elle-même a scissionné sur cette question. Les premières objections formulées étaient les suivantes : a) c'est un renoncement au mot d'ordre de la IV^e Internationale, b) c'est une capitulation formelle devant les réformistes, c) notre section française ne pourra pas défendre ses idées à l'intérieur de la S.F.I.O., d) nos camarades seront peu à peu démoralisés par le milieu réformiste.

Nous, les partisans de l'entrée dans la S.F.I.O., nous leur répondions : « Tous ces dangers existent, mais nous avons aussi la possibilité de les combattre. Nous espérons bien que nos cadres sont suffisamment trempés, notre contrôle international suffisamment efficace, pour être assurés que notre section française demeurera fidèle à ses principes et gagnera en influence au sein de la S.F.I.O. » Tel fut le point de départ de cette discussion et de l'expérience elle-même. Depuis, il s'est écoulé presque une année — et quelle année !

Le plus élémentaire devoir de chaque marxiste est de dresser le bilan de cette expérience. Notre section française a-t-elle perdu en clarté et en vigueur révolutionnaire ? A-t-elle réellement commencé à employer des méthodes réformistes ? A-t-elle abandonné la lutte pour la IV^e Internationale ? A-t-elle

contre le « tournant français », avant de s'opposer à toute perspective d'« entrisme » aux Etats-Unis en dénonçant le « liquidationnisme » des dirigeants qui, comme Shachtman et Cannon, en entrevoyaient l'intérêt dans la crise qui secouait le P.S. et portait sa base vers la gauche. Pendant ces deux années, il avait construit une solide fraction dont les bastions se trouvaient à Pittsburgh et New York ; il avait à ses côtés Tom Stamm, le principal responsable de Cleveland, et l'émigré allemand Paul KIRCHHOFF, dit EIFFEL (1900-1972), un allemand qui avait été membre de la direction des I.K.D. à l'étranger et avait été solidaire de Bauer contre l'entrisme en 1934, avant de se fixer aux Etats-Unis en passant par l'Irlande. La fraction Oehler, convaincue que l'entrisme exprimait une volonté de liquidation, soupçonnait et accusait Cannon et Shachtman et réclamait en outre le droit pour elle-même de s'exprimer sur les points en discussion dans la presse du Workers Party. A. J. Muste, l'ancien dirigeant de l'A.W.P., qui était également hostile à l'entrisme, défendait les « droits démocratiques » de la fraction d'Oehler contre les menaces d'exclusion dont elle était l'objet. Au plénum de juin 1935 du W.P., la fraction Oehler, Muste et l'ancien dirigeant de la C.L.A. Martin Abern, avaient conclu un bloc « sans principe », selon Trotsky, contre Cannon-Shachtman. En outre, Oehler avait pris position contre la « Lettre ouverte » et les modalités de sa signature.

affaibli ses mots d'ordre ? S'est-elle rapprochée des masses, ou, au contraire, en a-t-elle été isolée ? Cela semble incroyable, mais c'est pourtant un fait : le groupe Oehler ne se pose même pas ces questions. Il n'y a pas dans ses motions la moindre tentative d'analyser ou de critiquer l'action de notre section française. Il condamne le tournant en soi — pas l'activité ou les résultats, mais le tournant — sans prendre en considération les réalités de la lutte des classes.

Or, tout camarade qui connaît les faits et les documents doit reconnaître que a) *La Vérité* est le journal le plus révolutionnaire, le plus marxiste, de notre presse internationale tout entière — non pas parce qu'elle a le meilleur comité de rédaction, mais parce que ce petit journal reflète les luttes de masses dans une situation très tendue, b) les mots d'ordre des bolcheviks-léninistes français ont tous été confirmés par les événements et ont rencontré dans le pays un grand écho, c) le groupe adulte qui n'a qu'à peine touché la province a rassemblé plus de 2 000 voix sur une motion marxiste au congrès de Mulhouse (4), d) le groupe des jeunes domine deux des secteurs les plus importants, la Seine et la Seine-et-Oise, c'est-à-dire Paris et ses environs, entraînant avec lui des groupes qui, hier encore, étaient hostiles comme Fred Zeller (5), etc. On peut évaluer à 6 ou 7 000 le nombre de ceux qui, dans le parti socialiste, sont influencés par notre jeunesse, e) par l'intermédiaire des organisations socialistes, nos camarades se sont assurés des contacts beaucoup plus solides avec les milieux stalinien, syndicaliste et autres. Les gains réalisés ainsi à l'extérieur du parti socialiste apparaîtront dans un proche avenir sous une forme qui ne laissera de place à aucun doute, f) les liaisons internationales de notre section française sont plus solidement

(4) La motion commune G.B.L.-Lutte de classes (le groupe Naville) avait recueilli 105 « mandats nationaux » — correspondant en gros à 2 000 voix — dont 45 dans la seule fédération de la Seine, ce qui était assez considérable pour un groupe entré à l'automne 1934 avec sans doute moins d'une centaine de militants.

(5) La tendance des « jeunesses socialistes révolutionnaires » avait été créée par Fred Zeller, avec l'assentiment et même les encouragements de la direction nationale de la S.F.I.O. afin de barrer la route aux B.L. en proposant aux jeunes une voie qui n'était ni « le réformisme », ni le « bolchevisme ». Mais l'expérience de Fred Zeller avec les dirigeants des J.C. russes — qui avaient ni plus ni moins proposé de l'acheter pour qu'il mène la politique de Front populaire — et avec la direction de la S.F.I.O., avait et allait accélérer son évolution vers les bolcheviks-léninistes. (Voir sur ce point les chapitres correspondants dans ses mémoires intitulés *Trois Points, c'est tout*, et le procès-verbal de sa rencontre avec Kossarev et Tchomodanov dans la *Vérité* du 21 juin 1935.)

nouées que jamais, et elle mène sans relâche le combat pour la IV^e Internationale.

Le camarade Oehler ignore-t-il ces faits ? Ferme-t-il délibérément les yeux dessus, afin de préserver intactes ses formules ? Que signifie une telle attitude ? Elle n'a, en tout cas, rien à voir avec le marxisme, lequel ne consiste pas à jouer avec les formules, mais à analyser la réalité. Il semblerait qu'Oehler ne veuille pas des succès révolutionnaires parce qu'ils ont été obtenus par la voie qu'il avait combattue. Périsse la révolution pourvu que triomphent les préjugés d'Oehler ! Quelles idées Oehler oppose-t-il à l'expérience française ? Ne doit-on jamais, dans aucune condition, travailler dans les partis réformistes ?

Par ailleurs, dans sa motion sur le P.S., il reconnaît la nécessité d'un « travail de fraction dans la II^e et la III^e Internationales ». Est-il « normal » qu'un parti révolutionnaire ait ses fractions dans des partis réformistes ? La fraction est soumise aux statuts du parti réformiste. N'est-ce pas une capitulation ? Si le travail de la fraction se développe bien, elle peut devenir trois ou quatre fois plus grande qu'une organisation indépendante. Ne serait-ce pas là une capitulation des deux tiers ou des trois quarts d'une organisation ? Oehler peut nous répondre : « Mais une organisation indépendante dirige la fraction et assure ainsi la justesse de sa politique ! » Mais notre section française était et est encore sous le contrôle de notre organisation internationale. Il semble qu'Oehler l'ait oublié. Ou bien est-ce que le contrôle n'a pas été satisfaisant ? Pourquoi alors Oehler n'a-t-il pas signalé les fautes commises par la section française ? Pourquoi la prive-t-il de sa critique et de ses conseils ? Parce qu'il ne veut rien savoir, ni des succès, ni des erreurs de notre section française. Il est comme un homme qui refuserait obstinément de marier sa fille à un homme excellent sous tous rapports, parce que ce dernier aurait eu le malheur de naître bâtard. Néanmoins l'entrée dans la S.F.I.O. repose sur une base absolument identique à celle de la formation de fractions dans la II^e et la III^e Internationales. Ces faits démontrent que nous n'avons pas encore de partis révolutionnaires, pleinement formés et jouissant de la confiance des masses. Il s'agit précisément de construire ces partis, et, pour y arriver, il faut appliquer la méthode qui correspond aux conditions sociales et politiques données et non à des formules supra-historiques.

De toute façon, quiconque parle de la capitulation de la section française devant les réformistes utilise des calomnies pour les besoins de sa lutte fractionnelle.



Le groupe Oehler a proposé de rejeter le projet de « Lettre ouverte » présenté par le S.I. A ce texte, il oppose six lignes qui sont de vagues sous-titres de chapitres non rédigés. Nous aurions tous été heureux de disposer d'un projet meilleur, mais cette façon de rejeter en bloc un texte élaboré par notre centre international et de proposer à sa place quelques phrases sans contenu est tout à fait indigne d'un marxiste. La légèreté et le superficiel ne sont pas des vertus révolutionnaires.

Le groupe Oehler propose de mettre au bas de la « Lettre ouverte » un certain nombre de signatures, dont celle du S.A.P., mais d'en exclure celle de notre section française (6). Ce qu'est le S.A.P., nos camarades américains le savent suffisamment par l'article qui commence à la page 129 du numéro de juillet de *New International* (7). Vous recevrez presque en même temps que cette lettre un article du camarade Schmidt, président du R.S.A.P. hollandais, qui démontre que le S.A.P. mène en ce moment une lutte fractionnelle acharnée au sein du R.S.A.P. contre la IV^e Internationale (8). Les dirigeants de nos camarades des Jeunesses socialistes en France ont été exclus de la S.F.I.O. parce qu'ils y luttaient pour la IV^e Internationale, et le camarade Oehler insiste pour la signature du S.A.P. et rejette celle de la section française !

Mais il va plus loin encore en prenant la défense du bureau international de Stockholm. Il affirme dans sa motion que « le bureau des jeunesses Stockholm-Oslo auquel est affilié la Spartacus Youth League des Etats-Unis (9) est l'unique organisation de jeunesse qui soit pour la IV^e Internationale, et doit être défendu et développé aussi bien sur le plan théorique que celui de l'organisation ». Alors qu'en fait toute la crise de ce bureau est due à ce que la majorité en est ouvertement hostile à la IV^e Internationale.

Nous connaissons l'attitude du S.A.P. Le groupe suédois est plus à droite encore. Il a transmis son mandat au groupe norvégien Mot Dag, qui est composé d'une centaine d'intellec-

(6) Oehler voulait exclure le G.B.L. des éventuels signataires en tant que groupe appartenant à un parti réformiste.

(7) « Alchimie centrisme ou marxisme », *Œuvres* 5, janvier-juin 1935, pp. 261-296.

(8) Il s'agit de l'article « Sur les relations du R.S.A.P. avec la L.C.I. et le bureau d'Amsterdam », *De Nieuwe Fakkel* 6 août 1935, dont on a lu ci-dessus, pp. 122-126, la présentation par Trotsky.

(9) La Youth Spartacus League était l'organisation de jeunesse du W.P.U.S.

tuels réformistes qui ont pleinement approuvé le ministérialisme bourgeois et la déclaration de Staline (10). La proposition de déléguer au bureau de Stockholm un représentant de la jeunesse hollandaise et un de la jeunesse française est rejetée par Oehler comme « arbitraire » (11). Il croit de toute évidence que le *Mot Dag* a bien plus sa place au bureau que la jeunesse révolutionnaire de Paris. Oehler redoute qu'un mode de représentation plus conforme au rapport de forces réel ne provoque une scission au sein du bureau de Stockholm. C'est qu'Oehler a peur de la scission avec les opportunistes avérés et les ennemis déclarés de la IV^e Internationale. Mais il n'a pas peur du tout de la scission avec les bolcheviks-léninistes. Il réclame la signature de Vereeken, qui a rompu avec notre organisation internationale (12), mais rejette celle de la section française qui lui est restée fidèle, de même qu'il rejette, naturellement, celle de la section belge, qui est en train de réaliser en ce moment de considérables progrès (13).

Comment expliquer le fait qu'un représentant de la « gauche » intransigente comme Oehler se transforme soudain en défenseur du S.A.P. et de la majorité opportuniste du bureau de Stockholm, contre les sections des bolcheviks-léninistes ? Mais enfin, de quel côté de la barricade est-il, Oehler ? Il faudra bien éclaircir ce point, parce que nous avons déjà vu le cas de Bauer, qui défendait la IV^e Internationale contre notre capitulation devant la II^e, et qui a fini comme membre et agent du S.A.P. dans sa misérable lutte contre la IV^e Internationale.

Dans la même motion, Oehler exige que la jeunesse socialiste d'Espagne soit représentée dans le bureau. Mais ces jeunes-là appartiennent elles aussi à un parti de la II^e Internationale. Elles sont infiniment moins avancées que notre jeu-

(10) Le groupe *Mot Dag* (L'Aube), originaire du D.N.A., avait été quelque temps dans le P.C. norvégien puis avait repris son indépendance. Depuis la grave maladie de son principal animateur, Erling Falk, et l'arrivée du D.N.A. (parti ouvrier norvégien) au gouvernement, il évoluait vers la droite : il avait, par exemple, refusé de condamner l'entrée des dirigeants du P.O.B. dans le gouvernement d'union nationale belge, et penchait pour la défense nationale sous couleur d'antifascisme. Groupe minuscule, il n'était membre du bureau des jeunes que parce que la jeunesse du parti suédois de Kilbom s'était dessaisie à son profit du mandat qu'elle avait reçu de la conférence des jeunes de 1934.

(11) Cette proposition, on le sait, émanait de Trotsky.

(12) Le groupe Spartacus, dirigé par Georges Vereeken, qui avait rompu en avril avec la L.C.I., allait effectivement signer la « Lettre ouverte ».

(13) L'argument de Oehler était qu'on ne pouvait être en même temps affilié à un parti membre de la II^e ou de la III^e Internationale, et signer un appel pour la IV^e.

nesse française. Elles se sont déclarées pour la IV^e Internationale sans en tirer les conséquences nécessaires (14). Nous sommes naturellement tous prêts à faire tout notre possible pour les amener à la IV^e Internationale, mais la simple phrase dans la motion d'Oehler n'y suffira pas. Il faudra du travail. La crise du bureau de Stockholm est ouverte. En rejetant la candidature d'un représentant français, qui constitue une candidature réelle et digne de foi, au profit d'une candidature espagnole qui est purement imaginaire et spéculative, Oehler manifeste non seulement son animosité contre la section française qui est à la pointe du combat, mais aussi son incroyable légèreté dans des questions dont dépend l'ensemble de notre lutte pour la IV^e Internationale.

Je me réserve le droit d'ajouter à cette lettre une ou deux lettres supplémentaires aussitôt que possible.

(14) Pendant un certain temps, on avait généralement cru que la direction des J.S. espagnoles inclinait vers les points de vue de Trotsky auquel elle rendait bruyamment hommage, et elle s'était prononcée pour la construction d'une IV^e Internationale. C'est pourtant vraisemblablement vers cette époque — et plus précisément à l'occasion d'un séjour en U.R.S.S. — que ses dirigeants, autour de Santiago CARRILLO (né en 1916), optèrent pour l'« unité organique » et décidèrent de combattre pour la « bolchevisation » du parti socialiste, jouant désormais, sans ambiguïté le rôle d'alliés, sinon d'instruments de l'I.C.

[UN CANCER DANS LE WORKERS PARTY] (1) (12 août 1935)

Chers Camarades,

J'ai mentionné dans ma première lettre qu'à l'époque du « tournant » français la grande majorité des sections européennes s'y étaient opposées. Mais l'expérience a été si éloquente, si frappante, que l'écrasante majorité des camarades ont reconnu depuis que ce tournant était juste. Le groupe Naville est non seulement entré depuis dans la S.F.I.O., mais il est revenu au sein du groupe bolchevik-léniniste (2). L'unité de l'ancienne Ligue est entièrement rétablie, si on ne tient pas compte du groupe insignifiant de Lhuillier (3). Ce n'est cependant pas l'unité de l'ancienne Ligue qui constitue le fait décisif,

(1) *International Information Bulletin*, W.P.U.S., n° 2, septembre 1935. Lettre signée Trotsky adressée au comité national du W.P.U.S., traduite ici de l'anglais.

(2) Pierre Naville (cf. n. 1, p. 80) avait été l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche en France, dirigeant de la Ligue communiste pendant plusieurs années. Il s'était opposé aux méthodes employées pour imposer l'entrée dans la S.F.I.O. à la section française dont il critiquait vivement le « régime interne ». Il avait fait scission au moment de l'entrée et constitué le G.C.I. qui publia *La Lutte de Classes* peu après être entré à son tour dans la S.F.I.O. Le G.C.I. et le G.B.L. avaient combattu ensemble dans la préparation du congrès de Mulhouse et avaient fusionné peu après.

(3) René LHUILLIER (1909-1968), ouvrier coiffeur, avait quitté le P.C. en 1928. Il avait rejoint ensuite l'Opposition de gauche en France et la ligue communiste. En 1934, il s'était, comme Bauer, opposé à l'entrisme par principe et avait rompu avec la section française lors de l'entrée de cette dernière dans la S.F.I.O. Il avait alors autour de lui un petit groupe de militants qui éditaient *Le Prolétaire d'Avant-garde*. En février 1935, son groupe avait fusionné avec l'union communiste — éditant elle-même *l'Internationale* — issue, elle, de la scission de 1933 et de l'opposition des militants rassemblés autour du « groupe juif » au tournant vers de nouveaux partis et vers la nouvelle Internationale. Cette fusion avait été brève et chacun des deux groupes avait repris son indépendance en mai 1935. Au moment où Trotsky écrivait ces lignes, Lhuillier se préparait à entrer à son tour à la S.F.I.O... où il devait rester.

mais son rôle nouveau. D'un groupe de propagande de quelques 200 membres, jeunes compris, elle s'est transformée en un facteur révolutionnaire qui exerce, directement ou indirectement, une influence sur la classe ouvrière du pays (4). On peut dire sans la moindre exagération, que le poids spécifique de notre section française au sein du mouvement ouvrier en France est infiniment supérieur à celui des partis hollandais ou américain (5) dans les mouvements de leurs pays respectifs. Cela veut dire qu'un progrès a été réalisé en France. La situation a changé non seulement d'un point de vue quantitatif, mais d'un point de vue qualitatif.

Le destin de l'Europe entière, et, dans une certaine mesure, celui du monde entier, sont en train de se jouer aujourd'hui en France. Ce fait objectif double et triple l'importance du travail de notre section française. Quel est le devoir élémentaire de toutes les autres sections ? D'accorder la plus grande attention à l'activité du groupe bolchevik-léniniste en France, d'être solidaires de lui et de lui apporter leur soutien matériel et moral. Ce devoir international est d'autant plus impératif et urgent si l'on considère que la bureaucratie réformatrice — la main dans la main avec la clique stalinienne, laquelle n'épargnera dans ce but ni efforts ni argent — vient d'engager contre le groupe bolchevik-léniniste une guerre d'extermination. Un nouveau chapitre est en train de s'ouvrir. Cette année de travail dans la S.F.I.O. ouvre des possibilités nouvelles pour un parti révolutionnaire indépendant. Tous les camarades du groupe bolchevik-léniniste en sont d'accord. Naturellement, il faut savoir comment agir, et aussi comment manœuvrer afin de créer un parti indépendant dans les circonstances les plus favorables possibles. Telle est la tâche de la nouvelle période.

Or, au lieu de soutenir de toutes ses forces notre section française, le groupe Oehler s'emploie à minimiser, à dénigrer et même à calomnier nos camarades français. Je ne désire pas le moins du monde envenimer l'atmosphère de la discussion dans le Workers Party, mais je dois dire franchement que

(4) La section française comprenait en août 1934, avant l'« entrée », 113 membres ; en août 1935, un an après, elle en comptait 317 et était en outre implantée dans deux fois plus de localités. Dans la seule région parisienne, ses effectifs étaient passés en un an de 58 à 190 militants. Ces chiffres ne rendent pas compte de l'influence incontestable des B.L. dans les rangs des Jeunesses. Le *Temps* en juillet 1936, évaluera à un peu plus de 600 le nombre des militants — dont 350 dans la région parisienne — organisés dans le G.B.L. et la J.S.R.

(5) Le W.P.U.S. comptait 2 000 militants environ et le R.S.A.P. un peu moins de 5 000.

l'attitude d'Oehler et de ses confrères ressemble pour nous beaucoup à celle de briseurs de grève.

Dans ma lettre aux camarades polonais, j'ai brièvement caractérisé les premiers succès de notre section belge (Lesoil) (6). J'ai souligné le fait que la gauche du parti socialiste est plus ou moins passée sous l'influence de nos camarades ou au moins de nos idées, dans le pays tout entier, à l'exception de Bruxelles. Bruxelles est la seule ville dans laquelle la section locale de l'ancienne Ligue était sous l'influence de Vereeken et soit restée avec lui après la scission. Nous avons là une expérience qui est presque chimiquement pure dans sa clarté. Dans ce qui est le centre même de l'activité de Vereeken, l'aile gauche du parti socialiste est tout entière passée sous l'influence du Dr Marteaux, l'agent stalinien dans le P.O.B. (7). Peut-on trouver preuve plus flagrante de l'absolue stérilité du sectarisme ? Tandis que Vereeken recrute à grand-peine ici ou là, une poignée de jeunes intellectuels et de jeunes ouvriers isolés, le groupe de Lesoil — notre section — est en train d'influencer de façon active le développement de la gauche dans le parti socialiste et les Jeunes Gardes socialistes.

Je ne veux pas du tout dire par là que nos camarades américains doivent simplement reproduire l'expérience française ou belge aux Etats-Unis. La différence entre les conditions existantes est visible à l'œil nu. La fusion de deux organisations indépendantes vous a ouvert de grandes possibilités. Aucune tendance dans vos rangs ne propose l'entrée dans le parti socialiste. Il fait partie intégrante de votre tâche d'organisation indépendante de savoir de quelle façon influencer, directement et systématiquement, le développement de la gauche dans le parti socialiste. Au cours des premiers mois de

(6) Léon LESOIL (1892-1942), travailleur des mines de Charleroi, ancien dirigeant du P.C. belge puis de la section belge de l'Opposition de gauche. Il avait été, à partir de 1934, partisan de l'entrisme dans le P.O.B. qui avait été réalisé au début de l'année.

(7) L'*Action socialiste* belge venait de vivre une succession de crises. La première au printemps à la suite de l'entrée dans un gouvernement d'union nationale de son principal dirigeant, Paul-Henri Spaak. La seconde avait éclaté à propos de la question de la défense nationale, l'un des dirigeants bruxellois, le Dr Marteaux, ayant emboîté le pas au P.C. à la suite du tournant de l'I.C. (Cf. n. 6, p. 59). Le Dr Marteaux, secrétaire de rédaction de l'*Action socialiste*, continua à publier ce journal que diffusaient également les militants du P.C. et qui devint le porte-parole de la politique du Front populaire. La gauche, avec Walter Dauge, commença la publication de l'*Action socialiste révolutionnaire*. Pour Trotsky, il était significatif que l'aile stalinienne ait conquis la majorité de la gauche du P.O.B. à Bruxelles, où elle avait en face d'elle le groupe de Vereeken, et qu'elle ait échoué partout ailleurs face aux « entristes » alliés à Dauge et ses camarades.

1917, le parti bolchevique représentait une force bien plus considérable que le Workers Party aujourd'hui. Néanmoins il entretenait de façon permanente des relations suivies avec la gauche du parti menchevique et, à l'occasion, a même fait liste commune aux élections municipales de Petrograd avec les mencheviks de gauche (groupe Larine (8)). A la même époque, en accord avec Lénine, je suis resté dans l'organisation des Internationalistes afin de pouvoir l'amener tout entière à la fusion avec le parti bolchevique. Un congrès de fusion a été convoqué en juillet 1917. En avril, Lénine a pris la parole à la conférence menchevique. Au congrès de fusion de juillet, un représentant de la gauche du congrès menchevique a fait un discours de salut, etc. L'intransigeance bolchevique est indissolublement liée à la compréhension du processus réel à l'intérieur des organisations ouvrières, à la capacité de l'influencer, à la souplesse dans la manœuvre vis-à-vis des groupes et même des individus.

Par ailleurs, le sectaire veut avoir son mouvement ouvrier à lui. Il pense qu'en répétant des formules magiques, il va obliger une classe tout entière à se grouper autour de lui. Mais, au lieu d'ensorceler le prolétariat, il n'arrive jamais qu'à démoraliser et disperser sa propre secte.

Je ne puis à cette distance exprimer mon opinion sur les initiatives pratiques à mettre en œuvre vis-à-vis des partis socialiste et stalinien. D'Europe, je vois malheureusement beaucoup moins clair en Amérique, que le camarade Oehler d'Amérique en Europe. C'est pourquoi je préfère observer une certaine prudence plutôt que de donner un conseil qui pourrait se révéler mauvais. Mais je suis tout à fait d'accord avec les camarades Cannon et Shachtman (9) quand ils disent qu'il est

(8) Iouri LOURIE, dit Michel LARINE (1882-1932) avait été avant la guerre l'un des dirigeants des mencheviks liquidateurs ; internationaliste pendant la guerre, il avait rejoint le parti bolchevique en été 1917.

(9) James P. CANNON (1890-1974), ancien militant des I.W.W., avait été l'un des pionniers du communisme aux Etats-Unis et le chef d'une de ses fractions « historiques ». En 1928, il était passé sur les positions de l'Opposition de gauche qu'il avait fondée aux Etats-Unis. Max SHACHTMAN (1903-1972) avait été membre du comité national du P.C. américain, puis, avec Cannon et Martin Abern, l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche. Dirigeant du C.L.A. et ensuite du W.P.U.S., il était presque l'égal de Cannon, mais se spécialisait dans les questions internationales. Cannon et Shachtman étaient d'accord pour observer attentivement les développements à l'intérieur du parti socialiste américain où la « vieille garde » réformiste était en butte aux attaques incessantes de l'aile gauche — les « Militants » —, et se refusaient pour le moment à exclure une initiative « entriste ».

impossible de faire une politique léniniste en direction du P.S. et de son aile gauche « dans une ambiance d'hystérie au sujet du danger inexistant qu'un examen réaliste de la dynamique du développement du parti socialiste constitue la préparation de la capitulation devant lui » (10).

J'ai lu avec attention les procès-verbaux de votre plénum, et avec une certaine horreur ceux de votre commission de contrôle. On y respire un peu comme une atmosphère de cauchemar en lisant ce qu'on y dit des soupçons et des rumeurs infâmantés dirigées contre des camarades qui combattent depuis longtemps pour les idées de la lutte prolétarienne révolutionnaire. De telles méthodes ne peuvent que paralyser et démoraliser le parti s'il n'y est pas mis fin une fois pour toutes par la volonté de tous.

Comment se fait-il que les camarades Oehler, Stamm et autres (11) aient recours à semblables moyens ? Nous avons connu en France un cas analogue avec Bauer qui, non content de combattre politiquement le « tournant », est tout à coup devenu la source intarissable de soupçons, d'accusations et même d'incroyables calomnies lancées contre nous tous. Et cependant Bauer est un homme honnête, sincère, dévoué au socialisme. Son malheur est d'être un sectaire maladif. Un homme comme lui peut être tranquille et amical aussi longtemps que la vie de son organisation continue à tourner dans un cercle familial. Mais malheur si les événements produisent un changement radical ! Le sectaire ne reconnaît plus son monde. Toute la réalité se dresse contre lui, les faits eux-mêmes le narguent et il leur tourne donc le dos et se nourrit de rumeurs, de soupçons, de fantasmes. C'est ainsi qu'il devient une source de calomnies sans être lui-même un calomniateur. Il n'est pas malhonnête. Il est seulement en conflit irréductible avec la réalité.

Les camarades Weber et Glotzer (12) accusent le groupe Cannon de se comporter avec Oehler de façon trop brutale et trop bureaucratique. Je ne puis me prononcer sur cette accusation, car je n'ai pas pu suivre le développement de la

(10) Telles étaient les accusations lancées en effet par la fraction Oehler contre Cannon et Shachtman.

(11) Tom STAMM (né en 1907), militant ouvrier de New York, organisateur de Cleveland, était le bras droit de Oehler.

(12) Louis JACOBS, dit Jack WEBER, ou A. ROLAND (né en 1896), membre de l'Opposition de gauche depuis 1930 et dont la compagne, Sara, avait été secrétaire de Trotsky à Prinkipo et Saint-Palais. animait à cette époque au sein du W.P.U.S. une tendance dite « conciliatrice »

lutte. *A titre d'hypothèse*, je peux reconnaître qu'il est possible qu'il y ait une certaine précipitation de la part des camarades dirigeants. Ce serait naturellement une erreur que de vouloir liquider par des mesures d'organisation un groupe d'opposition avant que l'écrasante majorité du parti ait eu la possibilité de comprendre pleinement l'inconsistance et la stérilité de ce groupe. Il arrive souvent que les dirigeants s'impatientent quand ils cherchent à écarter un obstacle sur la voie de l'activité du parti. Dans pareil cas, c'est le parti qui peut et doit corriger la précipitation de ses dirigeants, car ce ne sont pas seulement les dirigeants qui éduquent le parti, mais aussi le parti qui éduque les dirigeants. C'est en cela que consiste la salubre dialectique du centralisme démocratique.

Mais les camarades Weber et Glotzer ont décidément tort quand ils mettent sur le même plan les « erreurs » d'Oehler et celles de Cannon. Le sectarisme est un cancer qui menace l'activité du Workers Party, qui le paralyse, qui envenime ses discussions, qui interdit de courageuses interventions dans la vie des organisations ouvrières. Je veux espérer qu'une intervention chirurgicale ne sera pas nécessaire. Mais, précisément, pour éviter des exclusions, il faut frapper impitoyablement le groupe Oehler par une décision d'une majorité écrasante. C'est là la condition préalable de tout succès possible du Workers Party à l'avenir. Nous voulons tous qu'il demeure indépendant, mais, avant et par-dessus tout, indépendant du cancer qui est en train de le ronger.

qui disait combattre à la fois les positions « sectaires » de la fraction Oehler et les « méthodes d'organisation » de Cannon-Shachtman. Albert M. GLOTZER (né en 1908), sténographe à Chicago, ancien dirigeant des J.C., faisait partie du noyau fondateur de la C.L.A., avait rendu visite à Trotsky à Prinkipo et était l'un des dirigeants « conciliateurs ».

**[UN APPEL
AUX CAMARADES OEHLERISTES] (1)**
(13 août 1935)

Chers Camarades,

Je vous envoie ci-joint un exemplaire de *Révolution* (2), dans lequel souffle en vérité le véritable esprit de la révolution. Vous remarquerez que le comité exécutif des jeunes socialistes de la Seine, exclus du parti, conserve le soutien, non seulement de Paris, mais d'autres sections du pays. Vous verrez qu'il demeure tout à fait fidèle à notre drapeau et qu'il mène une vigoureuse campagne contre le social-patriotisme et la collaboration de classes.

Ce petit exemplaire — un numéro spécial — consacré à la révolte de Toulon, Brest et Le Havre, a été saisi par la police. Mais 5 000 exemplaires ont été diffusés et la police n'a réussi à en prendre que deux. Notre groupe bolchevik-léniniste a placardé dans Paris des affiches pour une grève générale et contre l'union sacrée. Ces affiches ont été systématiquement lacérées en même temps par les staliniens, les fascistes et la police.

J'espère que vous reproduirez dans *New Militant* ou *Young Spartacus* (3) ce que j'ai souligné au crayon rouge.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre à la direction du W.P.U.S. traduite ici de l'anglais.

(2) *Révolution* avait initialement paru en tant qu'organe de l'Entente des jeunesses socialistes de la Seine, sous la direction du B.L. David Rousset. Le comité national mixte de la S.F.I.O. avait fait suspendre sa parution en invoquant ses prises de position sur le défaitisme révolutionnaire et la dictature du prolétariat. S'inclinant sur le plan de la discipline formelle, le comité de rédaction avait continué la publication de *Révolution* en tant qu'organe indépendant de l'Entente. L'influence grandissante de *Révolution* était sans doute l'un des facteurs qui avaient amené les dirigeants de la S.F.I.O. à prendre des mesures d'exclusion. Mais *Révolution* restait aux mains des exclus et de l'Entente dissoute par le parti S.F.I.O., c'est-à-dire des B.L. et de leurs proches sympathisants.

(3) *New Militant* était depuis décembre 1934 l'hebdomadaire du W.P.U.S. et *Young Spartacus* l'organe de ses jeunesses.

J'attire également votre attention sur les articles de la page 2, « L'Entente continue » et « Aux membres du P.C. ». Je vous demande de montrer ce journal à tous les camarades qui se déclarent solidaires d'Oehler. Je voudrais voir s'ils continueront alors d'accuser nos camarades français de capitulation et de trahison.

Camarades oehleristes ! Tournez de 180° dans votre attitude sur la question française ! Mettez-vous au travail pour dire aux ouvriers américains avec quel courage et quel dévouement combattent les bolcheviks-léninistes de France. Nous serons heureux d'oublier très vite vos reproches immérités et vos accusations injustes. Vous retrouverez votre place de combat dans nos rangs internationaux. Mais si vous persistez dans votre attitude parfaitement insoutenable, vous serez pour longtemps perdus pour le mouvement révolutionnaire.

[IL FAUT UNE LUTTE IMPLACABLE CONTRE L'OEHLERISME] (1)

(13 août 1935)

Chers Camarades Weber, Abern et Glotzer (2),

J'ai lu attentivement tous les documents, thèses, procès-verbaux du plénum et toutes vos lettres. Ce que je supposais est devenu maintenant une conviction absolue. Tous les marxistes, tous les révolutionnaires authentiques doivent s'unir dans une lutte implacable contre l'oehlerisme.

C'est réellement un insupportable scandale qu'au moment où notre section française combat sur tous les fronts avec un courage admirable et fait des progrès remarquables, qui nous ouvrent une perspective entièrement nouvelle, qu'une partie du W.P. s'occupe à diffamer nos camarades français par des accusations et des calomnies ignobles. Nous avons le droit d'exiger réparation, c'est-à-dire une condamnation impitoyable du groupe Oehler par une majorité de ce parti.

Je crois qu'au nom de nos principes communs vous devez, en dépit de tous les conflits passés et des divergences secondaires, effectuer un rapprochement avec le groupe Cannon-Shachtman-Swabeck (3). Pour améliorer le régime dans le

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. La traduction française a été établie sur une traduction anglaise de l'original dicté en allemand.

(2) Sur J. Weber et A. M. Glotzer, cf. n. 12 pp. 138 et 139. Martin ABERN (1898-1943), militant des jeunesses socialistes en 1912, des I.W.W. en 1916, était au moment de la révolution russe secrétaire du parti socialiste américain du Minnesota. Membre du P.C. dès sa fondation, il avait été élu à son comité exécutif en 1920, avait été délégué en 1922 au congrès de l'I.C., puis avait été secrétaire national des jeunesses. Collaborateur de Cannon à partir de 1925, il avait organisé avec lui l'Opposition de gauche, puis la C.L.A. Il était considéré comme un organisateur de talent, mais aussi comme l'animateur d'un « groupe » que ses adversaires qualifiaient de « clique » et dont le ciment était l'hostilité au « régime de Cannon ». Au plénum de juin, il avait fait bloc avec Oehler et avec Muste contre Cannon-Shachtman (cf. n. 3).

(3) Sur Swabeck, cf. n. 2, p. 127. Sur Cannon et Shachtman, n. 9, p. 137.

parti, il est nécessaire que le parti en tant que totalité intervienne, et, pour le faire avec succès, il doit être affranchi du sectarisme sans scrupules. Je vous supplie de vous ressaisir et de prendre les mesures nécessaires vers un rapprochement.

Je conserve vis-à-vis de vous trois mes sentiments les plus sincères et confiants.

**[POUR UNE RÉCONCILIATION
SUR LES PRINCIPES] (1)**
(13 août 1935)

Cher Camarade Swabeck,

J'ai reçu votre lettre du 1^{er} août et la déclaration de Cannon-Shachtman-Swabeck sur la situation dans le W.P. Je viens juste d'envoyer deux lettres traitant de la question qui constitue le contenu principal de votre déclaration. Sans m'engager naturellement dans des questions secondaires sur lesquelles je ne suis naturellement pas en position d'avoir des opinions précises. Je suis entièrement d'accord avec vous sur la question primordiale — le rôle nuisible du sectarisme, représenté de façon particulièrement nuisible par le groupe Oehler.

Je crois que vous devez gagner les camarades Weber, Glotzer et Abern à l'action commune par le moyen d'explications franches et mutuellement amicales. Je leur ai écrit dans le même sens. Puisque vous êtes plus forts et puisque vous êtes à la direction, vous pouvez, permettez-moi de vous le dire, faire le premier pas vers une réconciliation au nom des principes communs. S'il y a eu de votre part quelques erreurs dans la façon de procéder (c'est tout à fait possible et même inévitable qu'il y en ait eu), il faut que vous les reconnaissiez ouvertement afin de frapper les bases même des accusations dressées aujourd'hui contre le « régime ». Une semblable déclaration de votre part ne peut que renforcer l'autorité de la direction. Je vous assure que Lénine a toujours agi ainsi. Vous avez raison en ce qui concerne la politique. Vous pouvez faire des concessions, et même des concessions considérables, en ce qui concerne la forme.

Je ne suis pas en mesure de vous donner un quelconque conseil en ce qui concerne le camarade Muste (2), puisque,

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre traduite de l'anglais.

(2) Abraham Johannes MUSTE (1885-1967), pasteur protestant méthodiste, avait rejoint le mouvement ouvrier à travers son action de

malheureusement, je ne le connais pas. Mais je crois que nous avons le plus grand intérêt à préserver son autorité qui est le bien commun du parti et du mouvement international. Je suis certain que vous êtes du même avis et que vous avez agi conformément à cela.

Je joins un bref supplément à mes lettres précédentes, destiné à l'attention de tous les camarades (3).

solidarité avec les grévistes de Lawrence en 1919. Il avait été ensuite pendant une dizaine d'années directeur pédagogique du collège ouvrier de Brookwood qui avait formé nombre de militants et cadres du mouvement syndical. En mai 1929, il avait fondé le Committee for Progressive Labor Action (C.P.L.A.) qui était devenu en 1934 l'American Workers Party, organisateur de « ligues » de chômeurs et d'actions de grève (Toledo, 1934), et qui comptait dans ses rangs des intellectuels de qualité et des militants syndicaux expérimentés. L'A.W.P. avait fusionné en décembre 1934 avec la C.L.A. ce qui avait donné naissance au Workers Party of United-States.

(3) Cf. pp. 140-141.

**[RÉFLEXIONS
SUR LA SITUATION ALLEMANDE] (1)**
(19 août 1935)

Chers Camarades,

J'arrive rarement maintenant à lire des journaux allemands. Je tire mes informations sur les affaires intérieures allemandes essentiellement des journaux étrangers. Aussi ai-je beaucoup de réserves en abordant ces questions. En outre, elles sont en elles-mêmes tout à fait uniques. C'est pour ainsi dire pour la première fois qu'elles sont à l'ordre du jour de la classe ouvrière. C'est pourquoi il nous faut — c'est du moins ce qu'il me semble — conduire cette discussion avec la plus grande considération pour les points de vue adverses. Autrement, des camarades pourraient facilement se décourager d'exprimer leur opinion. Aussi, ce que je vais dire dans les lignes qui suivent ne peut avoir qu'un caractère expérimental.

1. Diriger le feu contre le S.A.P. et les éléments proches de lui est la condition préalable d'un développement ultérieur de la section allemande. Le S.A.P. conduit ouvertement la guerre contre la IV^e Internationale. Il essaie de saper la section hollandaise. Il faut traiter les dirigeants du S.A.P. comme des briseurs de grèves. Tout flirt avec les tendances sapistes et des éléments comme les oehleristes doit être sévèrement critiqué.

2. Je ne puis être d'accord avec ce qui est dit de nos

(1) Lettre à la direction de l'I.K.D., *New International*, septembre 1936, sous le titre « La lutte de l'Église sous le fascisme ». Traduit ici de l'anglais. Une commission allemande, formée de représentants des différentes sections et du S.I. avait été formée pour régler les différents qui avaient surgi entre l'I.K.D. et d'autres sections. Trotsky donne ici son point de vue sur la base de la lecture des procès-verbaux.

tâches dans les usines, dans la section 13 des thèses du comité en émigration. C'est précisément au cours des périodes de contre-révolution la plus profonde que le travail dans les usines nous offre notre meilleure chance. Dans toutes les usines, il existe certainement des groupes de vieux ouvriers social-démocrates, et même de vieux communistes, qui se connaissent très bien les uns les autres, se font mutuellement une confiance totale et peuvent se comprendre d'un geste anodin. Ils soupçonnent quiconque est nouveau, quiconque vient d'ailleurs, mais se font les uns aux autres une confiance totale. Si nous arrivons à être admis dans leurs rangs, nous y trouverons un milieu favorable, une protection contre les agents de la police et une base pour nos activités ultérieures.

Ainsi, nous devons nous tourner vers le travail dans les usines. Pourtant, comme nous sommes encore faibles, il nous faudra, dans un premier temps, nous concentrer sur l'une ou l'autre jusqu'à ce que nous y ayons pris pied solidement, et, à partir de là, gagner l'accès aux autres usines en utilisant les liaisons des vieux ouvriers. Autrement, nous courrions le danger, en tant que groupe purement propagandiste, de laisser passer les processus les plus importants et les plus décisifs à l'intérieur de la classe ouvrière, et de nous laisser surprendre par les événements.

La section 15 fait référence, en termes très généraux, à la nécessité de combiner travail illégal et travail légal, et la section 16 rejette « les formules toutes faites » pour ce genre de tâches.

Si le travail illégal consiste en un peu plus que la lecture des journaux, il a besoin d'un milieu favorable. Ce n'est que dans les usines qu'on peut le trouver. A partir de ce poste privilégié, nous pourrions petit à petit apprendre les occasions de combiner travail légal et travail illégal, et les étendre dans la pratique.

Les sections 17 et 18 traitent de la question de la IV^e Internationale et du défaitisme. Actuellement, la question de la guerre fournit la meilleure voie pour poser avec succès la question de la IV^e Internationale. Là aussi, il nous faut avant tout tourner en dérision la charlatanerie du S.A.P. — la lutte mondiale pour la paix, le désarmement, le contrôle démocratique des armements, etc. Si nous arrivons à détruire le pacifisme de gauche, alors, le pacifisme en général est fini. Il faut désormais poser très *concrètement* la question du défaitisme. L'ouvrier révolutionnaire allemand ne veut absolument pas devenir l'instrument de l'impérialisme français, et c'est à cela

que le pousse le stalinisme. Les Pieck (2), Cachin, etc., ne peuvent qu'effrayer l'ouvrier allemand et le détourner du défaitisme. Le travailleur allemand partisan du défaitisme devra aller chercher ailleurs ses camarades d'idées — et ils ne peuvent être que les bolcheviks-léninistes. C'est pourquoi nous pouvons recruter pour la IV^e Internationale.

3. Sur la question de l'Eglise (3), je pense que je puis le mieux aller au fond du problème en commençant par la citation suivante de la camarade Dubois (4) à la réunion de la commission du 15 juillet : « Dubois : ne peut comprendre pourquoi Nicolle (5) peut concilier le mot d'ordre terriblement extrémiste de "A bas les ex-ministres radicaux !" avec celui de "Soutien de l'Eglise en Allemagne !" »

Bien entendu, il n'est pas question de soutenir l'Eglise. Pour nous, il ne peut être question que de savoir si oui ou non nous soutenons la lutte politique des protestants et des catholiques pour demeurer protestants ou catholiques, et agir en tant que tels. La réponse à cette question est oui. Il va sans dire que, dans le cours de cette lutte, nous n'allons pas nous engager dans un soutien de la religion et de l'Eglise, mais souligner, autant que nous le pourrons, notre opposition à la religion et à l'Eglise.

Pourtant je ne vois pas du tout ce que cela a à voir avec le mot d'ordre « A bas les fripouilles radicales ! » (et pas seulement les ex-ministres !). Ce mot d'ordre n'est rien de plus que l'exigence de la rupture du *front de collaboration de classes*. Dans la mesure où réformistes et staliens refusent d'effectuer cette rupture, ils vont se compromettre aux yeux des ouvriers. D'où le mot d'ordre : « Les bourgeois radicaux hors

(2) Wilhelm PIECK (1876-1960), menuisier, vieux spartakiste, appartenait jusqu'en 1923 à la tendance brandlérienne, puis était devenu inconditionnel de la direction ; il résidait à Moscou depuis 1933.

(3) Un vif conflit avait éclaté entre le régime nazi et les Eglises. La direction de l'I.K.D. avait affirmé son soutien « inconditionnel » aux Eglises qui combattaient le nazisme. Cette position avait soulevé un tollé général dans la L.C.I. et avait divisé le S.I. où Léon Sedov l'appuyait, tandis que Ruth Fischer l'attaquait.

(4) DUBOIS était le pseudonyme de Ruth FISCHER (1895-1961) ancienne animatrice de la « gauche » du K.P.D. à partir de 1920, installée par Zinoviev à la tête de ce parti en 1924, exclue par la suite. Elle avait rencontré Trotsky au début de 1934, mais n'avait pas été acceptée par la direction de l'I.K.D. Elle avait travaillé au S.I., qui l'avait cooptée au début de 1935. Il y avait entre elle et les dirigeants de la section allemande méfiance et féroce hostilité.

(5) Nicolle était le pseudonyme d'Erwin Wolf (cf. n. 7, p. 65).

du Front populaire ! », mot d'ordre marxiste, tout à fait juste aujourd'hui.

Supposons — ce n'est pas si difficile — que, demain, les fascistes commencent à détruire les temples de la franc-maçonnerie ou écraser les journaux radicaux — et cela s'est produit de façon épisodique. Il va sans dire que les ouvriers iront dans la rue pour défendre les temples des francs-maçons. Mais qu'est-ce que la franc-maçonnerie ? Une sorte d'Eglise chargée de faire plier la petite bourgeoisie libre-penseuse devant les intérêts de la haute finance. Pouvons-nous la soutenir ? Non, jamais. Nous pouvons et nous devons cependant défendre son droit à l'existence, face aux attaques fascistes, le fusil au poing si nécessaire. Pour être capable de faire cela, la classe ouvrière doit rester révolutionnaire et être prête au combat. Mais cela, le Front populaire l'empêche. C'est pour cette raison qu'il faut chasser du Front populaire la petite bourgeoisie radicale, afin de pouvoir défendre même la franc-maçonnerie, si l'occasion s'en présente. Il n'y a pas là la moindre contradiction. Si nous arrivons à éclaircir totalement ce malentendu, alors je crois que nous pourrons aussi jeter un peu de lumière sur la question de l'Eglise allemande.

Dans la société moderne, l'Eglise épouse les intérêts du capital financier, c'est-à-dire du pouvoir dominant. Mais la sphère de son influence demeure avant tout la petite bourgeoisie et les travailleurs qu'elle influence, leurs femmes, etc. Chez les ouvriers, la fonction de l'Eglise qui reconforte et qui console a depuis longtemps été remplie par la social-démocratie qui a dans une large mesure supplanté l'Eglise. La petite bourgeoisie, soumise à une pression toujours plus forte, ne peut se passer de l'Eglise tant qu'elle demeure la petite bourgeoisie. Telle est l'essence du conflit actuel en Allemagne. D'incroyables contradictions internes, infiniment plus profondes qu'en Italie, et qui vont s'aggravant sans cesse, amènent l'Etat à des niveaux de concentration toujours plus élevés. L'Etat fasciste déifié ne peut pas tolérer de concurrence, et ne la tolérera pas. Le national-socialisme veut absorber la religion et défier l'Etat. Mais, dans la mesure où l'Etat fasciste, en train de « réarmer » furieusement, soumet la petite bourgeoisie à une pression sans cesse accrue, cette dernière ne peut pas renoncer à la consolation mystique de l'Eglise pour les blessures que l'Etat lui inflige. Socialement parlant, ce n'est qu'une division du travail entre Eglise et Etat. Mais tout petit-bourgeois croyant est déchiré en lui-même par cette division du travail qui est devenue un conflit politique. Hélas ! Deux âmes s'af-

frontent dans sa poitrine. Il s'agit d'aiguiser ce conflit — et surtout de le diriger contre l'Etat.

Les couches dirigeantes de la bourgeoisie ne se sont naturellement pas mises sur la touche. Elles ont laissé la bande de Hitler s'emparer du pouvoir, mais l'aventurisme des fascistes est pour elles un sujet de constante préoccupation. Les hésitations de Hindenburg au sujet de la nomination de Hitler sont également symboliques de l'attitude de ces couches (6). Elles considèrent l'Eglise comme une institution *éternelle* — comme dit Lloyd George (7) —, la centrale énergétique de tous les partis politiques, c'est-à-dire des partis dominants. Elles ne considèrent pourtant les nazis que comme un *secours d'urgence*. Aussi encouragent-elles le combat de l'Eglise, et, en même temps, avec les pères de l'Eglise, s'efforcent-elles de rester dans les limites de la « raison ». Quand nous parlons d'un « soutien » à cette lutte, cela signifie avant tout un soutien contre l'Etat nazi, et, deuxièmement, contre celles des classes dirigeantes qui excitent cette lutte tout en s'efforçant en même temps de la freiner, afin de préserver le rempart que constitue Hitler.

Des mots d'ordre comme « séparation de l'Eglise et de l'Etat » et « séparation de l'Eglise et de l'école » sont, bien entendu, justes en eux-mêmes, et il faut les mettre en avant quand la situation l'exige. Mais en fait ils ne tombent pas juste. Car ce dont il s'agit maintenant, c'est du droit des catholiques et des protestants de consommer leur opium religieux sans que cela leur nuise, ou menace leur existence, indépendamment de la question de savoir si l'Eglise en tant que telle est séparée de l'Etat. Ce dont il s'agit avant tout, c'est d'une question de liberté de conscience, donc d'égalité des droits, quelle que soit la foi dont il s'agisse (païenne, catholique, protestante, etc.), et du droit de former des organisations (organisations catholiques de jeunesse, etc.).

La discussion sur le terme de *soutien inconditionnel* me paraît relever plutôt de la sémantique. Personne, naturellement, ne songe à suggérer que nous devrions soutenir toute revendication soulevée par l'opposition que l'Eglise inspire, comme,

(6) Paul von HINDENBURG (1847-1934), feld-marschall d'Empire, président de la République et émanation des milieux conservateurs les plus traditionalistes, chercha réellement pendant plusieurs mois le moyen de ne pas appeler Hitler à la Chancellerie.

(7) David LLOYD GEORGE (1863-1945), leader libéral britannique, Premier-ministre de 1916 à 1922, était l'un des pères du traité de Versailles.

par exemple, l'extension de l'instruction religieuse dans les écoles, ou l'augmentation des subventions de l'Etat aux Eglises, etc. J'ai employé le terme *inconditionnel* pour signifier que nous avions à remplir nos obligations vis-à-vis de ce mouvement d'opinion sans poser aucune condition aux organisations concernées. Il va de soi qu'il faut le faire. Quelles conditions pourrions-nous poser dans les conditions actuelles, et quel parti d'opposition voudrait les accepter ? Notre tâche est simplement de trouver des voies et moyens réels et efficaces pour intervenir dans cette lutte, pour encourager et élargir l'opposition religieuse démocratique, donner de l'aide aux jeunes catholiques — surtout aux jeunes ouvriers — dans leur lutte (et non à la police nazie qui veut « détruire » les organisations des Eglises, etc.). De la même façon, nous avons toujours pris en Russie la défense de l'Eglise arménienne dans sa lutte pour son autonomie, et soutenu la lutte des différentes sectes paysannes et petites-bourgeoises contre l'Eglise orthodoxe intégrée à l'Etat — et nous avons parfois remporté là-dessus de grands succès.

Il est très vraisemblable que les forces en sommeil du prolétariat subiront un choc qui les éveillera de la part de cette opposition qui s'éveille contre l'Etat fasciste, une opposition qui a une base sociale petite-bourgeoise. Naturellement, ce n'est pas sûr. Ce serait sûr s'il y avait sur la scène un parti révolutionnaire fort et avisé. Mais il n'y en a pas. Nous en sommes tout juste au commencement. Nous devons faire notre possible. Par-dessus tout, cette question a une valeur énorme pour l'éducation de nos cadres, qui ont conservé peut-être trop longtemps une orientation purement propagandiste. Il me semble qu'il faut absolument tourner. Le conflit avec l'Eglise peut non seulement constituer un point de départ, mais il peut aussi créer des conditions meilleures.

**[LA PRESSION
DE L'OPINION PUBLIQUE BOURGEOISE] (1)**
(23 août 1935)

[...] Pourquoi De Kadt a-t-il trahi votre parti (2) ? C'est parce que, au moment critique, face à la violente pression de l'opinion publique bourgeoise et réformiste, il a complètement perdu sa petite ration de courage. Il existe des exemples beaucoup plus importants encore : Zinoviev et Kamenev à la veille d'octobre 1917, Brandler et Walcher en 1923 (3). Il serait fatal de ne pas remarquer la similitude de ces faits pourtant si différents d'aspect. Nous allons vers de grands événements, vers de grandes épreuves, vers une plus grande pression de l' « opinion publique » bourgeoise patriotique. [...]

(1) Braun, *op. cit.*, p. 37. Lettre à P.J. Schmidt. Nous n'avons pu retrouver de copie de cette lettre dans les archives Sneevliet de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, où elle se trouvait pourtant il y a quelques années comme l'indique la biographie de Sneevliet par M. Perthuis. Nous ne publions donc qu'un extrait.

(2) Allusion au départ de De Kadt de l'O.S.P. au lendemain de violentes émeutes ouvrières dans le quartier ouvrier de Jordaan, dont il s'était désolidarisé.

(3) Opposés à la décision de passer à l'insurrection en octobre 1917, Zinoviev et Kamenev étaient allés jusqu'à exprimer leurs arguments dans le journal de Gorky, *Novaïa Jizn*. Brandler et Walcher en octobre 1923 avaient reculé aussi devant la décision de passer à l'action. La comparaison entre les deux cas avait déjà été faite par Trotsky dans *Leçons d'Octobre* en 1924.

**[REMARQUES SUR LE PROGRAMME D'ACTION
DE
L'ACTION SOCIALISTE
RÉVOLUTIONNAIRE] (1)**

(23 août 1935)

Chers Camarades,

Je suis un lecteur attentif et, vous pouvez en être certains, amical de l'*Action socialiste révolutionnaire*. C'est en cette qualité que je vous adresse cette lettre. Vous venez de publier votre « Programme d'action » (2). C'est un document très important. Sa publication récente constitue un pas en avant important. Mais, malgré la tendance générale tout à fait juste de votre programme, le texte contient aussi des formules inexac-tes qui ouvrent des brèches à vos ennemis — et vous en avez — et qui peuvent même engendrer des déviations au sein de notre propre tendance. Je regrette beaucoup que vous n'ayez pas soumis votre projet à une discussion préalable, non seulement sur le plan national, mais sur le plan international ; de même qu'on ne peut construire le socialisme dans un seul pays, on ne peut pas non plus faire dans un seul pays la politique socialiste révolutionnaire. Il ne reste plus ainsi aux camarades qui auraient été prêts à participer à la discussion préalable qu'à donner leur avis sur le texte déjà publié.

1. Vous faites une distinction entre la « conquête du pouvoir politique » et la « conquête du pouvoir économique ». Cette distinction n'est pas juste. Elle prête même à une dan-

(1) *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 4, 1^{er} septembre 1935. Lettre aux dirigeants de l'A.S.R. signée Trotsky. C'était le 3 août 1935, à l'issue du conflit avec le groupe du Dr Marteaux, que la majorité des militants socialistes de gauche belges, qui éditaient jusque-là l'*Action socialiste*, avaient décidé — pour éviter un interminable procès — de publier désormais l'*Action socialiste révolutionnaire*. La personnalité la plus marquante de cette tendance était le dirigeant J.G.S. du Borinage Walter Dauge (cf. n. 3, p. 84).

(2) Ce « programme d'action » avait été publié dans l'*Action socialiste révolutionnaire* du 17 août 1935. Il marquait incontestablement une étape importante dans la cristallisation de la nouvelle tendance et un important succès des « entristes ».

gereuse équivoque. Ce sont les syndicalistes anarchisants farouchement antimarxistes qui ont inventé la notion de « pouvoir économique » pour esquiver la question de savoir comment transformer la société sans conquérir le pouvoir d'Etat. Les réformistes utilisent volontiers cette même formule pour les « plans » qui, selon eux, doivent permettre, par le contrôle de la collectivité (anonyme) de rendre à cette « collectivité » (toujours anonyme) le pouvoir économique. M. De Man, ce prestidigitateur en formules à double sens, ce falsificateur du socialisme scientifique, a besoin de la distinction entre le pouvoir politique et le pouvoir économique (3). Mais c'est précisément pour cette raison que nous devons écarter ce piège terminologique. Le « pouvoir économique » en tant que tel n'existe pas. Il y a la *propriété*, les différentes formes de la propriété. Le pouvoir d'Etat donne la possibilité de la conserver, ou, au contraire, d'abolir la propriété capitaliste, selon qu'il appartient à la bourgeoisie ou au prolétariat.

Je suis sûr que, sur le fond, nous sommes d'accord. Mais la façon dont vous développez cette distinction artificielle entre les deux pouvoirs est dangereuse. Vous dites, à propos de l'Italie : « Ce n'est pas l'occupation, mais l'abandon des usines qui engendra le fascisme (4). » Vous dites aussi que les mineurs de Charleroi, en occupant les puits, « montrèrent ainsi la voie qu'il faut suivre pour aboutir à l'expropriation de la bourgeoisie capitaliste » (5). Ce n'est pas juste. L'occupation des usines et des mines ne suffit nullement. Si le pouvoir d'Etat reste aux mains de la classe bourgeoise, les occupants en seront toujours chassés et finalement écrasés.

Vous voyez bien que cette formule peut être également utilisée contre vous par les réformistes camouflés et encanaillés à la De Man comme par les syndicalistes de deux genres, anarchisants et collaborationnistes.

2. Dans l'avant-dernier paragraphe, qui traite de la dictature du prolétariat, vous dites : « Par conquête du pouvoir, il faut entendre (...) la saisie des banques, des usines, de la

(3) Cette critique voilée semble indiquer que Trotsky ne redoutait pas de provoquer de réactions de la part des principaux dirigeants de la tendance.

(4) Allusion à la grève des métallos italiens avec occupation des usines en septembre 1920, dont la « rentrée » donna le signal des premières attaques des *squadri* fascistes contre le mouvement ouvrier organisé.

(5) Allusion à la grève des mineurs de Charleroi et à l'occupation des mines par les grévistes en 1932, dans laquelle Léon Leseil avait joué un rôle dirigeant.

terre, etc. » Pourquoi de nouveau cette périphrase ambiguë ? Par conquête du pouvoir, il ne faut entendre que conquête du pouvoir, c'est-à-dire la prise en main totale de l'Etat. Mais l'Etat conquis doit servir d'instrument pour la transformation de la propriété qui commence par l'expropriation des capitalistes. Ce sont là deux étapes distinctes, qui peuvent être séparées par des mois, et même, vis-à-vis de certaines catégories de petits capitalistes, par des années.

Le pouvoir, c'est le pouvoir, c'est-à-dire la force la plus concentrée de la classe dirigeante. Sa nature est politique (au sens le plus général du mot), parce que l'Etat, l'instrument du pouvoir, est la superstructure par excellence sur la base économique. Mais ce pouvoir politique ne sert pas seulement à régler les affaires « politiques » au sens étroit et technique du mot — c'est-à-dire les questions à l'intérieur de la machine étatique elle-même — mais aussi et surtout les affaires économiques, culturelles, ecclésiastiques, etc.

Vous proposez aux paysans la « redistribution équitable de la terre ». Et les ouvriers agricoles ? Vous ne dites rien non plus sur les fermes collectives, ni sur les coopératives paysannes aidées par l'Etat ouvrier. Et vous n'ouvrez de cette façon aucune perspective socialiste pour l'agriculture.

3. « A bas le grand commerce ! » Mais nous ne sommes pas pour que le petit commerce soit éternel. Vous ne dites rien sur le monopole d'Etat du commerce extérieur qui devra revêtir pour la Belgique une importance exceptionnelle. A l'aide de l'instrument que constitue le monopole, l'Etat ouvrier pourrait réellement aider les couches productives de la petite bourgeoisie, et surtout les guider vers le socialisme.

Vous omettez de parler de l'abolition du secret commercial et du contrôle des ouvriers et des paysans sur les banques et l'industrie. Pourtant, tout ouvrier et tout paysan peuvent parfaitement comprendre qu'aujourd'hui, alors qu'on ne leur demande que des sacrifices, ils ont le droit de regarder de près les « secrets » de la comptabilité des voleurs capitalistes. Ce mot d'ordre pourrait gagner une grande popularité. Les charlatans à la De Man sont toujours prêts à fabriquer un nouveau « plan » intégral, mais ils se gardent bien de toucher au secret commercial, c'est-à-dire au nerf de l'exploitation.

4. Vous demandez simplement « la réduction du temps de travail ». Pourquoi pas la semaine de quarante heures, qui est un mot d'ordre international ?

5. Sur le fascisme : « Ces bandes, dites-vous, bénéficient de l'appui ou de la protection des forces répressives au service

de la bourgeoisie capitaliste. » Pourquoi cette formule descriptive ? Quelles sont ces « forces répressives » ? Il doit s'agir de la police, des tribunaux, de l'Etat-major, de Vandervelde, De Man et Spaak (6). Il aurait fallu désigner nommément ces honorables institutions.

6. Vous appelez, contre le fascisme, à la création de « groupes de choc ». Pourquoi cette expression technique, et non politique ? Nous autres, marxistes, parlons dans ce cas de « milice ouvrière ». Pourquoi ne pas vous solidariser avec ce mot d'ordre juste qui est devenu populaire en France et ailleurs ?

7. « La lutte contre la guerre. » C'est le paragraphe le meilleur, parce que le plus précis. Mais il y a aussi une lacune importante. Vous parlez contre la défense nationale. Vous avez raison. Mais vous ne donnez que la formule négative. Il faudrait dire : nous ne voulons ni éterniser ni défendre ces cages étroites qui s'appellent les Etats nationaux. Nous voulons au contraire abolir les frontières pour créer les Etats-Unis socialistes d'Europe en préparant ceux du monde entier.

8. Vous dites à la fin : « A bas les illusions réformistes ! » Malheureusement, vous n'expliquez pas dans ce texte ce que sont les illusions réformistes ni qui en sont, en Belgique, les représentants. C'est peut-être le principal défaut de votre programme.

Voilà, chers camarades, les observations que je me permets en toute amitié et qui ne m'empêchent pas de reconnaître que votre programme, en dépit de ses imperfections, est pénétré de l'esprit révolutionnaire et prolétarien. Cet esprit est le gage sûr de votre victoire.

P.-S. Je remarque avec étonnement que vous ne dites rien dans votre programme sur les femmes (salaires, travail de nuit, congés pour les accouchées, etc.). Une tendance véritablement révolutionnaire qui veut assurer son avenir ne doit jamais négliger ni les questions des jeunes, ni celles des femmes, ni celles des peuples opprimés (rien sur les colonies dans votre programme !).

(6) Trotsky, fidèle à son principe, nomme ainsi trois ministres socialistes. Paul-Henri SPAAK (1899-1972) avait été le leader de la gauche du P.O.B. avant son entrée inopinée dans le cabinet d'union nationale en mars 1935.

LE CONGRÈS DE LA LIQUIDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1)

(23 août 1935)

Le 7^e congrès de l'Internationale communiste, qui n'a pas encore terminé ses travaux à l'heure où ces lignes sont écrites, entrera tôt ou tard dans l'histoire comme le congrès de sa liquidation. Même si tous ses participants ne reconnaissent pas ce fait aujourd'hui, tous — avec cette unanimité obligatoire qui a caractérisé au cours des dernières années la III^e Internationale — s'emploient dans la pratique à liquider son programme, ses principes et ses méthodes tactiques établis par Lénine, et à préparer l'abolition complète de l'Internationale communiste en tant qu'organisation indépendante.

La III^e Internationale a surgi directement de la guerre impérialiste. Il est vrai que, bien avant, des tendances très éloignées les unes des autres s'affrontaient au sein de la II^e Internationale ; mais même la plus à gauche d'entre elles, que représentait Lénine, était loin de l'idée qu'il faudrait créer l'union révolutionnaire de la classe ouvrière mondiale par une rupture complète avec la social-démocratie (2). La dégénérescence opportuniste des partis ouvriers, étroitement liée à la période de floraison du capitalisme à la fin du siècle dernier et au début de notre siècle, ne se révéla totalement qu'au moment où la guerre posa brutalement la question : avec la bourgeoisie nationale, ou contre elle ? Le développement politique a effectué un saut brusque en 1914 (3) : pour employer

(1) T 3689, 3690. *Biulleten Oppositsii*, n° 46, décembre 1935. Signé L.T. Nouvelle traduction du russe. Le 7^e congrès de l'I.C. s'était déroulé à Moscou du 23 juillet au 21 août.

(2) La correspondance entre Lénine et le secrétaire du bureau socialiste international, Camille Huysmans, telle qu'elle a été publiée par le regretté Georges Haupt (*Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans, 1905-1914*, Paris, La Haye, Mouton, 1963), ne laisse à ce sujet aucun doute : Lénine n'avait jamais songé à une scission de la II^e Internationale avant août 1914.

(3) Ce « saut brusque » — ou changement qualitatif — avait

les mots de Hegel (4), l'accumulation des changements quantitatifs a pris soudain un aspect qualitatif.

Dans quelle mesure le brusque tournant des sections de l'Internationale vers le social-patriotisme semble avoir constitué au premier abord une surprise totale, l'exemple de Lénine en est une claire illustration. Il avait plus d'une fois critiqué la social-démocratie allemande au cours des années précédentes, mais continuait à la considérer comme *son* parti. Lorsqu'il reçut en Suisse le dernier numéro du *Vorwärts* (5) qui annonçait le vote des crédits de guerre pour Wilhelm von Hohenzollern (6) par la fraction social-démocrate au Reichstag, il affirma même, en toute bonne foi, à plusieurs de ses amis que ce numéro était un faux, fabriqué par l'état-major allemand pour prouver la prétendue unanimité du peuple allemand et effrayer l'ennemi. Mais quand il n'y eut plus de place pour les illusions consolantes, les conclusions que Lénine tira de cette catastrophe furent d'autant plus nettes et catégoriques. L'Internationale social-démocrate était brisée, ses sections au service des états-majors généraux de chaque nation : il fallait construire une nouvelle Internationale — tel fut le programme de Lénine dès les premiers jours de la guerre. Depuis ce temps, les dirigeants parlementaires et syndicaux des organisations ouvrières ne furent plus à ses yeux que de simples agents de l'impérialisme dans les rangs de la classe ouvrière. Il proclama que la rupture avec eux constituait la première condition de la poursuite d'un travail révolutionnaire. La nouvelle Internationale, épurée de l'opportunisme, devait devenir une organisation pour la guerre civile contre l'impérialisme. Lénine rejeta le nom même de social-démocratie, le qualifiant de chemise sale, qu'il fallait remplacer par une chemise propre (7).

Réexaminant les bases théoriques du réformisme à la

été marqué par la décision des partis socialistes principaux d'Europe de soutenir dans la guerre leur propre bourgeoisie, en commençant par voter les crédits de guerre.

(4) Georg Wilhelm Friedrich HEGEL (1770-1831) développa au XIX^e siècle le système dialectique que Marx et Engels devaient reprendre en le « renversant » dans un cadre matérialiste.

(5) Le *Vorwärts*, le quotidien de la social-démocratie à Berlin, était le plus connu de tous les quotidiens social-démocrates allemands.

(6) Trotsky désigne ici GUILLAUME II (1859-1941), roi de Prusse et empereur (Kaiser) d'Allemagne.

(7) Cette position de Lénine, clairement exprimée dans ses thèses d'avril 1917, ne fut pas acceptée à cette époque par le parti bolchevique, et ne devait être transcrite officiellement, y compris dans la transformation du titre de « social-démocrate » en « communiste », qu'en 1918.

lumière de la nouvelle expérience, Lénine mit avant tout l'accent sur la théorie de l'Etat. Les dirigeants de la II^e Internationale considéraient l'Etat démocratique comme une institution autonome, suspendue au-dessus des classes et capable, par conséquent, de poursuivre des objectifs historiques différents, voire opposés. Le problème consistait pour eux à remplir graduellement, pas à pas, la démocratie « pure » d'un contenu économique nouveau. Jaurès (8), le représentant le plus inspiré du réformisme, prêchait : « Il faut socialiser la république. » L'idéalisation de la démocratie conduisait inévitablement à l'idéalisation des partis démocratiques de la bourgeoisie et l'on présentait la collaboration avec eux comme la condition nécessaire d'un « progrès » systématique.

Si, en Allemagne, où se combinaient un développement économique tempétueux et un développement politique arriéré, les partis démocratiques se fanèrent avant même d'avoir fleuri, en revanche, dans la France conservatrice avec ses classes intermédiaires plus stables et les traditions de la grande Révolution, le parti radical a continué à occuper dans la vie politique de la République une place très importante et même, à première vue, décisive. La théorie de la démocratie pure comme arène d'un progrès ininterrompu a conduit directement, en France, au bloc des socialistes et des radicaux. Cette question devint, pour des décennies, une pierre de touche pour le mouvement ouvrier. Jaurès était pour l'alliance de tous les « purs » républicains dans la lutte contre la « réaction ». Guesde (9) de son côté, soutenait la lutte de classes contre tous les partis de la bourgeoisie, y compris son aile traîtresse, les radicaux. Cet antagonisme revêtit par moments un caractère extrêmement aigu, mais, en définitive, dans ses conséquences pratiques, ne dépassa pas les limites de la démocratie bourgeoise. Malgré toutes ses irréductibles formules théoriques, Guesde se prononça en 1914 pour la défense de la III^e République contre

(8) Jean Jaurès (cf. n. 8, p. 98), ancien député radical, puis socialiste « indépendant », leader du parti socialiste unifié (S.F.I.O.), professeur de philosophie, journaliste et surtout grand tribun, avait été le maître à penser et l'orateur inspiré du socialisme français avant la guerre. Il avait été assassiné en 1914.

(9) Jules BAZILE, dit Jules GUESDE (1845-1922), ancien « communiste », avait été l'un des premiers socialistes français à se réclamer du marxisme, et avait fondé et dirigé le parti ouvrier français (P.O.F.). Il avait été l'adversaire de la « participation » aux gouvernements bourgeois, préconisée par Jaurès dans le grand débat international de 1902. Peu à peu rejeté au second plan, après l'unification, par la personnalité de Jaurès, Guesde s'était rallié à l'union sacrée en 1914.

le « militarisme prussien », et devint, à la surprise des autres — et sans doute à la sienne —, ministre de la défense nationale (10). Aux yeux de Lénine, l'ancien compagnon d'armes, qui avait même été dans une certaine mesure son maître, devint un traître à l'internationalisme, exactement au même titre que le fameux Scheidemann (11).

Les coups principaux de la critique théorique de Lénine furent dès lors dirigés contre la théorie de la démocratie pure. Ses innovations apparurent comme une œuvre de restauration : il supprimait les rajouts et les falsifications, rétablissait l'intransigeance théorique de la doctrine de Marx et d'Engels sur l'Etat, instrument d'oppression de classe. Au mythe de la démocratie *pure*, il opposait la réalité de la démocratie *bourgeoise*, née sur la base de la propriété privée et transformée par le cours du développement en instrument de l'impérialisme. La structure de classe de l'Etat, déterminée par la structure de classe de la société, excluait, selon Lénine, la possibilité pour le prolétariat de prendre le pouvoir dans le cadre et par les méthodes de la démocratie. Un ennemi armé jusqu'aux dents ne peut être abattu par des méthodes qu'il impose lui-même, surtout si, par-dessus le marché, il demeure l'arbitre suprême du combat. La marche en avant du prolétariat doit conduire inévitablement à l'effondrement, révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, de la démocratie. Dès qu'il ne s'agit plus de questions secondaires de réformes parlementaires, mais de la propriété capitaliste, tous les partis de la bourgeoisie, y compris les plus « à gauche », rejoignent inévitablement le noyau le plus puissant de la classe dirigeante, à savoir le capital financier. De ce point de vue, la perspective d'un progrès pacifique ou d'une socialisation démocratique apparaît une pure utopie. La lutte du prolétariat pour le pouvoir doit inévitablement prendre un caractère révolutionnaire. La préparation de la révolution exige à un moment donné la rupture non seulement avec les bourgeois radicaux, mais, comme nous l'avons vu, également avec les réformistes démocrates au sein de la classe ouvrière elle-même.

Ce serait une erreur fondamentale que de conclure de ce qui vient d'être dit que Lénine ignorait la petite bourgeoisie, et en particulier la paysannerie, en tant que facteur politique. Au contraire, il considérait que la capacité du parti ouvrier à entraîner derrière lui les masses petites-bourgeoises des

(10) En réalité, Jules Guesde avait été ministre d'Etat d'août 1914 à décembre 1916.

(11) Sur Scheidemann, cf. n. 9, p. 87.

viles et des campagnes constituait une condition nécessaire de la victoire de la révolution, non seulement en Russie et dans les pays colonisés d'Orient, mais également dans une large mesure dans les métropoles hautement développées du capitalisme. Cependant, à l'intérieur des classes dites moyennes, il distinguait rigoureusement les couches supérieures, économiquement privilégiées, des couches inférieures opprimées — les cliques parlementaires d'affairistes du troupeau de leurs électeurs. Pour réaliser une alliance de combat entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, il estimait nécessaire d'abord d'épurer les rangs ouvriers des réformistes, et, deuxièmement, de libérer le petit peuple des villes et des campagnes de l'influence de la démocratie bourgeoise. Une coalition parlementaire de la social-démocratie avec les démocrates bourgeois signifiait pour Lénine perdre du temps et du coup ouvrir la voie à la dictature la plus réactionnaire du capital financier. Une alliance entre le prolétariat et la petite bourgeoisie présuppose la direction d'un parti révolutionnaire, laquelle ne peut être obtenue que par une lutte irréconciliable contre les partis historiques des classes moyennes.

C'est là le cœur des enseignements de Lénine sur les conditions de la préparation de la révolution prolétarienne. C'est sur ces principes, profondément éprouvés et confirmés par l'expérience de la révolution d'Octobre, qu'a été fondée l'Internationale communiste. Ce bref rappel théorique doit aider le lecteur à déterminer correctement la position historique du dernier congrès communiste, lequel, sur tous les problèmes clés de notre époque, a liquidé l'enseignement de Lénine et opéré un tournant brutal vers l'opportunisme et le patriotisme.

Conformément à sa doctrine de l'impérialisme, Lénine jugeait qu'il était absurde de chercher dans les conflits entre Etats impérialistes un prétendu « coupable ». La diplomatie de chaque pays rejette sur l'autre la responsabilité de la guerre, et la social-démocratie de chaque pays suit servilement les diplomates sur cette question. Les détectives les plus expérimentés, on le sait, n'arrivent pas toujours à découvrir l'incendiaire. Et si les poudrières d'Europe prenaient feu en même temps de différents côtés ? Le critère juridique de la « culpabilité » ne donne rien. Le véritable coupable des guerres, c'est l'impérialisme, c'est-à-dire le caractère inconciliable des intérêts mondiaux qu'il a engendrés. La paix de Versailles constitue un maillon dans la chaîne de préparation à la guerre, au même titre que le programme de Hitler, que cette même paix de Versailles a aidé à vaincre.

En attendant, en rupture totale avec les chartes de fondation de l'Internationale communiste, les rapporteurs du 7^e congrès et, après eux, les participants aux discussions ont unanimement répété que la source du danger de guerre était le *fascisme* allemand. On en a tiré la conclusion que ce qui est nécessaire, c'est la ferme unité de toutes les forces « démocratiques » et « progressistes », de tous les « amis de la paix » — une pareille expression existe ! — pour la défense de l'Union soviétique d'une part, de la démocratie occidentale de l'autre. Cette conception superficielle, pour ne pas dire triviale, des rapports mondiaux, nous ramène tout droit à la doctrine officielle de l'Entente en 1914-1918, sauf qu'à la place du *militarisme prussien* on a maintenant le *fascisme*.

En réalité, la cause du passage de l'Allemagne de la servilité honteuse à une agressivité d'« égal en droits » ne réside pas dans les cordes vocales de Hitler, lesquelles ne possèdent aucune force magique, mais dans le rétablissement des forces productives de ce pays après ses pertes de la guerre et de l'après-guerre. L'Angleterre et la France ne sont pas en train de défendre contre l'Allemagne les principes démocratiques, mais un équilibre des forces artificiel établi à la suite de la guerre. Sa participation au camp victorieux des défenseurs de la « démocratie » n'a pas empêché l'Italie d'être la première à venir au fascisme. Et, pour en revenir à l'actualité, c'est précisément l'Italie, l'alliée de la démocratie française — et indirectement alliée également de l'Union soviétique aussi — qui est en train de préparer la sanglante mêlée par son raid de brigand contre l'Abyssinie. A la lumière de ces faits simples et indiscutables, la tentative de présenter les antagonismes impérialistes de l'Europe comme un conflit entre les principes du fascisme et ceux de la démocratie, est tout à fait ridicule. Il faut ajouter qu'en cas de guerre les tendances fascistes se développeraient de façon irrésistible en France, Tchécoslovaquie, Roumanie, etc., mais que la victoire totale du fascisme en Europe n'atténuerait pas d'un iota tous les antagonismes qui la déchirent.

Il est vrai que, dans les discours des délégués au congrès, la défense de l'Europe centrale et des démocraties occidentales contre les attaques du national-socialisme était un argument de second plan : la défense de l'Etat soviétique occupait invariablement la première place. Pourtant cette hiérarchie des arguments peut facilement être bousculée dans les faits, et elle le sera. Le devoir de défendre la « démocratie » et « l'indépendance nationale » contre le national-socialisme, doit évidem-

ment conserver toute sa vigueur, que l'U.R.S.S. soit ou non dans la guerre. En ce qui concerne le point précis de la défense réelle du pays des soviets, ce mot d'ordre a été en fait inscrit sur le drapeau de la III^e Internationale dès le premier jour de son existence. Le 7^e congrès reste formellement sous le signe de cette tradition. Mais quelle différence dans les perspectives et les méthodes !

Du vivant de Lénine et dans les premières années qui ont suivi sa mort, les principaux adversaires dans l'arène mondiale étaient le social-patriotisme et son frère de lait le pacifisme démocratique. On considérait comme établi de façon inébranlable que c'étaient eux qui endormaient l'attention des travailleurs et laissaient ainsi les mains libres à l'impérialisme. Il est vrai que la diplomatie soviétique ne s'était pas privée, même auparavant, d'utiliser les contradictions de l'impérialisme (sans toutefois prétendre qu'il s'agissait de contradictions entre la « réaction » et la « démocratie »), mais, du vivant de Lénine, la direction voyait la principale garantie de l'existence et du développement de l'Union soviétique, dans le développement de la révolution européenne et mondiale. C'est précisément pour cette raison qu'à cette époque il ne pouvait être question d'aucune alliance prolongée des soviets avec l'un des camps impérialistes en conflit, et l'idée ne serait venue à personne que, dans ceux des pays capitalistes avec lesquels l'Union soviétique avait conclu des traités à titre temporaire, le prolétariat devait remplacer la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie par le réformisme et par la coopération pacifique avec les partis bourgeois « de gauche » et avec tous les « amis de la paix » en général. Un tournant à presque 180° est ainsi accompli dans la question de la guerre, du pacifisme et de la « paix civile ».

Bien entendu, aucun des délégués au 7^e congrès n'a expressément rejeté la révolution prolétarienne, ni la dictature du prolétariat, ni toutes les autres terribles choses. Au contraire, les rapporteurs officiels juraient que, dans le tréfonds de leur âme, ils n'avaient rien changé du tout et que ce changement de tactique ne concernait qu'une étape historique particulière dans laquelle il fallait défendre contre Hitler à la fois l'Union soviétique et les restes de la démocratie occidentale. Il n'est pas recommandé cependant de se fier à ces serments. Si les méthodes de la lutte de classe révolutionnaire ne sont d'aucune utilité dans des conditions historiques difficiles, cela signifie qu'elles ont fait faillite en général, d'autant plus que les temps qui viennent apporteront des difficultés toujours plus grandes. Comme Lénine, autrefois, se moquait de ces social-patriotes qui

juraient, eux aussi, qu'ils ne relégueraient aux archives leurs obligations internationales que « pour la durée de la guerre » !

*
* *

Au centre de tous les débats du congrès, se trouvait la toute récente expérience française du prétendu « Front populaire », constitué par le bloc des trois partis, communiste, socialiste et radical. La coopération, directe et indirecte, avec les radicaux (ce qu'on appelle le « cartel ») avait toujours été partie intégrante de la politique du parti socialiste (12). Mais, à la différence de la social-démocratie allemande, la section française de la II^e Internationale, liée par les traditions révolutionnaires de son prolétariat, n'avait jamais pu se résoudre à pousser son alliance avec la gauche bourgeoise jusqu'à constituer avec elle un gouvernement de coalition (13). Se bornant à des accords électoraux et à des votes communs au parlement, le cartel proclamait qu'il avait à « défendre la démocratie » contre la réaction intérieure et les dangers extérieurs. On peut dire que le parti communiste français a grandi dans la lutte contre le cartel. Quand les socialistes, pour parer les coups qui leur venaient de gauche, avançaient comme justification la nécessité de l'union avec les classes moyennes, les communistes rétorquaient que, même si les radicaux étaient avant tout soutenus par la petite bourgeoisie, dans toutes les questions importantes, ils sacrifiaient ses intérêts à la bancocratie. L'alliance avec le parti de la paix de Versailles était, affirmaient-ils, une préparation à la nouvelle guerre et une nouvelle trahison de la part des socialistes.

Le renversement du gouvernement Daladier par un soulèvement ouvert des ligues réactionnaires armées, le 6 février 1934, provoqua des changements radicaux dans la distribution des forces politiques. Sous l'influence de l'agitation dans les masses, le parti socialiste s'empessa de prendre ses distances vis-à-vis des radicaux compromis : il exclut même de ses rangs la fraction des parlementaires de droite, appelés « néo-

(12) Au début du XX^e siècle, les socialistes français, sous l'impulsion de Jaurès, avaient soutenu les gouvernements dits du « cartel des gauches » dirigés par des radicaux. Ils reprirent la même tactique au lendemain de la guerre avec le « bloc des gauches ».

(13) Dans aucun des deux cas précédents, les socialistes français n'avaient dépassé le soutien parlementaire et n'étaient allés jusqu'à la participation ministérielle.

socialistes » (14), qui considéraient que la coopération avec la gauche bourgeoise constituait l'essentiel d'une politique socialiste. Par ailleurs, l'approche du danger fasciste en France, la croissance des armements allemands, ont produit dans l'Internationale communiste une évolution exactement inverse, sur un rythme accéléré. Les mêmes dirigeants qui proclamaient jusqu'au 6 février que le radical de gauche Daladier n'était rien d'autre qu'un fasciste, et le dirigeant socialiste Léon Blum qu'un social-fasciste, perdaient maintenant, sous le choc du fascisme véritable, toute confiance en eux-mêmes et en leur propre drapeau et décidaient — sur ordre de Moscou, bien entendu —, de chercher leur salut dans une alliance avec les partis démocratiques, et pas seulement avec les socialistes, mais aussi avec les radicaux.

Les pourparlers, qui durèrent plusieurs mois, ont eu un caractère tout à fait dramatique, avec un sérieux mélange de comédie involontaire. Les socialistes ne croyaient pas à la sincérité des débordements d'amitié ardente de la part des communistes : les « social-fascistes » de la veille redoutaient un mauvais tour. Et quand ils eurent enfin apprécié la profondeur de la terreur de ceux qui étaient la veille leurs adversaires implacables et quand ils eurent accepté le front unique, commença le second chapitre : la lutte pour une alliance avec les radicaux. Les socialistes tenaient bon, soulignant la stérilité politique — prouvée par une longue expérience — d'un bloc avec le parti de Herriot et de Daladier, conservateur jusqu'à la moelle. Mais l'impétueuse pression des communistes, néophytes attardés du cartel, finit par l'emporter. Les radicaux, dont leurs alliés de gauche n'exigèrent même pas qu'ils rompent avec la réaction extrême représentée dans le gouvernement de coalition de Laval (15), acceptèrent à contrecœur le cartel tripartite comme le moyen politique de renforcer leurs positions parlementaires ébranlées et d'assurer à la France, comme ultime réserve, le secours de l'Armée rouge. Le Front populaire aussitôt mis sur pied, les néo-socialistes y prirent tout naturellement

(14) Erreur de chronologie, car les députés « néos » avaient été exclus en octobre 1933, soit cinq mois avant l'explosion de l'émeute, le 6 février 1934.

(15) Ancien socialiste, Laval était le prototype du politicien affairiste. Après avoir, en tant que ministre des affaires étrangères, signé le pacte de non-agression avec l'U.R.S.S., il avait formé un cabinet dans lequel figuraient des personnalités radicales, et non des moindres, comme Herriot et Georges Bonnet. C'est sa politique économique appliquée par « décrets-lois » qui avait provoqué l'explosion des ouvriers des arsenaux de Brest et de Toulon.

leur place, à côté du parti de Briand (16). Il apparaissait ainsi que leur exclusion récente n'avait été qu'un simple malentendu.

En présentant l'expérience française comme l'application la plus rentable de la nouvelle politique réaliste, ni le rapporteur Dimitrov (17), ni les délégués français, n'ont pris la moindre peine pour analyser ce que représente socialement et politiquement cet épisodique regroupement de forces qui porte le nom pompeux de « Front populaire », au sens social et économique. Au contraire, tous les orateurs se sont obstinément refusés à analyser le programme et les perspectives du nouveau cartel. Ce n'est guère étonnant : la crise du parlementarisme français est avant tout la crise du radicalisme français. Les masses petites-bourgeoises perdent de plus en plus confiance dans ces héros de la phrase jacobine qui finissent toujours par s'avérer des instruments du capital financier. Le fascisme exploite la désillusion politique de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes par rapport au parti radical. En coulisses, le capital financier soutient généreusement les ligues fascistes, se préparant ainsi un nouveau soutien. Le régime actuel a un caractère transitoire. Les radicaux sont encore nécessaires pour soutenir le fragile gouvernement national de Laval.

Mais le caractère à double visage, profondément pourri, de ce parti, n'apparaît nulle part aussi clairement que dans le fait que, d'un côté, il est représenté par ses dirigeants les plus autorisés dans le gouvernement national qui adopte des décrets-lois financiers draconiens, et que, de l'autre, il est membre de ce Front populaire qui combat bruyamment le gouvernement

(16) Aristide BRIAND (1862-1932), avocat des syndicalistes révolutionnaires, puis député socialiste, avait été exclu du parti pour avoir en 1906 accepté un portefeuille dans le gouvernement présidé par le radical Georges Clemenceau. Il avait ultérieurement organisé le parti républicain socialiste et présidé plusieurs gouvernements, dans lequel figuraient des représentants des groupes de droite. Le parti républicain socialiste faisait partie du Front populaire, ainsi que le parti socialiste de France, qui avait été fondé par les « néos ».

(17) Gueorgui DIMITROV (1882-1949), militant socialiste depuis 1903, député au parlement bulgare en 1909, dirigeant de la centrale syndicale liée au parti social-démocrate « tesnjak » (étroit) proche des bolcheviks, avait été l'un des fondateurs et dirigeants du P.C. bulgare. Affecté à l'appareil clandestin de l'I.C. en 1929, il était en 1933 secrétaire de l'I.C. pour l'Europe occidentale quand il fut arrêté le 9 mars et accusé d'avoir organisé l'incendie du Reichstag. Au cours de son procès à Leipzig, de septembre à décembre, il s'était brillamment comporté, tenant tête à l'accusation et inversant les rôles. Acquitté, il avait pu revenir en Union soviétique en février 1934. On lui avait donné les premiers rôles au 7^e congrès de l'I.C. : il était devenu secrétaire général. Son rapport sur « la lutte contre le fascisme » avait été publié dans l'*Humanité* les 15 et 16 août.

et ses décrets-lois. Les socialistes et les communistes affirment que les décrets-lois financiers de Laval (18) constituent pour le fascisme un magnifique cadeau politique ; en même temps, ils évitent soigneusement la question de la responsabilité des radicaux dans la politique de ce gouvernement. L'ensemble du Front populaire repose sur des équivoques, des silences et des falsifications. Rien d'étonnant à ce que la lutte contre le fascisme n'ait eu qu'un caractère purement décoratif. Le discrédit des radicaux dans les masses populaires s'étend automatiquement à leurs alliés. Le Front populaire, très bruyant, mais paralysé par ses contradictions internes, piétine sur place, impuissant. Pendant ce temps, les fascistes élargissent leur base politique et perfectionnent leur organisation militaire. Personne n'en a soufflé mot dans ce congrès où régnait le monolithisme nécessaire et prescrit d'avance.

Le 7^e congrès a été essentiellement convoqué pour ériger en loi et étendre à tous les pays sans exception le tournant opéré par le parti communiste français. Du coup le principal paradoxe de ce congrès est que, tout en prêchant la nécessité de « tenir compte de façon strictement réaliste des particularités nationales de chaque pays », il a, d'un trait de plume fait du « Front populaire » le modèle que toutes les sections doivent suivre. Comme Dimitrov a acquis une certaine autorité morale par son comportement courageux au cours du fameux procès de Berlin — Dimitrov n'a jamais eu et n'a présentement aucun autre droit à une autorité politique —, c'est à lui qu'a été confiée la délicate mission d'annoncer, dans un discours prolixe, mais creux, le fait que l'Internationale communiste, dans la lutte contre le fascisme, s'était engagée dans la voie de la coalition démocratique et du patriotisme. Contrairement aux socialistes, qui, comme on sait, n'ont jamais pu se faire à l'idée d'une combinaison gouvernementale avec les radicaux, le 7^e congrès a mené son tournant jusqu'au bout et a expressément dit que la tâche du nouveau cours était la construction d'un gouvernement de Front populaire.

Si, dans le proche avenir, Marcel Cachin, Thorez et les autres dirigeants du parti communiste français n'arrivent pas à former un gouvernement avec le « radical-fasciste » Daladier et le « social-fasciste » Blum (19), il faudra, en tout état de

(18) Les décrets-lois financiers du gouvernement Laval comportaient notamment une réduction de 10 % des salaires (et des loyers).

(19) Trotsky fait ici allusion à la phraséologie de l'I.C. au cours de la « troisième période », où les expressions « radical-fasciste », « social-fasciste » ou même « anarcho-fasciste » étaient monnaie cou-

cause, en chercher l'explication dans les machinations du processus historique, mais pas dans la mauvaise volonté des dirigeants communistes. Mais si, en dépit de tous les signes objectifs (crise, difficultés financières, explosion révolutionnaire de Toulon, Brest et Le Havre), on aboutit quand même à un gouvernement de coalition du bloc de gauche, il est possible, sans être prophète, de prédire d'avance qu'il ne constituera qu'un bref épisode et que, quand il tombera, il provoquera aussi la chute du « Front populaire ». Ce sera bien s'il n'ensevelit pas dans ses ruines ce qui reste de la démocratie française.

*
* *

La première grande guerre impérialiste a éclaté au moment où le capitalisme semblait dans la plénitude de ses forces et le parlementarisme un régime éternel. C'est sur ce fondement économique et politique que reposaient le réformisme et le patriotisme de la II^e Internationale. La guerre ? Mais c'est la dernière !... Depuis lors, toutes les illusions fondamentales et celles qui en découlaient se sont dissipées en fumée. Le caractère impitoyable de notre époque, qui a dévoilé toutes les contradictions jusqu'à leur racine, confère un caractère particulièrement abominable — et pourrait-on dire indigne — à la capitulation de l'Internationale communiste devant les idées et les idoles auxquelles elle avait déclaré la guerre sainte au début de son existence.

Rien aujourd'hui ne distingue plus les communistes des social-démocrates, sauf la phraséologie traditionnelle dont il n'est pas difficile de se défaire. Déjà les communistes commencent à employer, non sans succès, le langage des salons dans leurs débats avec leurs alliés de droite, et gardent pour leurs adversaires de gauche leurs vieilles provisions d'injures. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que l'on proclame maintenant que le front unique constitue le premier pas vers la fusion organisationnelle totale des partis de la II^e et de la III^e Internationales.

Les obstacles sur la voie de cette fusion ont leurs racines

rante. Notons que Thorez, dans son intervention au 7^e congrès, publiée dans *l'Humanité* du 5 août 1935, ne semblait pas tout à fait dégagé encore des thèmes de cette période puisqu'il affirmait notamment : « Au congrès de Mulhouse, Blum avoua les embarras socialistes par suite de la politique courageuse du Front populaire suivie par le parti communiste. »

non point tant dans les idées que dans les appareils. En Angleterre, en Belgique, en Hollande, dans les pays scandinaves, les sections de l'Internationale communiste sont trop insignifiantes pour que les partis réformistes se sentent intéressés par des expériences de front unique ou des tentatives de fusion. Mais là où les forces sont plus équitablement réparties, avant tout en France, la question de la fusion est déjà posée des deux côtés comme un problème pratique (20). Sera-t-elle décidée dans un avenir proche ? Les divergences sur le programme et la tactique ont été réduites au minimum depuis la conclusion du pacte franco-soviétique : les social-démocrates promettent de défendre l'Union soviétique, en échange de quoi les communistes s'engagent à défendre la République française. Par rapport à la guerre et à la défense nationale, — et c'est là la question fondamentale de notre époque — la base de l'unité existe. Mais il reste la question des traditions de ces deux appareils bureaucratiques clos et des intérêts matériels du grand nombre de gens qui leur sont liés. La pression conjuguée du fascisme et de la diplomatie de Moscou se révélera-t-elle suffisamment puissante pour surmonter les obstacles secondaires, mais néanmoins très importants sur la voie de la fusion, c'est l'avenir qui le dira. En tout cas, le 7^e congrès a proclamé ouvertement et nettement la nécessité de l'unification avec cette même social-démocratie que Staline, il y a quelques années, appelait la sœur jumelle du fascisme.

Si l'on prend le développement idéologique et politique de l'Internationale communiste, en laissant de côté la question de son destin en tant qu'organisation — un cadavre se décompose longtemps encore après que l'âme vivante l'ait quitté —, on peut dire que l'histoire de la III^e Internationale a trouvé dans le 7^e congrès sa conclusion définitive. Il y a vingt-et-un ans, Lénine lançait le mot d'ordre d'une rupture avec le réformisme et le patriotisme. Depuis lors, tous les dirigeants opportunistes, et les dirigeants intermédiaires appelés « centristes » ont considéré que la plus grande faute de Lénine était son attitude scissionniste. On peut penser que Lénine avait tort ou qu'il avait raison, mais il est indiscutable que c'est précisément à partir de

(20) La question était effectivement posée. Le conseil national de la S.F.I.O., sur proposition de sa fédération du Nord, avait donné mandat, le 3 mars 1935, à la C.A.P. d'inviter le P.C., le P.U.P. et les autres groupements ouvriers à « rechercher les bases théoriques, tactiques et organiques d'un parti unique des travailleurs ». Une commission d'unification avait été créée qui fonctionna avec des représentants du P.C. et de la S.F.I.O.

cette idée du caractère inconciliable de ces deux tendances fondamentales à l'intérieur du mouvement ouvrier que l'Internationale communiste a été fondée. Le 7^e congrès en est arrivé à la conclusion que la scission était la source de toutes les terribles défaites subies depuis par le prolétariat. Staline corrige donc ainsi l'« erreur » historique de Lénine et il la corrige radicalement : Lénine a fondé l'Internationale communiste, et Staline la détruit.

On peut cependant déjà dire que même une union complète des deux Internationales n'assurerait en rien l'unité de la classe ouvrière. Les principes du social-patriotisme excluent d'avance la possibilité de conserver l'unité *internationale*, surtout à une époque où approchent de graves conflits armés. Mais il n'y aura pas non plus d'unité dans le cadre *national*. A une nouvelle étape historique, il se produira inévitablement une nouvelle séparation insurmontable dans les organisations ouvrières, et un regroupement de leurs éléments suivant deux axes : l'axe opportuniste et l'axe révolutionnaire. Dès aujourd'hui, dans presque tous les pays du monde, le drapeau de la IV^e Internationale a été levé. Pour le moment, il ne s'agit, bien sûr, que de petits groupes d'avant-garde. Mais quiconque connaît l'histoire du mouvement ouvrier comprendra leur signification symptomatique. Cet aspect de la question sort néanmoins du cadre de cet article dont l'objet est de donner du 7^e congrès une appréciation générale. Nous le répétons encore ; il entrera dans l'histoire comme le congrès de la liquidation.

**[DES RENSEIGNEMENTS
QU'ON VA UTILISER] (1)**
(27 août 1935)

Camarade Vereeken,

Dans la documentation reçue (2), il y a des choses bien intéressantes. Nous allons nous en servir de l'une d'elles en Amérique (3), mais en constituant une provenance allemande de l'information (4).

J'attends avec le plus grand intérêt la continuation.

(1) Archives Vereeken, Bruxelles. Dictée en français. Nous avons respecté le style et les fautes.

(2) Il s'agit de la documentation que faisait parvenir à Trotsky Georges Vereeken, et qui lui était fournie par la secrétaire de V. Adler au bureau de la II^e Internationale. Cf. n. 2, p. 102.

(3) Le rapport que Trotsky se proposait d'utiliser était une information adressée par le vieux social-démocrate James ONEAL (1875-?) le 3 juillet 1935 au bureau de la II^e Internationale sur la situation interne du P.S. américain et les progrès de la tendance des « Militants ». Elle allait être publiée intégralement dans le *New Militant* du 14 septembre.

(4) Trotsky veut dire que le document sera présenté comme émanant de sources allemandes. Il fut en réalité présenté comme provenant de Tchécoslovaquie.

**POUR UN JURY
DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES**
Contre toutes les formes de gangstérisme
à l'intérieur du mouvement ouvrier (1)
(29 août 1935)

Selon une information du journal *L'Humanité*, le communiste italien Montanari (2) a été assassiné le 9 août au métro Belleville. Le 12 août, *l'Humanité* a donné de ce meurtre une explication monstrueuse bien que nullement inattendue. Un article anonyme est paru sous le titre « Laval et les fascistes multiplient les provocations ». Ce titre, qui fait partie de la campagne officielle contre le ministère Laval et les fascistes, était suivi d'un sous-titre, « Notre camarade Montanari est assassiné par un provocateur trotskyste ».

Au fond, la justification de ces titres suffit déjà à caractériser et l'article et son auteur et le journal lui-même. Mais on trouve dans le texte des affirmations sinon plus révoltantes encore, en tout cas pas moins contradictoires.

« Le meurtrier Guido Beiso (3) est un *trotskyste italien notoire* qui, depuis longtemps déjà accomplissait dans l'émigration italienne en France une besogne de provocation. »

(1) T 3691, 3692. *Biulleten Oppositsii*, n° 45, septembre 1935. Traduit du russe. Nous y avons cependant ajouté entre [...] des passages qui ne figurent pas dans le *B.O.* mais figurent en revanche dans la traduction en français publiée dans *La Vérité*.

(2) Camillo MONTANARI, dit AGOSTINO (1900-1935), né dans la région de Reggio de Calabre, avait commencé à militer pendant la guerre. Il avait rejoint le P.C.I. à sa fondation et avait été membre du C.C. des jeunesses communistes, avant de militer illégalement pour le P.C.I. Contraint d'émigrer, il avait été en France l'un des dirigeants des groupes italiens du P.C.F.

(3) Guido BEISO (né en 1902), ingénieur, fils de famille aisée, militant du P.C.I., avait émigré à Nice où il tenait un commerce d'alimentation et exerçait des responsabilités militantes en liaison avec l'Italie toute proche. Indigné par l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N. puis par la déclaration de Staline sur les nécessités de la « défense nationale » en France, il avait manifesté son opposition dans des réunions de cellule, puis pris contact avec le groupe « bordiguiste » (cf. n. 12) de la Fraction de gauche du P.C.I. L'organe du P.C.I. en

Que signifie « besogne de provocation » ? A-t-il mené une propagande contre le social-patriotisme, ou était-il au service de Mussolini ? On ne sait pas. Plus loin, on nous dit que

« Montanari était la cible de la haine des éléments trotskystes que le parti avait exclus, et qui se sont adonnés *par la suite* (c'est-à-dire après leur exclusion [L.T.]) à une évidente et criminelle œuvre de provocation » (4).

L'affaire se complique. Il semble que non seulement Guido Beiso, mais tout un groupe de « trotskystes » italiens exclus, se livraient à une « provocation ouverte ». Au service de la police fasciste ? Là encore, pas d'indication précise. Mais, pour qu'il ne reste chez le lecteur aucun doute quant au sens du mot « provocation », l'article ajoute que Beiso « avait largement vécu ». Nous apprenons enfin qu'à Nice, Beiso « avait été démasqué comme provocateur (par qui ?) lié (??) à tout le travail fasciste de pénétration parmi les masses antifascistes ». Cette formule confuse contient déjà l'accusation directe de liaison avec les fascistes. Retenons-le.

De Nice, Beiso est allé à Paris, et il y a assassiné Montanari. Que les fascistes assassinent les communistes et en général les révolutionnaires, c'est bien connu. Qu'un provocateur fasciste se fasse passer pour un « socialiste », un « communiste » ou un « trotskyste », c'est aussi dans l'ordre des choses. Mais on vient de nous dire que le meurtrier était un « trotskyste italien notoire ». Veut-on dire que, de « trotskyste », il est devenu fasciste, c'est-à-dire qu'il a renié ses positions révolutionnaires ? De tels cas ne sont pas rares. Cependant l'*Humanité* ne soulève pas cette question. En accord avec le titre et le sous-titre, elle continue à développer la double version : trotskyste *et en même*

France, *Azione Popolare*, avait publié le 29 juin 1935 une mise en garde affirmant qu'il n'était pas membre du parti et laissant entendre qu'il était un agent provocateur. Il avait vainement demandé réparation sur le plan local et s'était ensuite rendu à Paris pour y effectuer de nouvelles démarches en ce sens. Il avait semble-t-il rencontré Montanari par hasard et entamé avec lui une vive polémique. Le ton monta. Montanari le qualifia de « provocateur » et Beiso, perdant son sang-froid, l'abattit à bout portant.

Comme allaient le révéler les réactions à l'article de l'*Humanité* du 12 août, Beiso était totalement inconnu des trotskystes, cependant que les bordiguistes le reconnaissaient pour l'un des leurs et entreprenaient de le défendre.

(4) Montanari n'était apparemment ni plus ni moins stalinien que les autres dirigeants du P.C.I. et ne semble pas avoir eu une particulière responsabilité dans l'affaire Beiso.

temps fasciste. C'est cet amalgame qui constitue le pivot de toute l'accusation.

Nous lisons plus loin, non sans étonnement : « Sa déclaration prétendant qu'il a voulu se venger d'*injustes accusations* n'est qu'un masque pour cacher la vérité. » Quelle « vérité », on ne nous le dit ni clairement, ni précisément. En revanche, nous apprenons par hasard et en passant que le meurtrier se jugeait honteusement calomnié, qu'il protestait contre ces accusations et qu'il en est venu au revolver pour se venger. C'est en tout cas la version du meurtrier lui-même. Retenons-la.

L'article anonyme nous informe de plus que le parti communiste italien avait depuis longtemps mis en garde contre « l'action équivoque de cet individu ». Comment cela, « équivoque » ? Seulement « équivoque » ? Ne vient-on pas de nous dire que Beiso avait été « *démasqué* » à Nice comme provocateur fasciste ? Démasqué ! Le travail d'un provocateur, jusqu'à maintenant, n'a jamais été considéré comme « équivoque ». Un provocateur, c'est une canaille stipendiée, rien de plus. Si l'on maintient que son activité est équivoque, c'est que l'on a des *souppçons*, mais pas de *preuves*. Dans de tels cas, les organisations révolutionnaires honnêtes réunissent et cherchent soigneusement les preuves nécessaires avant de lancer des accusations publiques. Telle est la tradition révolutionnaire, depuis des temps immémoriaux. Néanmoins, des paroles de l'*Humanité* elle-même, il nous faut tirer la conclusion que Beiso n'a pas été démasqué comme provocateur, mais seulement suspecté d'en être un (par qui ? pour quoi ? quand ?) et qu'il a en outre violemment protesté contre cette accusation. Et, par-dessus le marché, on nous informe également que « Beiso se décida à venir à Paris où, au début, il ne cacha pas ses desseins homicides ». Ici, nous tombons dans une totale perplexité. Si Beiso avait réellement été au service des fascistes, et si, grâce à cela, il « avait vécu largement », s'il avait été réellement démasqué comme provocateur, et s'il était venu à Paris pour y commettre un assassinat fasciste, comment pouvait-il donc ne pas dissimuler ses intentions ? La version donnée ici par l'*Humanité* contient une nouvelle et évidente absurdité. L'auteur n'est pas capable de présenter de façon consistante sa propre version.

Au fur et à mesure, cet article anonyme devient de plus en plus confus. « Le provocateur, lisons-nous, n'avait jamais été membre du parti communiste » (mais on vient de nous dire qu'il faisait partie d'un groupe de « trotskystes » exclus), « avait été un agent du fascisme dans l'émigration » et « naturellement, avait trouvé accueil et considération dans les groupes trot-

skystes ». Et l'on a ainsi une version nouvelle : ce n'était pas un « trotskyste italien notoire », comme on l'avait dit d'abord, devenu provocateur fasciste *après son exclusion* du parti : non ! C'était un provocateur fasciste, qui n'a jamais appartenu au parti, qui « naturellement » (bien sûr, bien sûr !) a trouvé accueil chez les « trotskystes ». Et pour qu'il ne subsiste aucun doute quant à la source de l'information et quant à son objectif, l'auteur anonyme ajoute : « C'est à peu près (!) par la même voie que fut assassiné notre camarade Kirov. » A peu près ! Mais Kirov fut précisément assassiné par un membre du parti que personne n'accusa de provocation fasciste, comme l'attestent les documents officiels.

Après quelques zigzags supplémentaires, l'article se termine par une leçon de morale parfaitement inattendue : « Les travailleurs de France, avertis, instruits par les leçons d'Autriche, d'Espagne, ne tombent pas dans ces pièges criminels. » Remarquable révélation ! Les insurrections défensives d'Autriche et d'Espagne (5), que même le congrès social-patriote et cartelliste de l'I.C. (6) a été obligé de reconnaître comme des actions héroïques du prolétariat, ne sont en fait, selon l'appréciation de l'*Humanité*, que le résultat de l'activité de provocateurs fascistes (7), les mêmes qui ont assassiné Kirov à Leningrad et Montanari à Paris. Cette profonde leçon de morale des « marxistes » de l'*Humanité* est spécialement destinée sans doute aux ouvriers de Toulon et de Brest.

Le lecteur nous approuvera si nous disons que cet article ressemble à une page arrachée du journal d'un fou. Mais, dans cette folie, il y a une méthode, et qui n'a pas encore dit son dernier mot. C'est pourquoi nous allons poursuivre l'histoire de cette affaire.

Les bolcheviks-léninistes italiens (8) contre qui l'auteur

(5) Il s'agit évidemment de l'insurrection de février 1934 en Autriche et de celle d'octobre 1934 en Espagne dont l'article de l'*Humanité* semble dire qu'elles constituaient des épisodes pour le moins négatifs.

(6) Il s'agit du 7^e congrès de l'I.C. Le terme de « cartelliste » désigne, par analogie avec le « cartel des gauches » la politique de Front populaire en alliance avec le parti radical.

(7) Le tournant vers le Front populaire et les perspectives électoralistes impliquait la condamnation des actions de type insurrectionnel ou manifestations violentes, comme l'avait démontré la réaction du P.C.F. aux incidents de Brest et Toulon dont il rejetait la responsabilité sur les activités « provocatrices » du gouvernement (cf. n. 3, p. 119).

(8) Le groupe B.L. italien à Paris était dirigé par un ancien compagnon de Gramsci à la tête du P.C.I., Alfonso LEONETTI (né en 1895).

anonyme lance des accusations anonymes, ont déclaré le 14 août dans le *Populaire*, par l'intermédiaire du camarade Jean Rous, membre de la direction du parti socialiste français, que « Guido Beiso n'a jamais appartenu à leur organisation, que jamais, ni de près, ni de loin, ils n'ont été en relations avec lui, qu'ils ignoraient même son nom » (9). C'est clair, n'est-ce pas ? Le 15 août, l'*Humanité*, qui avait publié une dénonciation politique mensongère, s'est vue obligée d'écrire : « Nous prenons acte de la déclaration des groupements trotskystes italiens. » Mais l'*Humanité* ne serait pas fidèle à elle-même ni à ses employeurs si elle se contentait de se mordre la langue et de se taire. Non. Ce journal ajoute aussitôt qu'il détient certaines lettres de l'assassin qui prouvent clairement que « l'idéologie contre-révolutionnaire trotskyste » est complètement partagée par l'assassin Beiso. Après tout ce qu'elle avait dit auparavant, cela paraît un peu trop élastique. « Idéologie » ! Nous savons comment on traite cette matière délicate dans les laboratoires de chimie de MM. Duclos et compagnie.

Après quelques nouvelles insinuations, parfaitement informelles et imperceptibles et où l'impuissance rivalise avec la mauvaise foi, l'*Humanité* conclut : « Naturellement, la liaison entre l'assassin et les trotskystes (qui vient d'être catégoriquement démentie, L.T.) n'exclut pas la collusion entre Beiso et la provocation fasciste. Tout se tient. » « Naturellement » ! Mais pourquoi ces courageux poltrons disent-ils maintenant : « n'exclut pas » ? « N'exclut pas », rien de plus ? Pourtant, le 12 août, ils ont affirmé que Beiso, ce « trotskyste notoire », avait été *démasqué* comme provocateur fasciste, qui « avait vécu largement », apparemment avec l'argent de Mussolini. Il s'avère maintenant que seule l'oreille longue et fine de l'*Humanité* a distingué dans les lettres de l'assassin les notes de l'idéologie (idéologie !) trotskyste, circonstance qui « n'exclut pas » (seulement « n'exclut pas ») la liaison de Beiso avec les fascistes. « Tout se tient », cousu avec du fil blanc.

Le 16 août enfin (10), l'*Humanité* a publié un manifeste du comité central du P. C. italien : Montanari est tombé victime

(9) Jean Rous (cf. n. 1, p. 47), avocat, était membre du secrétariat du G.B.L. et, depuis le congrès de Mulhouse, de la C.A.P. de la S.F.I.O. ce qui lui avait permis de passer un communiqué dans le *Populaire* que l'*Humanité* n'avait pu ignorer. Les trotskystes italiens n'avaient effectivement jamais entendu parler de Beiso avant le meurtre.

(10) Cette date erronée se retrouve dans toutes les différentes traductions. Le texte avait en réalité paru le 18 août.

d'un « assassin, préparé à sa mission homicide dans le milieu des groupuscules de trotskystes et de bordiguistes émigrés, agents de la réaction fasciste » (11). [Ni plus, ni moins ! Cette information est d'autant plus intéressante que c'est la première fois qu'apparaissent les bordiguistes (12), un groupe qui n'est lié ni idéologiquement ni organisationnellement aux prétendus « trotskystes », mais qui — et là-dessus nous n'avons pas le moindre doute — n'ont pas plus de rapports avec ce meurtre que les bolcheviks-léninistes. Les bordiguistes ne sont ainsi impliqués que pour étendre le rayon de la calomnie : il faut bien que les staliniens italiens retirent aussi de l'affaire un petit profit.] Ce qui est plus remarquable dans cette communication du P.C. italien, c'est qu'elle ne mentionne absolument pas une quelconque liaison de Beiso avec les fascistes. Non, l'affaire est beaucoup plus compliquée, ou, si l'on veut, beaucoup plus simple : les trotskystes et les bordiguistes sont « en général » des agents de la « réaction fasciste » et Beiso se préparait à sa mission dans ce « milieu », c'est-à-dire à la fois dans ces deux milieux qui se combattent l'un l'autre. On peut enfin maintenant comprendre le sens des mots « à peu près la même voie que fut assassiné notre camarade Kirov ». C'est-à-dire : c'est à peu près de la même manière que des dizaines d'hommes furent inculpés dans l'assassinat de Kirov, qui n'étaient en rien impliqués dans ce meurtre.

De cette accumulation de calomnies, qui s'annulent l'une l'autre, et d'insinuations déliquescentes, il résulte en tout cas que Guido Beiso était en conflit aigu avec les organisations du P.C. italien ou quelques-uns de ses membres. Si on laisse de côté l'« idéologie » —, qui englobe tout et par conséquent n'explique rien — il faut que tout homme qui raisonne se pose la question : qu'est-ce qui, en réalité, a conduit Beiso à commettre ce meurtre ? Si l'on ne part pas de l'idée qu'il s'agirait d'un homme normal sur le plan psychique (et il n'y a jusqu'à maintenant aucun indice en ce sens), il faut conclure qu'il a dû

(11) Faut-il voir dans ce manifeste une tentative de corriger enfin l'amalgame sous la pression du communiqué paru dans le *Populaire* ? (Note de L. Trotsky.)

(12) « Bordiguistes » est le nom donné aux partisans de la fraction communiste de gauche. Amadeo BORDIGA (1889-1970), ingénieur de Naples, militant de la gauche du P.S.I. avant la guerre, avait dirigé la fraction « abstentionniste » du P.S.I., et été le principal dirigeant du P.C.I. dans ses premières années. Il avait fondé la fraction de gauche sur la base de son opposition aux décisions du 3^e congrès de l'I.C. et à la politique du « front unique ». Arrêté en 1926, il avait été libéré en 1930, exclu du P.C.I. la même année.

subir des épreuves personnelles extrêmement douloureuses qui lui ont semblé intolérables et qui, à la fin des fins, lui ont fait perdre son équilibre et l'ont poussé à commettre un acte aussi insensé et criminel (13). Mais qui l'a amené à subir ces épreuves intolérables ? L'organisation « trotskyste » avec laquelle il n'a jamais eu de relations, ou l'organisation au nom de laquelle s'exprime l'*Humanité* ? C'est ainsi et ainsi seulement que la question se pose. Et l'idée ne s'impose-t-elle pas d'elle-même que les staliniens italiens accusent Beiso, qui leur déplaisait, d'être un provocateur, sans preuves sérieuses et peut-être sans preuves du tout, c'est-à-dire qu'ils utilisent ces armes empoisonnées qui servent la plupart du temps d'arguments politiques à ces messieurs ? Beiso lui-même, comme cela ressort de l'*Humanité*, a violemment protesté contre ces accusations et a menacé de mort ses accusateurs. Aucun provocateur projetant l'assassinat d'un révolutionnaire ne se comporte de cette façon ; mais un émigré peu conscient ou en train de perdre la tête peut s'être comporté ainsi, parce qu'il n'aurait pas trouvé d'autre moyen de se défendre contre la persécution. Par ces remarques, qui ne sont que des hypothèses (et pour le moment on ne peut faire que des hypothèses), nous ne cherchons nullement à jeter la moindre ombre sur feu Montanari. Il est tout à fait possible que ce soit par hasard qu'il ait été la victime ou que, s'il a réellement pris part à la persécution des prétendus « provocateurs », il ait agi de bonne foi, parce qu'il avait confiance en son parti et en sa direction profondément démoralisée. Mais la personnalité de Montanari ne règle pas la question des mobiles qui ont poussé Beiso.

[Des coquins vont dire que nous sommes en train de prendre la défense du meurtrier et de le justifier en tant que moyen de résoudre les conflits entre révolutionnaires (14). Mais ce n'est pas pour les coquins que nous écrivons. L'affaire Montanari-Beiso est importante précisément parce que c'est un conflit politique qui abouti à un meurtre parfaitement insensé d'un émigré par un autre émigré. C'est là un avertissement sérieux dont il faut comprendre à temps la signification.]

(13) Bien que Trotsky n'ait à ce moment connu l'affaire Beiso-Montanari que par la presse, il semble bien qu'il avait donné à son sujet un diagnostic exact.

(14) Telle ne fut pas la réaction des bordiguistes. Le numéro d'août-septembre de leur organe, *Bilan* qui donnait les éléments d'information rapportés à la note (2) écrivait en effet que « les trotskystes » s'étaient jetés dans le piège... en publiant un communiqué de « désolidarisation » avec Beiso.

L'affaire se trouve maintenant entre les mains des autorités judiciaires bourgeoises. Bien entendu l'enquête officielle n'a pas pour objet de faire la lumière sur ce drame sanglant du point de vue de la morale prolétarienne révolutionnaire. L'accusation peut même essayer de compromettre l'émigration prolétarienne et les organisations révolutionnaires en général. Mais les agents de l'Internationale communiste peuvent aussi utiliser ce procès pour les objectifs honteux qui font partie de leurs obligations professionnelles. En ce qui concerne les organisations ouvrières, indépendamment de leur drapeau politique, elles n'ont intérêt qu'à une seule chose : *faire sur cette affaire la plus grande lumière possible*, empêcher la répétition de liquidation à coups de revolver dans les milieux révolutionnaires.

A notre avis, les organisations ouvrières doivent sans attendre créer une commission autorisée et impartiale qui prendrait connaissance de tous les matériaux, y compris les lettres de Beiso mentionnées dans l'*Humanité*, et interrogerait tous les témoins et représentants des partis et groupes mêlés à l'affaire, afin que les circonstances morales, politiques et personnelles en soient totalement éclaircies (15). C'est nécessaire, non seulement pour la mémoire de Montanari et pour découvrir les véritables mobiles de Beiso, mais aussi pour assainir l'atmosphère de toutes les organisations ouvrières et la débarrasser des mensonges, des calomnies, des persécutions et des coups de revolver. Bien entendu, ce qui serait le mieux dans cette affaire, ce serait que des représentants de l'*Humanité* et du comité central du P. C. italien participent à cette commission. Mais on peut prédire avec une quasi-certitude qu'ils refuseront : ces politiciens ne peuvent que perdre, et bien plus qu'il n'apparaît à première vue, à une enquête impartiale. Mais l'enquête ne doit pas être sabotée par leur refus d'y participer. Tout homme qui participe honnêtement au mouvement ouvrier a un intérêt profond à ce que cet abcès soit vidé, car autrement il risque de se gangréner. La tragique affaire Montanari doit être portée devant un jury ouvrier.

(15) L'affaire vint l'année suivante devant la cour d'assises de la Seine. Guido Beiso, toujours présenté comme « trotskyste » par l'*Humanité* fut condamné le 9 juin 1936 à cinq ans de travaux forcés. Le député et journaliste de l'*Humanité* Gabriel PÉRI (1902-1941) vint, selon l'*Humanité* du 9, affirmer à la barre des témoins : « En août 1935, Beiso tue Montanari (...). Quelques semaines après, à Leningrad, un contre-révolutionnaire appartenant aux mêmes groupements abat à coups de revolver le militant Serge Kirov. » Erreur sur les dates mise à part, l'intention était claire.

[ENCORE UNE FOIS SUR LE SAP] (1)

(2 septembre 1935)

Chers Camarades,

1. J'ai lu avec le plus grand intérêt les lettres d'Allemagne que j'ai reçues de [...]. D'abord elles donnent une image bien informée de la situation intérieure. Deuxièmement, elles prouvent que nous avons en Allemagne des cadres, et que nous pouvons être fiers de leur capacité de marxistes. Ce que dit le rapport de J.S. (2) sur les usines est très important, et en outre me renforce dans l'analyse que j'ai développée en commentant les thèses du comité émigré.

Le second rapport (sur la situation allemande) est révélateur également en ce qui concerne la question de l'Eglise sur laquelle on n'a déjà que trop discuté (3). Peut-être certains camarades ont-ils encore une orientation trop purement propagandiste. Mais c'est lié à l'attitude prise par *Unser Wort*. Il faut renforcer le journal. Il a une base en Allemagne, et nous pouvons, avec l'intervention de nos cadres, l'élargir régulièrement. Mais la condition préalable est la publication régulière d'*Unser Wort*, au moins deux fois par mois et au moins une fois par mois sur six pages. Cela nous permettrait de consacrer deux pages à des thèmes plus courants d'agitation, sans négliger les questions théoriques ni d'information internationale. Chaque numéro, je le répète, devrait avoir quelques colonnes remplies de petites notes de cinq à dix lignes sur des affaires intérieures des organisations ouvrières. Les camarades allemands — les

(1) *Informations-Dienst*, n° 10, février 1936. Lettre au comité émigré de l'I.K.D. Traduit de l'allemand.

(2) Nous n'avons pas identifié le militant qui se dissimule sous ces initiales.

(3) Allusion à la discussion à propos de la crise entre les Eglises et l'Etat nazi : la direction de l'I.K.D. avait affirmé la nécessité d'un « appui inconditionnel » aux Eglises, position vivement critiquée, notamment par Ruth Fischer. Cf. pp. 148-151.

rapports le démontrent — sont extrêmement intéressés par ces questions.

2. J'entends dire que quelques camarades pensent, ou, peut-être, ont pensé que le tournant sur la question du S.A.P., qui s'est manifesté pour l'extérieur avec l'article sur l'alchimie (4), a été réalisé d'une façon non démocratique. La question me paraît si importante pour comprendre le *centralisme démocratique* que j'aimerais en dire deux mots ici. Le dernier congrès de l'I.K.D. (5) a incontestablement adopté la ligne qui consistait à se rapprocher du S.A.P. A cette époque, les représentants du comité en émigration considéraient que c'était une perspective sans espoir. Mais ils ont à juste titre pensé qu'il fallait donner à la section allemande l'occasion de faire sa propre expérience dans ce domaine, car il était vraiment bien plus facile d'en arriver à une conclusion satisfaisante du dehors (où la direction est à portée de la main) qu'en Allemagne même. Mais la résolution adoptée au congrès n'avait pas le sens d'une résolution valable à tout jamais. Il s'agissait de faire une tentative dans la pratique et d'aller plus loin sur la base des résultats obtenus. L'attitude de la direction du S.A.P. à l'étranger, ainsi que les rapports d'Allemagne même, ont démontré sans aucun doute possible qu'il n'y avait plus grand-chose à gagner des négociations avec le S.A.P., et qu'elles ne servaient qu'à paralyser notre propre organisation. C'est ce que pensait le comité en émigration. C'était conforme aux conclusions que je tirais de notre expérience internationale. Au cours de la discussion avec le camarade Braun (6), l'accord sur ce point a été total.

Que devait faire la direction dans cette situation ? Quelques camarades ont pensé que la direction devait ouvrir une nouvelle discussion et, sur cette base, tenir un nouveau congrès ou organiser un référendum. Ce serait la « démocratie » véritable. Peut-être. Mais du centralisme révolutionnaire, de l'initiative, de la disposition à l'action et du sens des responsabilités,

(4) « Alchimie centrisme ou marxisme », *Œuvres 5*, janvier-juin 1935, pp. 261-296.

(5) Il s'agit de la conférence qui s'était tenue à Dietikon près de Zürich, du 24 au 26 décembre 1934. Elle s'était tenue en présence de Jan Frankel, délégué du S.I. et avec la participation de plusieurs délégués venus d'Allemagne, dont Jan Bur. Le délégué « anti-entrisme » — c'est-à-dire hostile à l'entrée dans la S.F.I.O. — de Berlin, Walter Herz (né en 1915) avait défendu la poursuite de la ligne d'unification avec le S.A.P.

(6) Braun était l'un des pseudonymes d'Erwin Wolf (Cf. n. 7, p. 65). Voir l'entretien entre Trotsky et lui dans *Œuvres 5*, janvier-juin 1935, pp. 225-233.

il n'y aurait pas la moindre trace. Si l'on procède de cette façon à propos de chaque question, on laisse intégralement la responsabilité aux membres et il n'y a pas lieu d'avoir une direction. Une machine à calculer suffirait. L'idée d'une démocratie pure (moins le centralisme bolchevique), particulièrement dans les conditions données en Allemagne, est de toute évidence utopique. La direction doit également avoir le courage de déclarer qu'une action qui a été décidée par l'organisme suprême, le congrès, est dépassée, et en tirer les conclusions nécessaires. Bien sûr, la direction doit être certaine, ce faisant, d'exprimer de façon authentique l'expérience de la majorité de l'organisation. Et le comité en émigration, comme l'auteur de l'article, étaient fermement convaincus que tel était le cas.

Cette estimation a-t-elle été confirmée ? Entièrement. D'abord par le fait qu'après un bref examen les camarades d'Allemagne ont été d'accord avec la nécessité du tournant. Deuxièmement, par les dernières déclarations du S.A.P. dans l'arène internationale. Je le répète, une direction qui, à un moment critique, ne peut pas rassembler son courage pour tourner en vingt-quatre heures, de sa propre initiative, sans perdre de temps, et tout en continuant à refléter l'expérience de l'ensemble de l'organisation, n'est pas digne d'être appelée une direction. Bien entendu, elle risque, ce faisant, de commettre une erreur, d'en être punie par l'organisation, ou même d'être remplacée. Toute profession a ses hasards et c'est en particulier là le risque de la profession de dirigeant.

**[PAS D'ALLIANCE
AVEC LE GROUPE OEHLER !] (1)**
(4 septembre 1935)

Chers Camarades Abern et Weber,

En réponse à votre lettre du 18 août, j'ai étudié très soigneusement toutes les lettres et documents et l'ensemble du matériel sur le plénum de juin (2). Mon opinion peut être erronée, mais elle ne repose certainement pas sur une information « unilatérale ».

Toujours, quand je parle dans mes lettres de la direction j'entends par là non seulement Cannon-Shachtman-Swabeck, mais naturellement aussi le groupe du camarade Muste. Les divergences dans la direction entre les deux groupes les plus importants ne me sont apparues clairement qu'à travers les procès-verbaux du plénum de juin. Cela change la situation au sens négatif, mais ne change pas mon appréciation de la position de votre groupe.

Dans vos lettres précédentes, vous reprochiez vivement à Cannon et Shachtman de n'être pas suffisamment critiques vis-à-vis du groupe Muste (3), de beaucoup trop tolérer ses faiblesses et d'avoir pour un an et demi, au nom de la paix, exclu la discussion. Maintenant vous faites à Cannon et Shachtman le reproche inverse. Ils ont traité le groupe Muste

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. La traduction française est faite ici à partir d'une traduction anglaise dont l'original était en allemand.

(2) Au plénum de juin 1935 du W.P.U.S., dans une situation de crise consécutive aux divergences au sujet de l'entrisme, tous les alignements anciens avaient été bousculés. Cannon et Shachtman — longtemps opposés — s'étaient retrouvés sur la même position, avec Swabeck, soutenus par le « mustiste » Burnham. Oehler — qui avait été hostile à la fusion avec les « mustistes » — condamnait tout « entrisme »... avec le soutien de Muste. Le groupe Abern-Weber-Glotzer — qui n'était pas hostile à l'entrisme — soutenait les critiques d'Oehler et les réserves de Muste contre les « méthodes » de Cannon et son intention évidente d'exclure Oehler et les siens.

(3) Sur A. J. Muste, cf. n. 2, p. 144.

avec une insuffisante considération, comme s'ils étaient seuls dans la direction. A lui seul, cet argument hautement persuasif me montre l'ampleur du tournant que vous avez fait sans l'annoncer au cours des dernières semaines. Cela démontre que les moments subjectifs, les souvenirs et les vieux liens déterminent dans une large mesure la politique de votre groupe : *mots d'ordre et reproches changent, mais l'opposition demeure permanente.*

Que je considère le camarade Muste et son groupe comme des facteurs très importants non seulement dans le W.P.U.S. mais aussi dans le mouvement international, je n'ai pas besoin de le dire précisément maintenant. Je suis avec grand intérêt tout ce qu'il écrit, parce que, comme je le lui ai écrit personnellement, j'espère que la signature en commun du Manifeste pour la IV^e Internationale signifie une fraternité de combat, pour ainsi dire, pour la vie (4).

Je ne puis pas considérer comme un crime que Cannon et Shachtman aient essayé d'éviter la discussion dans la période qui a suivi la fusion. La discussion n'est pas l'élément unique, ni l'élément fondamental de la vie du parti. Quand la discussion n'est pas nourrie par l'action mais par elle-même, le parti est perdu. Le nouveau parti aurait dû avoir la possibilité de prendre part à des actions de masse, de rassembler une expérience, commettre des erreurs, afin que la discussion se développe à un niveau supérieur et soit fructueuse. Le parti, comme vous le soulignez, est resté sans position sur le tournant français. Ce n'est pas non plus un malheur en soi. A une époque, par exemple, j'ai conseillé aux camarades hollandais, compte tenu de la gravité des divergences sur la question de la S.F.I.O., de ne pas prendre position tout de suite, mais d'attendre de façon critique ce que montrerait l'expérience. Que votre groupe ait défendu le tournant français, c'est naturellement à votre crédit (5). Mais que de cette question également vous essayiez de fabriquer une arme contre la direction je le considère comme une erreur. C'est avec joie que j'ai pris connaissance du fait que vous avez contribué à gagner le camarade Muste au tournant

(4) Trotsky considérait comme une très grande victoire d'avoir gagné à la IV^e Internationale un groupe ouvrier proprement américain, et de l'avoir convaincu dans son expérience de la lutte de classes.

(5) Selon les procès-verbaux du comité national de la C.L.A. d'octobre et novembre 1934 conservés dans les archives de James P. Cannon, il ne semble pas que la position d'Abern au moins ait été aussi nette à cette époque et favorable au « tournant français », puisqu'il s'abstint, faute d'information suffisante, sur presque tous les votes à ce sujet.

français. Mais je considère comme indiscutable que c'était *l'expérience elle-même* qui était décisive sur cette question. C'est pourquoi il aurait été erroné en agissant hors de propos de précipiter une scission ou une paralysie du parti au lieu de laisser les événements parler d'eux-mêmes pendant un certain temps.

En ce qui concerne la question du P.S. américain, je considère que votre critique des thèses de Cannon-Shachtman est très exagérée. En les comparant aux thèses Abern-Muste-Weber, je ne peux découvrir que des nuances qui sont pourtant développées à l'infini de manière purement spéculative. Nous ne sommes pas des empiristes, c'est vrai. Mais nous ne sommes pas non plus des transcendentalistes. Nous devrions coller de plus près à la réalité, réunir les expériences concernant le P.S., les éprouver de façon critique et les discuter après un certain laps de temps. Mais il est faux de nous engager nous-mêmes pour l'éternité dans une question tactique-pratique. Les variantes découvertes par la réflexion d'un développement possible ne doivent pas gêner l'étape suivante.

Mes conclusions ? Une alliance, directe ou indirecte, ouverte ou cachée, du groupe Muste-Weber *avec le groupe Oehler* contre Cannon-Shachtman serait *un crime* contre le parti et contre la IV^e Internationale. Le plénum prochain et la discussion doivent signifier au fond l'alliance de Cannon-Muste-Weber contre le groupe Oehler. C'est seulement dans ce cas que la discussion aura un caractère principal ; le groupe Oehler se repliera sur lui-même et ses éléments les plus décidés y regarderont à dix fois avant de faire scission pour disparaître dans le néant.

Il est possible que Cannon et d'autres camarades veuillent agir contre le groupe Oehler trop brusquement, trop brutalement, trop « bureaucratiquement ». Mais aujourd'hui la situation est bien différente. La discussion bat son plein. On ne peut plus s'en prendre à la démocratie du parti. Il ne faut plus maintenant parler des erreurs « bureaucratiques » d'hier, mais prendre une position claire et juste dans la discussion, qui sera comprise nationalement et internationalement.

Chers amis, ne prenez pas mal cette lettre. C'est ma position et je ne peux rien d'autre.

Meilleurs saluts à vous deux et aussi à Glotzer.

**[IL FAUT FAIRE DES CONCESSIONS
A WEBER ET MUSTE] (1)**
(4 septembre 1935)

Chers Camarades,

En réponse à votre lettre du 15 août au S.I. : il va de soi qu'il faut liquider politiquement l'oehlerisme. Là-dessus, nous sommes pleinement d'accord. Cela doit-il nécessairement signifier une éviction d'Oehler et du noyau de son groupe ? Je ne puis en juger. S'il est possible de l'éviter, il faut naturellement l'éviter.

Oehler n'est pas une tête politique. C'est seulement dans l'enfance du mouvement que de tels personnages peuvent se donner des airs de dirigeants politiques. Mais cela ne signifie pas obligatoirement qu'ils soient sans utilité pour le mouvement. Riazanov (2) par exemple voulait à tout prix être un dirigeant politique et en particulier syndical. Mais il n'en avait pas les capacités. Après un certain temps d'expérience, il a fini par se consacrer à la recherche sur Marx et il s'est acquis dans ce domaine la reconnaissance impérissable du parti et de l'Internationale. Il est possible qu'Oehler aussi trouve à l'avenir sa place dans le mouvement. On ne doit pas, autant que possible, lui

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'histoire sociale, New York. Lettre à Cannon et Shachtman, traduite ici de l'allemand.

(2) David B. GOLDENDAKH dit RIAZANOV (1870-1938) était devenu marxiste en 1889 et avait organisé des cercles socialistes clandestins dans la région d'Odessa. Après cinq ans de prison et trois de résidence surveillée, il avait émigré et animé le petit groupe qui éditait *Borba* et tentait de réconcilier « iskristes » et « économistes ». Il avait refusé de choisir entre les fractions bolchevique et menchevique en 1903 et organisé des syndicats à Odessa et St-Petersbourg pendant la révolution de 1905. Internationaliste en 1914, il rejetait pourtant le « défaitisme révolutionnaire » défendu par Lénine. Après la révolution de février 1917, il avait été élu président du bureau central des syndicats de Petrograd et avait adhéré au parti bolchevique. Il était devenu en 1921 directeur de l'Institut Marx-Engels. Il avait été exclu du parti en 1931 et déporté.

claquer la porte au nez. Mais, comme figure politique indépendante, il ne peut que se compromettre et faire du tort au mouvement.

Reste toutefois la question de savoir *de quelle manière et dans quel délai* l'oehlerisme doit être liquidé. Se faire d'ici une opinion à ce sujet n'est pas facile. De l'ensemble des faits et de la documentation, j'ai cependant retiré l'impression que vous avez laissé assez longtemps les mains libres à l'oehlerisme et qu'ensuite vous êtes passés subitement à l'attaque avec tant de virulence que l'organisation s'en est trouvée bousculée et la direction lézardée.

Ce qui est extrêmement regrettable, c'est votre grave différend avec Muste (3). Pas seulement pour des raisons internationales, bien que Muste soit une figure internationale, d'un point de vue purement *national* aussi, votre rupture avec Muste signifierait pour longtemps un coup porté à l'autorité de la direction et de l'organisation tout entière. On ne mène pas pendant six mois et plus des négociations en vue d'une fusion pour aboutir au bout des six mois suivants à une scission. Un tel résultat renforcerait au plus haut point les ragots sur les « méthodes impossibles » des bolcheviks-léninistes. Le S.A.P. fait déjà savoir à ses sections que le W.P.U.S. est au bord de l'effondrement.

Ce que je veux dire par là, c'est que, si on n'a pas le droit de faire des concessions de principe à l'« oehlerisme », on a la possibilité et le devoir, faute de pouvoir faire autrement, de faire des concessions au groupe de Muste et au groupe de Weber *sur les formes et les méthodes de la lutte contre l'oehlerisme*. Vous ne pouvez tout de même pas vous cacher le fait que, même si vous gagnez la majorité, ce sera une courte majorité et que, dans ce cas, votre groupe se trouvera face à une coalition organisationnelle des trois autres groupes. Vous pourrez qualifier cette coalition de « sans principes », de « pernicieuse », etc., ces qualificatifs ne la feront pas pour autant disparaître de la surface de la terre. Je ne veux pas — j'aurais du mal à le faire — aborder la question de savoir dans quelle mesure des méthodes par trop brutales et outrancières (sans préparation politique et psychologique) pourraient être responsables de la formation de la coalition organisationnelle des trois

(3) Dans ce texte dicté à un germanophone (Jan Frankel ou Walter Held), le nom de Muste est orthographié phonétiquement « Musty ». Nous avons rétabli partout l'orthographe correcte.

groupes. Mais vous avez le devoir de tenir compte des dures réalités (4).

Je me demande comment Lénine agirait dans une situation analogue. Je crois pouvoir dire avec certitude qu'il ferait devant le parti à peu près la déclaration suivante : « La tendance Oehler menace le développement et l'avenir du parti. Combattre cette tendance est le devoir absolu de tout marxiste. Cependant, la *manière* dont nous l'avons combattue a provoqué du mécontentement chez deux autres groupes, dont celui de Muste est de grande importance. *Nous sommes donc pleinement disposés, en ce qui concerne la manière de combattre le sectarisme, à faire de larges concessions aux groupes de Muste et de Weber.* » Une telle déclaration ferait sans nul doute la meilleure impression sur les éléments indécis et ne pourrait que rehausser votre autorité et désarmer vos adversaires.

Peut-être allez-vous me répondre que cela signifierait une « paix pourrie », le renforcement du groupe Oehler, la paralysie du développement du parti, etc. Je ne le crois pas, car on ne doit pas mettre cette perspective en balance avec une situation idéale, mais avec la situation d'une menace de scission dans un rapport de forces extrêmement défavorable. L'oehlerisme ne peut que se compromettre et s'affaiblir sous l'effet de nouveaux événements. Muste et Weber seront obligés de lui tourner toujours davantage le dos. Votre autorité ne pourra que croître. C'est ainsi que Lénine a agi, par exemple, dans sa lutte contre les ultimatisés (5) et, comme le résultat l'a montré, avec succès.

Le groupe Muste est naturellement, du point de vue politique, plus important que le groupe Weber. Mais les deux sont plus ou moins liés entre eux et *vous n'avez absolument aucun intérêt à maintenir le groupe Weber dans une opposition permanente*. Il est hautement vraisemblable que, dans le comporte-

(4) En tout cas, je ne puis m'empêcher de voir dans l'information que vous me donnez, selon laquelle Muste a cessé tous rapports avec vous sans la moindre divergence politique préalable, la preuve infaillible que vous avez entrepris des démarches extrêmement importantes sans en discuter quotidiennement avec lui et sans lui laisser le temps nécessaire pour en délibérer avec ses proches amis. Le fait que la prise de position de Muste, comme secrétaire du parti, vous soit apparue comme quelque chose de « soudain », d'inattendu, signifie pour moi que tout n'était pas *all right* (parfait) dans votre manière d'agir. (Note de Trotsky).

(5) Le groupe des bolcheviks « ultimatisés » du comité de Saint-Petersbourg en 1907 (à ne pas confondre avec leurs voisins d'idées, les « otzovistes » de Bogdanov) se prononçait contre toute participation du parti bolchevique à des activités légales, y compris à l'activité des syndicats étroitement tenus par la police.

ment de ce groupe, certains souvenirs de conflits anciens, des liens personnels, etc., jouent un rôle important. Naturellement, ce n'est pas correct. Mais ce serait moins correct encore de considérer ce groupe comme perdu d'avance. Politiquement il est d'accord avec nous. Si, en usant de prévenances — ce qui, dans cette situation, sera un signe de force et non de faiblesse — vous éliminez l'ancienne animosité, vous retirerez toute justification à l'existence autonome de ce groupe et ne pourrez que renforcer votre propre position. Cela est d'autant plus important que le dirigeant de la jeunesse, Gould (6), qui semble être un camarade très capable et très actif, se réclame lui aussi de cette fraction.

Telle est l'impression générale que j'ai retirée de la situation après un examen attentif du matériel qui était à ma disposition.

Avec mes salutations les plus sincères. Yours (7).

P.-S. Avez-vous reçu les documents que je vous ai adressés sur la lutte que mène la section française ? (Un rapport français manuscrit et un rapport allemand sur la manifestation du 14 juillet, un numéro saisi de *Révolution* (8), le tract du 14 juillet, des extraits de lettres, etc.) Dans le *New Militant*, je n'en ai malheureusement vu aucune trace. Peut-être n'ai-je pas reçu tous les numéros de votre journal. Le meilleur moyen de combattre l'ochlerisme, c'est de bien informer sur ce qui se passe réellement.

(6) Nathan GOULD (né en 1912) avait adhéré en 1922 à l'organisation des « Pionniers » de Chicago — contrôlée par le P.C., puis en 1928 à celle des jeunesses communistes. Exclu comme « trotskyste » en 1931, il avait rejoint la Communist League of America et doublé en quelques mois les effectifs de son organisation de jeunesse la Spartacus Youth League à Chicago. Il était le principal dirigeant de cette organisation.

(7) « Vôte ». En anglais dans le texte.

(8) Cf. n. 2, p. 140.

IL EST TEMPS D'ORGANISER L'AIDE AUX RÉVOLUTIONNAIRES INTERNATIONALISTES (1)

(7 septembre 1935)

La lettre publiée ci-dessus du bolchevik-léniniste qui s'est évadé d'U.R.S.S. (2) fait une description atroce des persécutions et des violences de la bureaucratie et une autre, non moins atroce, de la détresse physique dans laquelle se trouvent des centaines et des milliers de révolutionnaires dévoués et désintéressés, pleins d'abnégation. Récemment, leurs peines d'exil et de prison ont été rallongées de deux, trois et même cinq ans, sans aucune nouvelle accusation (3). Nombre d'entre eux sont en prison ou en exil depuis le début de 1928, soit depuis presque huit ans. Il apparaît même, à travers la presse soviétique, que, de nouveau, des centaines, sinon des milliers de révolutionnaires, vieux et jeunes, ont été arrêtés, exilés, emprisonnés au cours de cette année simplement parce qu'ils n'ont pas approuvé la politique internationale de Staline ou désapprouvé sa brutalité avec Zinoviev, Kamenev et les autres (4). Des lettres d'exil, reçues de parents — des exceptions rares —, dépeignent une situation désespérée et sans issue. Par exemple, un vieux révolutionnaire écrit d'exil : « Envoyer de l'argent ici

(1) T 3701, 3702. *Biulleten Oppositsii*, n° 45, septembre 1935. Non signé. Traduit du russe.

(2) L'Arménien Arpen Tavitian ou Davtian (cf. n. 2, p. 256) évadé d'U.R.S.S. et qui venait d'arriver en Iran avait publié dans le même numéro une lettre signée A. Tarov.

(3) Parmi ces condamnés figuraient quelques-uns des plus proches collaborateurs de Trotsky, l'économiste Elzéar B. SOLNTSEV (1900-1936), un autre économiste, Chanaan V. PEVZNER, gendre de Iagoda, l'ancien marin de Cronstadt, puis tchékiste, Vassili F. PANKRATOV, etc., qui tous avaient été arrêtés de nouveau en déportation et encore condamnés.

(4) Dans la dernière fournée de personnes arrêtées figurait notamment Alexandra L. SOKOLOVSKAJA (1873-1937?), la première femme de Trotsky qui avait élevé jusqu'alors ses trois petits-enfants dont les mères étaient mortes et les pères déportés, et Sergei SEDOV (1908-1937?), second fils de Trotsky.

n'a pas de sens — il n'y a pas ici où l'encaisser. On ne peut presque rien trouver ici, même pas de légumes (5). » Un autre exilé, coupé de ses amis depuis des années, privé de la possibilité de correspondre avec sa famille, même avec ses enfants, écrit une carte postale qui arrive par hasard : « Nous sommes sur la voie des vieux Lafargue », suggérant par là une tentative de suicide collectif (6), le plus probablement par une grève de la faim. Des nouvelles des prisons arrivent plus rarement encore que d'exil et elles dépeignent de nouvelles horreurs qui laissent derrière elles, et de loin, tout ce que Staline a perpétré au cours des premières années de sa lutte contre l'Opposition de gauche. Telle est la situation.

[Aide matérielle et morale]

Il faut leur apporter une aide matérielle et morale, et il faut le faire tout de suite. L'aide *morale* doit consister dans la dénonciation à l'échelle la plus vaste possible des cruautés bonapartistes auxquelles sont soumis les révolutionnaires prisonniers. Il faut divulguer le plus largement possible tous les renseignements qui nous parviennent et il faut éveiller la sympathie des ouvriers pour ces authentiques héros demeurés fidèles au drapeau de l'internationalisme révolutionnaire pendant des années, dans des conditions d'isolement total, coupés de toute information et soumis à des privations inouïes. Il faut protester ouvertement et de toutes nos forces contre la terreur stalinienne destinée non pas à défendre la révolution contre l'ennemi de classe, mais la bureaucratie et son règne autocratique contre l'avant-garde ouvrière.

L'aide *matérielle* doit se faire sous la forme de collectes de fonds à transmettre aux adresses que nous possédons : exilés et prisonniers, partout où ils le peuvent, partagent fraternellement entre eux les sommes qui leur parviennent.

(5) La lettre était adressée par Alexandra Lvovna à Léon Sedov.

(6) Platon VOLKOV, instituteur, ancien commissaire politique dans l'Armée rouge et membre de l'Opposition de gauche, était le mari de Zinaïda, fille aînée de Trotsky. Il avait écrit le 1^{er} août 1933 à son beau-frère Léon Sedov, qui, depuis le suicide de Zinaïda en 1933, élevait le jeune Vsevolod P. VOLKOV (né en 1926) : « Je suis en train de commencer une nouvelle phase, après avoir été sur la route des vieux Lafargue et avoir presque rejoint notre Zinouchka. » L'allusion au suicide était double puisque sa propre femme, « Zinouchka » s'était suicidée et puisque Paul LAFARGUE (1842-1911) et sa compagne, Laura MARX (1845-1911), se suicidèrent ensemble pour éviter la vieillesse et la déchéance.

Mais l'agitation, les protestations et la collecte de fonds ne suffisent pas. Il faut créer une *organisation permanente d'aide* aux internationalistes révolutionnaires auxquels ni la II^e ni la III^e Internationale ne s'intéressent, que les syndicats réformistes ignorent et que la bourgeoisie du monde entier tient à juste titre pour ses pires ennemis.

[*Les prisonniers de Chine*]

Le problème n'est évidemment pas limité à l'U.R.S.S. En Chine, les prisons de Chang Kaï-chek, l'ancien allié de Staline (7) détiennent nombre de bolcheviks-léninistes au premier rang desquels Chen Duxiu (8) le vieux révolutionnaire, fondateur du parti communiste, qui purge une peine de onze ans de prison. Les chefs du prétendu « front unique » évitent soigneusement toute référence au nom même de Chen Duxiu, un nom qui devrait pourtant être connu de tout ouvrier révolutionnaire. En Allemagne, en Italie, en Espagne, en Pologne, en Grèce, en Indonésie et dans de nombreux autres pays, les combattants de la IV^e Internationale, toujours plus nombreux, emplissent prisons et camps de concentration des dictatures réactionnaires. Même en Hollande, terre classique de la « démocratie », des internationalistes révolutionnaires comme Sneeveliet et Schmidt ont payé, au cours des dernières années, un sévère tribut aux prisons du capital (9).

Mais il ne s'agit pas ici seulement des bolcheviks-léninistes et des combattants pour la IV^e Internationale. Dans les pays de l'Ancien et du Nouveau Monde, les nombreuses organisations et groupes révolutionnaires extérieurs aux deux Internationales et qui ne se sont pas rangés sous le drapeau de la Nouvelle Internationale comptent beaucoup de victimes dans leurs rangs.

(7) CHANG KAÏ-CHEK (1887-1975), chef de l'armée du gouvernement Kuomintang de Canton, avait été traité en ami par l'I.C. qui l'avait même fait « membre d'honneur » de son présidium, mais, en 1927, il avait organisé et dirigé le massacre des militants ouvriers, communistes au premier chef, à Shanghai puis dans le reste du pays.

(8) Sur Chen Duxiu, cf. n. 2, p. 109.

(9) A la suite de la mutinerie en janvier 1933 des marins du cuirassé hollandais *Zeven-Provinciën*, le dirigeant du R.S.P. hollandais Henricus (Henk) SNEEVLIEET (1883-1942), pionnier du communisme en Indonésie et en Chine sous le nom de MARING, avait été condamné à 18 mois de prison pour s'être affirmé solidaire des marins. Peter J. Schmidt, dirigeant de l'O.S.P. avait été emprisonné de juillet à décembre 1934 pour avoir affirmé sa solidarité avec les émeutiers ouvriers de Jordaan (cf. n. 3, p. 123).

Il en est de même dans les colonies : il suffit, par exemple de citer le révolutionnaire indien Roy (10) qui purge une peine de quatorze ans de prison, après avoir été honteusement trahi par l'I.C. dans les rangs de laquelle il avait combattu.

[De dures épreuves en perspective]

Le rapprochement toujours plus étroit préparé par le congrès de Moscou (11) entre la II^e et la III^e Internationale et les bureaucraties syndicales sur une plate-forme commune de *social-patriotisme* laisse prévoir des épreuves particulièrement pénibles pour les combattants prolétariens qui sont sous le drapeau de *l'internationalisme et du défaitisme révolutionnaire*. S'abritant derrière des nécessités patriotiques, peut-être même derrière le souci de la « défense de l'U.R.S.S. », la police et les procureurs du capital vont désormais porter aux internationalistes des coups redoutables afin d'enlever les obstacles sur la voie du « front unique » de Staline-Laval-Cachin-Blum-Jouhaux, en même temps que sur la voie de la nouvelle guerre impérialiste. Celui qui ne voit pas cette perspective est aveugle, ou pour le moins myope. Les révolutionnaires doivent être prêts à de grandes épreuves et de grands sacrifices.

La classe ouvrière est divisée en deux camps politiques différents ; entre les organisations qui n'appartiennent ni à la II^e ni à la III^e Internationale, il existe également des divergences sérieuses. On ne doit pas les éliminer artificiellement. Mais s'il est un domaine dans lequel les ouvriers révolutionnaires honnêtes peuvent et doivent associer leurs efforts, c'est dans l'organisation de l'aide aux militants prisonniers de la bourgeoisie et trahis par les social-patriotes. Il faut entreprendre immédiatement la création d'une association internationale

(10) Manabendra Nath Roy (1887-1954), nationaliste indien, avait émigré pendant la guerre en Allemagne, puis aux Etats-Unis et au Mexique où il était devenu communiste. Délégué en 1920 au 2^e congrès de l'I.C., il avait joué un rôle important dans la discussion de la « question nationale et coloniale » et avait présenté des « thèses » adoptées comme « complémentaires » à celles de Lénine. Ultérieurement responsable du bureau de l'I.C. à Tachkent, pour l'Extrême-Orient, membre de l'exécutif de l'I.C., il dirigea sa délégation en Chine en mai 1927. Accusé de « déviation droitiste » en 1929, il fut exclu de l'I.C. en novembre et se fixa à Berlin où il collabora avec Brandler et Thalheimer dans l'I.V.K.O. Revenu aux Indes en décembre 1930, il fut arrêté en juillet 1931 et condamné à six ans de prison.

(11) Allusion au 7^e congrès de l'I.C.

entre partis pour l'aide aux révolutionnaire persécutés à cause de leur fidélité aux principes de l'internationalisme.

Tous les partis et groupes qui se rangent sous le drapeau de la IV^e Internationale se joindront évidemment à une telle organisation. Mais ce n'est pas suffisant. Il faut arriver à un accord avec tous les autres partis révolutionnaires indépendants et les minorités de gauche des vieilles Internationales et des syndicats. C'est une question politique brûlante. De grandes batailles nous attendent. Il ne faut pas seulement construire l'armée, mais préparer en même temps la Croix-Rouge et le corps de la santé.

AU SUJET DU 7^e CONGRÈS (1)

(7 septembre 1935)

Je dois des excuses aux lecteurs de notre presse internationale pour n'avoir pas encore commenté le 7^e congrès, malgré quelques allusions pour mémoire. Les causes en sont extérieures à ma volonté. D'une part, les débats ont été tout à fait amorphes et délibérément confus, et de l'autre, ils avaient un caractère exclusivement théâtral. Les questions étaient discutées et réglées en coulisse, souvent par le téléphone qui relie le Kremlin et le commissariat aux affaires étrangères. Il y avait quelque chose comme un conflit d'opinion à l'intérieur de l'étroit cercle bureaucratique. Mais, dès que la décision était prise par le bureau politique, des orateurs étaient désignés avec pour mission de présenter la décision de la façon la moins compromettante pour la couche dirigeante de l'I.C. et de façon en tout cas à ne pas jeter l'ombre la plus légère sur l'infailibilité du Chef. Ce qui, dans ce congrès, passait pour une « discussion » se résume en fait à une longue comédie, il faut le dire, horriblement ennuyeuse, dans laquelle les rôles étaient distribués d'avance. En outre, les acteurs étaient mauvais.

C'est pour cette raison qu'il faut étudier les comptes rendus des discussions comme des documents diplomatiques, en se posant à tout instant des questions : « Qu'est-ce que l'orateur a *réellement* en tête ? Sur quoi est-il en train de passer ? Et pourquoi ? » Mais les documents diplomatiques sont d'habitude rédigés de façon succincte, tandis que les discours des rapporteurs fournissent un moyen supplémentaire de mesurer l'assurance de la bureaucratie : il faut lâcher le plus grand nombre possible d'affirmations le moins précises possible, sans être gêné par leur caractère contradictoire. On ne sait jamais laquelle

(1) T 3699, 3700. Ce texte est traduit du russe, et présente de sensibles différences avec la traduction française publiée dans le journal beige *Action socialiste révolutionnaire* du 22 décembre 1935, dont les textes différant de l'original russe sont indiqués entre [].

précisément de ces affirmations sera utilisable à l'avenir. Ajoutons à cela des comptes rendus de presse extrêmement mauvais. La forme de l'exposé peut être bonne, claire, convaincante, quand il y a une pensée claire et une volonté politique, un combat d'idées ouvert, contribuant toujours à la précision ; mais quand un orateur-fonctionnaire s'emploie à effacer ses propres traces et celles de ses chefs, et quand un journaliste-fonctionnaire répète des discours embrouillés dans la crainte permanente de se heurter à quelque récif, alors les comptes rendus des journaux se réduisent en fin de compte inévitablement à un pitoyable hachis de lieux communs mal reliés entre eux. C'est le cas des comptes rendus de l'*Humanité* que j'ai dû utiliser jusqu'à présent. Lorsque, par exemple, j'ai cherché, sur la base de ces comptes rendus, à déterminer, même de façon approximative, ce que représente le mouvement ouvrier au Japon, dans les conditions de la crise actuelle en Extrême-Orient, et le rôle qu'y joue le parti communiste japonais, je ne suis arrivé à établir de manière certaine qu'un seul fait, à savoir qu'en japonais l'amour passionné pour le Chef s'exprime par le mot « Banzai » (2). Mais cela, je le savais déjà puisqu'il est également d'usage de crier « Banzai » en l'honneur du Mikado. Soit dit en passant, à ce congrès, Staline a brillé par son silence (3), également à la façon du Mikado.

Les prétendues « discussions » tournaient autour de deux questions : la politique du « front unique » (aujourd'hui il n'en existe pas d'autre) *contre le fascisme*, et la même politique *contre la guerre*. Les discours des rapporteurs, le rapport plat et vulgaire de Dimitrov comme les discours alambiqués d'Ercoli (4) n'ont rien ajouté aux considérations dont la presse de l'I.C. était remplie ces derniers mois, particulièrement en France. L'expérience du parti communiste français occupait le centre de la scène ; on la recommandait comme un exemple à imiter. [Mais c'était précisément sur les questions fondamen-

(2) Dans l'éditorial consacré à l'ouverture du congrès (*L'Humanité*, 27 juillet 1935), Paul Vaillant-Couturier avait notamment écrit : « Et ces délégués japonais saluant Staline aux cris de "Banzai". » Les allusions ultérieures des comptes rendus au mouvement ouvrier japonais n'avaient guère été plus explicites.

(3) Staline n'avait pas pris la parole à ce congrès.

(4) ERCOLI était alors le pseudonyme de Palmiro TOGLIATTI (1893-1964). Ancien collaborateur de l'*Ordine nuovo* de Gramsci, membre du C.C. du P.C.I. en 1922, de l'exécutif de l'I.C. en 1924, de son secrétariat en 1926, Togliatti, partisan de Boukharine, avait renié ce dernier au moment de son élimination et avait réussi à conserver ses fonctions. Son rapport avait été publié dans l'*Humanité* du 16 août et sa réponse aux interventions dans celle du 22.

tales, avant le congrès, que les organisations de la IV^e Internationale s'étaient déjà exprimées de façon tout à fait adéquate. A la lumière des débats de Moscou, nous autres, révolutionnaires marxistes, n'avons pas à changer une seule ligne de ce que nous avons écrit jusqu'à présent sur les questions de la guerre, du fascisme, du « front unique » et du « Front populaire ».

Cela ne signifie nullement que nous puissions nous désintéresser du 7^e congrès. Il s'en faut de beaucoup !] Que ses débats soient riches ou creux, le congrès lui-même représente une étape dans l'évolution d'une certaine fraction de la classe ouvrière. Il est important, ne serait-ce que parce qu'en légalisant le tournant opportuniste en France il le transfère immédiatement dans le reste du monde. On a là un exemple curieux du mode de pensée bureaucratique : tout en accordant, au moins sur le papier, une autonomie libérale à toutes les sections et en donnant même des instructions pour qu'elles pensent de façon indépendante et s'adaptent à leurs propres conditions nationales, le congrès, tout de suite après, a proclamé que dans tous les pays du monde, l'Allemagne fasciste et la Norvège démocratique, la Grande-Bretagne et l'Inde, la Grèce et la Chine, ont également besoin du « Front populaire » et, si possible, d'un gouvernement de Front populaire. Ce congrès est important parce qu'il marque — après une période d'hésitations et de tâtonnements — l'entrée définitive de l'Internationale communiste dans sa « quatrième période », où son mot d'ordre est « Daladier au pouvoir » (5), son drapeau le drapeau tricolore et son hymne *La Marseillaise* dont le bruit couvre l'*Internationale*.

Les résolutions auront en tout cas apporté beaucoup plus que les discussions verbeuses pour apprécier la profondeur du tournant et son contenu concret dans les conditions des différents pays. Pourtant, aucun des projets de résolution sur une seule des questions en discussion n'a été publié à l'avance. Les discussions n'ont pas été menées autour de documents précis mais se sont étendues à l'infini. Une commission spéciale ne s'est occupée de préparer les résolutions qu'après que tous les orateurs aient chanté les louanges du Chef et commencé à faire leurs bagages. C'est un fait sans précédent : le congrès officiel a pris fin sans avoir adopté aucune décision. Ce travail a été laissé aux nouveaux dirigeants déjà nommés avant le congrès

(5) En français dans le texte.

(Dimitrov !), lesquels doivent autant que possible prendre en considération l'état d'esprit et les vœux des honorables délégués. Ainsi le mécanisme même de ce congrès a rendu très difficile de formuler à temps toute espèce d'appréciation critique de ses travaux. [Aujourd'hui en tout cas, les principaux matériaux du congrès ont été publiés et il existe enfin une possibilité d'en dresser les bilans théorique et politique. J'essaierai de le faire dès que possible dans une brochure particulière ou une série d'articles. Pour le moment, j'aimerais esquisser d'avance quelques conclusions politiques en liaison avec le tournant de l'Internationale communiste qui a été consacré dans ce congrès.]

Ce serait de notre part une erreur fatale que de penser que la théorie et la pratique de la « troisième période » ont été liquidées totalement et sans douleur par l'« autocritique » des dirigeants et que le tournant opportuniste et patriotique se voit garanti un avenir sans nuages. Si la bureaucratie a brûlé avec une légèreté scandaleuse tout ce qu'elle adorait jusqu'alors, il en va autrement avec les masses. Leur attitude face aux mots d'ordre est sérieuse et honnête. L'état d'esprit de la « troisième période » est encore bien vivant dans la conscience des travailleurs qui suivent la III^e Internationale. Et précisément cet état d'esprit s'est manifesté dans les rangs des communistes français à Brest et à Toulon (6). Les dirigeants n'ont pu pour un temps apaiser l'opposition de la base qu'en lui donnant sous la foi du serment des assurances « secrètes » qu'il s'agissait d'une ruse de guerre destinée à donner le change aux radicaux et aux socialistes, et là... « là, nous ferons voir qui nous sommes ». D'un autre côté, le tournant du parti communiste vers le cartel et le patriotisme lui attire la sympathie de nouvelles couches assez éloignées de la classe ouvrière, très patriotes et très mécontentes des décrets financiers, et qui ne voient dans le parti communiste que l'aile la plus énergique du Front populaire. Cela signifie qu'à l'intérieur du parti communiste et à sa périphérie s'accumulent des tendances de plus en plus contradictoires qui doivent conduire à une explosion ou une série d'explosions. Il en découle pour les organisations de la IV^e Internationale l'obligation de suivre avec la plus grande

(6) Cf. n. 2, p. 118, à propos de l'attitude de certains militants du P.C. comme Paul Valière à Brest. Rendant compte de l'arrestation d'un ouvrier algérien de Toulon qui enduisait d'un produit corrosif les affiches du Front populaire appelant au calme, l'*Humanité* du 12 août avait affirmé que cet homme avait été vu lançant des pierres sur le service d'ordre. Le 20 août, le même journal publiait une note du secrétariat du P.C. intitulée « Contre la provocation ».

attention la vie interne des partis communistes, afin d'y soutenir la tendance prolétarienne révolutionnaire contre la fraction social-patriote dirigeante, laquelle va désormais s'empêtrer de plus en plus dans ses tentatives de collaboration de classes.

Notre deuxième conclusion concerne les groupes centristes et leur attitude vis-à-vis du tournant stratégique de l'Internationale communiste. Les centristes de droite vont inévitablement être attirés par ce tournant comme par un flux magnétique. Il suffit de lire les thèses sur la guerre d'Otto Bauer, Zyromski et du menchevik russe Dan (7) pour comprendre clairement que ce sont précisément ces représentants consommés du juste milieu qui ont exprimé l'essence de la nouvelle politique de l'I.C. bien mieux que Dimitrov et Ercoli. Mais ils ne sont pas les seuls. Le champ magnétique s'étend aussi plus loin à gauche. *Die Neue Front*, l'organe du S.A.P., dans ses deux derniers numéros (16 et 17), tout en s'abritant derrière un tas de réserves prudentes et de mises en garde, salue en substance le tournant opportuniste de l'Internationale communiste comme une rupture avec son ossification sectaire et son engagement dans la voie d'une politique « plus réaliste » (8). Combien mal avisés apparaissent les propos selon lesquels le S.A.P. serait prétendument en accord avec nous sur toutes les questions de principe, mais ne désapprouverait que nos « méthodes » !

En réalité, toutes les questions majeures révèlent l'incompatibilité entre leur position de principe et la nôtre. L'aggravation du danger de guerre a conduit le S.A.P. à mettre immédiatement en avant, pour faire contrepoids à nos mots d'ordre, le mot d'ordre démoralisant du « désarmement » que

(7) OTTO BAUER (1881-1938) était avant 1934 le théoricien et le principal dirigeant du parti social-démocrate autrichien. Il était en exil depuis 1934. Jean Zyromski (cf. n. 2, p. 75) animateur de la tendance « Bataille socialiste » était le principal dirigeant de la fédération S.F.I.O. de la Seine, partisan de l'unité organique et très proche des positions du P.C. Fedor I. GURVITCH, dit DAN (1870-1947) avait été l'un des fondateurs de la social-démocratie russe, puis l'un des principaux dirigeants des mencheviks. Il avait été expulsé d'Union soviétique en 1922. Ces trois hommes avaient élaboré ensemble des thèses sur « Le socialisme et le danger de guerre » dans lesquelles ils soutenaient la nécessité pour le mouvement ouvrier de soutenir la bourgeoisie des pays « démocratiques » afin d'abattre Hitler et de défendre l'U.R.S.S. Leurs thèses étaient la version « socialiste » de la politique du Front populaire et de l'« antifascisme ».

(8) L'un des premiers commentaires du S.A.P. avait été de dire que Dimitrov avait « dit beaucoup de bonnes choses sur le front unique et le front populaire ». Il semble que les contacts qui devaient aboutir l'année suivante à la conclusion du pacte de Front populaire entre partis allemands avaient été pris presque aussitôt après le 7^e congrès de l'I. C.

même Otto Bauer, Zyromski et Dan rejettent comme « irréaliste ». C'est exactement le même conflit entre nos positions qui se manifeste dans les appréciations sur l'évolution de l'Internationale communiste. Au plus chaud de la « troisième période », nous avions prédit avec une précision absolue que ce paroxysme d'ultra-gauchisme conduirait inévitablement à un nouveau zigzag opportuniste, incomparablement plus profond et plus néfaste que les précédents. A l'époque où l'Internationale communiste brillait encore de tous les feux du « défaitisme révolutionnaire », nous avons prévenu que de la théorie du « socialisme dans un seul pays » découleraient inévitablement des conclusions social-patriotiques avec toutes les trahisons qui s'ensuivent. Le 7^e congrès de l'Internationale communiste a fourni une confirmation véritablement remarquable du pronostic marxiste. Et qu'est-il arrivé ? Les dirigeants du S.A.P., qui ont tout oublié et qui n'ont rien appris, saluent cette étape nouvelle et très grave d'une maladie incurable en y découvrant les symptômes... d'une guérison réaliste. N'est-il pas clair que nous sommes en présence de deux positions irréductibles ?

Du point de vue mentionné plus haut, il sera intéressant au suprême degré de savoir comment réagira exactement au 7^e congrès de l'I.C. celui des partis centristes de gauche qui a été jusqu'à présent le plus proche de l'Internationale communiste, à savoir l'I.L.P. d'Angleterre. Sera-t-il attiré par le lamentable « réalisme » du 7^e congrès (« front unique », « masses », « classes moyennes », etc.) ou sera-t-il au contraire repoussé par cet opportunisme à retardement et d'autant plus funeste qu'il est attardé (collaboration de classes sous le drapeau creux de l'« antifascisme », social-patriotisme sous le couvert de la « défense de l'U.R.S.S. », etc.) ? Le destin de l'I.L.P. va dépendre de son choix.

On peut dire de façon générale qu'indépendamment des étapes partielles isolées et des épisodes, le tournant de l'Internationale communiste consacré par ce congrès simplifie la situation à l'intérieur du mouvement ouvrier. Il consolide le camp social-patriote, rapprochant les uns des autres les partis de la II^e et de la III^e Internationales, quelle que soit la façon dont se réglera le problème de l'unité organisationnelle. Il renforce les tendances centrifuges à l'intérieur des groupes centristes. Aux internationalistes révolutionnaires, c'est-à-dire aux constructeurs de la IV^e Internationale, il ouvre d'immenses possibilités.

[LES COMITÉS D'ACTION] (1)

(7 septembre 1935)

[...] Le mot d'ordre « Chassez les radicaux ! » est juste, mais il est insuffisant, parce que vous n'indiquez pas les moyens de les chasser. Or ces moyens sont indiqués par le 7^e congrès du Comintern. La résolution concernant le fascisme préconise la création, partout où c'est possible, de larges organismes électifs des masses populaires. [...] Ce qu'a été pour nous, pendant une certaine période, le mot d'ordre de « front unique », d' « alliance ouvrière », etc., le même rôle doit être joué maintenant par le mot d'ordre de la création d'organismes représentatifs de masse du front unique (en perspective, des soviets). Nous devons déclarer ouvertement : « Nous ne sommes pas d'accord avec le contenu de la motion Dimitrov parce qu'elle préconise la collaboration de classes, la politique du Kuomintang. Mais, dans cette motion, il y a un paragraphe tout à fait juste, progressiste et extrêmement important. » [...]

(1) Extraits dans *Bulletin intérieur* du G.B.L., n° 9, 1935.

**[SE TOURNER
VERS UN PARTI INDÉPENDANT] (1)**
(13 septembre 1935)

[...] Marceau Pivert nous demande d'abandonner la *Vérité* (2), comme si cette mesure pouvait contenter les dieux qui ont soif (3). Et la *Lutte de Classes* ? Et *Révolution* ? Et les tracts ? Ces pauvres gens de Spartacus sont plus conséquents quand ils abandonnent *Révolution* (4). Mais, même ainsi, ils ne feront qu'aiguiser l'appétit de Blum et de Zyromski. L'idée de Spartacus selon laquelle il faut rester à tout prix dans la S.F.I.O. est une idée de trahison. Les réformistes disent : « Nous ferons tout dans le cadre de la légalité bourgeoise. » Mais la légalité bourgeoise permet de faire « tout », sauf les choses les plus importantes. La légalité de Blum n'est que l'appendice et le reflet de la légalité bourgeoise. Elle permet de faire — ou

(1) Extraits d'une lettre à van Heijenoort, cités par BRAUN, *op. cit.*, pp. 11, 13, 17, 37. Nous suivons sur ce point Louis Sinclair qui pense que ces quatre extraits proviennent tous d'une même lettre, alors que Braun attribue l'un d'entre eux à une lettre à Rous.

(2) Marceau Pivert, qui échangeait pendant cette période une correspondance suivie avec Raymond Molinier lui avait notamment écrit le 3 septembre : « A tout prix, il faut donc *rester dans le parti*, abandonner cette impossible attitude d'une affiliation (?) à deux Internationales à la fois [...] Mais je crois que le sacrifice de la *Vérité* s'impose. » Le 11 septembre, Rous avait écrit à Trotsky : « Raymond a proposé la suppression de la *Vérité* [...] Le motif : la *Vérité* est bannie et interdite dans les sections : quiconque la vend, quiconque y écrit, sera exclu » (BRAUN, *op. cit.*, pp. 17 et 11).

(3) Une décision de la C.A.P. de la S.F.I.O. en date du 28 août stipulait « que le journal *La Vérité* ne saurait plus être considéré comme un organe de parti socialiste [...] », décidait d'« informer les militants qu'en travaillant à diffuser ce journal, ils se rendent solidaires d'une action visant à discréditer et à diffamer d'excellents camarades du parti », de « demander au prochain conseil national de prendre toutes les sanctions, si graves soient-elles, que l'intérêt du parti peut exiger ».

(4) Le groupe « Spartacus » venait de décider d'abandonner la rédaction de *Révolution*. La position de ce groupe influencé par le S.A.P. s'éclaire à la lecture d'un tract publié par ses soins peu après l'exclusion des dirigeants de l'Entente : « Ils (les spartacistes) s'estiment

plutôt de dire — « tout », sauf de s'opposer efficacement au patriotisme impérialiste (...) Avant de vous étrangler, ils cherchent à vous priver de vos moyens de défense. Y consentir serait un suicide politique.

[...] Faut-il ou non parler ouvertement de la perspective d'un parti indépendant ? Comment peut-on ne pas le faire ? Vous voudriez rester dans la S.F.I.O. jusqu'à la limite des possibilités [...] Nous disons ouvertement à nos amis : « Défendez avec acharnement votre place dans la S.F.I.O., mais soyez prêts au combat indépendant si l'on nous y force, et il semble bien que ce sera le cas. » *Comment ne pas le dire ouvertement ?*

[...] C'est possible que les deux bureaucraties, avec l'aide des deux Etats (5) réussissent pendant un certain temps à nous faire la vie bien précaire : à l'approche de la guerre, la situation des révolutionnaires ne peut être ni commode ni agréable. Lénine et Liebknecht ont commencé par « s'isoler » des organisations de masse. Ni Marceau Pivert, ni personne n'inventera autre chose [...]

d'autant plus qualifiés pour protester contre ses exclusions que, dès le début de leur activité, ils se sont prononcés contre la lutte fractionnelle telle qu'elle a été pratiquée dans l'Entente de la Seine, organisme démocratique et révolutionnaire, et qu'ils se sont prononcés également contre le mot d'ordre B.L. de la IV^e Internationale. Ce mot d'ordre abstrait et vide de sens pratique a toujours été considéré par les camarades de Spartacus comme de nature à donner prise aux accusations scissionnistes (...) Ils regrettent que les camarades b. l. aient cru devoir imprimer dans la *Vérité* la formule "sur l'ordre de Laval-Staline", et parler de "l'équipe pour l'union sacrée Blum-Thorez-Zyromski-Staline". » (BRAUN, *op. cit.*, p. 15.)

(5) Il s'agit de l'Etat français, auquel la bureaucratie réformiste est liée, et de l'Etat soviétique, qui contrôle la bureaucratie stalinienne du P.C.

LA RUSSIE ET LE PROLÉTARIAT MONDIAL (1)

(14 septembre 1935)

Nous avons enfin la résolution sur le rapport de Dimitrov contre le fascisme (2). Elle est aussi verbeuse et confuse que le rapport lui-même. Nous ne nous occuperons ici que de la première phrase du premier paragraphe de cette résolution, lequel tient en dix lignes à peine de l'*Humanité*, mais constitue en même temps la pierre angulaire de toute la structure théorique et stratégique de la prétendue Internationale communiste. Examinons de plus près à quoi ressemble cette pierre angulaire. Nous en citons mot à mot la première phrase :

« *La victoire définitive et sans retour du socialisme dans le pays des soviets*, victoire d'une portée mondiale qui a prodigieusement élevé la puissance et le rôle de l'U.R.S.S. en tant que rempart des exploités et opprimés du monde entier et qui pousse les travailleurs à la lutte contre l'exploitation capitaliste, la réaction bourgeoise et le fascisme, pour la paix, pour la liberté et l'indépendance des peuples [...] (3). »

Les affirmations contenues dans cette phrase, pour catégoriques qu'elles puissent être, n'en sont pas moins radicalement fausses. Qu'est-ce que « la victoire définitive et sans retour du socialisme dans le pays des soviets » est censé signifier ? Aucun théoricien officiel n'a tenté de nous l'expliquer. La réso-

(1) *New International*, octobre 1935. Traduit de l'anglais. Toutes les citations des journaux français ont été reprises directement à la source.

(2) Il s'agit du rapport présenté sur « la lutte contre le fascisme » dont le texte avait été publié les 15 et 16 août dans l'*Humanité*, et de la résolution sur ce rapport qui n'avait été publiée que le 8 septembre.

(3) L'affirmation concernant la victoire « définitive et sans retour » du socialisme en U.R.S.S. était l'axe du rapport de Manuilsky présentée dans l'*Humanité* du 19 août sous le titre de première page : « Victoire définitive du socialisme ! Un bilan prodigieux. »

lution se garde également de faire la moindre allusion aux critères sur lesquels repose cette affirmation. Il nous faut donc rappeler une fois de plus l'A B C du marxisme. La victoire du socialisme, et surtout sa « victoire finale, irrévocable », ne peut consister qu'en ce que la productivité moyenne de chaque membre de la société socialiste dépasse et même dépasse de beaucoup celle d'un ouvrier des pays capitalistes. Le plus audacieux théoricien du Comintern lui-même ne se hasarderait pas à préférer une telle affirmation en ce qui concerne l'U.R.S.S. Nous espérons pouvoir établir sur la base des statistiques, prochainement, le caractère encore très arriéré de l'Union soviétique en ce qui concerne à la fois le revenu national et le revenu individuel. Mais notre tâche présente ne requiert pas une telle preuve. Le fait que le gouvernement soviétique soit obligé de se cramponner au monopole du commerce extérieur constitue une confirmation suffisante de l'arriération existante — malgré tous les succès — de l'économie soviétique. Car, si les coûts de production dans le pays étaient inférieurs au coût de production capitaliste, le monopole du commerce extérieur serait superflu. La toute dernière réforme du commerce extérieur, interprétée par nombre d'observateurs bien trop superficiels comme un abandon du monopole du commerce extérieur, ne constitue en réalité qu'une réforme technico-bureaucratique qui ne porte pas la moindre atteinte aux piliers fondamentaux de ce monopole. Comme, par ailleurs, la bureaucratie soviétique s'est basée sur la nationalisation des moyens de production depuis l'introduction du plan quinquennal et de la collectivisation, et que, d'autre part, les produits soviétiques sont plus chers que les produits capitalistes, la bureaucratie soviétique, pour sa propre préservation, ne peut pas abandonner le monopole du commerce extérieur. Ce fait décisif — le bas niveau de la productivité du travail en Union soviétique — donne la clé qui permet d'accéder à tous les autres secrets.

Si le revenu national par tête en U.R.S.S. était approximativement au même niveau qu'aux Etats-Unis, et si la bureaucratie ne gaspillait pas de façon improductive et ne consommait pas de façon parasitaire une fraction trop importante de ce revenu, le niveau de vie de la population devrait être infiniment plus élevé que dans les pays capitalistes, Etats-Unis compris. Mais ce n'est pas le moins du monde le cas. Le paysan russe, c'est-à-dire l'immense majorité de la population, vit encore dans une profonde pauvreté. Même la situation du prolétariat industriel est loin d'avoir atteint le niveau américain, ni même le niveau européen. Etablir honnêtement ce fait ne signifie pas

naturellement dire quoi que ce soit, à aucun égard, contre le mode socialiste de production, puisque, dans le cas du capitalisme, nous avons affaire à un système en décomposition, et dans le cas du socialisme, à un système qui ne fait que commencer. Il ne nous faut cependant pas nous contenter des tendances générales du développement, mais caractériser avec la plus grande précision possible le niveau atteint, sinon nous nous perdrons dans des lieux communs dénués de sens.

Si la société socialiste donnait à ses membres un bien-être moyen assuré, avec la perspective de l'amélioration continue de la condition de chacun, alors les brûlantes inquiétudes concernant l'existence individuelle commenceraient à disparaître, et la cupidité, l'anxiété et l'envie n'apparaîtraient plus que sous la forme de résidus de plus en plus rares de l'état de choses ancien : la solidarité économique passerait du niveau du principe à celui d'une habitude quotidienne. Que cela ne soit pas le moins du monde le cas, il est à peine nécessaire de le prouver : la création d'une aristocratie ouvrière semi-privilégiée au-dessous de la bureaucratie soviétique pleinement privilégiée ; les efforts pour traduire dans la langue de la monnaie tous les rapports entre les hommes ; les lois draconiennes de protection de la propriété de l'Etat ; finalement, la loi réellement barbare contre les enfants « criminels », tout cela prouve de la façon la plus frappante et la plus irréfutable que le socialisme est encore loin d'être « irrévocablement » assuré dans ce domaine qui, précisément, est décisif pour le socialisme : *dans la conscience du peuple*.

Si la victoire du socialisme est « définitive et sans retour », comme la résolution ose l'affirmer, pourquoi la dictature policière continue-t-elle d'exister ? Plus encore, pourquoi se congèle-t-elle jour après jour en un régime bureaucratique-bonapartiste d'une dureté insupportable, d'arbitraire et de pourriture ? Un socialisme garanti, enraciné « irrévocablement » pourrait bien ne pas exiger une bureaucratie omnipotente, avec à sa tête un maître absolu, car la dictature, de façon générale, n'est après tout rien d'autre qu'un moyen d'Etat pour préserver et protéger les fondements *menacés* de l'Etat socialiste — et pas ses fondements *assurés* ! La tentative intrépide de nombreux « théoriciens » de faire référence à des dangers *extérieurs* est beaucoup trop absurde pour être prise au sérieux. Une société dont la structure socialiste est assurée, dont les rapports internes reposent ainsi sur la solidarité de la masse écrasante, n'a pas besoin d'une dictature à l'intérieur pour se protéger de ses ennemis extérieurs, mais seulement d'un appareil technico-mili-

taire, exactement comme elle a besoin pour son bien-être d'un appareil technico-économique.

De la même façon, la peur de la guerre dans laquelle vit la bureaucratie soviétique, et qui détermine l'ensemble de sa politique internationale, ne peut s'expliquer que par le fait que la construction socialiste sur laquelle la bureaucratie soviétique repose n'est pas encore assurée, historiquement parlant. La lutte de l'Etat ouvrier contre le capitalisme menaçant est — ou du moins, devrait être — une composante de la lutte de classe de la classe ouvrière internationale. Ainsi *la guerre* a — ou du moins, devrait avoir — la même signification pour l'Etat ouvrier que la *révolution* pour le prolétariat des pays capitalistes. Nous sommes bien entendu contre toute révolution « prématurée », artificiellement provoquée, car, étant donné le rapport de forces défavorable, elle ne peut conduire qu'à la défaite. C'est également vrai pour la guerre. Un Etat ouvrier ne doit chercher à l'éviter que si elle est « prématurée », c'est-à-dire si le socialisme n'y est pas définitivement et irrévocablement assuré. L'opinion couramment admise selon laquelle le socialisme est assuré sur le plan intérieur, mais pourrait être écrasé par la force des armes, est dénuée de sens : un système économique qui atteint un niveau supérieur de productivité du travail humain ne peut être renversé par des mesures militaires. La victoire de la coalition de l'Europe semi-féodale sur Napoléon n'a pas abouti à la destruction du développement capitaliste de la France, mais à son accélération dans le reste de l'Europe. L'histoire enseigne que les vainqueurs — s'ils sont à un niveau économique et culturel inférieur à celui des vaincus — adoptent la technique de ces derniers, leurs rapports sociaux et leur culture. Ce n'est pas la force militaire en elle-même qui menace le socialisme, mais *les marchandises à bon marché* qui arriveraient sur les talons des armées capitalistes victorieuses. Plus encore, si le socialisme était réellement assuré en Union soviétique sous la forme que je viens de décrire, c'est-à-dire d'une technique supérieure, d'une productivité supérieure, d'un bien-être supérieur de toute la population, d'une solidarité plus grande, il ne pourrait même pas être question d'une victoire militaire soviétique sur l'Union des Etats capitalistes déchirés intérieurement.

On voit ainsi combien est radicalement erronée la prétention la plus importante, réellement décisive, du 7^e congrès mondial. Des marxistes révolutionnaires auraient dit : « Les succès techniques en U.R.S.S. sont très significatifs, les succès économiques loin derrière. Pour garantir même ce "bien-être"

atteint dans les pays capitalistes avancés et pour rééduquer la population, il faudra encore bien des années, même si l'on ne tient pas compte des contradictions internes et du rôle de plus en plus destructeur de la bureaucratie soviétique, c'est-à-dire de deux facteurs susceptibles par eux-mêmes de démolir les réalisations sociales encore pas suffisamment assurées. La décomposition du capitalisme, la poussée du fascisme, l'aggravation du danger de guerre, tous ces processus avancent infiniment plus vite que la construction du socialisme en U.R.S.S. » Seuls des charlatans étroits d'esprit et des dévots bureaucrates peuvent penser que cette façon sincère et honnête de poser la question doucherait l' « enthousiasme » de la classe ouvrière internationale. L'enthousiasme révolutionnaire ne peut pas être en permanence alimenté par des mensonges. Mais les mensonges constituent les piliers du système stratégique du Comintern. Le socialisme est « irrévocablement » assuré en U.R.S.S., sur un dixième de la surface du globe, si seulement le prolétariat mondial veut bien aider à ce que l'Etat soviétique soit laissé en paix. Ainsi le mot d'ordre n'est-il pas de préparer la révolution mondiale, mais d'*assurer la paix*. D'où l'alliance avec les « amis de la paix », la substitution de la collaboration à la lutte de classes, la constitution du Front populaire avec les partis radicaux du capital financier, etc., etc. Tous ces moyens sont en eux-mêmes incapables de prolonger la paix, pour ne rien dire de leur capacité à l'assurer. Et pourtant, tout le programme de paix du Comintern est stratégiquement bâti sur la prémisse d'un socialisme « assuré » à l'intérieur. C'est sur cette prémisse que le 7^e congrès a reposé de bout en bout, et, comme nous l'avons indiqué plus haut, elle est radicalement fausse.

COMMENT ILS ÉCRIVENT HISTOIRE ET BIOGRAPHIE (1) (septembre 1935)

Une partie importante de la *Pravda* du 9 août est consacrée au quarantième anniversaire de la mort d'Engels (2). Pauvre Engels : il ne mérite certes pas cette dérision. Engels était un cerveau génial, mais il était surtout l'honnêteté personnifiée. En matière de travail littéraire comme dans les affaires pratiques, il ne pouvait supporter le laisser-aller, l'inexactitude, l'imprécision. Il a vérifié chaque virgule (au sens littéral du terme) de l'œuvre posthume de Marx et a entretenu toute une correspondance au sujet de fautes d'orthographe secondaires. Pourquoi donc l'organe central de la bureaucratie de Moscou déverse-t-il sur ce grand penseur et écrivain ce flot d'articles dans lesquels, à côté de mensonges tendancieux et pour ainsi dire ordinaires, on rencontre à chaque pas le mensonge non prémédité, né de l'ignorance, de la négligence et de l'irresponsabilité ?

L'éditorial écrit :

« Le fracas des coups de feu sur les barricades des révolutions bourgeoises s'était à peine tu que Marx et Engels désignaient déjà le visage majestueux du prolétariat, ce fossoyeur... »

et ainsi de suite. De quelle espèce de « révolutions bourgeoises » parle-t-on ici ? A l'époque des barricades de l'année 1830, Marx et Engels étaient encore enfants et incapables de désigner « le visage majestueux du prolétariat ». Par conséquent, cette affirmation ne peut se rapporter qu'aux révolutions de 1848. Mais la *Situation des classes laborieuses en Angleterre*, cette œuvre géniale du jeune Engels, a paru dès 1845. Enfin

(1) T 3695, 3696. *Biulleten Opozitsii*, n° 45, septembre 1935. Signé Alfa. Traduit du russe.

(2) Friedrich ENGELS (1820-1895) fut l'ami et le collaborateur de Marx.

Marx et Engels n'ont pas du tout attendu les fracas de 1848 pour proclamer devant le monde la doctrine du socialisme scientifique. Le *Manifeste communiste* — que les rédacteurs de la *Pravda* l'apprennent — est paru non pas « après le fracas des derniers coups de feu », mais avant le moment où ont sifflé les premières balles dans les révolutions de 1848 (3).

Mais qu'importent à un fonctionnaire remplissant les charges d'un journaliste la chronologie des révolutions ou le développement idéologique de Marx et Engels par-dessus le marché ? Ce n'est pas pour rien que Bismarck disait (4) : « Donnez-moi un journaliste et j'en ferai un bon fonctionnaire, mais on ne peut pas faire un bon journaliste, même avec une dizaine de fonctionnaires. »

Citant la phrase de l'article nécrologique de la *Neue Zeit* (5) (1895), selon laquelle, avec la mort d'Engels, « Marx mourut aussi définitivement », l'éditorial ajoute de façon inattendue ce qui suit :

« Les dirigeants de la social-démocratie qui ont glissé dans le marais du révisionnisme et de l'opportunisme se sont dépêchés d'ensevelir avec les restes d'Engels la doctrine révolutionnaire du marxisme. »

Voilà ce qui s'appelle se mettre le doigt dans l'œil (6) ! Le révisionnisme n'est apparu qu'en 1897 (7) ; le nom lui-même est apparu plus tard ; la *Neue Zeit* hebdomadaire n'était pas l'organe du révisionnisme. La phrase citée ci-dessus ne voulait pas dire que le marxisme révolutionnaire avait été enterré en même temps qu'Engels. Attribuer une telle idée à la *Neue Zeit* en 1895 est la pire ânerie sur l'histoire du marxisme. En réalité, l'idée exprimée dans la *Neue Zeit* était qu'avec la mort d'Engels mourait aussi cette partie de la personnalité vivante de Marx qui avait continué à exister avec Engels. Ces mots expriment de façon très belle la collaboration créatrice presque indivisible de Marx et d'Engels. Mais le fonctionnaire

(3) Le *Manifeste du parti communiste* de Marx et d'Engels avait été rédigé en 1847 et fut publié au début de 1948.

(4) Otto von BISMARCK-SCHÖNHAEUSEN (1815-1898), hobereau prussien, chef du gouvernement en 1862, devint en 1871 le premier chancelier de l'Empire allemand dont il avait été le constructeur.

(5) La revue *Die Neue Zeit* était la revue théorique de la social-démocratie allemande.

(6) Littéralement, « atteindre le ciel avec le doigt » (N.d.T.).

(7) Trotsky fait allusion à la parution des premiers articles d'un ancien très proche collaborateur d'Engels, Eduard BERNSTEIN (1850-1932) qui allaient l'amener sur la voie d'une défense de la nécessité de « réviser » Marx.

qui exécute ses tâches de publiciste pense exprimer le mieux son hostilité tardive au révisionnisme en donnant cette interprétation stupide et mesquine d'une idée intelligente et juste. Et cela, au moment même où toute la politique de l'Internationale communiste suit la voie du réformisme !

L'Institut Marx-Engels-Lénine a publié dans le même numéro une lettre d'Engels à Kautsky (8) qui critique la formule de Lassalle (9) sur « la masse réactionnaire unique des classes dirigeantes » (10). L'objectif de cette publication est clair : l'institut pour la falsification du marxisme et du léninisme cherche par cette citation à soutenir la politique d'alliance avec la bourgeoisie « démocrate ». Il n'est pas nécessaire ici de s'apesantir sur la fraude politique : quels que soient les efforts de messieurs les fonctionnaires, ils n'arriveront pas à transformer Engels en théoricien de la conciliation avec la bourgeoisie. Mais en tout cas ces messieurs ont oublié de nous expliquer comment la négation de la « masse réactionnaire unique des classes dirigeantes » est compatible avec l'immortel aphorisme de Staline : fascisme et social-démocratie sont des frères jumeaux. Mais voilà qui est remarquable : en publiant cette lettre sous sa prestigieuse signature, l'Institut, dans une brève introduction, commet en huit lignes deux, sinon trois, erreurs énormes.

Cet Institut scientifique dit : « Dans cette autre lettre, Engels critique le projet de programme d'Erfurt dans lequel Kautsky, en dépit des instructions de Marx et d'Engels, avait introduit subrepticement la thèse lassallienne de la masse réactionnaire unique. »

Il ne pouvait y avoir eu instructions de Marx à Kautsky, pour la raison que Marx était mort huit ans avant l'élaboration du programme d'Erfurt (11) ; la seule lettre que Marx ait eu le temps d'écrire à Kautsky, en 1881, ne dit décidément pas

(8) Karl KAUTSKY (1854-1938), considéré avant la guerre comme le successeur d'Engels en tant que théoricien — « pape » — de la social-démocratie, avait été longtemps son collaborateur. C'est lui qui avait dirigé la lutte contre le « révisionnisme » de Bernstein.

(9) Ferdinand LASSALLE (1825-1864), disciple puis adversaire de Marx, fut l'un des pionniers du mouvement socialiste en Allemagne.

(10) Cette conception a été critiquée par Marx dans sa *Critique du Programme de Gotha*. Le programme en question avait été adopté en mai 1875 au congrès de Gotha qui avait vu la naissance du parti social-démocrate allemand par la fusion des deux organisations qui se réclamaient de Marx et de Lassalle.

(11) Le nouveau programme du parti social-démocrate adopté en 1891 par le congrès de Gotha avait été rédigé par Kautsky.

un mot sur le sujet qui nous intéresse ; en ce qui concerne Engels, dans une lettre à Kautsky, il a réellement critiqué sans merci la phrase sur « la masse réactionnaire unique ». Mais il ne l'a pas du tout attribuée à Kautsky ; il savait que cette phrase avait été incorporée par quelqu'un — de toute évidence Wilhelm Liebknecht (12) — dans le projet initial de Kautsky qu'il avait approuvé en substance. La lettre critique d'Engels avait pour objectif de soutenir Kautsky contre Liebknecht et surtout contre les vieux lassalliens. Des mortels « ordinaires » ont le privilège de l'ignorer. Mais le savant Institut Marx-Engels-Lénine ? !...

On lit plus loin : « Les *instructions* d'Engels aux dirigeants de la social-démocratie allemande ne furent pas exécutées quand le texte final du programme fut adopté. » (C'est nous qui soulignons. L.T.) Le style lui-même est digne d'être remarqué : les « instructions » du chef du département n'ont pas été exécutées par un sous-fifre. Mais Engels n'était pas le dirigeant un et indivisible. Il ne donnait d'« instructions » à personne. C'était simplement un penseur de génie qui donnait des conseils théoriques et politiques aux différents partis. Personne n'était tenu de les « exécuter ». Cette phrase remarquable par son style est mensongère quant au fond, ce qui est pire encore. La formule de la « masse unique » fut *enlevée* du programme d'Erfurt, et Engels, dans sa correspondance, exprime sa totale satisfaction sur ce point. Que de mensonges en huit lignes de la part d'une institution savante !

Dans le troisième article, consacré à l'attitude d'Engels vis-à-vis de la révolution russe, on nous apprend que, dans une lettre au groupe de l'« Emancipation du Travail » (13), Engels mettait en garde contre une interprétation mécaniste et doctrinaire du marxisme. Et l'intelligente *Pravda* remarque à ce propos : « Hélas ! Les membres les plus éminents de ce groupe ont *tiré peu de bénéfice* (!) de cet avertissement d'Engels ; deux décennies plus tard, ils passaient dans le camp des mencheviks. » Mais que se passa-t-il au cours de ces deux décennies ? La lutte magnifique et victorieuse de Plekhanov (14) contre l'idéalisme philosophique, contre le subjecti-

(12) Wilhelm LIEBKNECHT (1826-1900) était l'un des fondateurs de la social-démocratie allemande.

(13) Le groupe de l'« Emancipation du Travail » fondé en 1883 fut le premier groupe socialiste russe se réclamant des idées de Marx.

(14) Gueorgui V. Plekhanov (cf. n. 9, p. 114) introduisit le marxisme en Russie à travers une polémique acharnée contre l'idéologie, alors dominante dans les milieux révolutionnaires, du « populisme ».

visme historique et les préjugés économes des *narodniki* (15), tout le travail du groupe de l' « Emancipation du Travail », sans précédent pour son courage et sa fermeté — ce travail qui a directement nourri la vieille génération des marxistes russes, y compris Lénine lui-même — tout cela n'est que « peu » pour l'ignorante et prétentieuse *Pravda*. Mais en fait Lénine était enthousiasmé par Plekhanov ; il était, pour employer sa propre expression, « amoureux » de Plekhanov et il n'oublia jamais ses grands services marxistes, même dans les périodes de lutte irréconciliable avec lui. Pendant deux ans, Engels lui-même, après sa lettre à Zassoulitch (16) en 1883, a eu la possibilité de suivre directement l'activité du groupe de l' « Emancipation du Travail », et il tenait sur les œuvres de Plekhanov des propos extraordinairement élogieux dont le vieil homme était en général avare. Mais le fonctionnaire qui n'a compris ni Engels, ni Lénine, ni Plékhanov, rend à propos de l'activité du groupe de l' « Emancipation du Travail » son verdict sévère : « Peu de bénéfice. » Comment ne pas le reconnaître : la littérature ne peut que souffrir de pareils insectes bureaucratiques.

On pourrait encore recueillir des dizaines de perles semblables, car chaque auteur a contribué un peu à ce trésor public d'ignorance. Mais le lecteur doit en avoir déjà par-dessus la tête. Nous n'ajouterons que quelques mots, sur le pathos bureaucratique. L'éditorial parle des « chapitres du *Capital* et de l'*Anti-Dühring* (17) qui réchauffent par leur passion révolutionnaire et leur haine des exploiters, mais qui glacent par leur surprenante profondeur philosophique ». On ne peut pas mieux écrire. Une profondeur philosophique qui glace pendant que la haine réchauffe. Il est clair que la seule vue du *Capital* donne un chaud et froid aux rédacteurs de la *Pravda*. Plus loin, on parle des « lignes immortelles et destructrices (?) sur le premier programme de Gotha » (18) et du « pamphlet volca-

(15) Les *narodniki* — « populistes » — dominèrent pendant plusieurs décennies le mouvement révolutionnaire russe : ils valorisaient les traditions collectives de la paysannerie et croyaient à une évolution sociale spécifique de la Russie ; intellectuels « allant au peuple », ils préconisaient également le terrorisme individuel comme moyen d'émancipation et de lutte contre l'autocratie.

(16) Véra ZASSOULITCH (1849-1919), révolutionnaire populiste gagnée au marxisme, avait été avec Lénine à l'origine de l'*Iskra* et se rangea en 1903 du côté des mencheviks.

(17) Le titre exact de l'ouvrage familièrement appelé *Anti-Dühring* est *Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft* (1878), généralement traduit en français par *M. Dühring bouleverse la Science*.

(18) Allusion aux remarques critiques de Marx et Engels sur le programme de Gotha.

nique » sur la Commune de Paris. Bref, les volcaniques fonctionnaires de service écrivent remarquablement et le lecteur a une éruption de brûlures et d'ampoules.

Mais le premier prix revient indubitablement à D. Zaslavsky (19). Au sens littéraire du mot, il est infiniment plus lettré que les autres, et en ce qui concerne le pathos volcanique, il peut rendre des points à tous. Zaslavsky termine son article en ces termes : « Ce n'est pas par hasard que la remarquable amitié, digne d'être étudiée, entre Marx et Engels, s'est répétée dans la remarquable entente, la grande amitié entre Lénine et Staline. » Un immortel satiriste russe a fait une remarque sur un cas semblable : « Après ça, la canaille fait le beau et attend des encouragements (20). »

Marx et Engels étaient liés l'un à l'autre par quarante ans d'un travail intellectuel de titans. Les marxologues les mieux informés et les plus pénétrants, comme Riazanov (21) ont été incapables — parce que c'est impensable de façon générale — de tracer jusqu'au bout une ligne de démarcation entre leurs œuvres. En ce qui concerne Lénine et... Staline, nous voudrions qu'on nous montre non une ligne de démarcation, mais une ligne de contiguïté. Dans le travail intellectuel de titan de Lénine, Staline occupait le poste d'un « activiste » ordinaire aux côtés de beaucoup d'autres. En ce qui concerne leur « amitié », il suffit de rappeler le testament de Lénine et la lettre écrite peu avant sa mort par laquelle il rompait toute relation personnelle avec Staline (22). Mais D. Zaslavsky, qu'attendre de lui ? C'est le même scribouillard qui, en 1917, s'acharnait contre Lénine, dans la presse chauvine bourgeoise en le présentant comme un agent stipendié du Kaiser allemand. Dans toute une série d'articles, Lénine n'a jamais appelé Zaslavsky autrement que « canaille ». Ce n'est qu'après la Nep et après le premier pogrom contre l'Opposition de gauche que cet individu a pu entrer au service de la bureaucratie soviétique. En tout cas, sur un point, il est resté fidèle à lui-même :

(19) David I. ZASLAVSKY (1880-1965), journaliste, dirigeant de l'organisation des ouvriers juifs, le Bund, au début du siècle, travaillait en 1917 dans le journal anticommuniste *Dni* et s'était distingué par la violence de ses attaques calomnieuses contre les bolcheviks. Il avait rejoint ces derniers à la fin de la guerre civile.

(20) Littéralement : « Après ça, le fils de chien s'accroupit et attend des encouragements ». Il s'agit vraisemblablement de Saltykov Tchichérine. (N.D.T.)

(21) Sur Riazanov, cf. n. 2. p. 186.

(22) Cette lettre, qui est datée du 5 mars 1923, et dont l'existence a été longtemps niée à Moscou a finalement été publiée en français après la mort de Staline dans le tome 45 des *Œuvres*, pp. 623-624.

il a calomnié Lénine de son vivant et continue de le faire après sa mort. De tels messieurs sont capables de proposer, disons, pour le 18^e anniversaire d'Octobre, de rebaptiser une dizaine de volumes de Lénine *Œuvres complètes* de Staline, conformément à la méthode selon laquelle une ville comme Tsaritsyne est rebaptisée Stalingrad : un simple décret, et l'affaire est dans le sac.

Mais que les laquais suent autant qu'ils veulent, ils n'atteindront pas leur but : nous défendrons Marx et Engels et Lénine contre tous les instituts et tous les Zaslavsky.

[LIGNE POLITIQUE ET TACTIQUE] (1)

(16 septembre 1935)

[...] Sur la situation en France, je me suis maintes fois prononcé pendant les dernières semaines. Si mes suggestions manquent parfois de la précision nécessaire, c'est que je ne puis observer les événements de près, et que des parties importantes du tableau me font défaut. Mais je vais essayer une fois de plus de résumer en quelques lignes mon point de vue. Il y a la question de notre ligne *politique*. Elle doit être orientée vers l'*indépendance*, imposée par toute la situation, surtout par la volonté consciente de nos ennemis (impérialistes, réformistes, staliniens, centristes, sapistes, etc.). Mais il y a la question *tactique* et *pédagogique*. Elle a ses propres droits et obligations, qui, en dernière analyse, sont naturellement subordonnés à notre ligne politique. On peut et on doit user de tous les procédés qui sont aptes à persuader les hésitants, les mal informés, les inexpérimentés, de la mauvaise volonté de nos ennemis. Mais ces mesures et ces procédés ne doivent aucunement entraver notre volonté d'action et notre intransigeance fondamentale. Il faut que nous-mêmes comprenions bien le caractère secondaire (malgré toute leur importance conjoncturelle) de la lutte statutaire, des concessions de forme, etc. S'il se produit une division sérieuse sur une concession importante, mieux vaut y renoncer, parce que nous risquons en ce cas d'avoir plus à y perdre qu'à y gagner. Neuf dixièmes, au moins, de nos forces, pour l'offensive politique, pour le travail dans les masses, etc. Un dixième au maximum pour la lutte statutaire et les mesures purement pédagogiques...

[...] Vous ne proclamez pas encore le nouveau parti, mais vous préparez efficacement le terrain. Une cassure sérieuse dans le P.C., ou la rupture avec le P.S., même une importante his-

(1) Extraits d'une lettre à Jean Rous, BRAUN, *op. cit.*, pp. 13, 14, 17, 18 & 21.

toire locale, comme la trahison ouverte de Doriot, peuvent nous servir à nous présenter d'un coup comme nouveau parti.

[...] Plus j'y réfléchis, et plus je me persuade que le dernier article de Pivert (2) est une misérable et ignoble reculade devant la poussée social-patriote. En réalité, il a occupé auprès de Léon Blum la fonction que Zyromski occupait auparavant [...]

(2) La veille, 15 septembre, Trotsky avait écrit à Rous : « Ce serait très naïf de croire qu'on pourrait se rapprocher de Pivert et autres par des concessions. Tout au contraire : à chaque pas de nous dans leur direction, ils vont répondre par un pas dans la direction de Zyromski. » Le 14 septembre, Rudolf Klement avait écrit à Trotsky : « Dans la situation actuelle [...] la perspective de gagner lentement du terrain par la collaboration avec des éléments à tel point arriérés, organiquement couards comme Marceau Pivert, est dépourvue de tout sens ; elle revêt plutôt un caractère réactionnaire. La première réaction sentimentale de Pivert est une solidarité loquace ; sa réelle attitude politique, dès que la situation devient sérieuse [...] est de se délimiter des révolutionnaires. Et nous négocions, négocions, comme si rien ne marchait sans lui » (BRAUN, *op. cit.*, p. 17). Le « dernier article de Pivert » auquel Trotsky fait allusion est sans doute celui qui avait paru dans le *Populaire* du 10 septembre. Sous le titre « Entre nous, très sérieusement », il écrivait notamment : « Nous voulons immédiatement mettre en garde ceux qui se laisseraient prendre à de fausses analogies : sauf une, toutes les expériences révolutionnaires tentées par le chemin de la scission ont raté. J'ai écrit bien avant le pacte d'unité d'action que la révolution socialiste en France passerait par l'axe du P.S. et de la C.G.T.... Cette position fondamentale est celle qui nous sépare le plus, mes camarades et moi, du groupe trotskyste, dont les mots d'ordre rejoignent ceux que nous avons toujours défendus dans le parti. »

APPEL POUR LE *BIULLETEN* (1)

(publié en septembre 1935)

Au cours des deux dernières années, notre *Biulleten* a paru moins fréquemment que dans les années précédentes. Les raisons en étaient nombreuses, la moindre n'étant pas ce qu'on appelle « les circonstances indépendantes de notre volonté ». Nous espérons à l'avenir pouvoir publier le *Biulleten* plus régulièrement et plus fréquemment.

La nécessité d'une parution plus régulière de notre publication est tout à fait claire. La question de l'U.R.S.S., en liaison avec le danger croissant de guerre, acquiert une importance exceptionnelle pour le mouvement ouvrier mondial. En même temps, les contradictions de l'Etat ouvrier ont atteint une acuité sans précédent. D'un côté, nous entendons les rapporteurs au 7^e congrès de l'I.C. nous dire que « la société sans classes » a déjà été construite, que le socialisme a été complètement et définitivement établi (2), etc. De l'autre, les journaux soviétiques sont pleins d'informations sur le hooliganisme (3) dans la jeunesse, les coutumes familiales barbares, l'abandon et la négligence des enfants. Vers la fin du second plan quinquennal, le gouvernement a adopté et mis en vigueur une loi qui permet de fusiller des enfants criminels (4). Au moindre signe d'une pensée critique, la bureaucratie incontrôlée de la « société socialiste » (!) réplique par la terreur féroce. En même temps, on observe un fait, paradoxal à première vue,

(1) T 3693, 3694. *Biulleten Oppositsii*, n° 45, septembre 1935, non signé. Traduit du russe pour ce volume.

(2) Ce point avait fait l'objet au 7^e congrès d'un rapport spécial présenté par Manuïlsky.

(3) En russe, « Khouligansky » : de voyou. Nous avons employé le mot « hooliganisme » parce qu'il est, depuis, entré dans le vocabulaire de la presse.

(4) La loi du 8 avril 1935, adoptée après l'assassinat de Kirov, permettait d'étendre les peines criminelles aux enfants à partir de douze ans.

mais en réalité profondément naturel : les réformistes et les démocrates bourgeois qui, au cours des premières années héroïques de son existence, avaient une attitude hostile à l'égard du pouvoir soviétique, recherchent maintenant l'amitié de la bureaucratie de Moscou, se déclarent volontiers « amis de l'U.R.S.S. » et font une conspiration du silence sur les crimes de la clique stalinienne.

Nous nous efforcerons d'examiner dans ces pages en termes marxistes le développement interne de l'Union soviétique, ses réalisations comme ses contradictions. Le regroupement a commencé dans le mouvement ouvrier mondial et se poursuivra à un rythme accéléré. Le dernier congrès de Moscou lui donnera une nouvelle impulsion. Les bolcheviks-léninistes russes doivent une fois pour toutes secouer de leurs bottes la poussière de la prétendue « Internationale communiste ». Le *Biulleten* est l'organe officieux, mais pas moins réel pour cela, de la *section russe de la IV^e Internationale* en train de se construire. Nous nous efforcerons d'étudier dans ces pages les questions fondamentales du mouvement ouvrier mondial. En outre, nous nous réservons le droit à cette intransigeance sur les principes qui constitue la plus belle tradition du marxisme.

Dans tous les pays sans exception, les organisations de la IV^e Internationale ont des ennemis puissants, à commencer par l'extrême droite de la réaction impérialiste (souvenons-nous de la campagne, monstrueuse dans sa malfaisance, de Hitler et de la presse bourgeoise française à propos de la « découverte » de L.D. Trotsky à Barbizon (5)), en passant par les réformistes (rappelons-nous l'exclusion récente de la Jeunesse socialiste française et du groupe dirigeant des bolcheviks-léninistes (6)), en terminant par les staliniens, avec leurs amalgames, leurs procès et leurs exécutions. Au demeurant, dans ce concert de haine, la première place revient sans conteste aux staliniens.

Aujourd'hui nos amis sont incomparablement moins nombreux que nos ennemis. Mais nous savons être en minorité.

(5) Rappelons qu'en 1934 la presse hitlérienne avait mené une féroce campagne de dénonciation de « la main de Trotsky derrière les troubles en France », qui avait été reprise par la presse française et avait permis d'obtenir l'expulsion de France de Trotsky.

(6) Les militants de l'Entente de la J.S. de la Seine avaient été exclus en juin à la conférence de Lille ; le 13 septembre, une demande d'exclusion avait été transmise contre onze militants du G.B.L. et deux des J.S. pour les « attaques injurieuses dirigées par le journal *La Vérité* contre les militants investis de la confiance du parti » et « la campagne menée par cet organe en faveur de la constitution d'une IV^e Internationale ».

Nous avons confiance dans la force de nos idées. L'histoire a déjà montré une fois comment une petite minorité, armée d'un programme correct, est arrivée au moment décisif à la tête du peuple entier. Le reflux de la vague de l'histoire a ramené en arrière l'avant-garde révolutionnaire. C'est ainsi. Nous ne nous plaignons pas des caprices de l'histoire. Nous la prenons comme elle est. Nous comptons sur ses forces internes et commençons la remontée.

Partout nos amis sont en minorité. Mais ce sont d'authentiques amis, trempés et éprouvés. Leur nombre grandit sans cesse dans tous les pays. La logique des événements les éduque et renforce leur résolution.

Nous espérons fermement que nos amis aideront le *Biulleten* à réaliser sa tâche.

Trouvez-nous des abonnés ! Organisez la vente au numéro ! Collectez de l'argent ! Utilisez tous les voyages en U.R.S.S. pour y introduire le *Biulleten*, recueillir des informations, nouer des liens. Une grande partie de ce travail peut être effectuée non seulement par les camarades russes, mais aussi par les camarades étrangers.

L'I. L. P. ET LA IV^e INTERNATIONALE

A mi-chemin (1)
(18 septembre 1935)

Si on laisse de côté le parti ouvrier socialiste révolutionnaire (R.S.A.P.) de Hollande, qui s'est rangé sous le drapeau de la IV^e Internationale, on peut à coup sûr dire que l'I.L.P. britannique se situe dans la gauche des partis qui adhèrent au bureau de Londres-Amsterdam. Contrairement au S.A.P. qui a viré récemment à droite, du côté du pacifisme petit-bourgeois le plus plat, l'I.L.P. a indubitablement connu une évolution sérieuse vers la gauche. Ce fut révélé définitivement au moment de l'attaque de pillard de Mussolini contre l'Ethiopie. Sur la question de la Société des Nations, du rôle joué par l'impérialisme britannique, et de la politique « pacifique » du Labour Party, le *New Leader* a peut-être publié les meilleurs articles

(1) T 3703, 3704. *New International*, décembre 1935. Cet article est écrit à un moment crucial à la fois pour l'I.L.P. et les bolcheviks-léninistes qui y militaient. C'est en effet à cette époque que le parti communiste britannique opéra le tournant vers le social-patriotisme à travers le soutien de la politique de la S.D.N. des « sanctions » contre l'Italie fasciste, agresseur de l'Ethiopie. Il s'alignait ainsi sur la politique du Labour Party, partisan des sanctions, et critique des « faiblesses » du gouvernement conservateur dans leur application. D'autre part, au sein de l'I.L.P., le secrétaire général Fenner Brockway prend ses distances vis-à-vis du courant « pacifiste » — qui aboutit au soutien de sanctions décidées par des gouvernements impérialistes — et préconise une action indépendante de la classe ouvrière contre le gouvernement italien. Ce développement nouveau — et partiellement inattendu — freine l'évolution qui se dessinait au sein du Marxist Group pour remettre en question le travail dans l'I.L.P. Tandis que Denzil D. HARRER (1909-1965), partisan de l'« entrisme » dans le Labour Party, quitte l'I.L.P. pour entrer dans le Labour où il va former un « groupe bolchevik-léniniste », les illusions sur la direction de l'I.L.P. sont renforcées. Une récente recrue du groupe, le jeune et brillant intellectuel jamaïcain Cyril Lionel Robert JAMES (né en 1901) semble même avoir nourri l'espoir de recruter Fenner Brockway lui-même. Du coup, le débat sur la nécessité, pour les bolcheviks-léninistes, de quitter l'I.L.P. pour aller dans le Labour, va traîner pendant des mois et aboutir à une série d'éclatements organisationnels.

de la presse ouvrière tout entière (2). Mais une hirondelle ne fait pas le printemps, et quelques excellents articles ne déterminent pas encore la politique d'un parti. Il est relativement plus facile d'adopter une position « révolutionnaire » sur la question de la guerre, mais il est extrêmement difficile d'en tirer *toutes les conclusions théoriques et pratiques nécessaires*. Et c'est pourtant précisément de cela qu'il s'agit.

Discrédité par l'expérience de 1914-18, le social-patriotisme a trouvé aujourd'hui une nouvelle source où s'alimenter, précisément le stalinisme. C'est pour cela que le chauvinisme bourgeois a la possibilité de déclencher de féroces attaques contre les internationalistes révolutionnaires. Les éléments oscillants, ceux qu'on appelle « centristes », capituleront inévitablement devant le chauvinisme à la veille de la guerre ou au moment où elle éclatera. On peut en être certains, ils se couvriront derrière l'argument de l'« unité », la nécessité de ne pas rompre avec les organisations de masse, etc. Les formules hypocrites qui fournissent aux centristes un écran pour leur couardise devant l'opinion publique bourgeoise sont de type très divers, mais servent toutes le même objectif : couvrir la capitulation. « L'unité » avec les social-patriotes — pas une coexistence temporaire avec eux au sein de la même organisation afin de lutter contre eux (3), mais l'unité en tant que principe —, c'est l'unité avec son propre impérialisme, et par conséquent une rupture ouverte avec le prolétariat des autres nations. Le principe centriste de *l'unité à tout prix* prépare à la pire des scissions possibles, alignée sur les contradictions impérialistes. On peut déjà le voir en France avec le groupe Spartacus (4) qui traduit en français les idées du S.A.P., et prêche, au nom de l'« unité », la capitulation politique devant Blum (5), lequel

(2) Au mois d'août, en référence au conflit italo-éthiopien imminent, Fenner Brockway, dans une série de trois articles dans le *New Leader*, avait défini la ligne sur cette question : action internationale du prolétariat sur la base de l'indépendance de classe.

(3) Bien que la politique de l'« entrisme » dans la S.F.I.O. fût sur le point de se terminer. Trotsky continuait à défendre la validité du « tournant français » dans des conditions données et ne renonçait pas pour autant de façon générale à l'entrisme.

(4) Le groupe « Spartacus », effectivement proche du S.A.P. combattait l'orientation du G.B.L. vers la construction d'un nouveau parti indépendant, et s'était rallié à la perspective, tracée par Marceau Pivert, de la constitution dans la S.F.I.O. d'une nouvelle tendance, la Gauche révolutionnaire. C'était d'ailleurs Boris Goldenberg, dirigeant du groupe parisien du S.A.P., qui tenait la plume pour la rédaction du manifeste de cette tendance de la S.F.I.O.

(5) Les « sapistes » français pensaient que les bolcheviks-léninistes

était, et est encore, le principal agent de l'impérialisme français au sein de la classe ouvrière.

Après sa rupture avec le Labour Party, l'I.L.P. est entré étroitement en contact avec le parti communiste britannique, et, à travers lui, avec l'Internationale communiste. Les difficultés financières aiguës que traverse en ce moment précis le *New Leader* démontrent que l'I.L.P. a su conserver sa totale indépendance financière à l'égard de la bureaucratie soviétique et de ses méthodes de corruption. On ne peut que s'en féliciter. Néanmoins la liaison avec le parti communiste ne s'est pas effectuée sans laisser de trace : en dépit de son nom, l'I.L.P. n'est pas devenu réellement un parti *indépendant*, mais une sorte d'appendice de l'Internationale communiste. Il n'a pas prêté l'attention nécessaire au travail de masse, qui ne peut être mené en dehors des syndicats et du Labour Party, et il s'est au contraire laissé séduire par la mascarade d'Amsterdam-Pleyel, la Ligue anti-impérialiste (6) et autres substituts de l'activité révolutionnaire. Le résultat est qu'il est apparu aux ouvriers comme *un parti communiste de second ordre*. Une position aussi défavorable pour l'I.L.P. ne s'est pas produite de façon fortuite : elle était déterminée par son manque de base principielle ferme. Ce n'est un secret pour personne que le stalinisme a depuis longtemps imposé aux dirigeants de l'I.L.P. ces formules stéréotypées qui constituent la misérable falsification bureaucratique du léninisme.

Il y a plus de deux ans, l'auteur de ces lignes a cherché à arriver à un accord avec les dirigeants de l'I.L.P. au moyen de plusieurs articles et lettres (7). Cette tentative a été vaine : pendant cette période, notre critique de l'Internationale communiste paraissait « préconçue » et « fractionnelle » aux dirigeants de l'I.L.P., peut-être même inspirée par des motifs « personnels » (8). Il ne restait plus qu'à laisser faire le temps. Les deux dernières années, pour l'I.L.P., ont été pauvres en succès,

étaient responsables de leur exclusion, et qu'il fallait faire les concessions nécessaires pour demeurer, en tant que « révolutionnaires », à l'intérieur de la S.F.I.O.

(6) Les comités d'Amsterdam-Pleyel avaient été lancés par les deux congrès organisés par l'I.C., celui d'Amsterdam en 1932 « contre la guerre », celui de Pleyel, en 1933, « contre le fascisme ». La Ligue anti-impérialiste avait constitué à partir de 1926 une tentative de regroupement international des organisations nationalistes des pays coloniaux et semi-coloniaux, avant la troisième période.

(7) Voir *Œuvres 2, juillet-octobre 1933*.

(8) L'I.L.P. continua pendant longtemps à chercher un terrain d'entente avec l'I.C. et ses dirigeants pensaient que les avertissements de Trotsky lui étaient dictés par sa « rancune ».

mais riches en expérience. La dégénérescence social-patriotique de l'Internationale communiste, conséquence directe de la théorie et de la pratique du « socialisme dans un seul pays », de *pronostic*, est devenue un fait vivant, incontestable. Les dirigeants de l'I.L.P. ont-ils compris la signification de ce fait ? Sont-ils prêts, peuvent-ils en tirer toutes les conclusions nécessaires ? L'avenir de l'I.L.P. dépend de la réponse à ces questions.

Du pacifisme à la révolution prolétarienne, telle est incontestablement la tendance générale du développement de l'I.L.P. Mais ce développement est encore loin d'avoir abouti à un programme fini. Pire encore : non sans avoir subi l'influence des combinaisons opportunistes du S.A.P. allemand, les dirigeants de l'I.L.P. se sont apparemment arrêtés à mi-chemin et continuent à piétiner.

Dans les lignes de critique ci-dessous, nous voulons nous attacher avant tout à deux questions : l'attitude de l'I.L.P. vis-à-vis de la *grève générale*, en liaison avec la lutte contre la guerre, et la position de l'I.L.P. sur la question de l'*Internationale*. On trouve dans cette dernière, comme dans la première, des éléments d'une attitude qui ne va pas jusqu'au bout : sur la question de la grève générale, cette hésitation revêt la forme d'une *phraséologie révolutionnaire* irresponsable ; dans la question de l'Internationale, cette hésitation s'arrête devant une *décision révolutionnaire*. Pourtant, le marxisme, et le léninisme en tant que sa continuation directe, sont absolument incompatibles, l'un et l'autre, avec la tendance à la phraséologie révolutionnaire et la peur des décisions.

La question de la grève générale a une longue et riche histoire, aussi bien théorique que pratique. Cependant les dirigeants de l'I.L.P. font comme s'ils étaient les premiers à avoir eu l'idée de la grève générale comme moyen d'arrêter la guerre. C'est là leur plus grave erreur. L'improvisation est précisément inadmissible sur la question de la grève générale. L'expérience mondiale de la lutte pendant les quarante dernières années a constitué *fondamentalement* une confirmation de ce que Engels disait sur la grève générale à la fin du siècle dernier, essentiellement sur la base de l'expérience chartiste (9)

(9) Le mouvement autour de la *Charte du Peuple* avait rassemblé en Grande-Bretagne, pendant le deuxième quart du XIX^e siècle, autour d'un programme de revendications démocratiques, la classe ouvrière britannique, et constitua d'une certaine façon la première expérience d'un « parti ouvrier », observée de près par Engels.

et en partie de l'expérience belge (10). Mettant les social-démocrates autrichiens en garde contre une attitude trop légère vis-à-vis de la grève générale, Engels écrivait à Kautsky, le 3 novembre 1893 :

« Tu remarques toi-même que les barricades sont désormais surannées (elles peuvent pourtant se révéler à nouveau utiles si l'armée devient socialiste pour un tiers ou un cinquième et, si la question se pose de lui donner une occasion de retourner ses baïonnettes), mais la grève politique doit, ou bien vaincre tout de suite, par sa seule menace (comme en Belgique où l'armée était très secouée), ou se terminer par un fiasco colossal, ou, en définitive, *mener directement aux barricades.* »

Ces brèves lignes nous donnent, soit dit en passant, un remarquable exposé des vues d'Engels sur un certain nombre de questions. D'innombrables controverses ont fait rage à propos de la célèbre introduction d'Engels à *Les Luites de classes en France*, de Marx, de 1895, une introduction qui fut à l'époque modifiée et coupée en Allemagne en fonction de la censure (11). Des philistins de tout poil ont affirmé des centaines et des milliers de fois pendant les quarante dernières années qu'« Engels lui-même » avait apparemment rejeté une fois pour toutes les vieilles méthodes « romantiques » de combats de rue. Mais pourquoi se tourner vers le passé, quand il suffit de lire à ce propos la prose contemporaine ignorante et plate de Paul Faure, Lebas (12) et autres, pour lesquels c'est du « blanquisme » que de parler seulement d'insurrection armée (13). Si pourtant Engels rejetait quelque chose, c'était

(10) La grève générale de 1893 en Belgique fut organisée par le parti ouvrier belge sur la revendication du suffrage universel pour les hommes de plus de 25 ans, et obtint en quelques jours d'importantes concessions.

(11) Les coupures effectuées à l'époque dans le texte primitif d'Engels ont été rétablies pour la première fois en français dans l'édition de 1936 de *Les Luites de classes en France*, au Bureau d'édition.

(12) Sur Paul Faure, cf. n. 4, p. 105. Sur J.-B. Lebas, cf. n. 4, p. 97.

(13) Le « blanquisme » — dérivé du nom de Louis Auguste BLANQUI (1805-1881), révolutionnaire français, organisateur de plusieurs tentatives d'insurrection à Paris par de petits détachements clandestinement armés — est devenu synonyme de « putschisme » dans le mouvement ouvrier français.

d'abord les *putschs* (14), c'est-à-dire des explosions, *au mauvais moment*, d'une *petite minorité* ; et, deuxièmement, c'étaient les vieilles méthodes, dépassées, les formes et les méthodes de combat de rue qui ne correspondent pas aux nouvelles conditions technologiques.

Dans la lettre citée ci-dessus, Engels corrige Kautsky en passant, comme s'il s'agissait de quelque chose qui va de soi : les barricades ne sont « dépassées » qu'au sens où la révolution bourgeoise s'enfonce dans le passé, alors que l'époque des barricades socialistes n'est pas encore arrivée. Il faut que le tiers ou, mieux, les deux cinquièmes de l'armée (ces proportions ne sont bien entendu données qu'à titre d'illustration) soient imprégnés de sympathie pour le socialisme ; alors l'insurrection ne sera pas un « putsch » ; alors, une fois de plus, les barricades surgiront de nouveau — bien entendu, pas les barricades de 1848, mais des barricades « nouvelles » servant pourtant au même but : briser l'offensive de l'armée contre les ouvriers, donner aux soldats la possibilité et le temps de sentir la force de l'insurrection, et créer ainsi les conditions les plus avantageuses pour que l'armée puisse passer du côté des insurgés.

Combien ces lignes d'Engels — pas le jeune homme, mais l'homme de 73 ans ! — sont loin de l'attitude stupide et réactionnaire qui considère la barricade comme du « romantisme » ! Et Kautsky n'a trouvé le temps de publier cette « remarquable lettre » que maintenant, en 1935. Sans s'engager dans une polémique directe contre Engels, qu'il n'a jamais *entièrement* compris, Kautsky, tout content de lui, nous dit dans une note spéciale que, vers la fin de 1893, il a lui-même publié un article dans lequel il « développait les avantages de la méthode démocratique-prolétarienne de lutte dans les pays démocratiques sur la politique de violence ». Ces remarques sur les « avantages » (comme si le prolétariat était libre de choisir !) ont un écho particulier aujourd'hui, après que la politique de Weimar, et non sans l'aide de Kautsky, a pleinement révélé ses propres... inconvénients. Pour ne pas laisser la moindre place au doute quant à sa propre attitude par rapport aux idées d'Engels, Kautsky poursuit en ajoutant : « Je défendais alors la même politique qu'aujourd'hui. » Pour défendre la « même politique », Kautsky n'avait besoin que de devenir citoyen tchécoslovaque : sauf le passeport, rien n'est changé (15).

(14) Le « putsch » est le coup de force effectué par une minorité, sans appui des masses.

(15) Citoyen de l'empire austro-hongrois à sa naissance et devenu

Mais revenons à Engels. Ainsi que nous l'avons vu, il distingue trois cas dans l'affaire de la grève générale :

1) Le gouvernement *prend peur* devant la grève générale et, dès le début, sans aller jusqu'à un conflit ouvert, il fait des concessions. Engels indique que l'armée était « secouée » en Belgique et fait de cela la condition fondamentale du succès de la grève générale belge de 1893. C'est quelque chose de semblable, mais à une échelle bien plus colossale, qui s'est produit en Russie en octobre 1905. Après la malheureuse issue de la guerre russo-japonaise, l'armée tsariste était — du moins paraissait être — très peu sûre. Le gouvernement de Pétersbourg, mortellement effrayé par la grève, a fait les premières concessions constitutionnelles (Manifeste du 17 octobre 1905) (16).

Il est tout à fait évident, cependant, que si les ouvriers ne se lancent pas dans des combats décisifs la classe dirigeante ne fera que des concessions qui ne portent pas atteinte au fondement de sa domination. Ce fut précisément le cas en Russie et en Belgique. De tels cas sont-ils possibles à l'avenir ? Ils sont inévitables dans les pays d'Orient. De façon générale, ils sont moins probables dans les pays occidentaux, bien qu'ils y soient tout à fait possibles comme épisodes partiels d'une révolution en cours.

2) Si l'armée est suffisamment sûre et si le gouvernement se sent sûr de lui, si une grève générale est décrétée d'en-haut et si, en même temps, elle n'est pas conçue en vue de combats décisifs, mais seulement pour « faire peur » à l'ennemi, alors elle peut facilement se transformer en une simple aventure et révéler sa totale impuissance. Il faut ajouter à cela qu'après les expériences initiales de la grève générale, dont la nouveauté avait frappé l'imagination des classes populaires comme des gouvernements, il s'est écoulé plusieurs décennies — si l'on ne tient pas compte des chartistes, à moitié oubliés — dans le cours desquelles les stratèges du capital ont accumulé une expérience énorme. C'est pourquoi une grève générale, surtout dans les vieux pays capitalistes, exige un examen marxiste scrupuleux de toutes les circonstances concrètes.

allemand plus tard, Karl Kautsky (cf. n. 8, p. 211) ancien « pape » de la social-démocratie et théoricien du « centrisme », avait émigré en 1933 en Tchécoslovaquie et s'était fait naturaliser.

(16) Le Manifeste du tsar du 17 octobre 1905 avait promis la liberté individuelle, de réunion, de conscience et d'association, l'élection d'une Douma d'Etat sur la base d'un droit de vote large, bref une monarchie constitutionnelle.

3) Il reste finalement une grève générale qui, selon l'expression d'Engels, « mène directement aux barricades ». Une telle grève peut conduire soit à la victoire complète, soit à la défaite. Mais éviter la bataille, quand on y est obligé par la situation objective, c'est mener inévitablement à la plus fatale et à la plus démoralisante des défaites. L'issue d'une grève générale révolutionnaire, insurrectionnelle, dépend bien entendu d'un rapport de forces qui inclut un grand nombre de facteurs : la différenciation des classes dans la société, le poids spécifique du prolétariat, l'état d'esprit des couches inférieures du prolétariat, la composition sociale et l'état d'esprit politique de l'armée, etc. Cependant ce n'est pas la dernière place, parmi les conditions de la victoire, qui revient à une *direction révolutionnaire juste et à sa claire compréhension des conditions et méthodes de la grève générale et de sa transformation en lutte révolutionnaire ouverte*.

Naturellement, il ne faut pas comprendre la classification d'Engels de manière dogmatique. Dans la France actuelle, ce n'est pas de concessions partielles, mais du pouvoir qu'il s'agit : le prolétariat révolutionnaire ou le fascisme, lequel ? Les masses ouvrières veulent combattre. Mais la direction serre les freins, égare et démoralise les ouvriers. Une grève générale peut éclater tout comme ont éclaté les mouvements de Brest et de Toulon (17). Dans ces conditions, indépendamment de ses résultats immédiats, une grève générale ne serait naturellement pas un « putsch », mais une étape nécessaire dans la lutte de masses, le moyen nécessaire pour s'affranchir d'une direction traître, et pour créer à l'intérieur de la classe ouvrière elle-même les conditions préalables à une insurrection victorieuse. C'est en ce sens que la politique des bolcheviks-léninistes français, qui ont lancé le mot d'ordre de grève générale et qui expliquent les conditions de sa victoire, est tout à fait juste. Les cousins français du S.A.P., les spartakistes, qui, au début même de la lutte, jouent déjà le rôle de briseurs de grève, se sont élevés contre ce mot d'ordre.

Il faut ajouter qu'Engels n'a pas indiqué d'autre « catégorie » de grève générale dont nous avons vu les exemples en Angleterre, Belgique, France et quelques autres pays : nous faisons ici allusion à des cas dans lesquels la direction de la grève est arrivée d'avance, c'est-à-dire sans avoir combattu, à un accord avec l'ennemi de classe quant au déroulement et à

(17) Cf. pp. 118-119.

l'issue de la grève. Les parlementaires et les dirigeants syndicaux sentent à un moment donné la nécessité de donner une issue à la colère accumulée dans les masses, ou bien sont tout simplement obligés de monter en marche dans un mouvement qui a éclaté par-dessus leurs propres têtes. Dans de tels cas, ils escaladent en toute hâte l'escalier de service pour rencontrer le gouvernement et obtenir sa permission de prendre la tête du mouvement de grève générale, avec l'engagement de leur part d'y mettre un terme aussi rapidement que possible et sans dommage pour la faïence de l'Etat. Parfois, et il s'en faut de beaucoup que ce soit toujours, ils arrivent à marchander d'avance quelques petites concessions qui leur servent de feuilles de vigne. C'est ainsi qu'agit le conseil général des syndicats britanniques (T.U.C.) en 1926 (18). Et Jouhaux en 1934 (19). Ainsi agiront-ils à l'avenir. Dénoncer ces méprisables machinations dans le dos du prolétariat en lutte constitue une partie nécessaire de la préparation d'une grève générale.

La grève générale pour empêcher la guerre (to stop war)

A quel type appartient une grève générale spécialement prévue par l'I.L.P. en cas de mobilisation comme le moyen d'arrêter la guerre à son début même (20) ? Disons-le tout de suite : elle est du type le plus irréfléchi et le plus malheureux possible. Cela ne signifie pas qu'en aucun cas la révolution ne puisse coïncider avec la mobilisation ou le début de la guerre. Si un profond mouvement révolutionnaire se développe dans un pays, s'il a à sa tête un parti révolutionnaire jouissant de la confiance des travailleurs et capable d'aller jusqu'au bout, si le gouvernement, perdant la tête, malgré la crise révolutionnaire ou précisément à cause d'elle, se jette tête baissée dans

(18) Avant la grève générale de mai 1926, le conseil général des Trade-Unions britanniques avait annoncé des mois à l'avance qu'il lancerait ce mot d'ordre pour soutenir les mineurs qui refusaient la baisse de leurs salaires, mais n'avait pas préparé cette grève, pendant que le gouvernement, lui, mettait le délai à profit pour mettre en place des organisations de briseurs de grève. Le conseil général lança le mot d'ordre de grève générale « par vagues », mais y renonça au bout de quelques jours et appela à la reprise sur la base d'un compromis qui était bien en deçà des revendications des mineurs.

(19) La grève du 12 février 1934 fut négociée dans ses mots d'ordre et sa durée entre Léon Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T. et le président du conseil Gaston Doumergue.

(20) L'expression anglaise est ambiguë : « to stop war ».

une aventure de guerre — alors la mobilisation peut constituer pour les masses une impulsion puissante, conduire à une grève générale des cheminots, la fraternisation entre les hommes mobilisés et les ouvriers, l'occupation de centres clés, des heurts entre les insurgés et la police ainsi que les fractions réactionnaires de l'armée, la constitution de soviets locaux d'ouvriers et de soldats, et finalement le renversement total du gouvernement et par conséquent l'arrêt de la guerre. Un tel cas est théoriquement possible. Si, selon l'expression de Clausewitz (21), « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », alors la lutte contre la guerre est aussi la continuation de toute la politique antérieure de la classe révolutionnaire et de son parti.

Il en découle qu'une grève générale ne peut s'inscrire à l'ordre du jour en tant que méthode de lutte contre la mobilisation et la guerre que dans le cas où tout le développement antérieur du pays a mis à l'ordre du jour la révolution et l'insurrection armée. Considérée cependant comme une méthode « particulière » de lutte contre la mobilisation, une grève générale ne serait que pure aventure. Si on laisse de côté l'éventualité, possible, mais malgré tout exceptionnelle, d'un gouvernement se jetant dans la guerre pour échapper à la révolution qui le menace, il reste comme règle générale que c'est précisément avant, pendant et après la mobilisation, que le gouvernement se sent le plus fort et qu'il est par conséquent le moins disposé à se laisser effrayer par une grève générale. Les sentiments patriotiques qui accompagnent la mobilisation, en même temps que la terreur de guerre, font que, en règle générale, il n'existe même aucun espoir de mener à bien une telle grève générale. Les éléments les plus courageux qui, sans tenir compte des circonstances, se seront lancés dans la lutte, seront écrasés. La défaite et l'extermination partielle de l'avant-garde rendraient pour longtemps difficile le travail révolutionnaire dans l'atmosphère de mécontentement nourrie par la guerre. Une grève artificiellement proclamée se transformerait inévitablement en un putsch, et en obstacle sur la voie de la révolution.

Dans les thèses qu'il a adoptées en avril 1935, l'I.L.P. écrit : « La politique du parti vise à utiliser une *grève générale* pour arrêter la guerre et la *révolution sociale* si la guerre éclatait. » Engagement étonnamment précis, mais, hélas, purement

(21) Karl von CLAUSEWITZ (1770-1835), général prussien, un des plus grands théoriciens de problèmes militaires, auteur d'un traité sur la guerre souvent cité par les marxistes.

fictif ! La grève générale, ici, est non seulement séparée de la révolution sociale, mais encore lui est opposée en tant que moyen spécifique d' « arrêter la guerre ». C'est là une vieille conception anarchiste, depuis longtemps balayée par la vie. Une grève générale sans insurrection victorieuse ne peut pas « arrêter la guerre ». Si, dans les conditions de la mobilisation, l'insurrection est impossible, alors la grève générale est impossible également.

On lit dans un paragraphe suivant : « L'I.L.P. appellera à la grève générale contre le gouvernement britannique si ce pays est d'une façon ou une autre impliqué dans une attaque contre l'Union soviétique... » S'il est possible d'empêcher *toute* guerre par une grève générale, alors il est d'autant plus nécessaire d'empêcher une guerre *contre l'U.R.S.S.* Mais nous entrons ici dans le domaine des illusions : inscrire dans des thèses une grève générale comme *punition* pour un *crime majeur* donné du gouvernement, c'est tomber dans le péché de la phrase révolutionnaire. S'il était possible d'appeler à volonté à la grève générale, mieux vaudrait y appeler aujourd'hui pour empêcher le gouvernement britannique d'étrangler l'Inde ou de collaborer avec le Japon à l'étranglement de la Chine. Les dirigeants de l'I.L.P. nous répondront sans doute qu'ils n'ont pas la force de le faire. Mais rien ne leur donne le droit de jurer qu'ils auront apparemment la force d'appeler à une grève générale le jour de la mobilisation. Et s'ils en avaient la force, pourquoi se borner à une grève ? En fait, la conduite du parti pendant la mobilisation découlera de ses succès antérieurs et de la situation du pays dans son ensemble. Mais l'objectif de la politique révolutionnaire ne doit pas être une grève générale isolée, comme moyen particulier d' « empêcher la guerre », mais la révolution prolétarienne, dont une grève générale constituerait une partie inévitable et très probablement intégrante.

L'I. L. P. et l'Internationale

C'est surtout pour assurer l'indépendance de sa fraction parlementaire que l'I.L.P. a rompu avec le Labour Party (22). Nous n'avons pas l'intention de discuter ici la question de savoir si sa décision de rompre était juste à *ce moment précis*, et si

(22) L'I.L.P. avait décidé de mettre fin à son affiliation au Labour Party quand ce dernier eût décidé de soumettre tous les élus à la discipline de vote à la Chambre des Communes.

l'I.L.P. en a tiré les bénéfices qu'elle en espérait. Nous ne le pensons pas. Reste ce fait que, pour toute organisation révolutionnaire en Angleterre, son attitude vis-à-vis des masses et de la classe coïncide presque avec son attitude vis-à-vis du Labour Party, qui repose lui-même sur les syndicats. En ce moment, la question de savoir s'il faut agir à l'intérieur du Labour Party ou à l'extérieur, n'est pas une question principale, mais une question de possibilités réelles. En tout cas, s'il n'a pas une forte fraction à l'intérieur des syndicats et par conséquent à l'intérieur du Labour Party, l'I.L.P., même aujourd'hui, est voué à l'impuissance. Pourtant, pendant longtemps, l'I.L.P. a accordé beaucoup plus d'importance au « front unique » avec l'insignifiant parti communiste qu'au travail dans les organisations de masse. Les dirigeants de l'I.L.P. considèrent comme fausse la politique de l'opposition dans le Labour Party sur la base de considérations tout à fait inattendues :

« Ils (les opposants) critiquent la direction et la politique du parti mais, du fait du blocage du vote et de la forme d'organisation du parti, ils ne peuvent changer le personnel ni la politique de l'exécutif et du parti au parlement dans la période où il faut résister à la réaction capitaliste, au fascisme et à la guerre » (p. 8).

La politique de l'opposition dans le Labour Party (23) est plus mauvaise encore qu'on ne peut le dire. Mais cela signifie seulement qu'il faut lui opposer à l'intérieur du Labour Party une autre politique, une politique marxiste juste. Ce n'est pas si facile ? Bien sûr que non ! Mais on doit savoir dissimuler ses activités à la vigilance policière de Sir Walter Citrine (24) et de ses agents, jusqu'au moment propice. Mais n'est-ce pas un fait qu'une fraction marxiste ne pourra réussir à changer

(23) C'est peu après la décision de l'I.L.P. de se désaffilier du Labour Party que ceux de ses membres qui jugeaient erronée cette décision, et voulaient rester dans le Labour, avaient décidé de fonder la Socialist League pour y jouer le rôle précédemment dévolu à l'I.L.P. Le principal dirigeant de la Ligue était Richard Stafford CRIPPS (1889-1952), député depuis 1929. Notons que plusieurs militants de l'ancienne majorité de la Communist League, qui avaient refusé en 1933 d'entrer à l'I.L.P., notamment Reg Groves, Henry Sara, Harry Wicks, Hugo Dewar, avaient rejoint le Labour Party en 1934, et que Groves avait adhéré également à la Socialist League dont il était l'un des dirigeants à Londres. C'est la Socialist League que Trotsky désigne en parlant de « l'opposition dans le Labour Party ».

(24) Walter McLELLAN CITRINE (né en 1887), secrétaire général des Trade-Unions britanniques, était en réalité l'inspirateur de l'aile droite du Labour Party britannique.

la structure et la politique du Labour Party ? Là-dessus, nous sommes bien d'accord : la bureaucratie ne capitulera pas. Mais les révolutionnaires, agissant à l'intérieur comme de l'extérieur, peuvent et doivent réussir à gagner des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers. La critique que fait l'I.L.P. de la fraction de gauche du Labour Party est manifestement artificielle. On pourrait dire avec infiniment plus de raisons que le petit I.L.P., en se liant avec le parti communiste discrédité et en se coupant ainsi des organisations de masse, n'a aucune chance de devenir un parti de masse « dans la période nécessaire pour résister à la réaction capitaliste, au fascisme et à la guerre (25) ».

Ainsi l'I.L.P. considère-t-il également qu'une organisation révolutionnaire doit exister de façon indépendante dans le cadre *national*, y compris aujourd'hui. La logique marxiste exige, semble-t-il, que cette considération soit également applicable à l'arène internationale. La lutte contre la guerre et pour la révolution est inconcevable sans l'Internationale. L'I.L.P. estime qu'il doit exister à côté du parti communiste, et par conséquent *contre* lui, et, par là-même, reconnaît la nécessité de créer — contre l'Internationale communiste — une autre Internationale. Pourtant l'I.L.P. n'ose pas tirer cette conclusion. Pourquoi ?

Si l'I.L.P. pensait que le Comintern peut être réformé, ce serait son devoir de rejoindre ses rangs et de travailler à le réformer. Si pourtant l'I.L.P. s'est persuadé que le Comintern n'est pas redressable, son devoir est de ne nous rejoindre dans la lutte pour la IV^e Internationale. Mais l'I.L.P. ne fait ni l'un ni l'autre. Il s'arrête à mi-chemin. Il est attaché au maintien d'une « collaboration amicale » avec l'Internationale communiste. *S'il est invité au prochain congrès de l'Internationale communiste* — c'est ce que disent littéralement ses thèses d'avril de cette année —, il y combattrait pour sa position et dans l'intérêt de l'« unité du socialisme révolutionnaire ». Evidemment l'I.L.P. s'attendait à être « invité » dans l'Internationale. Cela signifie que sa psychologie, par rapport à l'Internationale communiste, est celle d'un *invité*, qu'on reçoit, non d'un *hôte*, qui

(25) Il apparaît clairement à la lecture de ce paragraphe que Trotsky estimait que les possibilités ouvertes à ses camarades à l'intérieur de l'I.L.P. étaient désormais épuisées, et qu'il leur fallait se tourner vers le Labour. C'est ce que faisaient parallèlement, D. D. Harber (cf. n. 1) entré individuellement, et l'infirmier Charles VAN GELDEREN (né en 1913) venu d'Afrique du Sud, qui était entré dans la jeunesse du Labour Party.

reçoit. Mais le Comintern n'a pas invité l'I.L.P. Que faire maintenant ?

Il faut avant tout comprendre que des partis ouvriers réellement *indépendants* — indépendants non seulement de la bourgeoisie, mais également des deux Internationales faillies — ne peuvent être construits en dehors de l'existence entre eux d'un lien international étroit, sur la base de principes communs, et à la condition qu'existent entre eux un échange vivant d'expériences et un contrôle mutuel vigilant. L'idée qu'il faudrait d'abord constituer des partis nationaux (lesquels ? Sur quelle base ?) et que ce n'est qu'ensuite qu'ils devraient se réunir en une nouvelle Internationale (comment garantir dans de telles conditions une base principielle commune ?) constitue une caricature de l'histoire de la II^e Internationale : la I^{re} et la III^e furent construites bien différemment. Mais aujourd'hui, dans les conditions de l'époque impérialiste, après que l'avant-garde prolétarienne de tous les pays du monde ait vécu de nombreuses décennies d'une expérience commune colossale, y compris celle de l'effondrement de deux Internationales, il est absolument impensable de construire des partis révolutionnaires nouveaux, marxistes, sans contact direct avec ce même travail dans les autres pays. Et cela signifie construire la IV^e Internationale.

Le « Bureau international de l'unité socialiste révolutionnaire »

Bien entendu, l'I.L.P. a en réserve une organisation internationale, plus précisément, le Bureau de Londres (I.A.G.). Est-ce le début d'une nouvelle Internationale ? Absolument pas ! L'I.L.P. s'élève contre toute « scission », plus fermement encore que les autres participants, et ce n'est pas pour rien que le bureau de ces organisations, *nées elles-mêmes de scissions*, a inscrit sur son drapeau... l'« unité ». Unité avec qui ? L'I.L.P. lui-même souhaite de toutes ses forces que toutes les organisations socialistes révolutionnaires et toutes les sections de l'Internationale communiste s'unissent dans une seule Internationale, et que cette dernière ait un bon programme. L'enfer est pavé de bonnes intentions. La position de l'I.L.P. est d'autant plus désespérée qu'à l'intérieur même du Bureau de Londres personne d'autre ne la partage. D'autre part, l'Internationale communiste, ayant tiré des conclusions social-patriotiques de la théorie du socialisme dans un seul pays, recherche aujourd'hui une alliance avec les puissantes organisations réformistes,

mais nullement avec de faibles groupes révolutionnaires. Les thèses d'avril de l'I.L.P. nous consolent :

« ... mais elles (c'est-à-dire les autres organisations du bureau de Londres) sont d'accord pour estimer que la question de la nouvelle Internationale est actuellement théorique (!) et que la forme (!) que prendra l'Internationale reconstituée dépendra des événements historiques (!) et du développement de la lutte réelle de la classe ouvrière » (p. 20).

Remarquable raisonnement ! L'I.L.P. préconise l'unité des « organisations socialistes révolutionnaires » avec les sections de l'Internationale communiste ; mais ni les unes ni les autres ne désirent ni ne peuvent désirer cette unification. « Mais », l'I.L.P. se console, les organisations socialistes révolutionnaires sont d'accord sur... quoi ? Sur le fait qu'il est encore impossible aujourd'hui de prévoir la « forme » que prendra l'Internationale reconstruite. Et c'est pour cela qu'il proclame que la question même de l'Internationale (« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ») est une question « théorique ». On pourrait dire avec autant de justification que la question du socialisme est théorique, puisqu'on ignore la forme qu'il prendra ; d'ailleurs il est impossible de faire la révolution socialiste avec une Internationale « théorique ».

Pour l'I.L.P., la question d'un parti *national* et la question de l'*Internationale* se situent sur deux plans différents. Le danger de guerre et le danger fasciste exigent, on nous l'a dit, un travail *immédiat* de construction d'un parti national. Quant à l'Internationale, c'est une question... « théorique ». L'opportunisme ne se manifeste nulle part de façon plus claire et incontestable que dans cette façon d'opposer principalement un parti national à l'Internationale. Le drapeau de l'« unité socialiste révolutionnaire » ne sert qu'à couvrir le trou béant dans la politique de l'I.L.P. Ne sommes-nous pas en droit de dire que le Bureau de Londres est un refuge temporaire pour les hésitants, les sans-abri, tous ceux qui espèrent être « invités » dans l'une des Internationales existantes ?

L'I.L.P. et l'Internationale communiste

Tout en reconnaissant que le parti communiste a « une base révolutionnaire et théorique », l'I.L.P. discerne dans sa conduite du « sectarisme ». Cette caractérisation est superfi-

cielle, unilatérale et fondamentalement erronée. A quelle « base théorique » l'I.L.P. pense-t-il ? *Le Capital* de Marx, les Œuvres de Lénine, les résolutions des premiers congrès du Comintern ? Ou bien le programme éclectique adopté par l'Internationale communiste en 1928 (26), la malheureuse théorie de la « troisième période », le « social-fascisme », et finalement, les dernières déclarations social-patriotiques ?

Les dirigeants de l'I.L.P. semblent dire — au moins tel était le cas jusqu'à hier — que l'Internationale communiste a conservé la base théorique établie par Lénine. En d'autres termes, ils identifient léninisme et stalinisme. Bien entendu ils ne peuvent pas se décider à le dire aussi carrément. Mais en passant sous silence la fantastique lutte critique qui s'est déroulée, d'abord au sein de l'Internationale communiste, puis à l'extérieur, en refusant d'étudier la lutte de l'« Opposition de gauche » (les bolcheviks-léninistes) et de se déterminer par rapport à elle, *les dirigeants de l'I.L.P. se révèlent comme des provinciaux arriérés dans la sphère des questions du mouvement mondial*. En cela, ils paient tribut aux pires traditions du mouvement ouvrier insulaire.

En fait, l'Internationale communiste n'a aucune base théorique. Quelle sorte de base théorique pourrait-elle en effet avoir quand ses dirigeants d'hier, comme Boukharine, sont déclarés « libéraux bourgeois », quand ses dirigeants d'avant-hier, comme Zinoviev, sont emprisonnés comme « contre-révolutionnaires », tandis que les Manuïlsky, les Lozovsky, les Dimitrov (27) n'ont jamais, comme Staline lui-même, été trop préoccupés par les questions théoriques.

La remarque sur le « sectarisme » n'est pas moins erronée. Le *centrisme bureaucratique*, qui cherche à dominer la classe ouvrière, n'est pas du sectarisme, mais une réfraction spécifique de la domination autocratique de la bureaucratie soviétique. Après s'être brûlé les doigts, ces messieurs rampent aujourd'hui de façon abjecte devant le réformisme et le patriotisme. Les dirigeants de l'I.L.P. ont pris comme parole d'évangile l'affirmation des dirigeants du S.A.P. — quels piètres

(26) C'est au 6^e congrès de l'I.C. en 1928 que ce projet de programme avait été adopté. Trotsky en avait fait une « critique » reproduite dans son livre *L'Internationale communiste après Lénine*.

(27) Dimitri Z. MANUÏLSKY (1883-1959), bolchevik en 1903, puis membre de la fraction de Trotsky avait rejoint le parti bolchevique en 1917. Il était secrétaire de l'I.C. depuis 1929, associé à toutes les initiatives politiques de la « troisième période », Salomon LOZOVSKY (1878-1952) était pendant la même période le principal dirigeant de l'Internationale syndicale rouge.

conseillers ! — selon laquelle le Comintern serait parfait, s'il n'y avait pas son « sectarisme ultra-gauchiste » (28). Dans l'interval, le 7^e congrès a balayé les derniers restes de l'ultra-gauchisme ; mais le résultat n'est pas que l'Internationale communiste s'est élevée, mais au contraire qu'elle est tombée bien plus bas, perdant tout droit à une existence politique indépendante. Car, de toute manière, les partis de la II^e Internationale conviennent beaucoup mieux pour la politique des blocs avec la bourgeoisie et pour la corruption patriotique des travailleurs : ils ont derrière eux un sérieux bilan d'opportunisme et éveillent moins de soupçons de la part des alliés bourgeois.

Les dirigeants de l'I.L.P. ne pensent-ils pas qu'après le 7^e congrès ils devraient réviser radicalement leur attitude vis-à-vis de l'Internationale communiste ? S'il est impossible de réformer le Labour Party, alors il y a infiniment moins de chances de réformer l'Internationale communiste. Il ne reste qu'à construire la nouvelle Internationale. Il est vrai qu'à l'intérieur des partis communistes, on peut trouver encore pas mal d'ouvriers révolutionnaires honnêtes. Mais c'est précisément eux qu'il s'agit d'arracher au marécage de l'Internationale communiste pour qu'ils s'engagent dans la voie révolutionnaire.

Les conseils ouvriers et la nouvelle Internationale

La prise révolutionnaire du pouvoir et la dictature du prolétariat figurent l'une et l'autre dans le programme de l'I.L.P. Après ce qui s'est passé en Allemagne, en Autriche et en Espagne, ces mots d'ordre s'imposent d'eux-mêmes. Mais cela ne veut pas du tout dire qu'ils ont à tout moment un contenu révolutionnaire. Les Zyromski (29) de tous les pays ne se gênent pas pour combiner la « dictature du prolétariat » avec le pire des patriotismes, et, en outre, de tels tours de passe-passe sont de plus en plus à la mode. Les dirigeants de l'I.L.P. ne sont pas des social-patriotes. Mais tant qu'ils n'auront pas rompu les ponts avec le stalinisme, leur internationalisme conservera un caractère à moitié platonique.

(28) Le S.A.P. était dirigé depuis le début de 1933 par l'ancienne minorité de la K.P.O. brandlérienne, laquelle s'était constituée au cours de la troisième période en opposition à ce qu'elle appelait les « erreurs ultra-gauchistes » de l'I.C.

(29) Zyromski symbolise ici sous la plume de Trotsky tous les éléments socialistes qui cherchent à se rapprocher du stalinisme.

Les thèses d'avril de l'I.L.P. nous permettent d'aborder cette question sous un jour nouveau. Deux paragraphes spéciaux des thèses (§ 27 et 28) y sont consacrés aux futurs conseils de députés ouvriers britanniques. Ils ne contiennent rien de faux. Mais il faut souligner que les conseils (soviets) en tant que tels ne constituent qu'une *forme d'organisation* et nullement un principe immuable. Marx et Engels nous ont donné la théorie de la révolution prolétarienne, en partie dans leur analyse de la Commune de Paris, mais ils n'ont pas dit un mot des conseils. Il a existé en Russie des conseils social-révolutionnaires et mencheviques, c'est-à-dire antirévolutionnaires. En Allemagne et en Autriche, en 1918, les conseils étaient sous la direction des réformistes et des patriotes, et ont joué un rôle contre-révolutionnaire (30). A l'automne 1923 en Allemagne, le rôle des soviets fut en fait joué par les comités d'usine qui auraient pu assurer la victoire de la révolution sans la politique couarde du parti communiste dirigé par Brandler et compagnie (31). Ainsi le mot d'ordre des conseils, en tant que forme d'organisation, n'est pas en lui-même un mot d'ordre de principe. Bien entendu, nous n'avons pas d'objection à ce que le programme de l'I.L.P. inclue les conseils en tant qu'« organisations embrassant tout » (« all-inclusive organizations », p. 11). Mais il ne faut pas transformer ce mot d'ordre en fétiche ou, pire encore, en phrase creuse, comme chez les staliniens français (« Daladier au pouvoir ! » « Les soviets partout ! »).

Mais nous nous intéressons à un autre aspect de la question. Le paragraphe 28 des thèses dit : « Les conseils ouvriers surgiront sous leur forme définitive dans le cours de la crise révolutionnaire réelle, mais le parti doit *préparer systématiquement* leur organisation » (c'est nous qui soulignons, L.T.). Conservant cela à l'esprit, comparons maintenant l'attitude de l'I.L.P. vis-à-vis des futurs conseils avec sa propre attitude vis-à-vis de la future Internationale : le caractère erroné de la

(30) C'était le congrès pan-allemand des conseils de délégués d'ouvriers et de soldats qui, en décembre 1918, avait mandaté le gouvernement social-démocrate de Ebert pour qu'il convoque une constituante au suffrage universel et lui remette tous les pouvoirs des conseils.

(31) Au cours des préparatifs de l'« Octobre » allemand, en septembre 1923 à Moscou, Trotsky avait fait prévaloir le point de vue sur le rôle des conseils d'usine contre Zinoviev qui préconisait un appel à élire des soviets proprement dits avant l'insurrection. Le parti communiste allemand avait reculé au dernier moment. Il était à l'époque dirigé par Heinrich BRANDLER (1881-1967), ouvrier maçon, vieux spartakiste, qui en avait pris la tête en 1921. Écarté de la direction, il allait constituer l'opposition de droite, puis la K.P.O.

position de l'I.L.P. nous apparaîtra alors avec une particulière clarté. Au sujet de l'Internationale, on nous offre des généralités dans l'esprit du S.A.P. : « La forme que revêtira l'Internationale reconstruite dépendra des événements historiques et du développement réel de la lutte de la classe ouvrière. » Sur cette base, l'I.L.P. tire la conclusion que la question de l'Internationale est purement « théorique », c'est-à-dire, dans la langue des empiristes, *irrédelle*. En même temps, on nous dit que « les conseils ouvriers surgiront sous leur forme définitive dans le cours de la crise révolutionnaire réelle, mais que le parti doit *préparer systématiquement* leur organisation ».

Il est difficile de s'embrouiller de façon plus désespérée. Dans la question des soviets et dans celle de l'Internationale, l'I.L.P. recourt à des méthodes de raisonnement diamétralement opposées. Dans quel cas se trompe-t-il ? Dans les deux. Les thèses placent les tâches réelles du parti la tête en bas. Les conseils constituent *une forme d'organisation*, seulement *une forme*. Il n'existe aucun moyen de « préparer » les conseils, sauf par une politique révolutionnaire juste appliquée dans tous les domaines du mouvement ouvrier : il n'existe aucune « préparation » spéciale, spécifique, des conseils. Mais il en va tout autrement de l'Internationale. Alors que les conseils ne peuvent naître qu'à la condition qu'existe dans les masses de millions d'hommes une fermentation révolutionnaire, l'Internationale, elle, est toujours nécessaire : le dimanche comme en semaine, à l'attaque comme dans la retraite, en paix comme pendant la guerre. L'Internationale n'est absolument pas une « forme », comme cela découlerait de la formulation profondément erronée de l'I.L.P. L'Internationale est avant tout *un programme* et un système de *méthodes stratégiques, tactiques et organisationnelles* qui en découlent. Les circonstances historiques ont reporté pour une période indéterminée la question des conseils britanniques. Mais la question de l'Internationale, elle, de même que celle des partis nationaux, ne peut être reportée, ne fût-ce que d'une seule heure. Sans une Internationale marxiste, les organisations nationales, même les plus avancées, sont vouées à l'étroitesse, l'hésitation et l'absence de perspectives ; les ouvriers avancés sont obligés de se nourrir de succédanés d'internationalisme. Affirmer que la construction de la IV^e Internationale est une question « purement théorique », c'est-à-dire qu'elle n'est pas nécessaire, c'est renoncer stupidement à la tâche fondamentale de notre époque. Dans ce cas, les mots d'ordre de révolution, de dictature du prolétariat, de conseils, etc., perdent les neuf dixièmes de leur signification.

Mieux vaut prévoir que s'étonner

Le *New Leader* du 30 août publie un article excellent intitulé « Pas de confiance dans le gouvernement ! » (*Don't trust the government*) (32). Il souligne que le danger de « l'union nationale » se rapproche en même temps que le danger de guerre. A un moment où les malheureux dirigeants du S.A.P. appellent à *imiter* — littéralement ! — les pacifistes britanniques, le *New Leader* écrit : « Il (le gouvernement britannique) utilise en réalité l'engouement pour la paix afin de préparer le peuple britannique à la guerre impérialiste. »

Ces lignes, qui sont imprimées en italiques, expriment avec la plus parfaite précision la fonction politique du pacifisme petit-bourgeois : en offrant à l'horreur des masses pour la guerre un débouché platonique, le pacifisme permet d'autant plus facilement à l'impérialisme d'en faire de la chair à canon. Le *New Leader* flétrit la position patriotique de Citrine et autres social-impérialistes lesquels — en faisant des citations de Staline — montent sur les épaules de Lansbury et autres pacifistes (33). Mais ce même article poursuit en exprimant son « étonnement » devant le fait que les communistes britanniques soutiennent la politique de Citrine dans la question de la Société des Nations et des « sanctions » contre l'Italie (« *astonishing support of Labour line* »).

L'« étonnement » de cet article constitue le talon d'Achille (34) de toute la politique de l'I.L.P. Quand quelqu'un nous « étonne » par son comportement inattendu, cela veut simplement dire que nous connaissons mal le véritable caractère de cet individu. C'est infiniment plus grave lorsqu'un homme politique est obligé d'avouer son « étonnement » devant les actes d'un parti, et, plus grave encore, d'une Internationale entière. Car les communistes britanniques ne font qu'exécuter les décisions du 7^e congrès de l'Internationale communiste. Les dirigeants de l'I. L. P. ne sont « étonnés » que parce qu'ils n'ont jusqu'à maintenant pas encore réussi à comprendre le caractère véritable de l'Internationale communiste et de ses sections (35). Pourtant la critique marxiste de l'Internationale

(32) Allusion à l'un des articles mentionnés dans les notes 1 et 2.

(33) George LANSBURY (1859-1940), ancien membre du P.C. britannique, « leader » du groupe parlementaire et pacifiste convaincu, condamnait les sanctions contre l'Italie au nom des principes.

(34) Le héros grec Achille était invulnérable, sauf au talon : le « talon d'Achille » est donc « le point faible ».

(35) Nous avons indiqué dans la note (1) qu'en Grande-Bretagne, c'était l'affaire de la S.D.N. et des sanctions contre l'Italie qui avait

communiste a derrière elle une histoire de douze années. Depuis l'époque où la bureaucratie soviétique a fait, en 1924, de la théorie du « socialisme dans un seul pays » son credo, les bolcheviks-léninistes ont prédit le caractère inéluctable de la dégénérescence nationaliste et patriotique des sections de l'Internationale communiste, et, à partir de là, ont suivi ce processus de façon critique à travers toutes ses étapes. Les dirigeants de l'I.L.P. n'ont été pris au dépourvu par les événements que parce qu'ils avaient ignoré la critique de notre tendance. Le privilège d'être « étonné » par les grands événements est la prérogative d'un pacifiste ou d'un petit-bourgeois réformiste. Les marxistes, surtout ceux qui revendiquent le droit de diriger, doivent être capables, non de s'étonner, mais de prévoir. Et, soit dit en passant, ce n'est pas la première fois dans l'Histoire que le doute marxiste s'est révélé plus pénétrant que la crédulité centriste.

L'I.L.P. a rompu avec le puissant Labour Party à cause du réformisme et du patriotisme de ce dernier (36). Et aujourd'hui, en réplique à Wilkinson (37), le *New Leader* écrit que l'indépendance de l'I.L.P. est pleinement justifiée par les positions patriotiques du Labour Party. Que dire alors du flirt interminable de l'I.L.P. avec le parti communiste britannique qui court aujourd'hui derrière le Labour Party ? Que dire des efforts de l'I.L.P. pour fusionner avec la III^e Internationale, qui joue aujourd'hui les premiers violons dans l'orchestre social-patriote ? Etes-vous « étonnés », camarades Maxton, Fenner

été l'occasion du virage du P.C., de ce tournant patriotique que le P.C. français avait opéré, lui, fin mai, après le pacte franco-soviétique. Le P.C. britannique prend d'un coup place dans une coalition « anti-fasciste » dont le dénominateur commun est le soutien à la S.D.N. — dont l'U.R.S.S. était devenue membre — pour l'application de sanctions d'« Etat ». Ce brutal ralliement à la défense de la S.D.N. et à la politique de « sécurité collective » fut particulièrement ressenti en Grande-Bretagne, où les communistes avaient combattu avec acharnement toutes les tendances « pacifistes » traditionnelles, et dénoncé la S.D.N., selon le mot de Lénine, comme une « taverne de brigands impérialistes ». Or c'était là la politique même que préconisaient depuis des années les gens de l'aile droite du Labour Party — inspirés par Sir Walter Citrine et Ernest Bevin — et l'I.L.P. s'était aperçu tout d'un coup que le P.C. l'avait tourné sur sa droite.

(36) Ce sont là les raisons générales plus qu'occasionnelles de la rupture.

(37) Ellen WILKINSON (1891-1947) avait adhéré à l'I.L.P. en 1912, au P.C. en 1920, mais avait démissionné de ce dernier en 1924. Députée du Labour Party jusqu'en 1931, réélue en 1935, elle faisait figure d'opposante de gauche et participait notamment aux marches de chômeurs ; pour elle, l'indépendance de l'I.L.P. n'avait aucune signification.

Brockway (38) et autres ? Cela ne suffit pas, pour la direction d'un parti. Pour cesser d'être étonné, il faut être capable d'apprécier de façon critique le chemin déjà parcouru, et d'en tirer une conclusion pour l'avenir.

Dès août 1933, la délégation bolchevik-léniniste, dans une déclaration particulière, a officiellement proposé à tous les membres du bureau de Londres, dont l'I.L.P., d'examiner avec nous les problèmes stratégiques fondamentaux de notre époque, et, en particulier, de déterminer leur propre attitude vis-à-vis de nos documents programmatiques (39). Mais les dirigeants de l'I. L. P. n'ont pas jugé ces questions dignes d'eux. En outre, ils ont eu peur de se compromettre avec une organisation qui est la cible d'une persécution particulièrement enragée et vile des mains de la bureaucratie de Moscou : n'oublions pas que les dirigeants de l'I.L.P. attendaient alors pendant tout ce temps d'être « invités » par l'Internationale communiste. Ils attendaient, mais rien n'est venu.

Est-il concevable que, même après le 7^e congrès, les dirigeants de l'I.L.P. osent encore présenter l'affaire comme si c'était par suite d'un simple malentendu et seulement pour une fraction de seconde que les staliniens britanniques se sont révélés les laquais du peu estimable Sir Walter Citrine ? Un tel tour de passe-passe serait indigne d'un parti révolutionnaire. Nous voulons espérer que les dirigeants de l'I.L.P. finiront par comprendre la légitimité historique de l'effondrement complet et sans appel de l'Internationale communiste en tant qu'organisation révolutionnaire, et qu'ils en tireront toutes les conclusions nécessaires. Elles sont très simples :

Elaborer un programme marxiste.

Tourner le dos aux dirigeants du parti communiste et se tourner vers... les organisations de masse.

Se ranger sous le drapeau de la IV^e Internationale.

Sur cette voie, nous sommes prêts à marcher la main dans la main avec l'I.L.P.

(38) James MAXTON (1885-1946) était le principal dirigeant de l'I.L.P. à partir de son fief électoral de Glasgow. C'était un pacifiste conséquent et convaincu. Archibald Fenner BROCKWAY (né en 1888), redevenu peu de temps avant secrétaire général de l'I.L.P., se posait souvent en adversaire des positions pacifistes traditionnelles de son parti.

(39) *Œuvres* 2, juillet-octobre 1933.

P. S. *Complément nécessaire* (40)

Dans mon article, j'ai approuvé l'attitude de l'I.L.P. dans la question des sanctions. Des amis m'ont envoyé plus tard copie d'une importante lettre du camarade Robertson (41) aux membres de l'I.L.P. Le camarade Robertson accuse la direction du parti d'entretenir les illusions pacifistes, en particulier à propos du « refus » du service militaire. Je ne puis que m'associer à tout ce qui est dit dans la lettre du camarade Robertson. Le malheur de l'I.L.P. consiste en ce qu'il n'a pas de programme vraiment marxiste. C'est aussi pourquoi ses actions les meilleures, comme celle contre les « sanctions » de l'impérialisme britannique, sont toujours marquées de l'empreinte des mixtures pacifistes et centristes.

(40) T 3711, 18 octobre 1935.

(41) ROBERTSON était le pseudonyme du Canadien Earle BIRNEY (né en 1904) qui avait milité au P.C. et dans l'Opposition de gauche au Canada et aux Etats-Unis. Etudiant en doctorat, il avait obtenu une bourse en Grande-Bretagne en 1934 et jouait un rôle important dans la section britannique.

[ÉCHANGE DE VUES] (1)

(18 septembre 1935)

Cher Camarade Muste,

Les décisions du bureau politique que vous m'avez communiquées dans votre lettre du 6 septembre correspondent totalement à la façon dont je comprends personnellement la situation. Il est clair que mes lettres ne peuvent pas le moins du monde être considérées comme des documents officiels ou semi-officiels (2). Je n'ai exprimé mes points de vue que parce que différents amis américains m'ont demandé mon opinion. De même, auparavant, quand il s'agissait de la Ligue (3) qui était une section officielle de notre organisation internationale, j'ai toujours considéré mes lettres comme des conseils privés à l'adresse de ceux des camarades qui s'intéressaient à ces conseils. Il en est ainsi particulièrement avec le W.P.U.S. qui n'est pas lié organisationnellement avec notre secrétariat (4). Un parti qui pourrait accepter des prises de position de camarades individuels et non les décisions de ses organes comme des « directives » ne serait pas digne d'être considéré comme un parti révolutionnaire. J'espère que la IV^e Internationale, dans sa structure tout entière comme dans sa vie intérieure n'aura rien de commun avec les pratiques et les mœurs dégoûtantes du Comintern décadent.

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York, lettre à Muste en anglais.

(2) Cf. n. 15, p. 253. A la suite de la publication dans le *Bulletin international* d'une lettre de Cannon et Shachtman, le bureau politique du W.P.U.S. statuant sur cette question avait affirmé qu'il considérait cette correspondance — et notamment les lettres de Trotsky — comme ayant un caractère purement personnel.

(3) Il s'agit de la Communist League of America, qui était, avant la fusion au sein du W.P.U.S., la section de la L.C.I. aux Etats-Unis.

(4) Rappelons que le W.P.U.S. n'était pas membre de la L.C.I. donc nullement lié au secrétariat international de la L.C.I. qui était seulement son partenaire au sein du comité de contact des signataires de la « Lettre ouverte ».

Je vous envoie une étude détaillée sur l'I.L.P. (5). J'ai récemment reçu une lettre amicale de Fenner Brockway (6) ; il parle avec satisfaction de sa rencontre avec Isaacs (7), m'envoie le *New Leader*, etc. Je saisis cette occasion d'entrer dans une correspondance régulière avec lui. Le 7^e congrès va pousser l'I.L.P. ou sa plus grande partie loin du Comintern. Mon article cherche à accélérer le développement de l'I. L. P. vers la IV^e Internationale. En publiant cet article, le *New International* pourrait peut-être préparer des tirés à part pour nos camarades anglais (8). En tout cas, envoyez, je vous prie, à Fenner Brockway l'exemplaire même du *New International* avec une lettre d'accompagnement. Ce pourrait être un grand service.

J'ai reçu hier des nouvelles d'Espagne. Notre section là-bas a fusionné avec la fédération catalane et est sur le point de proclamer maintenant un nouveau parti en Espagne (9). Nos camarades m'assurent que la direction de la fédération s'est rapprochée de nous et ils espèrent pouvoir amener cette organisation dans la voie de la IV^e Internationale.

Avec mes salutations révolutionnaires les plus chaleureuses.

P.-S. Il est possible que mes critiques du groupe Oehler puissent sembler trop dures à certains camarades. Si tel est le cas, je suis naturellement prêt à présenter mes sincères excuses pour la forme de la critique. Il faut néanmoins prendre en considération que ce n'est pas là une question américaine, mais une question française et une question internationale ; que nos ennemis directs, comme Bauer, et la clique dirigeante des sapistes se sont répandus en rumeurs pendant des mois, disant que le W.P.U.S., sous l'influence du groupe Oehler, considère nos camarades français comme des capitulards et les condamne sévèrement. Que cette situation a créé et crée pour nous les plus sérieuses difficultés, précisément à cause de l'autorité du W.P.U.S., je n'ai pas besoin de le développer longuement ici. L'article sur l'I.L.P. suivra demain.

(5) Cf. pp. 221-243.

(6) Archibald Fenner Brockway (cf. n. 38, p. 242), membre de l'I.L.P. en 1907, était redevenu secrétaire général de ce parti en 1933 et était l'animateur de son aile « gauche ». Trotsky avait approuvé ses articles concernant l'attitude du prolétariat par rapport à la question d'Ethiopie.

(7) Sur Harold R. Isaacs, cf. n. 1, p. 109.

(8) *The New International* était la revue théorique mensuelle du W.P.U.S.

(9) Trotsky fait ici allusion, et avec quelle modération dans le ton et quelle prudence dans la forme, à la fondation prochaine du P.O.U.M. dont il venait d'être informé par un rapport de Jean Rous (cf. *La Révolution espagnole*, pp. 607-614).

[IL FAUT FAIRE UN BLOC] (1)

(24 septembre 1935)

Cher Camarade Muste,

Votre lettre ne m'est parvenue que très récemment, car je ne suis pas actuellement à Hønefoss, mais aux mains d'un médecin à Oslo. Je regrette donc beaucoup que ces lignes ne puissent vous atteindre avant le 4 octobre (2). Mais cela ne résulte pas cependant d'événements sous mon contrôle. Depuis hier, j'ai étudié les documents que vous m'avez adressés avec toute l'attention qu'ils méritent.

Un cordial merci pour la confiance que votre lettre place en moi. Je sens que je ne peux mieux en être digne qu'en vous donnant franchement mon opinion sur l'état de choses dans le parti américain.

Le point fondamental pour moi reste la position politique du groupe Oehler et la façon dont l'abordent les divers groupements du parti. Pourquoi ? Parce que la tendance Oehler est une forme de maladie, parce qu'elle a des implications internationales (et des liens internationaux) et parce que, si nous sommes sérieux quand nous voulons construire la IV^e Internationale, cette tendance doit être battue internationalement.

Je ne sais pas si Oehler et ses proches associés ont changé leur position. Si oui, j'en serai heureux. Le fait demeure cependant que le groupe Oehler, dans l'année écoulée, une période si importante à mes yeux, a été en liaison étroite avec nos ennemis, a combattu notre mouvement et nos meilleurs éléments. C'est ce qui est politiquement décisif.

Toute lutte idéologique et fractionnelle soulève de la poussière. Des groupes s'accusent les uns les autres de

(1) Archives James P. Cannon, Bibliothèque d'Histoire sociale, New York. Lettre dictée à l'hôpital d'Oslo à Jan Frankel, dactylographiée ensuite et certifiée « exacte » par Frankel. Traduite de l'anglais.

(2) Le plénum du W.P. dont l'importance était décisive devait commencer le 4 octobre 1935.

déloyauté, de n'être pas dignes de confiance, et même de malhonnêteté. Dans le parti bolchevique, même dans ses meilleures périodes, cela ne fut pas totalement évité. (Il ne faut pas créer d'illusions rétrospectives.) Si nous voulons cependant séparer les réalités des formes et de l'aspect accidentel, on doit toujours essayer — et au moins ainsi que j'essaie de faire — de comprendre la question posée également d'un point de vue international. Dites-moi avec qui vous allez sur le plan international et je vous dirai qui vous êtes. Evaluons un peu la situation. Le groupe Oehler s'appuyait sur Bauer et son partisan Eiffel (3). Bauer est maintenant dans le S.A.P., c'est-à-dire dans une organisation profondément opportuniste qui nous combat au couteau. Le groupe Oehler a soutenu Vereeken qui a rompu avec nous. Le groupe Oehler a combattu notre groupe français dont nous sommes fiers de la position qu'il a prise. En rapport avec cela, nous en arrivons à un point très important, qui est indiscutable.

Personne n'était obligé d'accepter d'avance le « tournant français ». Tout le monde avait la possibilité d'exprimer librement son opinion et ses critiques. Pourtant une année s'est écoulée. Les faits ont parlé. Celui qui ferme les yeux devant les faits est incurable. Admettons que le tournant se soit révélé une faute (que nous n'ayons trouvé aucun soutien dans le P.S., que nous ayons été exclus, etc.). C'était une possibilité qu'il fallait admettre. Mais l'échec d'un tournant tactique est loin d'être une capitulation. Oehler a accusé la section française et notre organisation internationale de capitulation ou de trahison. Sur cette question, la section française et l'organisation internationale ont le droit d'attendre des camarades du Workers Party quelque satisfaction politique. C'est-à-dire que si les actions du groupe Oehler ne sont pas formellement jugées, aucun de nous ne saura comment l'interpréter.

Le groupe Oehler a fait de la propagande pour le périodique *Que Faire ?* (4). Cette publication est l'entreprise de cinq

(3) Paul Kirchhoff, dit Eiffel (cf. n. 3, p. 127-128), ethnologue allemand, émigré en 1933 en Irlande, puis aux États-Unis, avait fait partie de la direction des I.K.D. à l'étranger et avait signé en septembre 1934 la lettre ouverte de sa majorité, condamnant, avec Bauer, la politique entriste. Il avait conservé avec Bauer des relations personnelles.

(4) La revue *Que Faire ?* était publiée par un petit groupe de militants dont au moins deux membres de l'appareil du P.C. et des anciens de l'Opposition de gauche. André MOREL dit André FERRAT (né en 1902) était membre du bureau politique depuis 1927, avait été représentant du P.C. à Moscou en 1930-31, rédacteur en chef de l'*Humanité* de novembre 1932 à février 1934. Il signait Marcel BRÉVAL ses articles

ou six individus qui ou bien ont scissionné d'avec nous ou ont été exclus et qui représentent au moins sept tendances.

Le groupe Oehler a déclaré que le bureau de Stockholm était l'unique organisation centrale de jeunesse pour la nouvelle Internationale. En réalité, la majorité profondément opportuniste de ce bureau est dans une opposition irréductible à la IV^e Internationale et a fait taire en l'expulsant le représentant de la L.C.I., le camarade Held (5).

Le groupe Oehler a défendu le S.A.P. contre nous. Le S.A.P. a pourtant pris une position pire encore à notre égard que les lovestonistes (6) américains auxquels, soit dit en passant, le groupe Walcher (7) est lié spirituellement à travers leur histoire passée et leur formation.

Le groupe Oehler a dénié le droit à notre section jeune française d'être représentée dans le misérable bureau de Stockholm, et exigé ce droit pour la jeunesse espagnole sans même rien savoir d'elle.

Sur la base de cette information que Bauer a reçue de ses amis américains, le S.A.P. est en train maintenant de répandre l'information dans ses bulletins que le W.P.U.S. se trouve au bord de l'effondrement (8).

dans *Que Faire ?* Il travaillait en étroite liaison avec le Polonais Georges KAGAN, de la section agit-prop, qui signait, lui, Pierre LENOIR. Le franco-argentin Luis Hippolito ETCHEBEHERE, dit Juan RÚSTICO (1901-1936), exclu du P.C. argentin en 1925, avait vécu en Espagne, en France et en Allemagne avant 1933. Il avait collaboré à la revue *Masses*. Pietro TORIELLI, dit Pierre RIMBERT (né en 1910), typographe, avait été exclu du P.C. en 1932 et avait milité jusqu'en 1933 dans la Ligue communiste. Enfin Kurt LANDAU (1903-1937), qui signait SPECTATOR et Wolf BERTRAM, était un ancien cadre du P.C. autrichien, organisateur en Autriche d'un groupe de l'Opposition de gauche en 1928, puis dirigeant principal de l'Opposition de gauche allemande unifiée jusqu'en 1931. Il avait vigoureusement critiqué en 1933 le tournant de Trotsky vers de nouveaux P.C. et une nouvelle Internationale et poursuivait une politique de « fraction » dans le P.C. Il est probable que Trotsky connaissait au moins le rôle joué dans *Que Faire ?* par Landau et Rimbert.

(5) Le bureau avait exclu Held le 18 août 1935.

(6) Le groupe animé par Jay LOVESTONE (né en 1898) aux Etats-Unis, l'Independent Labor League of America, que Trotsky appelle ici « lovestoniste » entretenait avec la C.L.A. puis le W.P.U.S. des rapports de grande hostilité.

(7) Le groupe Walcher (cf. n. 14, p. 39) désigne ici les militants de l'ancienne opposition internationale de droite, groupée dans l'I.V.K.O. autour de l'opposition allemande K.P.O., qui avaient rompu avec ces dernières pour entrer dans le S.A.P. Walcher et Lovestone avaient été ensemble membres de l'I.V.K.O.

(8) Voir notamment la réplique, non datée du S.A.P., rédigée par Boris Goldenberg, mais non signée, à « Alchimie centrisme ou marxisme » publié sous le titre « Marxisme et politique réaliste révolutionnaire ».

En un mot, au cours de cette année capitale, le groupe Oehler a été de l'autre côté de la barricade, en association très étroite avec des gens qui combattaient nos sections, les calomniaient et mentaient à leur propos. C'est un fait. On ne peut l'écarter. Par rapport à ce fait, je crois que toutes les tendances du W.P. sont tenues de prendre une position précise et sans équivoque.

Les oehleristes ont proclamé que Cannon et Shachtman étaient en contact secret avec les dirigeants social-démocrates. Il a été prouvé que c'était faux. Les oehleristes pourtant étaient réellement en contact avec des traîtres et des renégats de la bande de Bauer. Ce fait est internationalement connu, utilisé par nos ennemis et met nos amis dans le brouillard. Le W.P.U.S., dans tous ses groupes, doit prendre position sur ce fait.

J'admettrai un instant que C(annon)-S(hachtman) prennent réellement sur la question du P.S. un point de vue opportuniste. D'abord, c'est cependant à l'avenir de porter la question à un niveau politique supérieur où la tendance dont sont accusés Cannon et Shachtman serait mise en lumière et combattue vigoureusement par nous. Mais ces tendances, qui appartiennent réellement à l'avenir, ne constituent pas aujourd'hui le principal obstacle sur notre route. C'est le sectarisme, qui trouve sa pire expression dans les oehleristes.

Toute la méthode de pensée d'Oehler est non marxiste et non dialectique. Il a une certaine conception de chaque question et se soucie peu des réalités de toute situation. Ainsi, il travaille sans problème sur la conception de l'excellent bureau de Stockholm, sur la conception de la jeunesse socialiste espagnole qui n'attend que son geste amical, sur la conception du S. A. P. ami de la IV^e Internationale, sur le concept de *Que Faire ?*, groupe puissant et révolutionnaire, etc. Je n'ai pas vu chez Oehler une seule appréciation politique qui soit correcte. Il vit dans un monde totalement pervers. Il n'a pour la réalité qu'un mépris souverain. Il n'a pas la tête politique et la tragédie, c'est qu'il se présente comme un dirigeant politique, provoquant ainsi la confusion. Le cadre de pensée antimarxiste qu'il utilise et qui est en réalité complètement divorcé de toute réalité doit, à mon avis, être étudié de la façon la plus décisive par le W.P., car il faut apprendre de tels événements pour être capable d'avancer.

Avec tout ça, je ne veux pas dire qu'Oehler ne peut pas trouver de place dans les rangs de la IV^e Internationale. Le problème de la direction, c'est d'apprécier correctement des

personnes comme lui et de leur trouver la bonne place pour agir. Riazanov (9) a pensé pendant des années qu'il était un dirigeant politique et syndical et il n'a fait qu'engendrer la confusion. En tant qu'historien marxiste, pourtant, il a fait un travail extrêmement précieux pour le mouvement ouvrier. De la même façon, il faut que les membres du W.P.U.S. soient mis en garde contre les idées politiques et les actions d'Oehler.

A la lecture des derniers documents, j'ai eu l'impression que le bloc de Muste-Weber-Oehler cherche à s'affirmer contre C(annon)-S(hachtman). Je ne peux pas, mon cher et estimé camarade Muste, m'aligner sur ce bloc, que ce soit directement ou indirectement. A la lumière de la situation nationale et internationale, il n'y a qu'un seul bloc qui me semble progressiste : Muste-C(annon)-S(hachtman)-Weber contre Oehler. C'est aussi la seule façon de faire reprendre leurs esprits aux oehleristes temporairement égarés et de réduire au minimum les dommages de cette convulsion du parti.

Vous pouvez m'interroger : que dites-vous des « méthodes » de C(annon)-S(hachtman), de la question du régime, etc. ? Dans votre texte, vous dites très correctement que les méthodes dépendent de la ligne politique. Je pourrais répondre à cela que c'est vrai non seulement pour la « direction » ou la majorité de la direction, mais pour l'opposition également. Mais il y a une deuxième conséquence qui me paraît pourtant plus importante : le lien entre les formes organisationnelles et les méthodes ne découle pas automatiquement et directement de la position politique. Beaucoup d'autres facteurs peuvent jouer un rôle. Si l'on cherche à redresser la direction et sa position dans une organisation petite qui n'a pas une grande base de masse, on peut faire exploser l'organisation tout entière. Je suis loin de vouloir essayer d'assumer la responsabilité de la manière dont se conduisent C(annon) et S(hachtman). Je peux très bien comprendre que tel ou tel groupe à l'intérieur du parti puisse protester contre des méthodes particulières. Mais même en ce domaine, il faut pourtant garder le sens des proportions. Le centralisme démocratique authentique, vous l'établirez quand vous aurez plus de « démocratie », c'est-à-dire plus de masses dans vos rangs. Mais cela, vous ne pouvez pourtant le réaliser que quand vous aurez purgé le parti du sectarisme.

(9) David B. Goldendakh, dit Riazanov (cf. n. 3, p. 186) avait été nommé directeur de l'Institut Marx-Engels en 1921 et s'était depuis consacré à la publication de leurs Œuvres.

Deux exemples : je ne peux pas juger si Cannon a délibérément provoqué Zack (10) afin de provoquer ensuite la fraction Oehler. La question en elle-même n'est pas dénuée de signification, mais il faut en juger en fonction du contexte concret. La position politique de Zack est fondamentalement fausse et Oehler n'a pas laissé passer l'occasion de prendre sa défense. C'est clair, sans équivoque, et significatif.

Votre texte reproche à *New International* d'avoir publié un article contre le S.A.P. (11) au moment où le comité central était en train d'établir avec le S.A.P. des relations fraternelles. Il est parfaitement possible que la méthode du responsable de *New International* (12) n'ait pas été correcte dans ce cas. Mais cette question passe au second plan par rapport à la position du comité central sur le S.A.P. et la question de savoir si elle était juste ou non. Pour moi, par exemple, il est impossible de comprendre comment le *New Militant* et pourquoi le *New Militant* peut faire de la publicité à ce misérable, opportuniste et profondément hostile *Neue Front* (13). Le camarade hollandais Schmidt, qui pendant des années a été allié du S.A.P. et a travaillé avec lui, a jugé nécessaire de lui déclarer la guerre la plus irréconciliable. Dans *Nieuwe Fakkkel*, il reconnaît que la position insistante de l'article sur « l'alchimie » selon laquelle la IV^e Internationale sera construite sans le S.A.P. et contre lui a été prouvée comme correcte par les actions du S.A.P. (14). Cela seul est significatif, et, là-dessus, vos thèses ne disent rien.

Pour ne pas laisser de place à un malentendu, je dois répéter de nouveau : je suis d'avance prêt à admettre que les camarades C(annon)-S(hachtman) cherchent à avoir recours à

(10) Joseph KORNFEDER, dit Joseph ZACK (1897-1963) était né en Russie ; ouvrier tailleur, il avait émigré aux Etats-Unis en 1917 et était membre du P.C. dès l'origine. Il avait joué un rôle important dans l'appareil de l'I.C. notamment en Amérique latine, puis comme secrétaire du T.U.U.L. qui jouait aux Etats-Unis le rôle d'un « syndicat rouge ». Membre de la fraction Lovestone, il avait été exclu du P.C. à la fin de 1929. Il avait adhéré au W.P.U.S. en décembre 1934 et y avait tout de suite fait bloc avec Oehler et Stamm contre le « tournant français » et le « régime interne ». Il avait été exclu pour indiscipline au mois de juin précédent.

(11) Il s'agit de l'article de Trotsky lui-même « Alchimie centrisme ou marxisme », qui faisait l'essentiel du numéro de juillet 1935 du *New International*, une décision qui avait été prise à peu près au moment où le plénum du S.W.P. avait décidé de retarder la signature de la « Lettre ouverte » pour permettre au S.A.P. de se prononcer sur elle.

(12) C'était Max Shachtman qui était le responsable de *The New International*.

(13) *Neue Front* était l'organe du S.A.P. en émigration.

(14) Cf. pp. 122-126.

des méthodes organisationnelles hâtives et par là excessivement sévères. J'ai également relevé cette tendance dans d'autres sections. Les douze dernières années de l'histoire du Comintern et la crise générale dans le mouvement n'ont pas été sans effets sur nous. Dans la lutte contre l'appareil sans âme, chacun était plus ou moins bureaucratisé : les oppositions s'empressaient de recourir aux armes de la rupture de la discipline et de la scission, la direction de la suppression mécanique et de l'exclusion. Nous ne nous reposons et de loin pas assez sur la discussion, la lutte d'idées ou leur mise à l'épreuve dans l'expérience politique commune. C'est là que nous devons tous désapprendre, et apprendre à construire la IV^e Internationale sur une base saine. Pour avoir cette base saine, il est néanmoins nécessaire d'en venir à rejeter les combinaisons qui divisent les tendances politiques sur des bases purement organisationnelles.

Je suis heureux que le comité politique, par une initiative officielle, ait caractérisé mes lettres comme des textes privés, des conseils personnels (15). Je ne l'ai jamais conçu autrement. Cette explication me donne la possibilité de faire connaître mes idées avec une liberté totale. Inutile de vous dire que — autant que je puisse le faire — mon appréciation de la situation ne repose pas sur quelques personnalités ou sympathies que ce soit. Je considère cette crise comme une période d'épreuve, à laquelle le parti survivra avec de grands acquis, et j'espère demeurer dans les rapports politiques les plus étroits, et si possible dans des relations personnelles avec tous les représentants de tous les groupes.

Je n'ai pas besoin de vous dire, camarade Muste, que j'ai pour vous la considération et l'affection les plus chaleureuses.

Je n'ai pas signé cette lettre, car je l'ai dictée à mon ami Jan Frankel qui est venu me rendre visite ici à l'hôpital et qui vous la fera parvenir le plus vite possible.

(25 septembre 1935)

Cher Camarade Muste,

J'ai été obligé d'interrompre ma lettre hier, car l'heure des visites était passée. Aujourd'hui j'ai la visite de ce même camarade, Held, que le parti « frère » du S.A.P. a chassé du bureau de Stockholm non pas parce qu'il est contre, mais parce qu'il

(15) Le bureau politique du W.P.U.S. avait décidé de considérer que les lettres adressées par Trotsky à Cannon, etc., devaient être consi-

est pour la IV^e Internationale. Je saisis cette occasion pour achever ma lettre d'hier. Je veux à tout prix éviter de donner l'impression que je n'ai pas tenu compte de la partie de vos textes qui traite de l'attitude de C(annon)-S(hachtman) vis-à-vis du P.S. Non, je l'ai étudiée très soigneusement. J'ai l'impression que vous avez réussi à prouver que la position de C(annon)-S(hachtman) vis-à-vis du P.S. et de son aile gauche a subi des changements très considérables. Je n'ai cependant pas eu du tout l'impression que C(annon)-S(hachtman) pouvaient être accusés de capitulation. La question *en Amérique* me semble avoir été construite artificiellement comme reflet des importants changements tactiques en Europe. En France et en Belgique, la question était tout à fait ouvertement : doit-on ou ne doit-on pas entrer dans le parti réformiste ? En Amérique, personne ne propose une telle solution. Les possibilités qu'il peut y avoir pour vous à l'intérieur du P.S. peuvent être découvertes non pas tant par la spéculation que par l'action. Je ne polémiquais pas bien entendu sur la question de l'importance d'une perspective pour apprécier les possibilités et les dangers. Dans les questions purement tactiques cependant on ne doit pas être prêt à déterminer une ligne pour l'éternité. Le Workers Party pense qu'il s'impose pour lui de fonctionner en tant que parti indépendant. Il n'a réellement pas à répéter tous les trois jours qu'il ne se dissoudra pas dans une organisation réformiste. Le besoin de telles réaffirmations résonne plus comme un aveu de faiblesse que comme une déclaration de force.

De ce côté-ci de l'océan, la question, je le répète, nous semble avoir été artificiellement soulevée par le groupe Oehler. En outre, il ne l'a pas gardée secrète : il recherche les symptômes les plus dénués d'importance pour démontrer que les plans tracés à Paris signifient une trahison en Amérique. Seulement, nous autres, en Europe, ne nous considérons pas comme des traîtres. Les peurs et les appréhensions des camarades Oehler, Stamm, etc., nous semblent un babil puéril sectaire, et, sur cette question, nous attendons une réponse claire du Workers Party.

J'ai étudié aujourd'hui les documents que vous avez envoyés à toutes les sections du parti le 14 août. J'y trouve, par exemple, la déclaration de Stamm du 5 août, « les capitulards de Charleroi ». Qu'est-ce qui donne au camarade Stamm

dérées comme l'expression d'opinions personnelles. Muste l'avait écrit à Trotsky le 6 septembre. C'était la conclusion provisoire de l'incident créé par la publication dans le *B.I.* du S.I. de septembre d'une lettre à Trotsky de Cannon et Shachtman qui portait des appréciations peu élogieuses sur Muste et d'autres.

le droit de caractériser — ou plutôt d'injurier — de cette façon les camarades belges ? Le groupe de Charleroi est constitué presque entièrement de mineurs, et il n'y a pas un seul intellectuel dans la direction. Tous sont âgés de plus de quarante ans, chacun d'entre eux a été frappé par les patrons pour ses actions grévistes, l'action de masse, etc. Tous ont appartenu au P.C. depuis le début et à l'Opposition de gauche à partir de 1923, sans avoir faibli un moment. C'est par leurs propres efforts qu'ils ont mis sur pied un journal hebdomadaire qui a paru régulièrement pendant des années. Ils ont rejoint le parti réformiste, fondé sur les syndicats (16), exactement comme en Angleterre, non pour capituler, mais pour mener une lutte acharnée pour la direction de l'avant-garde. On peut penser que leur travail ne donnera aucun résultat (bien qu'ils aient déjà à leur crédit un travail considérable). Mais comment peut-on les traiter de « capitulards » ? Ils n'ont capitulé devant rien ni personne et n'ont pas l'intention de le faire. Il est exact qu'ils doivent être prudents dans la façon de s'exprimer. Les révolutionnaires agissent de même dans les syndicats. Si je comprends bien, cependant, les camarades Oehler et Stamm pensent que la combinaison du travail « légal » et du travail illégal n'est valable que pour le Workers Party. Quand pourtant ces méthodes sont employées de façon combinée dans le parti réformiste, c'est une trahison. Camarade Muste, ces camarades sont en contradiction criante avec les conceptions les plus élémentaires du marxisme et du bolchevisme.

Et ils se plaignent du « régime », naturellement pas seulement du régime de C(annon)-S(hachtman) mais surtout du régime de la L.C.I. : tous et tout sont teintés de bureaucratie ; partout, nous chassons les révolutionnaires authentiques qui veulent échapper au marécage, sinon à la trahison directe. Quand on lit pareille prose, on n'a qu'à rire ou à pleurer selon son tempérament.

Je ne veux absolument pas idéaliser nos méthodes ou nos moyens, mais les sectaires (Bauer, Vereeken, Oehler, etc.) sont réellement les derniers qui puissent nous donner des leçons à ce sujet, car, sur le plan des méthodes organisationnelles et au niveau théorique, ils ne sont qu'une expression concentrée de nos faiblesses. Je traiterai de cette question plus tard dans un article théorique plus long (17).

(16) Le parti ouvrier belge était, comme le D.N.A. norvégien et le Labour Party britannique, fondé sur l'adhésion collective des syndicats, dont il était en quelque sorte l'expression politique.

(17) Voir *Œuvres* 7.

Deux remarques supplémentaires. Nos amis belges, les « capitulards », parlent dans leur journal *Action socialiste révolutionnaire* non pas de tout (ils ont aussi des alliés qui n'ont pas pensé les questions jusqu'au fond encore), mais, sur nos questions les plus importantes et les plus brûlantes, défense nationale, tournant du Comintern, ils prennent ouvertement une excellente position léniniste. Et diffuser le message révolutionnaire en Belgique aujourd'hui exige d'eux cent ou mille fois plus de courage révolutionnaire que de le faire aux Etats-Unis, qui ne sont pas menacés par un Hitler.

Ma deuxième observation est de caractère personnel. Je ne crois pas pouvoir être accusé d'impatience vis-à-vis de ces camarades individuellement. Je pourrais le prouver par des exemples américains : Field et Weisbord (18). J'ai été en correspondance avec l'un et l'autre pendant longtemps. Ils ont séjourné tous les deux dans ma maison pendant de longues périodes. Après la première exclusion de Field, j'ai fait tout mon possible pour le voir réintégré de nouveau. J'ai essayé aussi d'ouvrir un chemin entre Weisbord et la C.L.A. Tous les camarades américains n'étaient pas enthousiastes de mes efforts, et peut-être avaient-ils raison. C'est la même position que j'ai eue vis-à-vis de Vereeken, Bauer, etc., mais on n'avance pas sans laisser en route quelques débris. Les accusations d'Oehler contre la direction du W.P., sont, j'en suis fermement convaincu, dénuées de tout fondement, au moins en ce qui concerne la période actuelle. Plus il se montrera susceptible de le comprendre, plus nous pourrons espérer qu'il ne sera pas perdu pour nous.

Je n'ai pas signé non plus cette lettre parce qu'elle a été tapée seulement en ville et expédiée de là (19).

(18) David GOULD, dit B.J. FIELD (-), un économiste, était membre de la C.L.A. Il avait à deux reprises rendu visite à Trotsky à Prinkipo. Exclu une première fois pour indiscipline, il avait été réintégré, mais devait être une seconde fois exclu pour avoir refusé d'appliquer la discipline de son organisation dans la conduite de la grève des grands hôtels de New York en 1934. ALBERT WEISBORD (1900-1977) étudiant à Harvard, avait été secrétaire national des J.S. en 1922 et avait rejoint le P.C. en 1924. Il avait dirigé en 1926 la grève des travailleurs de Passaic. Exclu en 1929, il avait fondé la Communist League of Struggle qui critiquait vivement la C.L.A. Le groupe de Weisbord avait appartenu pendant quelque temps à cette dernière, puis tout aussi brièvement au W.P.U.S. Il est incontestable que Trotsky avait tout fait pour garder Field et Weisbord.

(19) Bien qu'on n'ait à ce sujet aucune affirmation, on peut supposer que la deuxième partie de ce document, dictée le 25 septembre, l'a été à Walter Held.

LA BUREAUCRATIE SE MAINTIENT PAR LA TERREUR (1) (26 septembre 1935)

La lettre du camarade Tarov (2), un bolchevik-léniniste, un ouvrier mécanicien qui, conduit par les caprices du sort, se trouve actuellement hors d'Union soviétique, constitue un document politique remarquable. Tarov a été arrêté en tant que membre de l'Opposition de gauche. Il a passé trois ans en déportation, quatre en prison dans d'atroces conditions d'isolement, puis, de nouveau, plusieurs mois en exil.

Quel crime Tarov a-t-il commis contre la révolution ? Apparemment, dès 1923, il a estimé que la révolution d'Octobre avait créé la possibilité d'une industrialisation infiniment plus rapide que cela n'avait été le cas dans les pays capitalistes. Avec d'autres Tarov, il avait prévenu que la politique qui misait sur le koulak devait conduire à une crise l'ensemble du système soviétique. Il exigeait qu'on se préoccupât du paysan pauvre, il réclamait la transformation systématique de l'agriculture dans le sens de la collectivisation. Tels furent ses principaux crimes au cours des années 1923-1926. [Il voyait plus clair et plus loin que la couche supérieure dirigeante. En tout cas, tels étaient les crimes de la tendance dont Tarov était responsable.

En 1926 tous les Tarov exigèrent que les syndicats soviétiques mettent un terme à leur amitié politique avec le conseil général des trade-unions britanniques qui était en train de trahir en même temps la grève des mineurs et la grève générale : c'est précisément pour ce service que Citrine, le chef du conseil général, l'ancien allié de Staline et de Tomsy, a été anobli par

(1) T 3697, 3698. *Bulleten Oppositsii*, n° 45, septembre 1935. Retraduit du russe pour ce volume. Entre [...] les passages figurant dans une traduction parue dans le *Bulletin intérieur* de la Ligue communiste.

(2) A. TAROV était le pseudonyme d'un ouvrier arménien, ancien officier de l'Armée rouge, Arpen TAVITIAN ou DAVITIAN, (1892-1944), dit également MANOUKIAN, qui venait de s'évader d'U.R.S.S. et se trouvait en Iran d'où il avait adressé au *Bulleten* un premier témoignage (cf. n. 2, p. 190).

Sa Royale Majesté à l'occasion des manifestations du jubilé (3).] Avec d'autres léninistes, Tarov protesta en 1926 contre la théorie stalinienne d'un « Etat démocratique ouvrier et paysan » — une théorie qui détermina le parti communiste polonais à soutenir le coup d'Etat de Pilsudski. Mais les crimes de Tarov ne s'arrêtent pas là. En tant qu'internationaliste, il portait le plus vif intérêt au sort de la révolution chinoise. Il estimait criminelle la décision du Kremlin qui avait obligé le jeune et héroïque parti communiste chinois à entrer dans le Kuomintang et à se soumettre à sa discipline ; en outre, le Kuomintang lui-même, un parti purement bourgeois, fut admis dans l'Internationale communiste en tant qu'organisation « sympathisante ». Le moment arriva où Staline, Molotov et Boukharine (4) télégraphièrent de Moscou pour ordonner aux communistes chinois de mettre fin au mouvement agraire des paysans afin de ne pas « effaroucher » Chang Kaï-chek et ses officiers (5). Avec d'autres disciples de Lénine, Tarov considérait une telle politique comme une trahison de la révolution.

Les Tarov ont plusieurs autres crimes semblables à leur actif. A partir de 1923, ils ont réclamé le début de l'élaboration d'un plan quinquennal et quand, en 1927, l'ébauche du premier plan fut enfin achevée, ils démontrèrent que la croissance ne devait pas être fixée comme l'avait fait le bureau politique à 5,9 %, mais deux ou trois fois plus haut. Il est vrai que tout cela fut bientôt entièrement confirmé. Mais comme les Tarov, par leur pénétration, avaient révélé l'arriération de l'oligarchie dirigeante, ils étaient donc coupables d'avoir porté préjudice à la révolution — c'est-à-dire au prestige de la bureaucratie.

Les Tarov accordaient beaucoup d'attention à la jeunesse ouvrière. Ils estimaient qu'il fallait lui donner la possibilité de

(3) Trotsky fait allusion à l'épisode du « comité syndical anglo-russe ». Walter Citrine était devenu Sir Walter, en récompense de ses bons et loyaux services, au lendemain de la dissolution de ce comité.

(4) A l'époque de la deuxième révolution chinoise, Staline, Molotov et Boukharine étaient les dirigeants de l'I.C. Viatcheslav M. SKRIABINE, dit MOLOTOV (né en 1890), bolchevik en 1906, avait fait carrière dans le sillage de Staline. Il était à l'époque membre du bureau politique et du secrétariat, ainsi que du présidium de l'I.C. Nikolai I. BOUKHARINE (1888-1938), bolchevik en 1906, leader des « communistes de gauche » en 1918, était à l'époque de la deuxième révolution chinoise allié à Staline contre l'Opposition de gauche, membre du bureau politique et président de l'Internationale.

(5) Chang Kaï-chek, chef de l'armée nationaliste du gouvernement de Canton et véritable patron du Kuomintang était, comme la plupart de ses officiers, lié à la classe des propriétaires fonciers, directement menacés par la révolution à la campagne.

penser par elle-même, d'étudier, de se tromper, d'apprendre à se tenir sur ses jambes. Ils protestaient contre le fait que la direction révolutionnaire avait fait place à un régime caporaliste. Ils prédisaient que l'étouffement policier de la jeunesse conduirait à la démoraliser et à développer dans ses rangs des tendances franchement réactionnaires et simplement le « hooliganisme » (6). Leurs mises en garde furent stigmatisées comme des tentatives pour dresser la jeune génération contre la vieille, comme une mutinerie contre la « Vieille Garde » — cette même Vieille Garde que Staline, aidé de ses prétoriens, a calomniée, écrasée et jetée en prison ou démoralisée (7).

Tels sont les crimes de Tarov. Il faut y ajouter que les bolcheviks-léninistes, y compris Tarov, n'ont jamais essayé d'imposer leurs idées par la force. Ils n'ont pas appelé à un soulèvement contre la bureaucratie. Pendant une période de presque neuf ans, ils ont voulu et espéré *convaincre le parti*. Ils ont combattu avant tout pour leur droit de faire connaître au parti leurs critiques et leurs propositions. Mais la bureaucratie, qui s'est élevée au pouvoir autocratique sur les défaites du prolétariat, a opposé aux bolcheviks-léninistes non la force de ses arguments, mais les détachements armés du G.P.U. Tarov se trouva parmi les plusieurs milliers de militants arrêtés au cours de l'écrasement thermidorien de l'Opposition en 1928 (8). Par la suite, il passa plus de trois années en déportation et environ quatre en prison. Par son bref récit, le lecteur pourra connaître les conditions qui règnent dans ces prisons : injures, passages à tabac, une pénible grève de la faim de quatorze jours et, en réponse, l'alimentation forcée et de nouvelles injures. Tout cela parce que les bolcheviks-léninistes ont posé avant Staline le problème de la collectivisation, parce qu'ils avaient à temps mis en garde contre les conséquences de la perfide alliance avec Chang Kaïchek et le futur Lord Citrine...

Puis éclata un nouveau coup de tonnerre : Hitler arriva au pouvoir en Allemagne. La politique de l'Internationale communiste lui avait frayé la voie. Quand Hitler se hissa en selle, c'était Staline, et personne d'autre, qui lui tenait l'étrier. Tous les flots d'éloquence du 7^e congrès ne laveront jamais ces messieurs les chefs des taches de ce crime historique. D'autant

(6) Sur le mot hooliganisme, cf. n. 3, p. 218.

(7) Les paragraphes ci-dessus constituent un résumé des positions défendues depuis 1923 par l'Opposition de gauche russe.

(8) C'est en 1928 que la masse des militants de l'Opposition de gauche avaient été arrêtés, certains condamnés à la prison et la majorité d'entre eux déportés.

plus enragée fut la haine de la clique stalinienne contre ceux qui avaient prévu et prévenu à temps. Les léninistes emprisonnés devaient payer de leur peau pour cette politique meurtrière qui alliait l'ignorance à la perfidie : c'est précisément cette combinaison qui constitue l'essence du stalinisme.

Cependant, alarmé par la victoire du national-socialisme, Tarov fit aux autorités de Moscou la proposition suivante : il s'engageait à abandonner son activité d'Oppositionnel, en échange de quoi lui, Tarov, aurait le droit de revenir dans les rangs du parti en tant que soldat discipliné et d'y mener le combat contre le danger fasciste.

Il n'est pas difficile de comprendre les raisons psychologiques de cette initiative prise par Tarov. Il n'est pas pour un révolutionnaire position pire que de rester pieds et poings liés pendant que la réaction impérialiste enlève une tranchée prolétarienne après l'autre. Mais, sur le plan politique, cette proposition de Tarov était doublement irréaliste. Premièrement, soutenir de façon *non critique* la « lutte » de Staline contre le fascisme, c'est en dernière analyse aider le fascisme — toute l'histoire des douze dernières années l'a démontré de façon irréfutable ; deuxièmement, la proposition de Tarov n'a pas été acceptée et ne pouvait pas être acceptée par la bureaucratie. Le fait qu'un seul léniniste remplisse avec désintéressement et courage les tâches qu'on lui assigne, aux yeux de tous, sans renier ses opinions, aurait constitué une réfutation muette de la légende du « trotskysme en tant que détachement d'avant-garde de la contre-révolution bourgeoise ». Cette légende stupide repose sur des bases branlantes qui doivent être quotidiennement étayées. En outre, l'exemple de Tarov, en cas de succès, aurait inévitablement suscité des émules. On ne pouvait l'admettre. Il est impossible de réintégrer dans le parti des hommes courageux qui n'ont renoncé qu'à exprimer publiquement leurs opinions. Non, ils doivent renoncer et à ce qu'ils pensent et à leur droit de penser en général. Ils doivent cracher sur des idées qui ont été confirmées par tout le cours des événements.

Rien ne caractérise aussi bien le régime stalinien, sa corruption interne et son hypocrisie que son incapacité totale à assimiler un révolutionnaire sincère qui est prêt à servir avec obéissance mais refuse de mentir. Non ! Staline a besoin de pénitents, de renégats braillards, de gens qui soient prêts à dire sans vergogne que ce qui est blanc est noir, à frapper pathétiquement leurs poitrines vides, alors qu'en réalité ils pensent à la carte de ravitaillement, à l'automobile et à la station bal-

néaire. L'appareil du parti et celui de l'Etat regorgent de semblables roublards, de faux jetons et de cyniques corrompus. On ne peut pas compter sur eux, mais ils sont indispensables : l'absolutisme bureaucratique, qui est entré en contradiction absolue avec les intérêts économiques et culturels de l'Etat ouvrier, a un besoin pressant de filous prêts à tout.

Ainsi, la tentative de Tarov pour réintégrer les rangs du « parti » officiel fut un échec total. Tarov ne trouva pas d'autre issue que de fuir l'Union soviétique. Cette expérience, qu'il a si chèrement payée, constitue une leçon précieuse, tant pour le prolétariat soviétique que pour le prolétariat mondial. La « Lettre ouverte » des organisations qui se sont placées sous le drapeau de la IV^e Internationale trouve dans l'affaire Tarov une nouvelle confirmation plus nette encore. La « Lettre ouverte » déclare : « Par les persécutions, les falsifications, les amalgames et une sanglante répression, la clique dirigeante s'efforce d'étouffer dans l'œuf toute manifestation de pensée marxiste. Nulle part au monde le léninisme véritable n'est persécuté aussi bestialement qu'en U.R.S.S. » (9).

Vues de façon superficielle, ces lignes peuvent paraître exagérées. Le léninisme n'est-il pas impitoyablement pourchassé en Italie et en Allemagne ? En fait, il n'y a aucune exagération dans la « Lettre ouverte ». Dans les pays fascistes, les léninistes sont persécutés en même temps que les autres ennemis du régime. Hitler, comme on sait, a fait preuve de la plus grande cruauté vis-à-vis des opposants qui étaient ses compagnons de parti, la « gauche », qui lui rappelait son passé (10). C'est avec la même cruauté bestiale que la bureaucratie stalinienne traite les bolcheviks-léninistes, les révolutionnaires authentiques qui incarnent les traditions du parti et de la révolution d'Octobre.

Les conclusions politiques qu'il faut tirer de l'affaire Tarov sont tout à fait claires. Ce serait pure folie que de songer à « réformer » ou à « régénérer » le parti communiste d'Union soviétique d'aujourd'hui. Une machine bureaucratique qui sert avant tout à maintenir le prolétariat dans un étau ne peut pas être contrainte à servir les intérêts du prolétariat. La terreur révolutionnaire qui, pendant la période héroïque de la révolution, était l'arme des masses en mouvement, contre leurs

(9) Cf. *Œuvres 5, janvier-juin 1935*, p. 351.

(10) Trotsky fait allusion au massacre des cadres des S.A. — dont leur chef d'état-major Ernst Röhm — et de l'aile « plébicienne » du parti nazi, pendant la « Nuit des Longs Couteaux » du 30 juin 1934.

opresseurs, et la sauvegarde directe du pouvoir du prolétariat, cette terreur révolutionnaire a été complètement supplantée par la terreur froide et cruelle de la bureaucratie qui se bat avec acharnement pour ses postes et ses rations, pour son règne autocratique incontrôlé et contre l'avant-garde prolétarienne. C'est précisément pourquoi le stalinisme est condamné !

Le 20 février 1889, Engels écrivait à Kautsky une lettre absolument remarquable — qui n'a été publiée que récemment — au sujet des rapports de classes à l'époque de la grande révolution française. Il y disait entre autres : « En ce qui concerne la Terreur, dans la mesure où elle avait un sens, c'était au fond une *mesure de guerre*. Elle servait non seulement à maintenir à la barre la classe, ou la fraction de la classe qui seule pouvait assurer la victoire de la révolution, mais lui assurait aussi la liberté de mouvement, les coudées franches (11), la possibilité de concentrer ses forces en un point décisif, c'est-à-dire aux frontières. » Mais, une fois les frontières préservées, grâce aux victoires militaires, et après la destruction de cette folle Commune qui avait voulu apporter la liberté aux autres peuples à la pointe des baïonnettes, la terreur en tant qu'arme de la révolution se survivait à elle-même. Il est vrai que Robespierre (12) était alors au faite de sa puissance, mais, dit Engels, « *désormais la terreur devint pour lui un moyen de sa propre préservation*, et, du coup, elle devenait une absurdité » (souligné par Engels).

Ces lignes sont remarquables de simplicité et de profondeur. Il est inutile de s'étendre ici sur les différences entre le passé et le présent : elles sont suffisamment connues. La différence entre le rôle historique de Robespierre et celui de Staline n'est pas moins claire ; le premier a assuré la victoire de la révolution sur ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur pendant la période la plus critique de son existence tandis qu'en Russie c'est sous la direction de Lénine que ce travail fut accompli. Staline n'est venu au premier plan qu'après la fin de cette période. Il est la vivante incarnation d'un Thermidor bureaucratique. Entre ses mains, la terreur a été et reste avant tout un instrument pour écraser le parti, les syndicats et les soviets et pour instaurer une dictature personnelle à laquelle il

(11) L'expression du texte original russe est anglaise : « elbow-room ». (N.d.T.)

(12) Maximilien de ROBESPIERRE (1758-1795) dirigea le Comité de Salut public — gouvernement révolutionnaire — en France de juillet 1793 à 1794 et prolongea la Terreur, même après avoir assuré la situation militaire qui l'avait initialement justifiée.

ne manque que... la couronne impériale. La terreur, qui a rempli sa mission révolutionnaire et est devenue un instrument des usurpateurs pour leur propre préservation se transforme ainsi en une « absurdité » pour employer l'expression d'Engels. Dans le langage de la dialectique, cela signifie qu'elle est vouée à un effondrement inévitable.

Les atrocités insensées qui ont été engendrées par les méthodes bureaucratiques de collectivisation comme les lâches représailles et les violences exercées contre les meilleurs éléments de l'avant-garde prolétarienne provoquent inévitablement l'exaspération, la haine, le désir de vengeance. Cette atmosphère engendre chez les jeunes des tendances au terrorisme individuel. Le petit bonaparte ukrainien S. Kossior (13), célèbre pour son impudence, a dit il n'y a pas longtemps que « Trotsky appelle dans la presse à assassiner les dirigeants soviétiques », alors que Zinoviev et Kamenev — comme cela a été prouvé, à ce qu'il dit, par l'affaire Enoukidzé — ont participé directement à la préparation de l'assassinat de Kirov. Comme tout un chacun qui a accès aux écrits de Trotsky peut facilement vérifier s'il a ou non appelé à « assassiner les dirigeants soviétiques » — si toutefois l'on admet qu'il puisse exister des adultes qui aient besoin de vérifier pareilles inepties — cela jette une lumière suffisante sur la seconde partie du mensonge de Kossior, celle qui a trait à Zinoviev et Kamenev. Nous ignorons si l'on est en train aujourd'hui de fabriquer quelque document frauduleux avec l'aide de « consuls lettons » ou d' « officiers de Wrangel » (14). Les Kossior du régime bonapartiste peuvent encore traquer, étrangler et fusiller bien des révolutionnaires irréprochables, mais cela ne changera pas l'essentiel : leur terreur est une absurdité historique. Elle sera balayée avec ses organisateurs.

Appelons-nous à assassiner les dirigeants soviétiques ? Si

(13) Stanislas V. Kossior (1889-1938), stalinien de choc, avait joué un rôle important dans l'élimination de l'Opposition de gauche en Ukraine et avait une réputation de férocité. Son frère, Vladimir V. Kossior (1891-1938), métallo, membre de l'Opposition de gauche, était en prison depuis 1928.

(14) Le « consul étranger » — vraisemblablement le consul de Lettonie Georg BISSENIKS (1885-194?) — avait été introduit par le G.P.U. dans les « aveux » de Nikolaïev, l'assassin de Kirov, afin de « démontrer » qu'il existait un lien entre Trotsky et les terroristes. Trotsky avait démontré que le « consul » ne pouvait être qu'un agent du G.P.U. L' « officier de Wrangel » était un autre agent du G.P.U., Stroïlov, ancien officier de l'armée blanche pendant la guerre, qui avait proposé en 1927 ses services à un jeune militant de l'Opposition, Tchcherbakov, afin de « démontrer » que l'Opposition était liée aux Blancs.

les bureaucrates, qui se sont déifiés eux-mêmes, s'imaginent sincèrement qu'ils font l'histoire, pour notre part, nous ne partageons absolument pas cette illusion. Staline n'a pas créé l'appareil, c'est l'appareil qui a créé Staline — à sa propre image. Le remplacement de Kirov par Jdanov (15) n'a absolument rien changé à la nature des choses. Contrairement aux « biens de consommation », il existe un assortiment illimité de Kossior : ils se distinguent les uns des autres par un ou deux centimètres de hauteur et quelques-uns de largeur. C'est tout ! Pour le reste, ils se ressemblent autant que leurs dithyrambes respectifs de Staline. Le remplacement de Staline lui-même par des Kaganovitch (16) amènerait aussi peu de nouveauté que le remplacement de Kirov par Jdanov. Mais un Kaganovitch aurait-il assez d'« autorité » ? Ne vous inquiétez pas : tous les Kossior, — le premier, le quinzième comme le mille et unième — lui procureraient tout de suite l'autorité nécessaire au moyen de la chaîne bureaucratique exactement comme ils ont créé l'« autorité » de Staline, c'est-à-dire leur « autorité », leur règne incontrôlé.

C'est pourquoi la terreur individuelle nous apparaît à ce point pitoyable et impuissante. Non, nous n'avons pas oublié l'A B C du marxisme. Non seulement le destin de la bureaucratie soviétique, mais aussi le destin du régime soviétique dans son ensemble dépendent de facteurs d'une envergure historique mondiale. Seuls des succès du prolétariat international peuvent rendre au prolétariat soviétique sa confiance en soi. La condition fondamentale de la victoire de la révolution est l'unification de l'avant-garde prolétarienne mondiale autour du drapeau de la IV^e Internationale. La lutte pour ce drapeau doit être également menée en U.R.S.S. avec prudence, mais avec intransigeance. L'absurdité historique d'une bureaucratie autocratique dans une société « sans classes » ne peut pas durer et ne durera pas éternellement. Le prolétariat qui a accompli trois révolutions redressera une fois de plus la tête. Mais l'« absurdité » bureaucratique ne va-t-elle pas résister ? Le prolétariat trouvera un balai assez grand. Et nous l'aiderons.

(15) Andréi A. JDANOV (1896-1948), *apparatchik* dévoué à Staline, avait été appelé à Leningrad pour y prendre la succession de Kirov assassiné.

(16) LAZAR KAGANOVITCH (né en 1893), bolchevik en 1913, s'était lié à Staline pendant la guerre civile. Il était membre du bureau politique, premier secrétaire du parti à Moscou et commissaire du peuple.

LES FRACTIONS ET LA IV^e INTERNATIONALE (1) (été 1935)

Le travail de construction de la IV^e Internationale est en train de se développer — et c'est significatif — sur une base plus large que ne l'était le travail de construction de la fraction bolchevique-léniniste. Sous l'impulsion de la décomposition du réformisme et du stalinisme, de l'aggravation de la lutte de classes et de la menace du danger de guerre, des groupes d'origines diverses sont en train de frapper à la porte de la IV^e Internationale.

La IV^e Internationale, nous n'en doutons pas, ne permettra à personne de prendre à la légère nos principes ou notre discipline. Mais on ne peut décréter d'avance ce que signifiera cette discipline. Elle devra être forgée dans la lutte commune ; elle devra s'inspirer des expériences — après réflexion sérieuse et étude critique — de la grande majorité des participants. De ce point de vue, il faut admettre que l'adhésion à la IV^e Internationale du groupe Spartacus (2) constitue un facteur positif. Elle ouvre à ce groupe des possibilités sérieuses de s'affranchir des pièges du sectarisme et annonce ainsi la possibilité pour nous de regagner des ouvriers intègres et dévoués.

Maintenant, avec une nouvelle Internationale en formation, la question des fractions à l'intérieur du parti révolutionnaire prend une importance énorme. Or c'est précisément cette même question qui a provoqué tant de troubles graves et une telle démoralisation au cours des années de la montée de l'I.C.

(1) T 3668. Ce texte traduit ici de l'anglais n'est pas daté. Comme il traite visiblement de la situation créée par l'adhésion à la Lettre ouverte, c'est-à-dire à la IV^e Internationale, de groupes extérieures à la L.C.I., il est forcément postérieur au mois d'août.

(2) Le groupe qui éditait *Spartacus* avait été fondé au début de 1935 par Vereeken et ses camarades de la section belge qui avaient refusé de suivre la majorité dans le P.O.B. Le groupe avait annoncé dans son journal, le 10 août, sa décision de signer la « Lettre ouverte » qu'il commentait longuement.

A l'intérieur de l'I.C., les fractions étaient interdites, et cette mesure de police était présentée comme conforme à la tradition bolchevique. Il est difficile d'imaginer calomnie pire contre l'histoire du bolchevisme. Il est vrai qu'en mars 1921 les fractions ont été interdites par une résolution spéciale du X^e congrès du parti (3). Le fait même qu'il ait fallu adopter une telle résolution démontre bien que, dans la période précédente — c'est-à-dire pendant les dix-sept ans où le bolchevisme apparut, grandit et prit le pouvoir —, les fractions occupaient légitimement une place dans la vie du parti. Et cela se reflétait dans la pratique.

Au congrès de Stockholm du parti, en 1906, dans lequel la fraction bolchevique se réunifia avec la fraction menchevique, il existait au sein de la fraction bolchevique deux fractions qui engagèrent une lutte ouverte sur une question capitale, le programme agraire. La majorité des bolcheviks, sous la direction de Lénine, s'était prononcée pour la nationalisation de la terre. Staline, qui apparut à ce congrès sous le pseudonyme d'Ivanovitch, appartenait à un petit groupe qu'on appelait les « partisans du partage » et qui réclamait le partage immédiat de la terre entre les petits propriétaires, restreignant ainsi d'avance la révolution à une perspective paysanne capitaliste (4).

En 1907 se déroula un âpre conflit fractionnel à propos de la question du boycottage de la 3^e douma d'Etat (5). Les partisans du boycottage s'organisèrent plus tard en deux

(3) Le 10^e congrès du parti bolchevique s'était tenu en mars 1921, en pleine crise de la fin de la guerre civile, dans un contexte de disette et parfois de famine, d'agitation ouvrière et de révoltes paysannes (insurrection de Cronstadt). Il avait adopté la nouvelle politique économique (Nep), retraite stratégique, concessions à la paysannerie. L'interdiction des fractions était dirigée avant tout contre l'Opposition ouvrière. Elle devait en réalité avoir une portée que personne ne soupçonnait.

(4) Ce congrès était un congrès d'« unification » entre bolcheviks et mencheviks. Les mencheviks y avaient défendu la « municipalisation » de la terre contre Lénine qui préconisait la « nationalisation ». Staline était intervenu en affirmant que la proposition de Lénine était inacceptable (L. Trotsky, *Staline*, pp. 111-118).

(5) En juin 1907, le tsar avait dissous la 2^e Douma (assemblée législative) et promulgué une nouvelle loi électorale qui restreignait de façon considérable le nombre des électeurs, en violation de la « loi fondamentale » précédemment votée par la Douma. Lors de la conférence du parti unifié en août 1907, Lénine avait voté contre le boycottage des élections avec les délégués des mencheviks, du Bund, les Polonais et les Lettons, du coup contre la grande majorité des délégués de la fraction bolchevique. Au sein de cette dernière, la thèse de la nécessité du boycottage était défendue par Alexandre A. MALINOVSKY, dit BOGDANOV (1873-1928).

fractions (6) qui, au cours des années suivantes, combattirent avec acharnement la fraction de Lénine, non seulement dans le cadre du parti « unifié », mais aussi à l'intérieur de la fraction bolchevique. L'intensification de la lutte du bolchevisme contre les liquidateurs donna naissance ultérieurement à une fraction « conciliatrice » à l'intérieur de la fraction bolchevique, à laquelle appartenaient d'éminents militants bolcheviques du travail pratique du parti à l'époque, les Rykov, Dubrovinsky, Staline (7) et autres. La lutte contre les conciliateurs se poursuivit jusqu'à l'éclatement de la guerre.

Août 1914 ouvrit une période de regroupement à l'intérieur de la fraction bolchevique sur la base de l'attitude par rapport à la guerre et à la II^e Internationale. En même temps se constituait un groupe fractionnel des adversaires de l'autodétermination nationale, Boukharine, Piatakov (8) et autres.

L'âpre lutte fractionnelle à l'intérieur de la fraction bolche-

(6) Les deux fractions, qui, dans les rangs des bolcheviks, se prononçaient pour le boycottage, étaient d'une part celle des « otzovistes », avec Martyn N. MANDELSTAMM, dit LIADOV (1872-1947), et celle, plus modérée des « ultimatises », avec Bogdanov (cf. n. 5).

(7) Lénine appelait « liquidateurs » ceux des mencheviks qui préconisaient la concentration du travail du parti sous les formes légales et se prononçaient contre la reconstruction du secteur clandestin. Cette position aboutissait selon lui à une adaptation à la légalité tsariste et équivalait donc à une « liquidation » du parti et de son programme révolutionnaire, puisque la loi ne permettait aucune allusion à ce dernier. Il préconisait donc la rupture avec les « liquidateurs ». Alexei I. RYKOV (1881-1938), l'un des chefs de file des « conciliateurs » dans la fraction bolchevique, était un vétéran de l'action clandestine. Il avait conduit avant 1905 contre Lénine l'opposition des « gens des comités » (*komitechiki*) hostiles au recrutement dans les rangs ouvriers, et réservant ce privilège aux révolutionnaires professionnels. Il devait succéder à Lénine en 1924 à la présidence du conseil des commissaires du peuple, poste dont il fut écarté en 1930, avec l'élimination des « droitiers ». Iossif F. DUBROVINSKY (1877-1913) était membre du comité central bolchevique de 1903 et l'un des principaux dirigeants de l'organisation clandestine en Russie. Dubrovinsky et Rykov — Staline était au second plan — avaient mené contre Lénine le combat des « conciliateurs », et mis Lénine en minorité au nom de « l'unité du parti ». A son retour en Russie, Dubrovinsky avait été arrêté et déporté. Il s'était suicidé en déportation.

(8) Nicolas Boukharine (cf. n. 4, p. 257), brillant intellectuel, émigré en 1911, devait également être plus tard l'un des principaux dirigeants du parti et de l'Etat, président de l'I.C. Iouri PIATAKOV (1890-1937), né en Ukraine, d'abord anarchiste, bolchevik en 1910, conduisit plus tard la guerre civile en Ukraine, fut membre de l'Opposition de gauche de 1923 à 1929, capitula et occupa des fonctions administratives importantes dans l'industrie. Pendant l'émigration, les deux hommes avaient conduit ensemble une vive polémique contre les thèses de Lénine sur l'« autodétermination nationale » et ils avaient présenté ensemble — Piatakov sous le nom de KIEVSKY — des thèses opposées à celles de Lénine.

vique dans la période entre la révolution de février et celle d'octobre est maintenant assez connue (cf., par exemple, *l'Histoire de la révolution russe*, de Trotsky). Après la prise du pouvoir, une âpre lutte fractionnelle éclata autour de la question de la paix de Brest-Litovsk. Une fraction de « communistes de gauche » se constitua, avec sa propre presse (Boukharine, Iaroslavsky et autres) (9). Par voie de conséquence, se constituèrent ensuite les fractions du centralisme démocratique et de l'Opposition ouvrière (10). Et ce ne fut pas avant le 10^e congrès, tenu dans les conditions du blocus et de la famine, de l'agitation paysanne grandissante et des premières étapes de la Nep (11) — laquelle déchaîna les tendances petites-bourgeoises —, qu'on estima possible de recourir à une mesure aussi exceptionnelle que l'interdiction des fractions. On peut penser que la décision du 10^e congrès répondait à une nécessité impérieuse. Mais, à la lumière des événements ultérieurs, une chose est tout à fait claire : l'interdiction des fractions a mis fin à l'histoire héroïque du bolchevisme et a ouvert la voie à la dégénérescence bureaucratique.

A partir de 1923, les épigones ont étendu l'interdiction et l'étouffement de la lutte fractionnelle interne du parti dirigeant en U.R.S.S. aux jeunes sections de l'I.C., les vouant ainsi à dégénérer avant d'avoir eu le temps de grandir et de se développer.

Cela signifie-t-il cependant que le parti révolutionnaire du prolétariat doive ou puisse représenter seulement la somme totale de ses fractions ? Pour mieux éclairer cette question, prenons, à titre de comparaison, le parti socialiste français, qui a légalisé les fractions dans ses statuts et introduit le principe

(9) Minci I. GUBELMAN dit Emilian IAROSLAVSKY (1878-1943), d'origine ouvrière, bolchevik en 1903, déporté de 1908 à 1917, avait fait carrière dans l'appareil et s'était spécialisé dans la dénonciation des « trotskystes » et la falsification de l'histoire soviétique. La fraction des « communistes de gauche », qu'inspirait Boukharine, regroupait les adversaires de la paix de Brest-Litovsk partisans de la « guerre révolutionnaire » ; ils avaient leur propre presse.

(10) La fraction dite du « centralisme démocratique », familièrement appelée « déciste », s'était manifestée pour la première fois au 9^e congrès du parti bolchevique, en mars 1920. Elle était animée par deux vieux-bolcheviks, Vladimir M. SMIRNOV (1887-1938) et Timotei V. SAPRONOV (1887-1941). Celle de l'Opposition ouvrière était née à l'automne de la même année sous l'impulsion d'un autre vieux-bolcheviks, le métallo Alexandre G. CHLIAPNIKOV (1885-1937) et d'Alexandra KOLLONTAI (1872-1952).

(11) Rappelons que « Nep » répond aux initiales N.E.P qui désignent la « nouvelle politique économique », politique de concessions à la paysannerie et à la petite entreprise privée, retour limité aux stimulants capitalistes et aux lois du marché.

de l'élection à la proportionnelle à tous les niveaux du parti. De ce point de vue, la section française de la II^e Internationale a longtemps passé, non sans raison, pour la plus pure expression de la « démocratie dans le parti ». Et formellement c'est vrai, ou plutôt c'était vrai. Mais, exactement de la même façon que la démocratie pure de la société bourgeoise joue un rôle de couverture pour l'échelon supérieur des propriétaires, de même la démocratie la plus idéale dans la II^e Internationale dissimule une fraction officieuse mais puissante : les carriéristes parlementaires et municipaux. Cette fraction, tout en conservant fermement l'appareil entre ses mains, permet à la fraction de gauche de prononcer des discours qui sonnent comme très révolutionnaires ; mais, dès que la fraction marxiste véritable, pour laquelle parole et actes vont de pair, commence à dénoncer l'hypocrisie de la démocratie du parti, la fraction de l'appareil s'engage très vite dans la politique des exclusions (12).

Du fait que les bolcheviks avaient adhéré au parti réformiste, non pour s'y adapter, mais pour y combattre, une collision avec la fraction dominante était déterminée d'avance. La menace de la guerre imminente et le tournant social-patriotique du Comintern ont accéléré le conflit et lui ont conféré très vite une exceptionnelle gravité. Si ce sont les social-patriotes qui excluent les révolutionnaires, et non l'inverse — c'est le rapport de forces qui est à blâmer — personne ne peut avoir à ce sujet la moindre illusion. L'entrée dans le parti socialiste a rendu possible de petites réalisations, mais elle n'a pas tout réalisé, d'aucune façon. Elle a permis à notre section française d'étendre considérablement son influence. La lutte entre l'internationalisme et le social-patriotisme a été posée en termes d'une remarquable clarté. Pour un bilan sur le plan organisationnel, il est encore trop tôt : la lutte à l'intérieur du parti socialiste est loin d'être terminée.

Quelques petits malins — souvent d'anciens adversaires de l'entrisme — nous disent : « Les bolcheviks-léninistes se conduisent trop imprudemment à l'intérieur d'un parti socialiste, par exemple en lançant le mot d'ordre d'une IV^e Internationale, etc. » (13). Cette vision politique erronée est fréquente en poli-

(12) C'est en septembre qu'une première « charrette » d'exclus du parti avait succédé aux exclusions de dirigeants de l'Entente de la Seine.

(13) L'argument cité ci-dessus par Trotsky avait jusque-là été utilisé par Pivert et ses amis ; il est impossible de dire quels B.L. sont expressément visés par l'expression « petits malins ». Et les conjectures sont sans intérêt.

tique : on est tellement fasciné par le succès qu'on souhaite qu'il continue. Mais, à des époques comme la nôtre, on peut facilement oublier qu'il peut exister dans le monde un adversaire ayant des yeux et des oreilles. Seuls des nigauds sans espoir peuvent penser qu'un appel en faveur de la IV^e Internationale a fait peur à Blum et compagnie. C'est parfaitement absurde ! Ce sont la menace toute proche de guerre et la trahison sans fards du Comintern qui, en renforçant considérablement la position du social-patriotisme, au moins pour la période immédiate, ont obligé Léon Blum et compagnie à passer à l'offensive. Penser que telle ou telle expression « malheureuse » — et c'est inévitable dans le feu du combat — pourrait jouer un rôle sérieux dans la question de notre exclusion révèle une manière bien superficielle et désinvolte de porter une appréciation sur son adversaire.

Si la clique dirigeante s'est décidée à exclure, au défi du mythe traditionnel de la démocratie, c'est qu'elle a eu pour cela des raisons sérieuses et pressantes. Il n'est pas difficile de trouver un prétexte : Mussolini, comme Blum, trouvent toujours en cas d'urgence leur Wal-Wal (14).

Il suffit de regarder de près la dernière expérience du parti socialiste français pour voir de façon précise qu'un parti ne peut pas être simplement la somme de ses fractions. Un parti peut parfaitement tolérer des fractions qui ne poursuivent pas des objectifs directement opposés aux siens. Quand la gauche traditionnelle du parti socialiste français piétinait et semblait parfaitement inoffensive, on la tolérait ; mieux, on l'encourageait. Blum n'a jamais fait référence au révolutionnaire de margarine Zyromski autrement qu'en l'appelant son « ami ». Un titre semblable, qu'il emploie aussi pour Frossard (15) signifie qu'on a besoin de l'homme en question, en tant que couverture pour la clique dirigeante, à gauche ou à droite. Mais les léninistes — pour lesquels il ne saurait y avoir de désaccord entre les paroles et les actes — constituaient un élément que la démocratie du parti social-patriote ne pouvait tolérer.

(14) Le village de Wal-Wal, dans le sud-ouest de l'Ethiopie, qui avait été le théâtre d'un incident entre forces armées italiennes et éthiopiennes, était aux mains des premières.

(15) Louis Olivier (dit Ludovic Oscar) FROSSARD (1889-1946) était, au lendemain de la guerre, secrétaire général du parti socialiste et l'un des leaders du « centre ». Il s'était prononcé pour l'adhésion à l'I.C. Dirigeant du parti après son entrée dans l'I.C. il avait mené une politique d'opposition à l'exécutif et quitté ses fonctions et le parti en janvier 1924. Il était revenu depuis à la S.F.I.O. Proche des néos, il ne les avait pas suivis lors de la scission et était demeuré dans la S.F.I.O. où il incarnait l'extrême droite.

Le parti révolutionnaire avance un programme précis et une tactique précise. Ce seul fait met d'avance des limites précises, très nettes, dans la lutte interne entre tendances et groupes. Aujourd'hui après l'effondrement de la II^e et de la III^e Internationale, les lignes revêtent un tracé très concret. Le fait même d'appartenir à la IV^e Internationale ne peut être que contingent si l'on observe l'ensemble des restrictions qui reflètent toutes les expériences des mouvements ouvriers antérieurs. Mais, bien que les limites de la lutte idéologique interne soient ainsi tracées d'avance, il n'est pas du tout interdit de lutter dans le cadre de principes généraux. La lutte est même inévitable et, quand elle se tient à l'intérieur des limites prescrites, elle peut même être fructueuse. Bien entendu, ce n'est pas la discussion qui donne son contenu à la vie du parti, mais la lutte. Quand une discussion interminable nourrit une discussion interminable, il ne peut en résulter que déclin et décomposition. Quand la discussion plonge ses racines dans un combat commun, quand elle soumet la lutte à une lumière critique et qu'elle la prépare pour de nouvelles étapes, alors la discussion est un élément indispensable au développement.

La discussion de questions sérieuses est inconcevable en dehors de l'existence de groupes. Mais, dans des conditions normales, ces groupes se dissolvent ultérieurement à l'intérieur de l'organisme du parti, surtout du fait d'expériences nouvelles qui procurent toujours le meilleur moyen de mise à l'épreuve en cas de désaccords politiques. La transformation des groupes en fractions permanentes est en elle-même un symptôme troublant, qui signifie ou bien que la lutte entre les différentes tendances est tout à fait irréconciliable, ou bien que le parti en tant que tel est dans l'impasse. Et il est, bien entendu, impossible d'éviter une telle situation simplement par l'interdiction des fractions. Faire la guerre aux symptômes ne signifie pas qu'on lutte contre la maladie. Seule une ligne politique juste et une structure ainsi que des procédés administratifs internes sains peuvent empêcher que des groupements temporaires se transforment en fractions ossifiées.

L'existence d'un régime sain dépend dans une large mesure de la direction du parti et de sa capacité à prêter l'oreille à temps à la voix de ses critiques. Une politique stupide, consistant à l'affirmation d'un « prestige » bureaucratique est destructive par rapport au développement de l'organisation prolétarienne et de l'autorité de la direction. Pourtant, la bonne volonté de la part de la direction ne suffit pas. Le groupe d'opposition est lui aussi responsable du caractère des relations à l'intérieur du

parti. Dans une lutte de fraction contre les réformistes, les révolutionnaires ont fréquemment recours à des mesures extrêmes, bien qu'en règle générale, dans les luttes fractionnelles, les réformistes se conduisent avec beaucoup plus de brutalité. Mais, dans ces deux cas, pour les deux camps, il s'agit de se préparer pour que la rupture se produise dans les conditions les plus avantageuses. Ceux qui transfèrent de telles méthodes de travail à l'intérieur d'une organisation révolutionnaire révèlent soit leur propre immaturité politique et leur absence de sens des responsabilités, soit un individualisme anarchiste, dissimulé le plus souvent derrière des principes sectaires, soit encore, en définitive, qu'ils sont tout à fait étrangers à l'organisation révolutionnaire.

Le sens des proportions dans le cours d'une lutte fractionnelle augmente avec la maturité croissante de l'organisation et l'autorité grandissante de ses dirigeants. Quand Vereeken essaie de faire croire que les « sectaires » l'ont exclu à cause de sa fidélité aux principes marxistes, on ne peut que hausser les épaules. En fait, le groupe Vereeken a manifesté son immaturité politique en rompant avec une organisation qui avait prouvé, depuis des années, sa loyauté aux principes marxistes. Si Vereeken a maintenant la possibilité de se joindre au travail de construction de la IV^e Internationale, il le doit avant tout à l'organisation internationale avec laquelle il avait rompu sous l'impulsion de son propre tempérament trop vif de sectaire.

ANNEXES

OUVRAGES CITÉS OU CONSULTÉS

- ABOSCH Heinz. — *Trotsky-Chronik. Daten zu Leben und Werk.* — (Zusammengestellt von), Munich, Carl Hanser Verlag, 1973. — 156 p.
- ALEXANDER Robert J. — *Trotskyism in Latin America.* — Hoover Institution Publications, Stanford University, 1973. — 304 p.
- ALLES Wolfgang. — *Zur Politik und Geschichte der deutschen Troztkisten ab 1930.* — Université de Mannheim, 1978. — 296 p.
- BROCKWAY Archibald Fenner. — *Inside the Left. Thirty years of platform, press, prison and parliament.* — London, Allen and Unwin, 1942. — 352 p.
- CANNON James Patrick. — *History of American Trotskyism.* Reports of a participant. — New York, Pioneer Publishers, 1944. — 268 p.
- CORVISIERI Silverio. — *Trotsky e il comunismo italiano.* — Roma, Samona e Savelli, 1969. — 360 p.
- CRAIPEAU Yvan. — *Le mouvement trotskyste en France.* — Paris, Syros, 1972. — 288 p.
- DE BEULE Nadya. — *Onstaan en aktie van de Trotskistische beweging in België (1928-1935).* — Thèse, Fakulteit Letteren en Wijsbegeerte, 1976.
- DEUTSCHER Isaac. — *Trotsky. T. 3, Le prophète hors la loi (L'exil).* Paris, Julliard, 1965. — 704 p.
- DOWSE Robert. — *Left in the Centre. The Independent Labour Party (1893-1940).* — London, Longmans, 1966. — 232 p.
- DRECHSLER Hanno. — *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (S.A.P.D.). Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik.* — Meisenheim am Glan, A. Hain, 1965. — 406 p.
- DREYFUS Michel. — *Bureau de Londres ou IV^e Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe (1933-1940).* — Thèse 3^e cycle, Université de Nanterre, Paris X, 1978. — VII-418 p.
- GUÉRIN Daniel. — *Front populaire, révolution manquée. Témoignage militant.* — Paris, Maspero, 1970. — 316 p.
- HEIJENOORT Jean van. — *De Prinkipo à Coyoacán. Sept ans auprès de Léon Trotsky.* — Paris, Maurice Nadeau, Les Lettres Nouvelles, 1978. — 240 p.
- JOUBERT Jean-Paul. — *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme.* — Paris, Presses de la fondation nationale des Sciences politiques, 1977. — 296 p.
- KASTRITIS Kostas. — *Istoria tou Mpolsebikismou trotskysmou stèn Ellada.* — Ekdoseis « Ergatikès Protoporeias », s.l.n.d.

- KAWECKA Krystyna. — *Niezależna socjalistyczna partia pracy* (1921-1937). — Warszawa, Książka i Wiedza, 1969. — 356 p.
- KELLER Fritz. — *Gegen den Strom. Fraktionskämpfe in der K.P.O. Troztkisten und andere Gruppen 1919-1945*. Wien, Europa Verlag, 1978.
- MENDL (Stofish) Hersch. — *Zichrones fun a yidischen revolutsioner*. — Tel Aviv, 1959.
- MYERS Constance Ashton. — *The Prophet's Army. Trotskyists in America*. — Westport (Conn.) Greenwood Press, 1977. — 282 p.
- PAGES Pelai. — *El movimiento trotskista en España (1930-1935). La Izquierda comunista de España y las disidencias comunistas durante la segunda República*. — Barcelona, Ediciones Península, 1977. — 312 p.
- PERTHUS Max (P.P. van't HART). — *Henk Sneevliet, Revolutionair-socialist in Europa en Azië*. — Nimègue, Sun, 1976.
- PLUET Jacqueline. — *Prolétariat et avant-garde. Les étapes du mouvement trotskyste en France de 1929 à 1944*. — Thèse de 3^e cycle, Paris I, 1975.
- PLUET-DESPATINS Jacqueline. — *La presse trotskyste en France de 1926 à 1968. Essai bibliographique*. — Editions de la Maison des Sciences de l'Homme. Presses universitaires de Grenoble, 1978. — 198 p.
- RABAUT Jean. — *Tout est possible ! Les gauchistes français (1929-1944)*. — Paris, Denoël-Gonthier, 1974. — 416 p.
- RETZLAW Karl. — *Spartakus, Aufstieg und Niedergang. Erinnerungen eines Parteiarbeiters*. — Frankfurt/Main, Verlag Neue Kritik, 1971. — 500 p.
- ROSENTHAL Gérard. — *Avocat de Trotsky*. — Paris, Laffont, 1976. — 350 p.
- SERGE Victor. — *Vie et mort de Léon Trotsky*. — Paris, Maspero, 1973.
- SINCLAIR Louis. — *Léon Trotsky: a bibliography*. — Stanford, Hoover Institution Press, 1972. — 1092 p.
- STINAS A. — *Anamnis. [Soixante ans sous le drapeau de la révolution socialiste]*. 2 vol. 1977-1978. — 256 p., 268 p.
- THALMANN Clara & Paul. — *Revolution für die Freiheit. Stationen eines politischen Kampfes Moskau/Madrid/Paris*. — Hamburg, Association Verlag, 2^e éd. 1977. — 398 p. (Traduction française à paraître à La Pensée sauvage).
- TICHELMAN Fritjof. — *Henk Sneevliet, 1888-1942, een politieke biografie*. — Amsterdam, Van Gennep, 1974. — 136 p.
- TJADEN Karl-Hermann. — *Struktur und Funktion der « K.P.D. - Opposition » (K.P.O.). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur « Rechts » - Opposition im Deutschen Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik*. — Meisenheim am Glan, Anton Hain, 1964. — 692 p.
- TROTSKY Léon. — *Le Mouvement communiste en France (1919-1939)*. Textes présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1967. — 724 p. (Arguments. 31.)
- TROTSKY Léon. — *Œuvres 1, mars-juillet 1933*. — *Œuvres 2, juillet-octobre 1933*. — *Œuvres 3, novembre 1933-avril 1934*. — *Œuvres 4, avril-décembre 1934*. — *Œuvres 5, janvier-juin*

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JUIN-SEPTEMBRE 1935

1935. — Paris, E.D.I., 1978, 1979, 320 p., 320 p., 360 p., 368 p., 392 p.
- TROTSKY Léon. — *La Révolution espagnole 1930-1940*. Textes recueillis, présentés et annotés par Pierre Broué. — Paris, Ed. de Minuit, 1975. — 791 p. (Arguments).
- TROTSKY Léon. — *Writings*. — Édités par George Breitman et autres. — New York, Pathfinder Press, 12 volumes. — Vol. 1933-34, 1972, 380 p. Vol. 1934-1935, 1971. — 416 p.
- USTVEDT Yngvar. — *Verdensrevolusjonen på Hønefoss En beretning om Leo Trotskij's Opphold i Norge*. — Oslo, Gyldendal Norsk Forlag, 1974, 248 p.
- VEREKEN Georges. — *La Guépéou dans le mouvement trotskyste*. — Paris, La Pensée universelle, 1975. — 380 p.
- VOGELSANGER David. — *Der Trotskismus in der Schweiz (1930-1942)*. — Université Zurich, 1979. — 190 p.
- WEBER Hermann. — *Die Wandlung des deutschen Kommunismus*. — Frankfurt/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969. — 2 vol. I, 466 p., II, 428 p.

INDEX DES JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

- Action socialiste (L') (Belgique)*, 35, 57-59, 63, 136, 153.
Action socialiste révolutionnaire (L') (Belgique), 136, 153, 195, 225.
Arbeiderbladet, 67.
Azione popolare, 173.
- Bataille socialiste (La) (Belgique)*, 58.
Bilan, 178.
Biulleten Oppositsii, 157, 172, 188, 209, 218-220, 256.
Borba, 186.
Bulletin du bureau de Stockholm, 39.
Bulletin intérieur du G.B.L., 47, 53, 79, 153, 201.
Bulletin intérieur de la Ligue communiste de Belgique, 57, 81.
Bulletin du S.I. de la L.C.I., 122, 244, 253.
Bulletin international, 244.
Bulletin de la jeunesse, 39.
- China Forum*, 109.
Combat marxiste, 34.
- Dni*, 214.
- Etudiant socialiste (L')*, 35.
- Fakkell (De)*, 123.
Fremtiden, 67.
- Guerre sociale (La)*, 98.
- Humanité (L')*, 53, 85, 86, 89, 90, 105, 119, 120, 166, 168, 172-176, 178, 179, 196, 198, 204, 247.
- Informations-Dienst*, 180.
- Inprekor (Internationale Presse Korrespondenz)*, 55.
Internationale (L'), 134.
International Information Bulletin W.P.U.S., 96, 118, 127, 134.
Iskra, 213.
- Lutte de classes (La)*, 80, 134, 202.
Lutte finale (La), 86.
- Masses*, 35, 248.
- Neue Front (Die)*, 199, 251.
Neue Zeit (Die), 210.
New International (The), 85, 109, 131, 146, 204, 221, 245, 251.
New International Bulletin, 45.
New Leader (The), 221-223, 240, 241, 245.
New Militant (The), 117, 140, 171, 189, 251.
Nieuwe Fakkell (Die), 122, 131, 251.
Novaia Jizn, 152.
- Ordine Nuovo*, 196.
- Peuple (Le)*, 102.
Populaire (Le), 105, 176, 217.
Pravda, 209, 210, 212, 213.
Prolétaire d'Avant-garde (Le), 134.
- Que Faire ?*, 247-249.
- République (La)*, 99.
Révolution, 140, 189, 202.
Révolution prolétarienne (La), 45.
Rote Fahne (Die), 49.
Rundschau (Die), 55, 64.

LEON TROTSKY, ŒUVRES, JUIN-SEPTEMBRE 1935

<i>Social-Demokraten</i> , 67, 127.	<i>Vérité (La)</i> , 27, 28, 34, 47, 57,
<i>Spartakus</i> , 35, 60.	73, 80, 103, 108, 117, 129,
	172, 202, 203, 219.
<i>Temps (Le)</i> , 135.	<i>Voix communiste (La)</i> , 65
<i>Trotz Alledem</i> , 82.	<i>Vorwärts</i> , 158.
<i>Unser Wort</i> , 49, 65, 123, 180.	<i>Young Spartacus</i> , 140.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les références en *italique* indiquent les notices biographiques)

- ABERN, Martin, 25, 128, 137, 142, 144, 183, 184, 185.
 ACHILLE, 240.
 ACKERKNECHT Erwin H., dit Eugen BAUER, 124, 128, 132, 134, 138, 245, 247-249, 254, 255.
 ADLER Victor, 102.
 ADOLPHE, cf. Rudolf KLEMENT.
 ALEXANDRE II, 114.
 AUFHAÜSER Siegfried, 49, 50.
 AULAS Jean, 99.

 BARDIN Alexis, 100.
 BARDIN Alfred, dit LÉON, 101.
 BARDIN Johannès, dit BOITEL, 101.
 BARTHOU Louis, 99.
 BAUER Eugen, cf. Erwin H. ACKERKNECHT.
 BAUER Otto, 199, 200.
 BECK Jozef, 82.
 BEISO Guido, 172-174, 176-179.
 BERNSTEIN Eduard, 210, 211.
 BEVIN Ernest, 241.
 BIRNEY Earl, dit ROBERTSON, 26, 243.
 BISMARCK - SCHÖNHAUSEN Otto von, 210.
 BISSENIÉKS Georg, 262.
 BLADERGROEN J., cf. H.J. BOVENKERK.
 BLANQUI Louis, Auguste, 225.
 BLUM Léon, 50, 93, 97, 104-106, 121, 165, 167, 168, 193, 202, 203, 217, 222, 269.
 BOGDANOV, cf. Alexandre A. MALINOVSKY.
 BONNET Georges, 165.
 BORDIGA Amadeo, 177.
 BOUËT Louis, 99.

 BOUKHARINE Nicolas, 196, 237, 257, 266, 267.
 BOVENKERK H.J., dit J. BLADERGROEN, 26, 122, 124, 125.
 BRANDLER Heinrich, 152, 193, 238.
 BRANDT Willy, Herbert FRAHM dit, 32, 73.
 BRAUN, cf. Erwin WOLF.
 BRIAND Aristide, 166.
 BROCKWAY Archibald Fenner, 26, 221, 222, 241, 242, 245.
 BUDENZ Louis, 24.
 BUR Jan, cf. Walter NETTELBECK.
 BURNHAM James, 183.

 CACHIN Marcel, 86, 87, 92, 93, 97, 121, 148, 167, 193.
 CANNON James Patrick, 24, 25, 27, 128, 137, 139, 142, 144, 183-185, 249-254.
 CARRILLO Santiago, 133.
 CHANG KAÏ-CHEK, 111, 113, 114, 192, 257, 258.
 CHEN DUXIU, 109, 111, 115, 116, 192.
 CHEVALIER Auguste, 118.
 CHLIAPNIKOV Alexandre G., 267.
 CHTCHERBAKOV, 262.
 CITRINE Walter McLELLAN, 232, 240-242, 256-258.
 CLAUSEWITZ Karl von, 230.
 CLEMENCEAU Georges, 166.
 COLBJØRNSEN Ole, 67.
 CRIPPS Richard Stafford, 232.
 CRISPI Francesco, 52.
 CRUX, pseudonyme de TROTSKY, 51, 57, 81.

- DALADIER Edouard, 23, 53, 70, 89, 90, 164, 165, 197, 238.
- DAN, Fedor I. GURVITCH, dit, 199, 200.
- DAUGE WALTER, 25, 59, 63, 84, 136, 153.
- DE KADT Jacques, 41, 123, 152.
- DE MAN Hendrik, 87, 154-156.
- DEUTSCHER Isaac, 61.
- DEWAR Hugo, 232.
- DIMITROV Gueorgui, 166, 167, 196, 198, 199, 201, 204, 236.
- DOMINIQUE Pierre, 99.
- DOMMANGET Maurice, 99.
- DORIOT Jacques, 45, 86, 92, 99, 217.
- DOUMERGUE Gaston, 99, 229.
- DUBOIS, cf. Ruth FISCHER.
- DUBROVINSKY Iossif F., 266.
- DUCLLOS Jacques, 93, 119, 176.
- DURAND, cf. Léon SEDOV.
- EBERT Friedrich, 87, 238.
- EHRlich Solomon, 61.
- EIFFEL, cf. Paul KIRCHHOF.
- EJOV Nikolai, 64.
- ENGELS Friedrich, 209-215, 224-228, 238, 261.
- ENOUKIDZÉ Avelii S., 63, 64, 262.
- EPE Heinz, dit Walter HELD, 23, 29, 31, 32, 33, 187, 248, 252, 255.
- ERCOLI, cf. Palmiro TOGLIATTI.
- ERDE, cf. Karl GRÖHL.
- ETCHEBEHERE Hippolito, dit Juan RÚSTICO, 248.
- FALK Erling, 132.
- FAURE Paul, 105, 225.
- FERRAT André, MOREL, dit Marcel BRÉVAL, dit, 247.
- FERSEN Luís, 26.
- FIELD B.J. David GOULD dit, 255.
- FISCHER Oskar, cf. Otto SCHÜSLER.
- FISCHER Ruth, dite DUBOIS, 55, 148, 180.
- FLANDIN Pierre-Etienne, 99.
- FONTENAY Fernand, 120.
- FRAHM Herbert, cf. Willy BRANDT.
- FRANK Pierre, 47.
- FRANKEL Jan, 23, 29, 82, 110, 181, 187, 246, 252.
- FRED, cf. Fred ZELLER.
- FREUND Hans, dit MOULIN, 82.
- FRÖLICH Paul, 35, 38, 39.
- FROSSARD Louis Olivier, 269.
- GLOTZER Albert M., 25, 138, 139, 142, 144, 183, 185.
- GOLDENBERG Boris, 39, 100, 122, 222, 248.
- GORKY Maxime, PECHKOV dit, 152.
- GOTTWALD Klement, 92.
- GOULD David, cf. B.J. FIELD, 255.
- GOULD Nathan, 189.
- GRAMSCI Antonio, 196.
- GRESSENT Alfred Georges, dit Georges VALOIS, 45, 99.
- GRÖHL Karl, dit Karl ERDE, dit Hans FRIEDBERG, 49, 64.
- GROVES Reg, 232.
- GUESDE Jules, BAZILE dit, 159, 160.
- GUILLAUME II, 158.
- GUTTMANN Josef, 92.
- HAÏLÉ Sélassié, 51.
- HARBER Denzil D., 26, 221, 233.
- HAVEMANN Robert, 38.
- HEGEL Wilhelm Friedrich, 158.
- HEIJENOORT Jean van, 23, 96, 117, 202.
- HELD Walter, cf. Einz EPE.
- HENLEIN Konrad, 94.
- HERRIOT Edouard, 23, 90, 165.
- HERVÉ Gustave, 98.
- HERZ, Walter, 181.
- HINDENBURG Paul von BENCKENDORFF und von, 105.
- HIRO-HITO (Mikado), 196.
- HITLER Adolf, 23, 36, 85, 88, 93, 94, 99, 109, 124, 150, 161, 162, 163, 199, 219, 255, 258, 260.
- HOHENZOLLERN (dynastie des), 85.
- HUYSMANS Camille, 157.

- IAGODA Henrikh G., 190.
 IAROSLAVSKY Emilian, Minci I.
 GUBELMAN, dit, 267.
 ISAACS Harold R., 23, 109, 111,
 245.
 JACOBS Louis, dit Jack WEBER,
 dit A. ROLAND, 25, 138,
 139, 142, 144, 183, 185,
 186, 188, 250.
 JACOBS Sara, dite Sara WEBER,
 138.
 JACQUEMOTTE Joseph, 84, 92.
 JAMES Cyril Lionel Robert, 26,
 221.
 JAURÈS Jean, 98, 159, 164.
 JIDANOV Andréi, 263.
 JOGISCHE Leo, dit TYSZKO, 36.
 JOHRE, cf. Josef WEBER.
 JOUHAUX Léon, 98, 193, 229.
 KAGAN Georges, dit Pierre LE-
 NOIR, 248.
 KAGANOVITCH Lazare, 263.
 KAMENEV Lev B., ROSENFELD
 dit, 22, 70, 152, 190, 262.
 KAUTSKY Karl, 211, 212, 225-
 227, 261.
 KILBOM Karl, 31, 132.
 KIRCHHOF Paul, dit EIFFEL, 128,
 247.
 KIROV Sergei M., KOSTRIKOV
 dit, 22, 64, 70, 175, 177,
 179, 218, 262, 263.
 KLEMENT Rudolf, dit ADOLPHE,
 48, 117, 124, 217.
 KNUDSEN Bognar, 23.
 KNUDSEN Hjørdis, 23.
 KNUDSEN Konrad, 23, 67, 72,
 110.
 KOLLONTAI Alexandra, 267.
 KOSSAREV Alexandre, 129.
 KOSSIOR Stanislas, 262, 263.
 KOSSIOR Vladimir V., 262.
 KROG Helge, 23.
 LAFARGUE Paul, 191.
 LANDAU Kurt, dit SPECTATOR,
 dit Wolf BERTRAM, 248.
 LANSBURY George, 240.
 LARINE Michel, Iouri LOURIÉ
 dit, 137.
 LA ROCQUE François de, 99.
 LASSALLE Ferdinand, 211.
 LAURAT Lucien, Othon MASCHL
 dit, 35.
 LAVAL Pierre, 88, 99, 119, 165,
 167, 172, 193, 203.
 LEBAS Jean-Baptiste, 97, 225.
 LEFEUVRE René, 35.
 LÉNINE, Vladimir Ilitch OULIA-
 NOV dit, 34, 36, 37, 39, 40,
 44, 54, 63, 67, 68, 85, 104,
 106, 137, 144, 157-161,
 163, 169, 170, 186, 188,
 193, 203, 211-215, 236,
 241, 261, 265, 266.
 LEONETTI Alfonso, 175.
 LESOIL Léon, 25, 136, 154.
 LEVI Paul, 34, 37, 38.
 LHUILLIER René, 134.
 LI DAZHAO, 109.
 LIE TRYGVE, 67.
 LIEBKNECHT Karl, 34, 40, 85,
 203.
 LIEBKNECHT Wilhelm, 212.
 LIU RENJING, dit NIEL SHIH,
 109, 110-112, 115, 116.
 LLOYD GEORGE David, 150.
 LONGUET Jean, 105.
 LOVESTONE Jay, Jacob LIEB-
 STEIN dit, 248, 251.
 LÖWENHEIM Walter, dit MILES,
 38, 39.
 LOZOVSKY Salomon, 236.
 LUXEMBURG Rosa, 34-40.
 MAISKY, Ivan M., LIAKHOVET-
 SKY, dit, 70.
 MALINOVSKY Alexandre A., dit
 BOGDANOV, 188, 265.
 MANDELSTAMM Martyn N., dit
 LIADOV, 266.
 MANUILSKY Dimitri, 204, 218,
 236.
 MARCOMBES Philippe, 120.
 MARKINE, cf. Léon SEDOV.
 MARTEAUX Albert, 25, 59, 63,
 66, 136, 153.
 MARX Karl, 54, 186, 209-212,
 214, 215, 225, 236, 238.
 MARX Laura, 191.
 MASLOW Arkadi, Isaac TCHÉRÉ-
 MINSKY, dit PARABELLUM,
 55.
 MAUD'HUY Bertrand de, 99.
 MAURÍN JULLIA Joaquim, 27.
 MAXTON James, 241, 242.

- MERCIER Ernest, 90.
 MEYER Håkon, 23, 29.
 MIKADO, cf. HIRO-HITO.
 MILES, cf. Walter LÖWENHEIM.
 MOLENAAR Jan, 26, 124.
 MOLINIER Raymond, dit R. REY, 27, 28, 47, 202.
 MOLOTOV Viatcheslav M., SKRIABINE dit, 257.
 MONMOUSSEAU Gaston, 98, 121.
 MONTANARI Camillo, dit AGOSTINO, 172, 173, 175, 176, 178, 179.
 MOSCICKI Ignacy, 82.
 MÜNZENBERG Willy, 65.
 MUSSOLINI Benito, 51, 89, 221, 269.
 MUSTE Abraham Johannes, 25, 57, 128, 142, 144, 183, 184, 186-188, 244, 246, 250, 252-254.
 NAPOLÉON I^{er}, 207.
 NATALIA, cf. Natalia SEDOVA.
 NAVILLE Pierre, 80, 129, 134.
 NÉGUS, cf. HAÏLÉ SÉLASSIÉ.
 NETTELBECK Walter, dit Jan BUR, 65, 191.
 NICOLLE, cf. Erwin WOLF.
 NIKOLAIEV Leonid 262.
 NIN PÉREZ Andrés, 27.
 NYGAARDSVOLD Johann, 67.
 OEHLER Hugo, 24, 25, 127-133, 135-139, 141, 144, 183, 185, 186, 188, 245-251, 253-255.
 ONEAL James, 171.
 PANKRATOV Vassili F., 190.
 PARABELLUM, cf. Arkadi MASLOW.
 PARVUS, Alexandre L. HELPHAND dit, 36.
 PATRI Aimé, 99.
 PÉRI Gabriel, 179.
 PEVZNER Chanaan V., 190.
 PIATAKOV Iouri, dit KIEVSKY, 266.
 PIECK Wilhelm, 148.
 PILSUDSKI Jozef, 82, 257.
 PIVERT Marceau, 28, 35, 75, 97, 103-106, 108, 117, 202, 203, 217, 222, 268.
 PLEKHANOV Gueorgui V., 114, 212, 213.
 PUCHEU Pierre, 99.
 RABAUT Jean, 100.
 RAYMOND, cf. Raymond MOLINIER.
 RENAUEL Pierre, 86.
 RIAZANOV, David B. GOLDEN-DAKH, dit, 186, 214, 250.
 RIGAL, cf. Louis RIGAUDIAS.
 RILKE, cf. Vladislav BURÍAN.
 RIMBERT Pierre, Pietro TORIELLI dit, 248.
 ROBERTSON, cf. Earle BIRNEY.
 ROBESPIERRE Maximilien de, 261.
 RÖHM Ernst, 260.
 ROSDOLSKY Roman, 81.
 ROTHSCHILD Edouard de, 90.
 ROUS Jean, dit CLART, 27, 47, 96, 117, 176, 202, 216, 217, 245.
 ROUSSET David, 117, 140.
 ROY Manabendra Nath, 193.
 RYKOV Alexei, 266.
 SAPRONOV Timotei V., 267.
 SARA Henry, 232.
 SAXE Nora, 102.
 SCHEFLO Olav, 23.
 SCHEIDEMANN Philip, 87, 160.
 SCHMIDT Peter Johannes, 26, 41, 56, 63, 122, 123, 125, 131, 152, 192, 251.
 SCHNEIDER Eugène, 90.
 SCHÜSSLER Otto, dit Oskar FISCHER, 65.
 SCHWAB Jim, cf. Jacob WALCHER.
 SEDOV Léon, dit DURAND, 148, 191.
 SEDOV Sergei, 190.
 SEDOVA Natalia I., 29, 63, 110.
 SERRET Gilbert, 99.
 SEVERAC Jean-Baptiste, 105.
 SHACHTMAN Max, 24, 25, 27, 128, 137, 142, 144, 183, 184, 185, 249-251, 253, 254.
 SMIRNOV Vladimir M., 267.
 SNEEVLIET Henricus, dit MARING, 26, 27, 42, 56, 63, 109, 111, 152, 192.

- SOKOLOVSKAJA Alexandra L., 190.
- SPAAK Paul-Henri, 59, 63, 136, 156.
- STALINE Joseph, 22, 32, 63, 64, 67, 88, 89, 92, 97, 107, 110, 132, 169, 170, 172, 191, 192, 193, 196, 203, 214, 215, 236, 240, 256-259, 261, 263, 265, 266.
- STAMM Tom, 138, 251, 253, 254.
- STOCKFISCH Herschl, 61.
- STROILOV, 262.
- SUN YAT-SEN, 115.
- SVERMA Jan, 92.
- SWABECK Arne, 127, 142, 144, 183.
- TAROV A., Arpen TAVITIAN, ou DAVITIAN, dit MANOUKIAN, dit, 22, 190, 256-260.
- TAS Sal, 123.
- TAVITIAN Arpen, cf. TAROV.
- TCHERMODANOV Vassili, 129.
- THALHEIMER August, 193.
- THIERS Adolphe, 89.
- THOREZ Maurice, 89, 93, 97, 167, 168, 203.
- TOGLIATTI Palmiro, dit ERCOLI, 196, 199.
- TOMSKY Mikhail, 256.
- TRANMAEL Martin, 67.
- TREINT Albert, 86, 109.
- VAILLANT-COUTURIER Paul, 85, 119, 196.
- VALIÈRE Marcel, 99.
- VALIÈRE Paul, 119, 120, 198.
- VAN, cf. Jean VAN HEIJENOORT.
- VAN DER GOES Frank, 26, 124.
- VANDERVELDE Emile, 87, 107, 156.
- VAN GELDEREN Charles, 233.
- VAN ZEELAND Paul, 87.
- VEREKEN Georges, 25, 60, 102, 132, 136, 171, 247, 254, 255, 264, 271.
- VOLKOV Platon, 191.
- VOLKOV Vsevolod P. (Seva), 191.
- VOLKOVA Zinaïda Lvovna, 191.
- WALCHER Jacob, dit Jim SCHWAB, 35, 39, 124, 152, 248.
- WALTER cf. Erich WOLLENBERG.
- WASSERMAN Paul, dit Oscar EWAS, 38, 39.
- WEBER Josef, dit JOHRE, 65.
- WEBER Jack, cf. Louis JACOBS.
- WEBER Sara, cf. Sara JACOBS.
- WEISBORD Albert, 255.
- WEISS, cf. Oskar SEIPOLD.
- WELS Otto, 49, 87.
- WENDEL François de, 90.
- WICKS Harry, 232.
- WILKINSON Ellen, 241.
- WOLF Erwin, dit BRAUN dit NICOLLE, 65, 148, 181.
- WOLLENBERG Erich, dit WALTER, 49.
- WRANGEL Piotr Nikolaïevitch, 262.
- YUAN SHIKAI, 115.
- ZACK Joseph, KORNFEDER dit, 251.
- ZASLAVSKY David I., 214, 215.
- ZASSOULITCH Véra, 213.
- ZELLER Fred, 28, 96-98, 100, 129.
- ZINAÏDA, cf. Zinaïda Lvovna VOLKOVA.
- ZINOVIEV Grigori, RADOMYLSKI dit, 22, 63, 70, 86, 148, 152, 190, 236, 238, 262.
- ZYROMSKI Jean, 28, 75, 93, 97, 104, 105, 106, 199, 200, 202, 203, 217, 237, 269.

INDEX DES ORGANISATIONS, PARTIS, INSTITUTIONS, etc. (*) DES INSTANCES, CONGRÈS, RÉUNIONS, etc. (**)

- | | |
|---|--|
| <p>Action léniniste, 45.</p> <p>Action socialiste, cf. Parti socialiste S.F.I.O.</p> <p>Action socialiste, cf. Parti ouvrier belge.</p> <p>Action socialiste révolutionnaire, cf. Parti ouvrier belge.</p> <p>Allgemeiner deutscher Gewerkschaftsbund, A.D.G.B., cf. Union générale des travailleurs allemands.</p> <p>American Federation of Labor, A.F.L., cf. Fédération américaine du travail.</p> <p>American Workers Party, A.W.P., cf. Parti américain des travailleurs.</p> <p>Amis de La Révolution prolétarienne, 45.</p> <p>Arbeidernes Ungdom-fylking, cf. Organisation des jeunes travailleurs (Norvège).</p> <p>Bataille socialiste (La), cf. Parti socialiste S.F.I.O.</p> | <p>Bloc obrer i camperol (Bloc ouvrier et paysan, Catalogne), 27.</p> <p>Bolcheviks, bolševiki, cf. aussi P.O.S.D.R. et Parti bolchevique.</p> <p>Bolchevik-léniniste, cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste.</p> <p>Bordiguistes, cf. Fraction bordiguiste (<i>Prometeo</i>).</p> <p>Brandlériens, cf. Opposition brandlérienne.</p> <p>Bund, cf. Union générale des travailleurs juifs de Russie, de Lituanie et de Pologne, Bund.</p> <p>Bureau d'Amsterdam (suite du Bureau de Londres, fin 1934), cf. Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.</p> <p>Bureau international des organisations révolutionnaires de</p> |
|---|--|

* **En caractère gras.** Pour faciliter l'utilisation de cet index, nous avons rassemblé, sous la traduction française de leur dénomination, les organisations ou partis, sections des II^e et III^e Internationales. Quant aux « Oppositions », fraction des P.C., étant donné leur complexité et le caractère souvent informel de leur organisation ou dénomination, elles ont été rassemblées, d'une part, à Opposition brandlérienne ou K.P.O., et à Opposition de gauche de l'autre, mais ont été traitées différemment : les Oppositions brandlériennes renvoient aux appellations précises (en général, K.P.O.), alors que les références des Oppositions de gauche sont toutes regroupées sous ce vocable ou, à partir du 21 août 1933, sous celui de Ligue communiste internationaliste.

** **En italique** et classées, le cas échéant, dans les organisations concernées.

- jeunes ou Bureau de la jeunesse de Stockholm ou Bureau de Stockholm, 31-33, 248, 249, 252.
- Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire** (nouveau nom de l'Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G.), cf. I.A.G.
- Bureau de Londres**, cf. I.A.G.
- Bureau socialiste international**, B.S.I., 157.
- Chartisme, Chartiste** (Mouvement chartiste ou de la Charte du peuple, G.B.), 224, 227.
- Cherny Peredel**, cf. Partage noir.
- Comintern**, cf. Internationale, troisième.
- Comité Amsterdam-Pleyel**, cf. Mouvement Amsterdam-Pleyel.
- Comité anglo-russe**, cf. Comité syndical anglo-russe.
- Comité syndical anglo-russe**, 257.
- Comité permanent de contact**, cf. Mouvement pour la IV^e Internationale.
- Committee for Progressive Labor Action, C.P.L.A.**, 145.
- Communist Labor Party**, cf. Parti communiste ouvrier (Etat-Unis).
- Communist League of America, C.L.A.**, cf. Opposition de gauche et Ligue communiste internationaliste, section américaine.
- Communist League, british section of I.L.O.**, cf. Ligue communiste internationaliste, section britannique.
- Communist League of Struggle**, 255.
- Communist Party of America**, cf. Parti communiste d'Amérique.
- Confédération générale du travail, C.G.T.**, 98, 217, 229. Union départementale de l'Isère, 100.
- Confédération générale du travail unitaire, C.G.T.U.**, 98, 99, 119.
- Conférence de Dietikon**, décembre 1934, cf. Ligue communiste internationaliste, section allemande.
- Conférence de Paris**, 27, 28 août 1933, 21.
- Conférence de Zimmerwald**, 44.
- Congrès antifasciste de Pleyel Paris**, juillet 1933, 223.
- Congrès de Gotha**, cf. Parti social démocrate d'Allemagne.
- Congrès international d'Amsterdam contre la guerre**, août 1932, 223.
- Congrès pan-allemand des conseils de délégués d'ouvriers et de soldats**, 238.
- Croix-de-feu**, 99.
- D e t N o r s k e A r b e i d e r p a r t i, D.N.A.**, cf. Parti ouvrier norvégien.
- Douma (3^e)**, 265.
- Economistes**, cf. Parti ouvrier social-démocrate russe.
- Emancipation du travail**, cf. à Groupe Emancipation du travail.
- Entente des jeunesses socialistes, fédération de la Seine**, cf. Jeunesses socialistes françaises.
- Fédération américaine du travail, American Federation of Labor, A.F.L.**, 127.
- Fédération catalano-baléare**, cf. Parti communiste espagnol.
- Fédération communiste libértaire**, 45.
- Fédération de l'enseignement, C.G.T.U. ou Fédération unitaire de l'enseignement F.U.E.**, 45, 99.
- Fraction bordiguiste (Prometeo)**, 172, 177.
- Gauche Révolutionnaire** cf. Parti socialiste S.F.I.O.

Gestapo, Geheime Staatspolizei (police secrète d'Etat), 65.

G.P.U. ou Guépéou, Gosudarstvennoïé polititcheskoïé Oupravlenié (Administration politique d'Etat), 22, 64, 93, 262.

Groupe communiste internationaliste (*La Lutte de Classes*), **G.C.I.**, 134, cf. aussi **Parti socialiste, S.F.I.O.**

Groupe Emancipation du travail, Osvobozdenija Truda, 114, 212, 213.

Groupe des jeunes maréchaux, 99.

Groupe juif, cf. **Opposition de gauche**, section française.

Groupe Lutte de Classes, cf. **Parti socialiste, S.F.I.O.**

Groupe Mot Dag (Norvège), 31, 32, 131, 132. **Jeunesses du Mot Dag**, cf. **Organisation des jeunes travailleurs** (Norvège).

Groupe Nouvel Age, 45, 99.

Groupe Octobre (Chine), 109.

Groupe Spartacus, cf. **Parti socialiste, S.F.I.O.**

Groupe Spartacus (Belgique), 25, 264, 271.

Independent Labor League of America I.L.L.A. (Love-stone), cf. **Ligue ouvrière indépendante d'Amérique**.

Independent Labour Party, I.L.P., cf. **Parti ouvrier indépendant** (Grande-Bretagne).

Industrial Workers of the World, I.W.W., cf. **Travailleurs industriels du monde**.

Institut Marx-Engels, 211, 212, 250.

Deuxième Internationale ou Internationale socialiste ou Internationale ouvrière 1889-1923, Internationale ouvrière socialiste après 1923, 25, 41, 44, 45, 48, 54, 58, 62, 74, 87, 93, 102, 106, 107, 128, 129, 132,

159, 164, 168, 171, 192, 193, 200, 234, 237, 266, 268, 270.

Troisième Internationale ou Internationale communiste ou Comintern, 21, 22, 24, 31, 32, 34, 37-42, 44, 48, 49, 51, 54, 58, 59, 64, 73, 74, 85, 92, 93, 98, 102, 104, 106, 107, 109, 129, 132, 133, 136, 142, 157, 166-169, 175, 177, 192, 193, 195, 196, 198-200, 205, 208, 223, 224, 233-237, 241, 242, 245, 251, 255, 257, 264, 265, 267, 269, 270 ; **3^e congrès, juin-juillet 1921**, 177 ; **6^e congrès, juillet-sept. 1928**, 24, 236 ; **7^e congrès, 25 juillet-21 août 1935**, 22, 24, 157, 162, 163, 166, 167, 169, 170, 175, 193, 195, 199-201, 207, 208, 218, 237, 240, 242, 245 ; **Comité exécutif**, 194 ; **Opposition de gauche, 1923-1933**, 106, 109, 236.

Quatrième Internationale, cf. aussi **Mouvement pour la IV^e Internationale** et, dans l'index des sujets et thèmes, à **nouvelle Internationale**, 21, 23-26, 28, 32, 33, 40-46, 48, 49, 54, 56-58, 63, 65, 74-77, 99, 103, 106, 107, 116, 123, 124, 126, 128, 129, 131-133, 146-148, 170, 184, 185, 192, 194, 197, 200, 203, 219, 221, 231, 233, 234, 242, 244-246, 251, 252, 260, 263, 264, 268-271. **Conseil général**, 56.

Internationale Arbeitsgemeinschaft, I.A.G. (Communauté internationale de travail), 26, 38, 44, 58, 86, 122, 125, 234, ou **Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire**, 46, 234 ; **Secrétariat**, 122 ; **Bureau de Londres**, 122, 234, 235 ; **Bureau d'Amsterdam**, 122 ;

- Bureau de Londres-Amsterdam**, 122 ; *Conférence dite de St-Denis, février 1935*, 38, 58, 86, 125.
- Internationale communiste**, cf. Internationale, troisième.
- Internationale Kommunisten Deutschlands I.K.D. Bremen** (Communistes internationaux d'Allemagne, radicaux de gauche de Brême), 38.
- Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, cf. Opposition de gauche ou Ligue communiste internationaliste, section allemande.
- Internationale syndicale rouge, I.S.R. ou Profintern**, 236.
- Internationale Vereinigung der Kommunistische Opposition, I.V.K.O.** (Union internationale d'opposition communiste) ou courant brandlérien international, 193, 248.
- Iskristes**, cf. Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R.
- Izquierda comunista de España, I.C.E.**, cf. Opposition de gauche espagnole, ou Ligue communiste internationaliste, section espagnole.
- Jeunes gardes socialistes** (Belgique), 84, 136, 153.
- Jeunesses communistes allemandes**, 38.
- Jeunesses communistes américaines**, 139.
- Jeunesses communistes françaises**, 86, 119, 131.
- Jeunesses communistes italiennes**, 172.
- Jeunesses communistes russes**, 97, 129 ; *congrès international de Copenhague, 1935*, 73.
- Jeunesses socialistes américaines**, 142.
- Jeunesses socialistes espagnoles**, 132, 133, 249.
- Jeunesses socialistes françaises**, 27, 28, 96, 98, 100, 103, 117 ; **Entente des jeunesses socialistes de la Seine**, 96-98, 140, 202, 219, 268 ; **minorité b. l.**, 27, 28, 96, 98, 103, 140, 202, 203, 219 ; **jeunesses socialistes révolutionnaires**, 98 ; **Spartacus**, 100, 202, 203, 222 ; *Conférence nationale de Lille, 30 juillet 1935*, 27, 96, 219 ; comité national mixte, C.N.M., 98, 140.
- Jeunesses socialistes italiennes**, 172.
- Jeunesses socialistes de Norvège**, cf. Organisation des jeunes travailleurs.
- Jeunesses socialistes révolutionnaires**, 135.
- Jeunesses socialistes de Suède**, 31, 32.
- Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), K.P.D. (S)**, cf. Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartakus).
- Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D.**, cf. Parti communiste d'Allemagne.
- Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition, K.P.O.** (Opposition brandlérienne), 38, 237, 238.
- Kuomintang** (Parti du peuple du pays), 111, 112, 115, 201, 257.
- Labour Party**, cf. Parti travailliste.
- League for a Revolutionary Workers Party, L.R.W.P.**, cf. Ligue pour un parti ouvrier révolutionnaire.
- Ligue anti-impérialiste**, 223.
- Ligue des combattants du Front rouge, R.F.P.**, 49.
- Ligue communiste**, cf. Opposition communiste de gauche et Ligue communiste internationaliste.

Ligue communiste internationale (B.L.) ou internationale, L.C.I. (nom de l'Opposition communiste de gauche internationale, à partir du 21 août 1933), cf. aussi à l'Opposition de gauche internationale, 21, 24, 26, 31, 58, 65, 122-125, 128, 131, 132, 148, 245, 248, 254, 264 ; secrétariat international, S.I., 25, 27, 31, 32, 48, 50, 51, 54-57, 59, 60, 63-65, 110, 124, 131, 146, 148, 181, 186.

Ligue communiste internationale ou internationale (b.l.), sections, cf. aussi Opposition de gauche, sections :
 - allemande, **Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D.**, 49, 64, 65, 128, 146, 148, 180, 181, 247 ; *conférence de Dietikon, 24-26 décembre 1934*, 181 ; comité de l'I.K.D. à l'étranger, 65, 128, 247.
 - américaine, **Communist League of America, C.L.A.**, 24, 25, 57, 65, 127, 137, 184, 189, 232, 244-246, 248, 255 ; groupe Oehler, 127, 245, 246, 248, 251, 253.
 - belge, 57, 102, 136, 253.
 - britannique, **Communist League**, 232 ; groupe bolchevik-léniniste du **Labour Party**, 221.
 - chinoise, 109-111.
 - espagnole, **Izquierda comunista de España, I.C.E.**, 27.
 - française, 128, 134 ; **Ligue communiste**, 28, 80, 134 ; groupe bolchevik-léniniste, **G.B.L.**, de la **S.F.I.O.**, 21, 23, 25, 28, 45, 47, 57, 79, 80, 96, 99, 101, 103, 108, 117, 118, 128, 134, 135, 140, 176, 222.
 - polonaise, 61.
 - russe, 219.
 - suisse, **Marxistische Ak-**

tion der Schweiz, M.A.S., 82.

Ligue ouvrière indépendante d'Amérique, Independent Labor League of America, I.L.L.A., 248.

Ligue pour un parti ouvrier révolutionnaire, League for a Revolutionary Workers Party, L.R.W.P., 45.

Ligue socialiste, Socialist League, 232.

Ligue Spartakus, Spartakusbund, 34.

Ligues d'extrême droite, 90.

Marxistische Aktion der Schweiz, M.A.S. (Action marxiste de Suisse), cf. Opposition de gauche et Ligue communiste internationaliste, section suisse.

Mencheviks, Menševiki, cf. aussi Parti menchevique et **P.O.S.D.R.**, 137.

Mot Dag, cf. Groupe **Mot Dag**.
Mouvement Amsterdam-Pleyel, 223.

Mouvement pour la IV^e Internationale 56 ; Comité permanent de contact (entre les signataires de la « Lettre ouverte ») ou secrétariat d'Amsterdam, 56, 63.

Narodnaia Volia, cf. La Volonté du Peuple.

Narodniki, 213.

National Textile Union, cf. Union nationale du textile.

Onafhankelijk socialistische Partij, O.S.P., cf. Parti socialiste indépendant (Pays-Bas).

Opposition brandlérienne ou Opposition de droite ou K. P. O. :

- internationale, cf. Internationale Vereinigung der Kommunistische Opposition, I.V.K.O.

- allemande, cf. **Kommunistische Partei Deutschlands-Opposition, K.P.O.**

- américaine, groupe de Lovestone, 25.
- suédoise cf. P.C. suédois (Kilbom) ou groupe de Kilbom.
- Opposition « déciste » du groupe centralisme démocratique, cf. P.C.U.S.**
- Opposition de gauche internationale, International Left Opposition, I.L.O., Kommunistischen Links Opposition, K.L.O., 109, 138, 236.**
- Opposition de gauche, sections de l'Opposition internationale ou groupes d'Opposition de gauche :**
 - allemande ou **Opposition de gauche unifiée** (fusion d'une partie du Leninbund et de l'Opposition de Wedding, printemps 1930) éditant *Die Permanente Revolution*, 32, 39, 49, 64, 248.
 - Internationale Kommunisten Deutschlands, I.K.D., 1933** (éditant *Unser Wort*), 49, 64, 65.
 - américaine, **Communist League of America, C.L.A., 65, 127, 137, 139, 142, 189.**
 - autrichienne, 248.
 - belge, 102, 136, 253.
 - chinoise, 109-111.
 - espagnole, **Izquierda comunista de España, 27.**
 - française, **Ligue communiste, 80, 134 ; groupe juif, 134.**
 - polonaise, 61.
 - russe, 22, 64.
 - suisse, **M.A.S. 61, 82.**
- Opposition ouvrière, cf. P. C. russe.**
- Opposition unifiée russe, cf. P.C.U.S.**
- Organisation des jeunes travailleurs (Norvège) Arbeidernes Ungdom-fylking, 32.**
- Organisation syndicale des employés A.f.A., Union générale des employés libres.**
- Osvobodzenija Truda, cf. Emancipation du travail.**
- Otzovistes, cf. Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R.**
- Partage noir, Cherny Peredel, 114.**
- Parti américain des travailleurs, American Workers Party, A.W.P., 24, 57.**
- Parti bolchevique, 22, 137, 186, cf. aussi P.O.S.D.R., P.C. russe et P.C.U.S.**
- Partis communistes, 22.**
- Parti communiste d'Allemagne (Ligue Spartakus), Kommunistische Partei Deutschlands (Spartakusbund), K.P.D. (S), 34, 39.**
- Parti communiste d'Allemagne, Kommunistische Partei Deutschlands, K.P.D., 34, 37, 38, 48, 49, 55, 64, 92, 148, 238.**
- Parti communiste d'Amérique, Communist Party of America, 24, 127, 137, 142, 189. Pionniers, Chicago, 189.**
- Parti communiste d'Argentine, 248.**
- Parti communiste d'Autriche, Kommunistische Partei Österreichs, K.P.Ö., 248.**
- Parti communiste de Belgique, 58, 60, 84, 136, 253.**
- Parti communiste de Bulgarie, Balgarska Komunističeska Partija, 45.**
- Parti communiste du Canada, Communist Party of Canada, 243.**
- Parti communiste chinois, 109.**
- Parti communiste d'Espagne, Partido comunista de España, 45, 245, fédération catalano-baléare, federación catalanobalear, 245.**
- Parti communiste, section française de l'I.C., P.C., S.F.I.C., 23, 50, 51, 53, 75, 86, 89, 93, 97, 99, 118, 120, 134, 164, 168, 169, 172, 176, 196, 198, 203, 216,**

- 241, 247, 248 ; comité central (C.C.), 93, 119 ; rayon de Saint-Denis, 45.
- Parti communiste de Grande-Bretagne, Communist Party of Great-Britain**, 240, 241.
- Parti communiste italien, Partito comunista italiano, P.C.I.**, 172, 173, 175-178, 196.
- Parti communiste japonais**, 196.
- Parti communiste de Norvège**, 132.
- Parti communiste des Pays-Bas**, 41, 123.
- Parti communiste de Pologne**, 61, 62.
- Parti communiste de Russie, cf. P.C.U.S.**
- Parti communiste d'Ukraine occidentale**, 81.
- Parti communiste suédois (Kilbom), Sveriges Kommunistiska Parti (Kilbom) ou Parti communiste indépendant, ou groupe de Kilbom, devenu Parti socialiste suédois en 1934**, 31, 32.
- Parti communiste tchécoslovaque**, 92.
- Parti communiste d'Union soviétique, P.C.U.S. ou Parti communiste russe, Rossijskaja Kommunističeskaja partija, V.K.P., après 1925**, cf. aussi Parti bolchevique, 64 ; 10^e congrès, mars 1921, 107, 265, 267 ; fraction « déciste » ou groupe centralisme démocratique, 267 ; opposition ouvrière, 267 ; opposition de droite, 64 ; opposition de gauche, 22, 64, 191, 214, 262, 269 ; opposition de gauche unifiée, 1926-1928, 64, 262, 269.
- Parti communiste yougoslave**, 45.
- Parti ouvrier belge**, 25, 45, 57, 58, 60, 65, 84-86, 131, 136, 156, 225, 264 ; groupe Action socialiste, 25, 63, 136 ; groupe Action socialiste révolutionnaire, 25, 153.
- Parti ouvrier français, P.O.F.**, 159.
- Parti ouvrier indépendant, Independent Labour Party, I.L.P.**, 26, 54, 200, 221, 223, 224, 229-243, 245 ; Marxist Group, 26, 221.
- Parti ouvrier norvégien, Det Norske Arbeiderparti, D.N.A.**, 32, 67, 132, 254.
- Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche, Sozialdemokratische Arbeiter Partei Österreichs, S.D.A.P.Ö.**, 50 ; socialistes - révolutionnaires, 50.
- Parti ouvrier social-démocrate de Bulgarie, Balgarska Rabotničeska social-demokratičeska Partija, Tesnjaki (« étroits »)**, 166.
- Parti ouvrier social-démocrate de Russie, P.O.S.D.R., Rossijskaja social-demokratičeskaja**, cf. aussi parti bolchevik, 199, 265, 266 ; congrès de Stockholm, 1906, 265 ; économistes, 186 ; iskristes, 186 ; fraction menchevique, 265, 266 ; liquidateurs, 266 ; fraction bolchevique, 265, 266 ; otzovistes, 188, 266 ; bolcheviks ultimatistes, 188, 266 ; bolcheviks conciliateurs, 266.
- Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (Pays-Bas), Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij, R.S.A.P.**, 21, 26, 27, 46, 49, 57, 58, 60, 112-125, 131, 135, 221.
- Parti ouvrier d'unification marxiste, Partido Obrero de Unificación marxista P.O.U.M. (Espagne)**, 26, 27, 245.
- Parti radical ou Parti républicain radical-socialiste**, 23, 90, 154.
- Parti républicain socialiste**, 166.

- Parti social-démocrate d'Allemagne, Sozialdemokratische Partei Deutschlands, S.P.D.,** 40, 211 ; *Congrès de Gotha, mai 1875*, 211.
- Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands, U.S.-P.D.,** 34, 48, 87.
- Parti social-démocrate d'Autriche, cf. Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche.**
- Parti social-démocrate bulgare, cf. Parti ouvrier social-démocrate bulgare.**
- Parti social-démocrate polonais Socialdemokracija Kroslets-wa Polskiego i Litwy, S.D.K.P.L.,** 36.
- Parti socialiste d'Amérique, Socialist Party of America,** 24, 136-138, 142, 171, 185, 253.
- Parti socialiste belge, cf. Parti ouvrier belge, P.O.B.**
- Parti socialiste de France,** 166.
- Parti socialiste, S.F.I.O., ou Parti socialiste unifié,** 23, 26-28, 45, 47, 50, 53, 57, 75, 80, 87, 93, 96, 97, 99, 100, 105, 108, 118, 120, 121, 124, 128-130, 134, 135, 140, 154, 169, 176, 181, 184, 202, 203, 216, 217, 222, 247, 249, 269 ; *congrès de Tours, décembre 1920*, 105 ; *congrès de Mulhouse, 9 juin 1935*, 129 ; *fédération de la Seine*, 129 ; *minorité longuettiste*, 105 ; *Action socialiste*, 45 ; *la Bataille socialiste*, 28, 45, 75, 97, 199 ; *Gauche révolutionnaire*, 28, 222 ; *groupe bolchevik-léniniste, G.B.L., cf. Ligue communiste, section française, groupe communiste internationaliste (Lutte de classes), G.C.I.,* 134 ; *groupe Lutte de classes*, 129 ; *groupe Spartacus*, 35, 222, 228.
- Parti socialiste indépendant (Pays-Bas), Onafhankelijk socialistische partij, O.S.P.,** 26, 41, 57, 60, 120, 123-125, 152, 193.
- Parti socialiste italien, Partito socialista italiano, P.S.I.,** 177.
- Parti « socialiste national », 99.**
- Parti socialiste ouvrier (Allemagne), Sozialistische Arbeiterpartei (Deutschland), S.A.P.,** 21, 25, 26, 32, 33, 35, 38, 39, 41, 43-45, 50, 54, 57, 58, 73, 75, 76, 100, 117, 122, 124, 125, 131, 132, 146, 147, 181, 182, 187, 199, 200, 202, 221, 222, 224, 228, 236, 237, 239, 240, 247-249, 251, 252.
- Parti socialiste ouvrier espagnol, Partido socialista Obrero español, P.S.O.E.,** 45.
- Parti socialiste polonais, Polska Partia Socjalistyczna, P.P.S.,** 61, 62, 82, 83.
- Parti socialiste révolutionnaire, Revolutionair Socialistische Partij, R.S.P. (Pays-Bas),** 27, 42, 57, 60, 123, 125, 192.
- Parti socialiste suédois (Kilbom),** 31.
- Parti socialiste suisse,** 82.
- Parti des travailleurs du Canada, Workers Party of Canada, W.P.C.,** 21, 58.
- Parti des travailleurs des Etats-Unis, Workers Party of United States, W.P.U.S.,** 21, 24, 25, 27, 41, 49, 57, 58, 65, 117, 118, 127, 128, 131, 134, 135, 137-140, 142, 144, 183, 184, 187, 244-251, 253-255.
- Parti travailliste, Labour Party,** 26, 221, 223, 231-233, 237, 241, 254 ; *groupe bolchevik-léniniste, cf. Ligue communiste internationaliste, section britannique.*

Parti d'unité prolétarienne,
P.U.P., 169.

Pionniers cf. Parti communiste
d'Amérique.

Rayon de Saint-Denis du Parti
communiste, S.F.I.C. (exclu
le 29 juin 1934), 45, 99.

Revolutionair socialistiche Ar-
beiders Partij, R.S.A.P., cf.
Parti ouvrier socialiste ré-
volutionnaire.

Revolutionair Socialistische Par-
tij, R.S.P., cf. Parti socia-
liste révolutionnaire (Pays-
Bas).

Secrétariat d'Amsterdam, cf.
Mouvement pour la IV^e In-
ternationale.

Secrétariat international ou S.I.
cf. Opposition de gauche ou
Ligue communiste interna-
tionaliste.

Socialist League, cf. Ligue so-
cialiste.

Société des Nations, S. D. N., 24,
51, 73, 172, 221, 240, 241.

Société des vieux-bolcheviks, 70,
71.

Sozialistische Arbeiterpartei
Deutschlands, S.A.P., cf.
Parti socialiste ouvrier
d'Allemagne.

Spartakusbund, cf. Ligue Spar-
takus.

Spartacus, cf. Jeunesses socia-
listes françaises.

Spartacus Youth League, 131,
189.

Sturm-abteilung, S.A., 260.

Sveriges Kommunistiska Parti,
(Kilbom), cf. Parti commu-
niste suédois (Kilbom).

Syndicalistes révolutionnaires,
166.

Terre et Liberté, Zemlia Volia,
144.

Trade Union Congress, T.U.C.,
229, 232.

Travailleurs industriels du mon-
de, Industrial Workers of
the World, I.W.W., 127,
232.

Ultimatistes, cf. Parti ouvrier
social-démocrate de Russie,
P.O.S.D.R.

Unabhängige Sozialdemokrati-
sche Partei Deutschlands,
U.S.P.D., cf. Parti social-
démocrate indépendant
d'Allemagne.

Union anarchiste, 45.

Union communiste, 45, 134.

Union générale des employés li-
bres, Allgemeiner freier
Augestelltenbund, A.f.a., 50.

Union générale des travailleurs
allemands, Allgemeiner
deutscher gewerkschafts-
bund, A.D.G.B., 50.

Union générale des travailleurs
juifs de Russie, de Lituanie,
et de Pologne, Bund, Vseo-
beij Evrejskij Rabočij So-
juz V Pose, Litve i Rossii
Bund, 62, 83, 214, 265.

Union nationale du Textile, Na-
tional textil Union, 127.

Vieux - bolcheviks, cf. Société
des vieux-bolcheviks.

Volonté du Peuple, Narodnaia
Volia, 114.

Workers Party of Canada,
W.P.C., cf. Parti des travail-
leurs du Canada.

Workers Party of the United
States, W.P.U.S., cf. Parti
des travailleurs des Etats-
Unis.

Zemlia Volia, cf. Terre et Li-
berté.

INDEX DES SUJETS ET THÈMES ÉVÉNEMENTS ET PAYS

- Abyssinie, 74.
- Allemagne, 84, 87, 88, 89, 91, 97, 146, 159, 162, 180, 182, 192, 197, 237, 238, 260.
- Amalgame stalinien, 55.
- Amérique (cf. aussi Etats-Unis), 60, 64, 71, 136, 137, 171, 205, 253, 255.
- Amérique latine, 65.
- Angleterre (cf. aussi Grande-Bretagne), 162, 169, 197, 232, 254.
- Armée rouge chinoise, 110, 111, 113.
- Autriche, 97, 175, 237, 238.

- Belgique, 59, 60, 65, 66, 74, 82, 84, 94, 155, 156, 169, 253, 255.
- Bolcheviks-leninistes, 103.
- Bureaucratie, 92.

- Centralisme démocratique, 181.
- Centrisme, centristes, 75, 78, 199.
- Chine, 97, 110, 111, 112, 192, 197.
- Comités d'action, 201.
- Conflit italo-éthiopien, 51, 68, 69.
- Conseil général, 56, 65.
- Culture prolétarienne, 35.

- Défense de l'U.R.S.S., 85, 86, 87, 92, 162, 193.
- Démocratie, 104.
- Direction du prolétariat, 38.
 - Crise (de la), 39.
 - Révolutionnaire, 42.
- Domène, 21.

- Eglise, 148, 149, 150, 180.
- Entente de la Seine, 28.
- Entrisme, 58, 59.
- Espagne, 65, 175, 192, 237.
- Etat, 159, 160, 245.
 - soviétique, 67, 86, 162, 208.
 - ouvrier, 64, 155, 207, 218, 260.
- Etats-Unis socialistes d'Europe, 73, 156.
- Europe, 71, 135, 137, 161, 253.
- Événements de Toulon, 118, 140.

- Fascisme, 87, 88, 155, 162.
- Fraction, 264, 265, 267, 270.
- France, 12, 42, 43, 58, 66, 69, 70, 74, 75, 82, 84, 87, 89, 91, 93, 94, 98, 119, 128, 135, 141, 156, 159, 162, 165, 169, 197, 216, 253.
- Front populaire, 53, 90, 105, 119, 120, 149, 164, 165, 166, 197, 208.
- Front unique, 201.

- Grèce, 65, 192, 197.
- Grève générale, 224, 227, 228, 229.
- Guerre impérialiste, 73, 74, 92.

- Hollande, 60, 123, 169, 192, 221.

- Internationale communiste (III^e).
(aussi Comintern), 161, 165, 168, 198, 233, 236.
 - 7^e Congrès, 24, 157, 162,

- | | |
|---|--|
| <p>167, 195, 200, 201, 218, 237.
 - Ecroulement, 38.
 Internationale (nouvelle, IV^e), 24, 41, 42, 106, 107, 124, 125, 133, 147, 235, 264.
 Isère, 100.
 Italie, 162, 192, 260.
 Japon, 69, 196.
 Jeunesse, 32, 73, 131, 132.
 Jeunesses socialistes de la Seine, 96, 103, 140.
 Journal de masse, 47, 80.
 « Lettre ouverte », 21, 24, 41, 117, 131, 260.
 Luxembourgisme, 34.
 Norvège, 22, 67, 68, 72, 197.
 Pacifisme petit-bourgeois, 74, 221.
 Parti indépendant, 203, 216.</p> | <p>Parti mondial de la révolution socialiste, 54.
 Pologne, 57, 61, 81, 91, 192.
 Question agraire, 81.
 Question nationale, 81.
 Radicaux, 53, 74, 164, 165.
 Sibérie, 70.
 Socialisme, 71.
 Société des Nations, 73.
 Spontanéité des masses, 35, 36.
 Suisse, 82.
 Tchécoslovaquie, 74, 84, 94, 162.
 Terreur stalinienne, 256, 263.
 Turquie, 21.
 U.R.S.S., 21, 69, 70, 71, 84, 85, 86, 88, 89, 91, 93, 94, 111, 162, 163, 190, 192, 204, 205, 207, 208, 218, 219, 220, 231, 260.</p> |
|---|--|